MBPE

MINISTÈRE DU BUDGET ET DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT

UNION - DISCIPLINE - TRAVAIL

2019-2020

RAPPORT ANNUEL DE LA DGPE

DGPE

DIRECTION GENERALE DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

NOTES

Le présent rapport a pour objet de présenter les activités majeures menées par la Direction Générale du Portefeuille de l'État (DGPE), au cours de l'exercice 2019, dans le cadre de la gestion du portefeuille de l'État. Aussi, en vue de fournir des informations à jour lors de sa publication, il prend en compte certaines évolutions survenues dans la mise en œuvre de ces activités jusqu'au 30 juin 2020.

Ce rapport présente également la situation économique et financière des entreprises du portefeuille de l'État au titre de l'exercice clos au 31 décembre 2019, communiquée à l'Assemblée Nationale, en annexe à la Loi de Finances, conformément aux Lois n°97-519 et n°97-520 du 4 septembre 1997 relatives respectivement aux sociétés d'État et aux sociétés à participation financière publique.

NOTES

NOTES

Cher lecteur, cher partenaire,

Comme pour les éditions précédentes, le département ministériel que j'ai l'insigne honneur de diriger a le plaisir, à travers la Direction Générale du Portefeuille de l'État (DGPE), de mettre à votre disposition un ensemble d'informations sur l'évolution du portefeuille de l'État, retracé dans ce rapport annuel d'activités.

Vous l'avez certainement noté, au cours des dernières années, nous nous sommes attelés à mettre en œuvre des réformes à même de nous garantir des performances satisfaisantes du portefeuille de l'État. Permettez-moi d'en citer les plus importantes :

- la mise en place d'un mécanisme de suivi infra-annuel de la performance et d'anticipation des risques budgétaires ;
- la professionnalisation de la fonction d'administrateur à travers la mise en place du programme de certification des Administrateurs des sociétés publiques ;
- la généralisation du processus de contractualisation des performances entre l'État et les entreprises publiques ;
- le renforcement du cadre de suivi de l'endettement des entreprises publiques ;
- la réforme du cadre juridique du portefeuille de l'État ;
- l'instauration du prix d'excellence de la gouvernance des entreprises publiques.

Je me réjouis de noter que ces réformes ont un impact indéniable sur les performances du portefeuille de l'État.

En effet, le chiffre d'affaires global des entreprises du portefeuille s'est accru de 10% en 2019 pour ressortir à 5.063 milliards FCFA. Le redressement des résultats nets est, pour sa part, plus spectaculaire, car ceux-ci ont progressé de 111% par rapport aux réalisations relevées à l'issue de l'exercice 2018 pour se fixer à 439 milliards FCFA.

Je voudrais vous assurer que nos services mettront un point d'honneur à garder ce cap, en particulier en veillant à l'amélioration du fonctionnement des organes d'administration et de gestion des entreprises publiques.

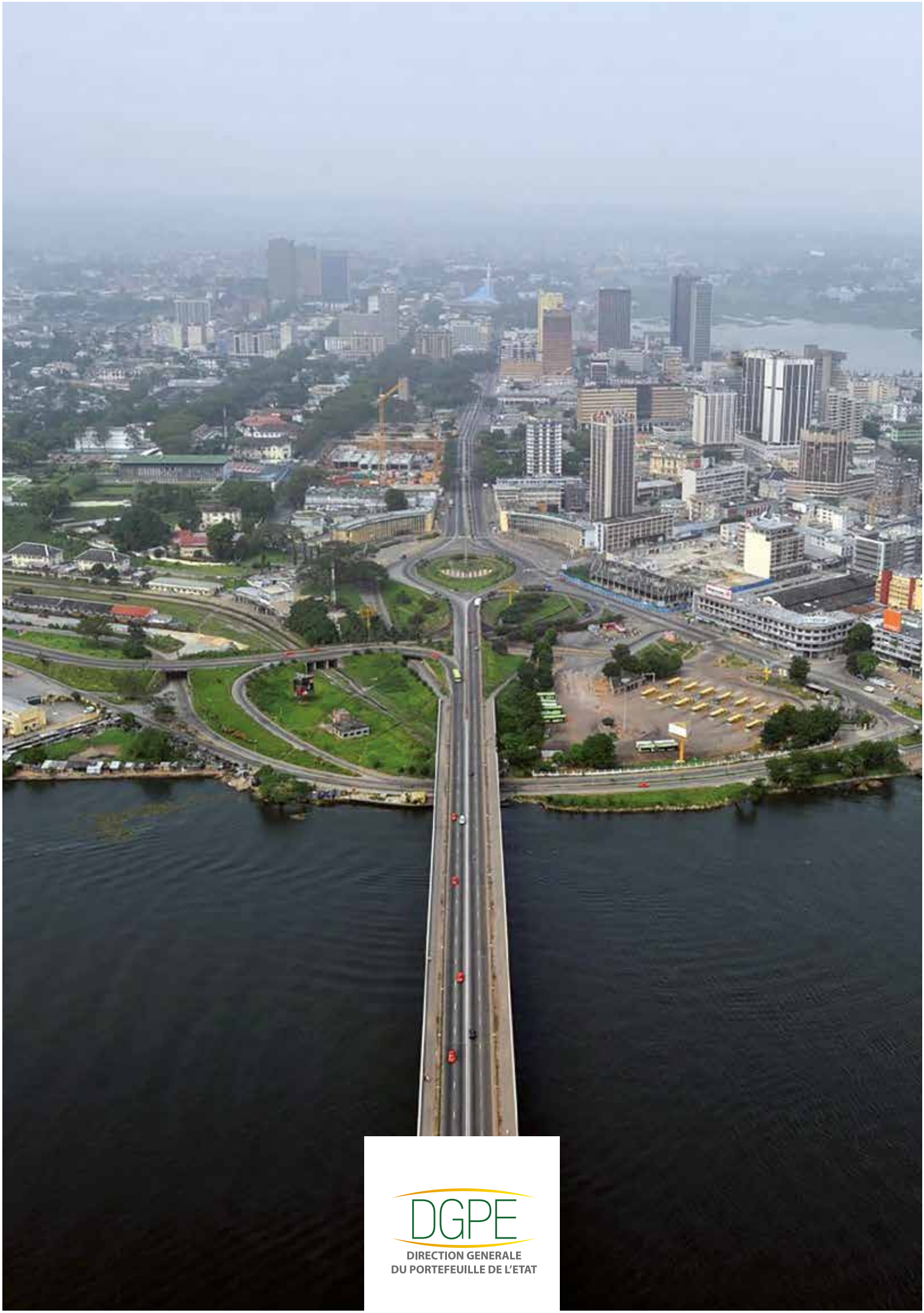
Du reste, avec l'élaboration de la stratégie 2021-2025 du portefeuille de l'État, l'optimisation de la performance du portefeuille sera consolidée pour un développement harmonieux du pays.

J'espère que ce document vous sera très utile et vous permettra d'apprécier les efforts déployés pour assurer une gestion performante du portefeuille de l'État.

Bonne lecture.

Moussa Sanogo

Ministre du Budget et du Portefeuille de l'État



DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

2

PANORAMA GLOBAL

CHIFFRES CLÉS ET FAITS MARQUANTS

82 ENTREPRISES PUBLIQUES
(SODE et SPFP)

2 NOUVELLES PRISES DE PARTICIPATIONS

5063 MILLIARDS FCFA DE CHIFFRES d'affaires cumulés
(Vs 4 586 milliards FCFA en 2018 - en hausse de 10,4%)

624 MILLIARDS FCFA de capital social avec 68% de participations publiques
(Vs 601 milliards FCFA en 2018 - en hausse de 3,8%)

439 MILLIARDS FCFA de résultats nets cumulés
(Vs 208 milliards FCFA en 2018 - en hausse de 111%)

19 MILLIARDS FCFA dividendes perçus par l'État
(Vs 14 milliards FCFA en 2018 sur la même population d'entreprises - en hausse de 35% et 24,9 milliards FCFA sur l'ensemble du portefeuille de 2018 en baisse de 24%)

75 MILLIARDS FCFA de Subvention-État
(Vs 65,5 milliards FCFA en 2018 sur la même population d'entreprises - en hausse de 15,1% et 68,3 milliards FCFA sur l'ensemble du portefeuille de 2018 en hausse de 10,3%)

	CAPITAL SOCIAL (en Milliards FCFA)	CHIFFRE D'AFFAIRES (en Milliards FCFA)	RÉSULTAT NET (en Milliards FCFA)
PART ÉTAT	**424** (Vs 410 milliards FCFA en 2018 - en hausse de 3,6%)	**1900** (Vs 1 715 milliards FCFA e n 2018 - en hausse de 11%)	**102** (Vs 45 milliards FCFA en 2018 - en hausse de 128%)
SODE & SPFP MAJORITAIRE	**467** (Vs 445 milliards FCFA en 2018 - en hausse de 5%)	**1072** (Vs 911 milliards FCFA en 2018 - en hausse de 18%)	**48** (Vs 6 milliards FCFA en 2018 - en hausse de 752%)
SODE	**265** (Vs 247 milliards FCFA en 2018, en hausse de 7,1%)	**604** (Vs 583 milliards FCFA en 2018, en hausse de 4%)	**34** (Vs 18 milliards FCFA en 2018, en hausse de 92%)

JANVIER

09 01 — CLARIFICATION DES PRINCIPES DE PRISE DE PARTICIPATION DE L'ÉTAT ET DE CRÉATION DE SOCIÉTÉ D'ÉTAT

En vue de mieux adosser davantage les principes de prise de participation publique sur les problématiques d'optimalité financière, le Conseil des Ministres a décidé de clarifier les lignes directrices de l'État Actionnaire, se rapportant à la création de sociétés d'État et la prise de participation publique.
Conformément à ces principes, des études complémentaires ont été initiées en vue d'aboutir à de nouvelles propositions de modalités de cessions de parts de l'État dans certaines entités sélectionnées.

16 01 — MISE EN PLACE D'UN MÉCANISME D'ANTICIPATION DES RISQUES BUDGÉTAIRES

Dans le cadre de la maîtrise renforcée de la gestion budgétaire, le Conseil des Ministres a adopté un mécanisme d'anticipation devant permettre une meilleure gestion des risques budgétaires liés à l'exposition de l'État, du fait de garanties octroyées et en raison de son statut d'actionnaire de référence en matière de gestion des entreprises publiques.

MARS

06 03 — INSTAURATION D'UN PROGRAMME DE CERTIFICATION DES ADMINISTRATEURS DES SOCIÉTÉS PUBLIQUES

Le Conseil des Ministres a adopté une communication relative à un programme de professionnalisation des administrateurs représentant l'État au sein des Conseils d'Administration des sociétés du Portefeuille de l'État. Ce programme de certification prend en compte la responsabilité sociétale et environnementale, et vise à apporter des réponses appropriées à certaines problématiques propres au secteur parapublic, à savoir les difficultés liées à la gouvernance, à la gestion des risques et à l'évaluation de la performance. Le Certificat spécifique d'Administrateur des Sociétés Publiques (CASP) est obtenu auprès de l'Institut National des Administrateurs de Côte d'Ivoire (INAD-CI) dans les conditions d'une convention signée entre cette structure et le Gouvernement.

20 03 — OUVERTURE DU CAPITAL DE LA BNI À D'AUTRES ACTEURS DU SECTEUR PUBLIC

Le Conseil des Ministres a adopté une communication relative à un programme de professionnalisation des administrateurs représentant l'État au sein des Conseils d'Administration des sociétés du Portefeuille de l'État. Ce programme de certification prend en compte la responsabilité sociétale et environnementale, et vise à apporter des réponses appropriées à certaines problématiques propres au secteur parapublic, à savoir les difficultés liées à la gouvernance, à la gestion des risques et à l'évaluation de la performance. Le Certificat spécifique d'Administrateur des Sociétés Publiques (CASP) est obtenu auprès de l'Institut National des Administrateurs de Côte d'Ivoire (INAD-CI) dans les conditions d'une convention signée entre cette structure et le Gouvernement.

03
04

TRANSFERT D'ACTIFS DE LA RTI À LA SOCIÉTÉ IDT

Le Conseil des Ministres a adopté un décret portant transfert de certains actifs de la Radiodiffusion Télévision Ivoirienne, en abrégé RTI, à la Société Ivoirienne de Télédiffusion, en abrégé IDT. Cette mesure s'inscrit dans le cadre du processus de mise en œuvre de la stratégie nationale de migration vers la Télévision Numérique Terrestre (TNT).

19
06

ATTRIBUTION DE PERMIS DE RECHERCHE POUR LE CUIVRE ET LE NICKEL À LA SODEMI

Le Conseil des Ministres a adopté deux (2) décrets portant attribution de permis de recherche minière :

- un décret portant attribution d'un permis de recherche pour le cuivre et le nickel à la « Société pour le Développement Minier de la Côte d'Ivoire (SODEMI) » dans les départements de Biankouma, Danané et Sipilou ;
- un décret portant attribution d'un permis de recherche pour le cuivre et le nickel à la « Société pour le Développement Minier de la Côte d'Ivoire (SODEMI) » dans les départements de Danané et de Sipilou.

Ces permis sont délivrés pour une période de quatre (04) ans.

AVRIL

JUIN

08
04

NOUVEL ARRÊTÉ PORTANT FIXATION DU SEUIL D'EMPRUNT ET DE GARANTIES DES SODE

Le cadre permettant d'apprécier la capacité des entreprises publiques à faire face à leurs engagements financiers a été mis à jour, par la prise de l'arrêté n°0225/SEPMBPE/DGPE du 8 avril 2019 portant fixation des seuils d'emprunt et de garantie des sociétés d'état. Ce nouveau cadre tient compte des spécificités de certaines entreprises du portefeuille de l'État, notamment les entreprises non commerciales (FODI, ANSUT, FER, CI-ENERGIES, etc.), qui peuvent notamment afficher des excédents bruts d'exploitation et des capitaux propres relativement faibles.

JUILLET

24 07

RECOMPOSITION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA CNCE

Le Conseil des Ministres a adopté un décret déterminant la composition du Conseil d'Administration de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne, en abrégé CNCE. Conformément aux dispositions de l'article 10 de la circulaire n° 01- 2017/CB/C du 27 septembre 2017 relative à la gouvernance des établissements de crédits et des compagnies financières de l'UMOA qui prescrit, notamment que « le tiers des membres de l'organe délibérant doit être composé d'administrateurs indépendants », ce décret fixe à onze (11), le nombre des membres du Conseil d'Administration de la CNCE dont sept (7) administrateurs représentant l'État (un (1) représentant du Président de la République, un (1) représentant du Premier Ministre, deux (2) représentants du Ministre chargé de l'Economie et des Finances, un (0) représentant du Ministre chargé des PME, deux (2) représentants du Ministre chargé du Portefeuille de l'État) et quatre (4) administrateurs indépendants.

24 07

LANCEMENT DU CERTIFICAT DES ADMINISTRATEURS DE SOCIÉTÉS PUBLIQUES (CASP)

En conformité avec la décision du Gouvernement, prise le 6 mars 2020, d'instaurer un programme de certification des administrateurs des sociétés publiques, L'Institut national des administrateurs de Côte d'Ivoire (INAD-CI) a lancé, le jeudi 25 juillet 2019, le tout premier programme de certification des administrateurs de société publique dénommé Certificat des administrateurs des sociétés publiques (CASP).
Au total, 282 administrateurs de sociétés publiques participeront à ce programme qui durera six mois.

OCTOBRE

09 10

CESSION D'UN ACTIF DE LA CNCE

Le Conseil des Ministres a adopté un décret portant autorisation de cession de la parcelle située en zone 4 d'une superficie de 43 878 m², propriété de la Caisse Nationale des Caisses d'Epargne (CNCE).
Cette opération de cession de terrain intervient dans le cadre de la mise en œuvre du plan de restructuration et de recapitalisation de la CNCE, adopté en Conseil des Ministres en sa séance du 24 mai 2017.
Aussi, le présent décret entérine la décision du Conseil d'Administration de la CNCE, qui a approuvé, à l'unanimité, le 13 mai 2019, la cession envisagée au profit de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS).

06
11

ADOPTION DE NOUVEAUX PROJETS DE LOIS PORTANT DÉFINITION ET ORGANISATION DES ENTREPRISES DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT

Le Conseil des Ministres a adopté deux projets de lois relatifs aux sociétés du portefeuille de l'État dont l'un vise à améliorer la gestion des sociétés à participation financière publique avec l'introduction de mécanismes innovants de gouvernance en ligne avec les meilleures pratiques internationales. Le second projet porte définition et organisation des sociétés d'État. Il intègre de multiples innovations se rapportant notamment à l'administration, à la gestion et au contrôle des sociétés d'État.

06
11

DÉFINITION DU CAHIER DES CHARGES DE LA SOCIÉTÉ IDT

Le Conseil des Ministres a adopté un décret relatif au cahier des charges de la Société Ivoirienne de Télédiffusion, en abrégé IDT.
La Société IDT a été créée le 20 décembre 2017 dans le cadre du processus de migration de la Côte d'Ivoire vers la Télévision Numérique Terrestre (TNT). Ce décret précise les obligations générales et spécifiques de la Société IDT, en sa qualité de service public chargé d'assurer la diffusion des programmes radiophoniques et télévisuels de tous les éditeurs de programmes audiovisuels opérant sur le territoire national.

NOVEMBRE

13
11

CHANGEMENT DE LA DÉNOMINATION DE LA CNCE EN BPCI

Au regard de la dégradation de la qualité du portefeuille de la banque et de sa situation financière, le Conseil des Ministres a adopté, en 2017, un plan de restructuration et de recapitalisation en vue de permettre à la CNCE de poursuivre sa mission stratégique de bancarisation des populations. Le plan de restructuration et de recapitalisation prévoyait un changement d'identité visuelle et de dénomination, en vue de marquer une rupture avec les difficultés du passé. Compte tenu des résultats concluants dans la mise en œuvre du plan de restructuration (cession partielle des actifs, renforcement de la gouvernance et mis en place une nouvelle stratégie commerciale axée notamment sur les classes populaires etc.), la CNCE a atteint le cap du changement visuel. Aussi, le Conseil a entériné la nouvelle dénomination de la banque, à savoir « La Banque Populaire de Côte d'Ivoire », avec sa nouvelle signature « Partout proche de vous ».

13
11

ORGANISATION DE LA PREMIÈRE ÉDITION DU PRIX D'EXCELLENCE DE LA GOUVERNANCE DES ENTREPRISES PUBLIQUES

La première édition du Prix d`excellence de la gouvernance et de la performance des entreprises publiques s'est tenue le 13 novembre 2019. Ce prix a pour objectifs de soutenir l'effort de promotion de la bonne gouvernance, de promouvoir la culture de la performance et la rentabilité au niveau des entreprises publiques. Trois prix ont été décernés pour cette première édition, à savoir le Prix de la performance économique et financière, le Prix de l'efficacité du conseil d'administration et le Prix d'excellence de la gouvernance ou Super prix. Les entreprises sacrées sont les suivantes. Au titre du Prix de la performance économique et financière, dans la catégorie des entreprises non commerciales : l'AGEROUTE (1ère), le FER (2ème) et le FODI (3ème) ; dans la catégorie des entreprises commerciales : le LBTP (1ère), le Port Autonome de San Pedro (2ème) et la LONACI (3ème). S'agissant du prix de l'efficacité du conseil d'administration, les entreprises : BNI (1ère), ONAD (2ème) et Versus Bank (3ème). Le super-Prix, quant à lui, est revenu à l'AGEROUTE.

DÉCEMBRE

04 12

AUGMENTATION DU CAPITAL DE LA BNI

Le Conseil des Ministres a adopté un décret relatif à l'ouverture du capital social de la Banque Nationale d'Investissement en abrégé BNI.
Ce décret autorise l'augmentation du capital social de la BNI de 4,859 milliards de francs CFA, par l'émission de 485 885 actions nouvelles détenues par l'État au profit de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS), pour une valeur nominale de 10 000 francs CFA chacune, assortie d'une prime de 31 162 francs CFA par action.
Le capital social de la BNI passe, ainsi, de 20,5 milliards de francs CFA à 25,359 milliards de francs CFA, avec une prime d'émission totale de 15,141 milliards de francs CFA, pour 80,84 % du capital détenu par l'État et 19,6 % par la CNPS.

DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

© Obuh Christopher Nelson

DGPE
DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

3

PRÉSENTATION DE LA DGPE

LA DGPE, POUR UNE GESTION DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT EN LIGNE AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPEMMENT DE LA CÔTE D'IVOIRE

UNE TRANSFORMATION 2016-2020 MISE EN ŒUVRE AVEC SUCCÉS

UN PORTEFEUILLE DIVERSIFIÉ PRÉSENT DANS TOUS LES SECTEURS

LA DGPE, POUR UNE GESTION DU PORTFEUILLE DE L'ÉTAT EN LIGNE AVEC LES OBJECTIFS DE DÉVELOPEMMENT DE LA CÔTE D'IVOIRE.

La **Direction Générale du Portefeuille de l'État (DGPE)** a été créée le 3 novembre 2016, avec la transformation de l'ex Direction des Participations et de la Privatisation (DPP). Elle est née de l'ambition du Gouvernement ivoirien de faire de l'État de Côte d'Ivoire, le gestionnaire avisé d'un portefeuille équilibré, sous la houlette du Ministère du Budget et du Portefeuille de l'État.

Véritable accélérateur dans le processus de développement économique de la Côte d'Ivoire, la Direction Générale du Portefeuille de l'État (DGPE) a pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie de gestion du portefeuille de l'État conforme aux objectifs stratégiques, économiques et sociaux fixés par l'État. En outre, elle exerce la tutelle financière et coordonne l'exercice de la tutelle sur les entités du portefeuille de l'État tout en analysant la situation économique et financière du portefeuille de l'État. Elle est également chargée du suivi de l'endettement, de la préparation des plans de désengagement, de restructuration et des opérations de liquidation des entreprises du portefeuille de l'État.

La DGPE veille, enfin, à la modernisation des règles de gouvernance ainsi qu'à la représentation de l'État au sein des Conseils d'Administration et Assemblées Générales desdites entités.

En vue de s'assurer d'atteindre les objectifs clés de l'État-actionnaire qui sont, l'utilisation efficace des deniers publics, la prestation de services publics de qualité visant l'assurance d'un impact développemental, et la valorisation patrimoniale du portefeuille, elle s'est taillée sur mesure 4 puissants piliers sur lesquels repose sa stratégie 2016-2020.

Ce sont :

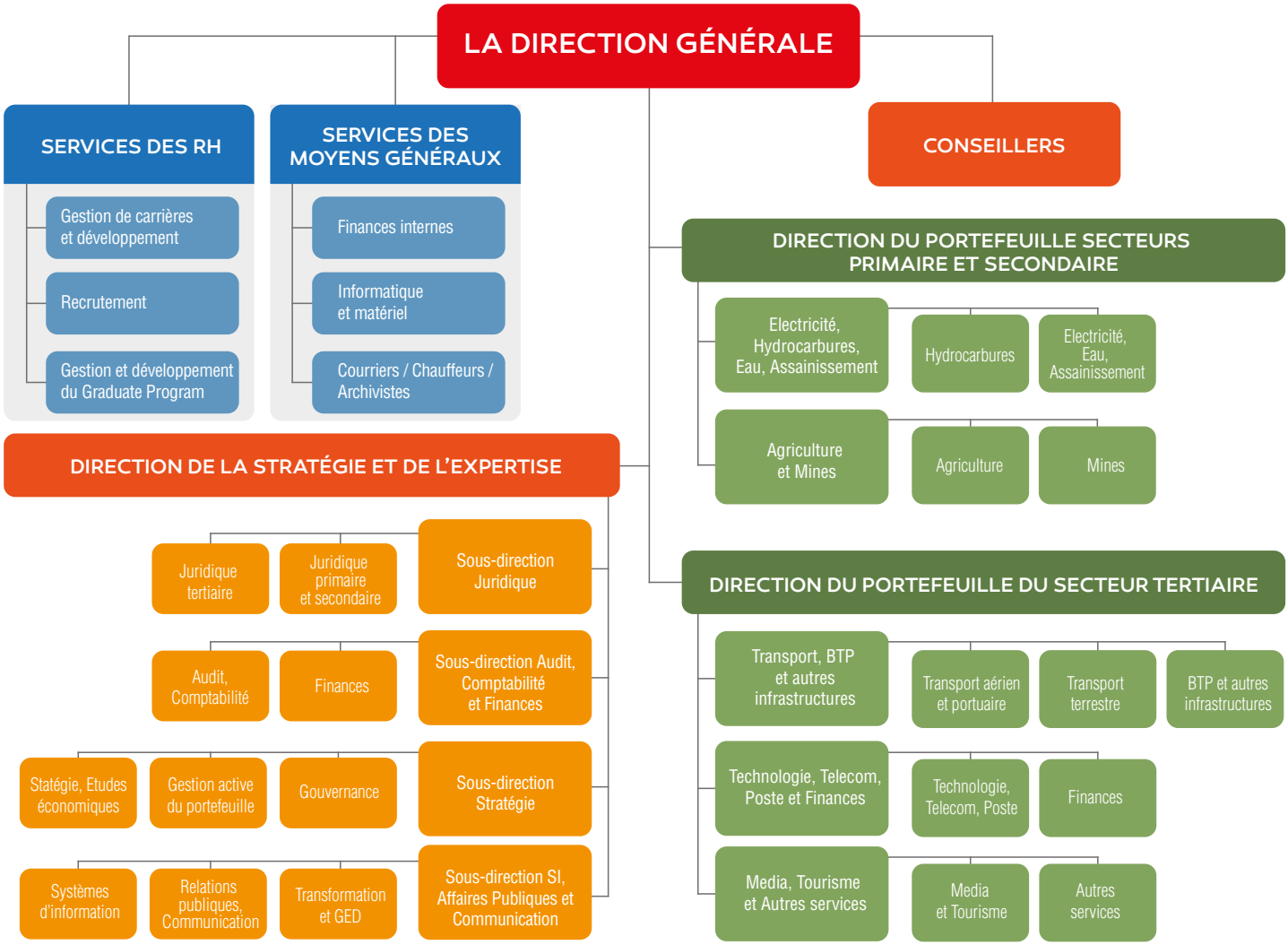
- **une gestion active du portefeuille,**
- **un pilotage exigeant et différencié des entreprises ;**
- **une organisation experte ;**
- **une gouvernance équilibrée.**

Les principes moraux et sociétaux sur lesquelles la DGPE se base pour mettre en œuvre cette ambitieuse stratégie sont la recherche de l'excellence dans l'exécution de ses missions, la responsabilité dans la gestion des intérêts patrimoniaux de l'État, le travail d'équipe avec des agents issus de parcours divers et un dialogue permanent et constructif avec les entreprises du portefeuille.

Pour prôner ses valeurs, et surtout pour un pilotage efficace des entreprises du portefeuille, la DGPE s'est dotée d'une organisation sectorielle. Elle est composée de :

- services rattachés couvrant les fonctions RH et moyens généraux ;
- deux (2) directions sectorielles subdivisées en cinq (5) grands secteurs que sont **les secteurs de l'hydrocarbure, de l'Electricité, de l'Eau et de l'Assainissement ; de l'Agriculture et des Mines ; des Médias et autres Services ; du Transport, des BTP et des autres Infrastructures ; et de la Technologie, des Télécoms, de la Poste et des Finances**. Couvrant ainsi l'ensemble des secteurs d'intervention du portefeuille, pour un suivi adéquat et adapté ;
- un pôle d'expertise (direction centrale), agissant de façon transversale en support aux équipes sectorielles, incluant quatre (4) pôles fonctionnels intervenant dans les domaines clés **de la stratégie, du juridique, de l'audit, de la comptabilité et de la finance, et des systèmes d'information, des relations publiques et communication.**

ORGANIGRAMME DGPE



UNE TRANSFORMATION 2016-2020 MISE EN ŒUVRE AVEC SUCCÉS

Dans le cadre de l'amélioration de la gouvernance des entreprises publiques, de nombreuses réformes ont été engagées par le Gouvernement ivoirien au cours de ces dernières années. Ainsi, en 2014, des chantiers importants avaient-ils été entamés en vue de renforcer cette gouvernance, dont l'élaboration d'une feuille de route relative à la gouvernance des sociétés d'État et des sociétés à participation financière publique majoritaire. Pour un suivi plus efficace dans la gestion du portefeuille de l'État et dans le but de donner une meilleure visibilité dans ses actions, la Direction Générale du Portefeuille de l'État (DGPE) a élaboré une stratégie sur la période 2016-2020, s'articulant autour d'une vision, de trois objectifs clés et de quatre piliers…

VISION

Pilotage proactif et influent des entreprises publiques ivoiriennes
qui permet d'assurer les objectifs clés de l'Etat actionnaire, dans le cadre d'une gouvernance exemplaire

- Utiliser efficacement les deniers publics
- Assurer efficacement le service public ou impact dév.
- Valoriser le patrimoine

1	2	3	4
Gestion active du portefeuille	**Pilotage exigeant des entreprises**	**Organisation experte**	**Gouvernance équilibrée**
Appliquer des principes de participation (entrée /sortie du portefeuille) en fonction des segments	Fixer et faire le suivi d'objectifs en fonction des segments	Développer une connaissance des entreprises suivies, des problématiques des secteurs et un savoir-faire fonctionnel	Assurer l'équilibre entre l'État actionnaire, gestionnaire du budget, régulateur et responsable des politiques publiques

RH : une fonction forte permettant le recrutement, la formation, la rétention et/ou reconversion des meilleurs talents du pays

SI : des outils informatiques permettant la collecte efficace et rapide des informations nécessaires au suivi et aux analyses

Procédures : des procédures et indicateurs faciles d'utilisation et différenciés pour chaque segment du portefeuille

Sécurité juridique : des décisions qui respectent les textes de lois et décrets, et sont donc inattaquables

En vue de la mise en œuvre de cette stratégie, la DGPE a initié un vaste programme de transformation incluant cinq (5) chantiers majeurs, permettant ainsi la mise en œuvre d'importantes réformes sur le plan organisationnel, institutionnel et opérationnel.

Au titre de la communication et du renforcement du dialogue stratégique

Interlocutrice des entreprises publiques en ce qui concerne leurs relations avec l'État actionnaire, la DGPE a instauré un dialogue stratégique, continu et permanent avec les entreprises du portefeuille. Ainsi, une Charte des Relations a été élaborée, précisant les modalités de mise en œuvre de ce dialogue. Cela permet aux entreprises publiques, non seulement de faciliter leurs relations avec l'État actionnaire.

En 2019, le dialogue stratégique et financier s'est poursuivi, se matérialisant notamment par la tenue de rencontres d'échanges avec les dirigeants sociaux des entreprises publiques, l'organisation d'un séminaire sur la communication financière avec les directeurs administratifs et financiers desdites entreprises et l'organisation d'un séminaire avec les Commissaires aux Comptes permettant d'identifier des leviers d'optimisation de leur intervention.

Au titre des réformes organisationnelles

La DGPE a été réorganisée de manière sectorielle pour le développement d'expertises spécifiques. Cela se traduit, non seulement (i) par la mise en place d'une nouvelle organisation sectorielle soutenue par des pôles d'expertises fonctionnels, avec l'identification de cinq (5) segments et de cinq (5) grands secteurs d'intervention, mais également (ii) par la finalisation du staffing global et du renforcement de l'effectif à un total de 141 agents en juin 2020.

Aussi, un programme d'excellence, dénommé « Graduate Program », a été initié et mis en œuvre. Le premier volet de ce programme a consisté au recrutement des meilleurs diplômés des Universités et Grandes Ecoles, au nombre de huit (8). Et le second volet a consisté en la mise en œuvre d'un programme de suivi dédié (incluant des immersions dans les cabinets d'audit, des formations spécifiques, un programme de coaching et de mentoring, des évaluations périodiques, etc.).

Par ailleurs, les capacités des agents de la DGPE ont été renforcées, avec l'organisation de formations internes (13 modules) et externes (10 modules).

Cette réorganisation s'est également traduite par une relocalisation d'une partie des effectifs de la DGPE dans de nouveaux locaux plus modernes.

Au titre des reformes en matière de gouvernance

L'amélioration de la gouvernance des entreprises publiques a donné lieu à l'implémentation de plusieurs outils, notamment :

- *la mise en place d'une correspondance entre les sectoriels et leurs points focaux au sein des entreprises ;*
- *l'édition des livrets de la DGPE sur différents thèmes relatifs à la gouvernance des entreprises publiques (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, Administrateur, PCA, Direction Générale, Commissariat aux comptes).*

Le renforcement des capacités des dirigeants sociaux a été également une priorité. Ainsi, la DGPE a conduit trois (3) modules de formation, à savoir (i) Mécanisme de contrôle des entreprises publiques, (ii) Stratégie, enjeux et fondamentaux et (iii) Tutelle administrative. Il faut ajouter à ces formations l'initiation d'un programme important de Certification des Administrateurs de Sociétés Publiques (CASP).

Par ailleurs, une réforme du cadre juridique des entreprises publiques a été engagée avec la production de cinq (5) projets de textes.

En outre, un Prix d'Excellence de la Gouvernance des entreprises publiques a été initié.

Au titre des reformes en matière de pilotage de la performance des entreprises publiques

La mise en place d'un processus structuré a permis l'élaboration de plans d'amélioration des performances des Sociétés d'État (SODE) et des Sociétés à Participation Financière Publique (SPFP) majoritaires. Pour se faire, (i) des fiches d'identification et fiches sectorielles ont été développées pour une connaissance plus approfondie des entreprises publiques ; (ii) une démarche importante a été conduite avec la mise en place d'indicateurs de performance, l'identification de leviers d'amélioration et l'élaboration de plans d'actions.

La généralisation du programme de contractualisation entre les entreprises publiques et l'État était inscrite au nombre des priorités. Elle a connu deux phases, à savoir les phases pilotes, et la phase de généralisation, qui est actuellement en cours.

Il faut aussi noter, désormais, l'existence d'un système d'anticipation et de gestion des risques, qui prend en compte la mise en place d'un Comité de réflexion et d'anticipation, le développement d'outils de simulation des risques et de suivi infra annuel ainsi que la mise en place de mesures d'atténuation des risques.

UN PORTEFEUILLE DIVERSIFIÉ PRÉSENT DANS TOUS LES SECTEURS

Un portefeuille de 82 sociétés, dont 26 sociétés d'État

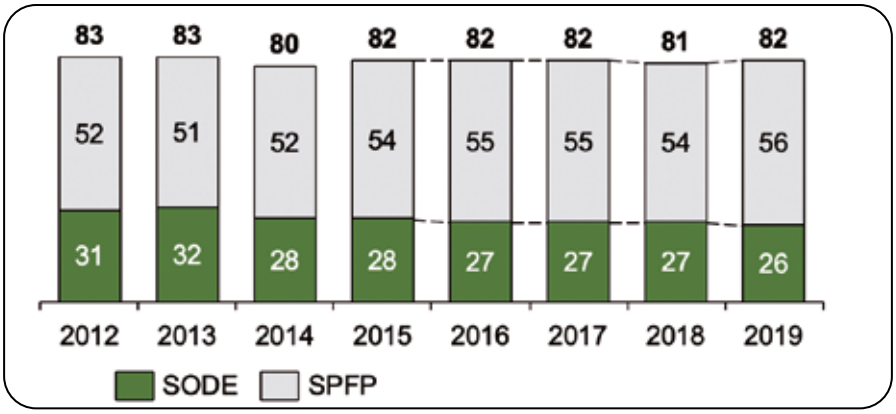
Au 31 décembre 2019, **le nombre de sociétés dans le portefeuille de l'État se fixait à 82**, contre 81 sociétés en 2018. Cette variation est induite par l'effet combiné de la sortie de Yaouré Mining et de l'entrée de la Société des Mines de DAAPLEU (SMD) ainsi que de Perseus Mining Yaouré (PMY).

En 2018, suite à la sortie de PALMAFRIQUE, le nombre d'entreprises figurant dans le portefeuille de l'État de Côte d'Ivoire s'élevait à 81.

Pour rappel, le portefeuille comptait 82 sociétés sur la période 2015-2017. En 2016, SUCRIVOIRE a été privatisée et l'ANARE transformée en autorité administrative indépendante, pendant que deux (2) nouvelles sociétés (Shiloh Manganèse SA (SM) et Newcrest Dougbafla Côte d'Ivoire

(NDCI)) faisaient leurs entrées dans le portefeuille. En 2017, quatre (4) sociétés ont fait leurs entrées dans le portefeuille de l'État (Lagune Exploitation Bongouanou (LEB), Compagnie Minière du Bafing (CMB), Bondoukou Manganèse SA (BMSA) et Société Ivoirienne de Télédiffusion (IDT)), deux (2) étaient en situation de cessation d'activités (SILS TECHNOLOGY et Société Abidjanaise de la Salubrité (SAS)), et deux (2) autres ont été privatisées (SN SOSUCO et NSIA Banque CI).

GRAPHIQUE 1 : ÉVOLUTION DU PORTEFEUILLE DE 2012 À 2019



* SODE : société d'État - **SPFP : société à participation financière publique

Un niveau de participation financière publique moyen de 68% dans un capital social cumulé d'environ 624 milliards FCFA

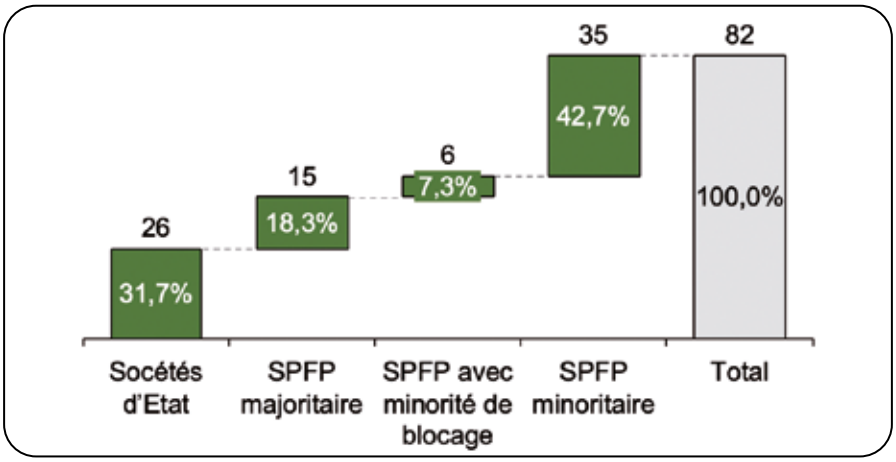
Le montant total du capital social cumulé des sociétés du portefeuille de l'État s'élève à 624 milliards FCFA en 2019, contre 601 milliards FCFA en 2018. Ce montant est en hausse principalement en raison de l'entrée de deux (2) nouvelles entreprises, notamment la Société des Mines de DAAPLEU (SMD) et Perséus Mining Yaouré (PMY) ainsi que de l'augmentation du capital de la Banque Populaire de Côte d'Ivoire (BPCI, ex CNCE).

La quote-part de l'État dans ce capital s'élève à 424 milliards FCFA, soit un niveau de participation moyen de 68%, contre 410 milliards FCFA en 2018.

Un portefeuille constitué en majorité de participations minoritaires

Le portefeuille de l'État est constitué de vingt-six (26) sociétés d'État (SODE) et cinquante-six (56) sociétés à participation financière publique (SPFP), dont quinze (15) majoritairement détenues, six (6) détenues avec une minorité de blocage et trente-cinq (35) participations minoritaires simples.

GRAPHIQUE 2 : RÉPARTITION DES SOCIÉTÉS SELON LE NIVEAU DE PARTICIPATION DE L'ÉTAT, EN 2019



Le nombre de SODE est passé de vingt-sept (27) à vingt-six (26) en 2019 en raison de la cession d'une partie du capital de la BNI. Le capital social de ces SODE est entièrement détenu par l'État ou des personnes morales de droit public ivoiriennes, conformément à l'article 2 de la loi n°97-519 du 4 septembre 1997, portant définition et organisation des sociétés d'État.

Le nombre de SPFP est passé de cinquante-quatre (54) en 2018 à cinquante-six (56) en 2019.

Les SPFP sont régies par la loi n°97-520 du 4 septembre 1997, portant définition et organisation desdites sociétés. En fonction du niveau de la participation financière publique, l'on distingue :

- les SPFP majoritaire - participation supérieure à 50% du capital social et inférieure à 100% - au nombre de quinze (15) en 2019 contre quatorze (14) en 2018.
- les SPFP avec minorité de blocage - participation comprise entre 33,33% et 50% du capital social - au nombre de six (6) en 2018 et 2019.
- les SPFP minoritaire - participation inférieure à 33,33% du capital social - au nombre de trente-cinq (35) en 2019 contre trente-quatre (34) en 2018.

La participation financière publique se répartit comme suit :

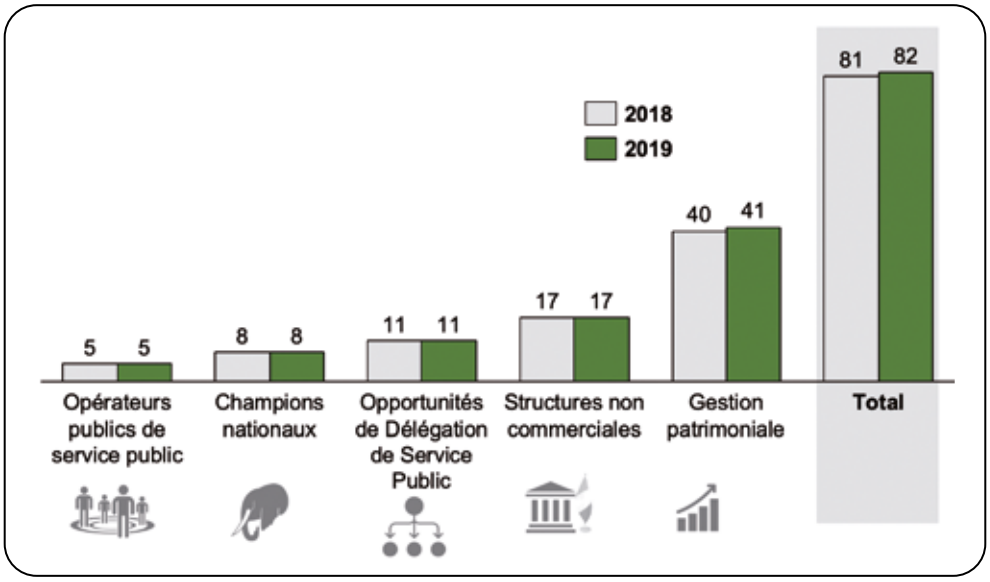
- **SODE :** 265 milliards FCFA ;
- **SPFP majoritaire :** 124 milliards FCFA ;
- **SPFP avec minorité de blocage :** 19 milliards FCFA ;
- **SPFP minoritaire :** 16 milliards FCFA

Un portefeuille dominé par les « Champions nationaux » en termes de capitalisation, et par plusieurs participations minoritaires dans le segment « Gestion patrimoniale »

Pour une gestion plus efficace, les sociétés du portefeuille de l'État sont classées en cinq (5) segments. Il s'agit des segments « Champions nationaux », « Gestion patrimoniale », « Opérateurs publics de service public », « Opportunités de délégation de service public (DSP) », et « Structures à caractère non commercial ».

Le graphique, ci-après, présente l'évolution du portefeuille en fonction de ces segments.

GRAPHIQUE 3 : ÉVOLUTION DU PORTEFEUILLE DE 2018 À 2019 SELON LES SEGMENTS



Ainsi, la participation financière publique par segment, par ordre décroissant, se répartit comme suit :

- **Champions nationaux :** 153 milliards FCFA ;
- **Structures non commerciales :** 115 milliards FCFA ;
- **Gestion patrimoniale :** 92 milliards FCFA ;
- **Opportunités de DSP :** 40 milliards FCFA ;
- **Opérateurs publics de service public :** 24 milliards FCFA.

Un portefeuille dominé par les sous-secteurs « Transport » et « Technologie, Télécom et poste » en termes de capitalisation

Le portefeuille de l'État est subdivisé en cinq (5) secteurs, à savoir les secteurs « Agriculture et Mines », « Hydrocarbures », « Electricité », « Eau et Assainissement », « Média et Autres Services », « Technologie, Télécom, Poste et Finance », et « Transport, BTP, et autres Infrastructures ». Ces cinq (5) secteurs se subdivisent à leur tour en douze (12) sous-secteurs présentés dans le tableau ci-dessous.

TABLEAU 1 : ÉVOLUTION DU PORTEFEUILLE DE 2018 À 2019 SELON LES SECTEURS D'ACTIVITÉS

SECTEURS /SOUS-SECTEURS	**2018**	**2019**
AGRICULTURE ET MINES	**25**	**26**
AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE	9	9
MINES	16	17
HYDROCARBURES, ELECTRICITÉ, EAU ET ASSAINISSEMENT	11	11
EAU ET ASSAINISSEMENT	3	3
ELECTRICITÉ	3	3
HYDROCARBURES	5	5
MÉDIA ET AUTRES SERVICES	11	11
MÉDIA	4	4
SERVICES	5	5
TOURISME ET HÔTELLERIE	2	2
TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE ET FINANCE	15	15
FINANCE	7	7
TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE	8	8
TRANSPORT, BTP ET AUTRES INFRASTRUCTURES	19	19
BÂTIMENT & INFRASTRUCTURES	7	7
TRANSPORT	12	12
TOTAL GÉNÉRAL	**81**	**82**

La participation financière publique par sous-secteur, par ordre décroissant, se répartit comme suit :

- **Transport :** 115 milliards FCFA ;
- **Technologie, Télécom et Poste :** 102 milliards FCFA ;
- **Finance :** 79 milliards FCFA ;
- **Hydrocarbures :** 52 milliards FCFA ;
- **Electricité :** 26 milliards FCFA ;
- **Tourisme et Hôtellerie :** 17 milliards FCFA ;
- **Média :** 11 milliards FCFA ;
- **Bâtiment & Infrastructures :** 8 milliards FCFA ;
- **Autres Services :** 5 milliards FCFA ;
- **Agriculture et agro-Industrie :** 6 milliards FCFA ;
- **Mines :** 2 milliards FCFA ;
- **Eau et assainissement :** 1 milliard FCFA.

Les situations financières de **quatre sociétés (4)** n'ont pas été prises en compte dans le présent rapport. La non-production des états financiers de ces sociétés relève de situations diverses qui se résument comme suit :

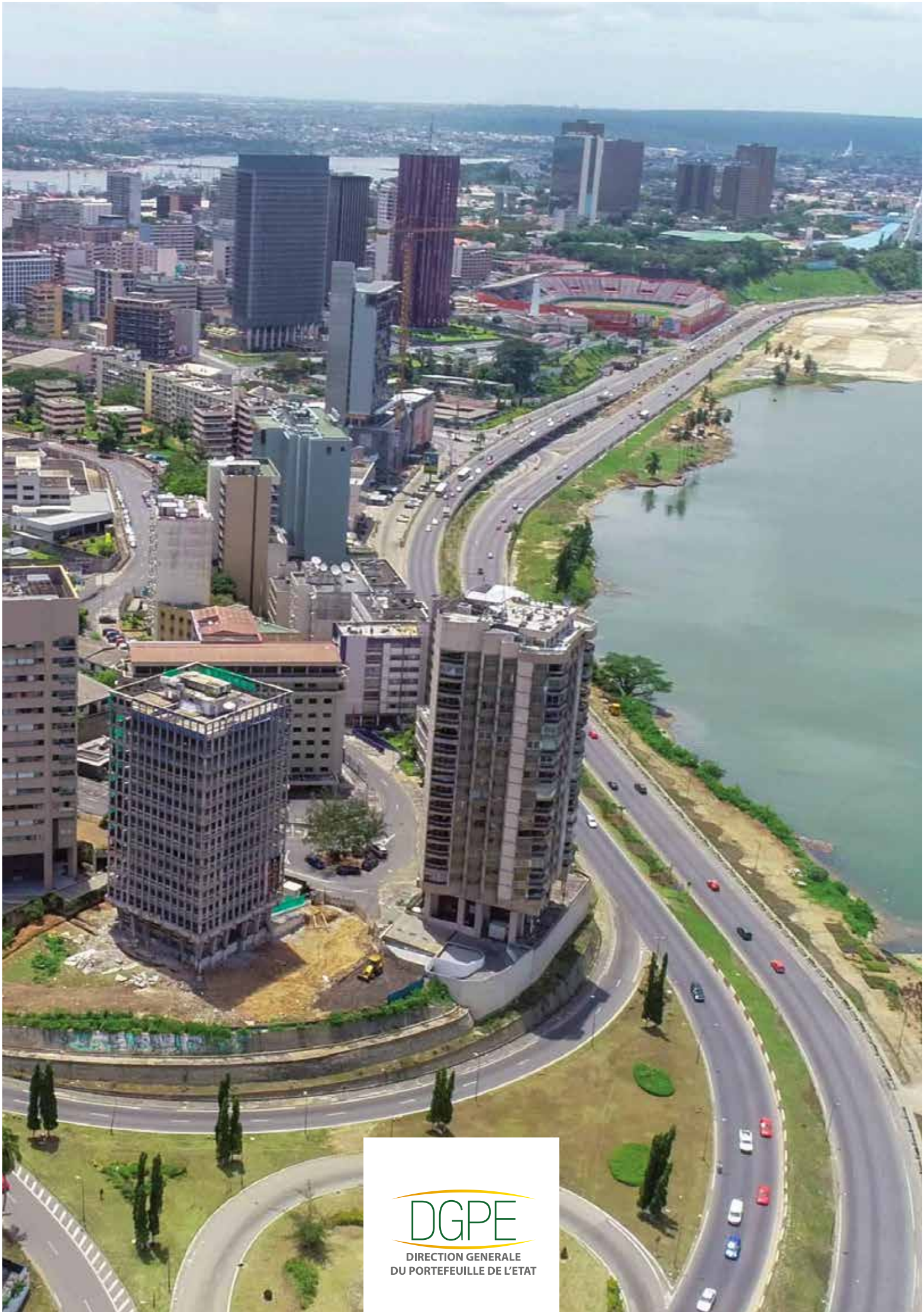
une (1) société en phase de dissolution : NDCI ;

une (1) société en cours de privatisation : BHCI ;

une (1) société minière en phase de construction de sa mine : LEB ;

une (1) société minière en phase de construction de sa mine : PMY.

Le nombre total de sociétés utilisées pour évaluer la performance du portefeuille de l'État s'élève à soixante-dix-huit (78).



DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

4

GESTION DU PORTEFEUILLE EN 2019 : L'INSTAURATION CONTINUE DES MEILLEURES PRATIQUES DE GOUVERNANCE

OPÉRATIONS EN CAPITAL

Trois (3) augmentations de capital

En 2019, les sociétés BPCI (Ex CNCE), CI-ENGINEERING et SEMGB ont procédé à l'augmentation de leur capital. A l'issue de ces opérations, le capital social de BPCI (Ex CNCE) est passé de 40 milliards FCFA à 53 milliards FCFA ; celui de CI-ENGINEERING est passé de 1,3 milliard FCFA à 5,9 milliards FCFA ; et celui de la SEMGB est passé de 100 millions FCFA à 700 millions FCFA.

ANTICIPATION ET GESTION DES RISQUES LIES AUX ENTREPRISES PUBLIQUES Le Ministère du Budget et du Portefeuille de l'État a décidé depuis 2018 de la mise en place d'un système d'anticipation et de gestion des risques budgétaires composé de plusieurs outils dont celui relatif à la gestion des risques budgétaires infra-annuel pour anticiper ou, le cas échéant, mitiger les risques liés à la gestion budgétaire des entreprises publiques.

Cet outil permet d'évaluer, au terme d'un trimestre, le niveau d'exposition de l'État de Côte d'Ivoire en cas de réalisation de trois (3) sources de risques, à savoir les risques (i) liés à la dégradation des fonds propres, (ii) aux tensions de trésorerie et (iii) au défaut de paiement du service de la dette. Ainsi, en fonction des entreprises identifiées comme source de risque budgétaire, des actions correctrices sont identifiées par la DGPE en vue d'inverser la tendance observée à travers l'implémentation de l'outil de gestion des risques budgétaires.

L'implémentation de l'outil d'anticipation des risques budgétaires infra-annuel au cours de l'année 2018 a permis d'une part d'identifier les sociétés exposées auxdits risques et, d'autre part, de prendre les mesures appropriées en vue de leur maîtrise.

En effet, au plan de la dégradation des fonds propres, les actions mises en œuvre par la DGPE ont permis d'éviter la détérioration des fonds de certaines sociétés. Il s'agit des sociétés I2T, ONEP et SNDI qui présentaient à partir du premier semestre 2018 un risque de dégradation de leurs fonds propres à l'atterrissage 2018. Ces entreprises, à travers la mise en œuvre d'un plan de restructuration et de relance ont pu restaurer leurs fonds propres entre 2018 et 2019.

Au plan de la trésorerie, les sociétés telles que SODEXAM, LBTP, FER et AIGF ont évité les tensions de trésorerie projetées au cours des trimestres de 2019 en mettant en œuvre les mesures recommandées par le Ministère du Budget et du Portefeuille de l'État (MBPE) qui préconisaient la révision des prévisions de dépenses afin de les mettre en adéquation avec les recettes.

Enfin, au plan de l'endettement, les sociétés FER, Air CI et la SICOGI présentant un risque de défaut de paiement du service de la dette (total ou partiel) en 2019, arrivent aujourd'hui à honorer leurs engagements en suivant rigoureusement leur trésorerie et en s'endettant dans la limite de leur possibilité et ce, conformément aux dispositions de l'arrêté n°399/MPMB/DPP du 01 juin 2015 portant fixation du seuil d'emprunt et de garantie des sociétés d'État et sociétés à Participation Financière Publique Majoritaire.

CONTRACTUALISATION AVEC LES ENTREPRISES PUBLIQUES

Vingt-trois (23) Contrats de performance (COP) signés

A ce jour, vingt-trois (23) COP ont été signés. Ce sont les contrats des sociétés ci-après :

ONEP, SODEFOR, ONAD, CI-ENERGIES, SODEXAM, PAA, RTI, ANSUT, SOTRA, BNETD, LBTP, AGEROUTE, BNI, VERSUS BANK, AIGF, PASP, BPCI, ANADER, LONACI, SIR, INIE, PETROCI et SIPF.

Chacun des ces contrats definit :

- des objectifs pluriannuels assignés aux entreprises, accompagnés d'indicateurs de performance spécifiques ;
- les engagements de l'État et les moyens pour atteindre lesdits objectifs ;
- les modalités de suivi de leur execution.

Comités de suivi et évaluation de huit (8) contrats opérationnels

Pour les vingt-trois (23) sociétés dont les contrats ont été signés à ce jour, les comités de suivi et évaluation de huit (8) contrats sont opérationnels.

Les comités mis en place effectuent le suivi des indicateurs de performance et des engagements des contrats de performance des huit (8) sociétés suivantes : ONEP, SODEFOR, ONAD, CI-ENERGIES, SODEXAM, PAA, ANSUT et SOTRA.

Les membres des Comités de Suivi et Evaluation des contrats de performance du BNETD, de l'AGEROUTE, du LBTP, de la BNI, de la VERSUS BANK, de la BPCI, de la RTI, l'ANADER, de l'INIE, de PETROCI et de la SIPF sont en cours de désignation.

Douze (12) arrêtés interministériels pour les Comités de Suivi et Evaluation signés

Douze (12) arrêtés interministériels portant attributions, organisation et fonctionnement de Comités de Suivi et Evaluation ont été signés. Ce sont les arrêtés des comités de suivi des COP des sociétés ci-après :

CI-ENERGIES, SODEXAM, PAA, ANSUT, SOTRA, LBTP, BNI, VERSUS BANK, AGEROUTE, PASP, ANADER, SIR et PETROCI.

SUIVI DE LA POLITIQUE D'ENDETTEMENT DES ENTREPRISES PUBLIQUES

En vue d'adapter le cadre du suivi de l'endettement des entreprises publiques aux spécificités des entreprises non commerciales, le Ministre du Budget et du Portefeuille de l'État a signé l'arrêté n°225/SEPMBPE/DGPE du 8 avril 2019 portant fixation des seuils d'emprunt et de garantie des sociétés d'État.

Au 31 décembre 2019, le stock de la dette des entreprises publiques était de 2 249 milliards FCFA, contre 1 765 milliards FCFA en 2018.

Le montant des dettes rétrocédées s'élevait à 1 229 milliards FCFA, représentant 55% du stock global de la dette des entreprises publiques, reparti entre quatre (4) sociétés notamment CI-ENERGIES (65%), PAA (29%), ANSUT (3%) et AIR CÔTE D'IVOIRE (3%).

Quant à la dette garantie par l'État, elle ne concerne que les entreprises AIR CÔTE D'IVOIRE, SIR, CI-ENERGIES et ANSUT pour un montant de 662 milliards FCFA en 2019, contre 398 milliards FCFA en 2018. La dette garantie de 2018 ne concernait que les entreprises SIR, ANSUT et AIR CÔTE D'IVOIRE.

MODULATION DES AUDITS DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Dans le cadre de l'amélioration de la gouvernance des entreprises publiques, le Gouvernement a adopté, le 6 juin 2018, une Communication en Conseil des Ministres relative aux risques budgétaires desdites entreprises.

Conformément aux conclusions de cette Communication, il a été recommandé de réaliser :

- un audit comptable, financier, de gestion et/ou de fraude, au moins une fois tous les trois (3) ans, dans chaque entreprise où l'État détient la majorité du capital social et/ou apporte un concours financier ;
- un audit comptable, financier, de gestion et organisationnel pour toute entreprise publique ayant une exécution budgétaire déséquilibrée de sorte à réaliser un résultat budgétaire inférieur à celui prévu depuis deux (2) ans ou qui a une situation financière qui pourrait nécessiter une intervention budgétaire de l'État ;
- une mission d'audit de gestion systématique pour toute entreprise déficitaire depuis deux (2) ans ou en difficulté financière, couplée avec une mission de réduction des coûts ;

- la communication annuelle, en Conseil des Ministres, sur les conclusions et recommandations des audits réalisés au cours de l'année écoulée.

Après examen de la situation économique et financière des entreprises au titre des exercices 2016, 2017 et 2018, de la situation de l'anticipation des risques budgétaires liés à la gestion des entreprises publiques en 2018 et de l'état de mise en œuvre des recommandations formulées lors des précédentes missions d'audit diligentées dans les entreprises publiques, une liste de dix (10) entreprises publiques à auditer a été arrêtée. Il s'agit des entreprises suivantes : Société de Gestion du Grand Marché de Treichville (SGMT), Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER), Société de Développement des Forêts (SODEFOR), Poste de Côte d'Ivoire (PCI), Société des Transports Abidjanais (SOTRA), Société Nationale de Développement Informatique (SNDI), Institut ivoirien de l'Entreprise (INIE), Société Ivoirienne de technologie Tropicale (I2T), Société Nouvelle de Presse et d'Edition de Côte d'Ivoire (SNPECI) et Société des Palaces De Cocody (SPDC).

Au 30 juin 2020, six (6) missions d'audit sur les dix (10) prévues ont été finalisées, tandis que les quatre (4) autres sont en cours d'achèvement.

RÉFORME DU CADRE JURIDIQUE DES ENTREPRISES PUBLIQUES

La mise en œuvre de la nouvelle stratégie du Portefeuille de l'État adoptée par le Gouvernement le 13 avril 2017, nécessitait que le cadre juridique des entreprises constituant le portefeuille de l'État soit révisé en vue de l'adapter aux mutations et évolutions législatives du droit des affaires. A cet égard, la Direction Générale du Portefeuille de l'État, sous la houlette du Ministre en charge du Portefeuille de l'État a entrepris, depuis 2018, des travaux portant sur la réforme du cadre juridique des entreprises du publiques.

Les travaux entrepris dans le cadre de l'élaboration du nouveau cadre juridique du portefeuille de l'État ont permis de produire deux (2) avant-projets de lois se rapportant respectivement aux sociétés d'État et aux sociétés à participation financière publique.

Ces projets ont ensuite fait l'objet de suggestions et observations par les membres du Gouvernement lors d'une première présentation, avant d'être adoptés par le Conseil des Ministres qui s'est tenu le 6 novembre 2019.

A la suite de leur adoption en Conseil des Ministres, les avant-projets, devenus des projets de lois, doivent être présentés et adoptés par les deux chambres du Parlement. Une présentation a été faite devant la Commission des Affaires Économiques et Financière (CAEF) de l'Assemblée nationale, le 2 juin 2020 et les projets ont été transmis au Sénat pour leur adoption. La loi sur les SODE a été adoptée et promulguée. Celle sur les SPFP suit son cours d'adoption.

LE CERTIFICAT DES ADMINISTRATEURS DE SOCIÉTÉS PUBLIQUES (CASP)

Le CASP est un programme inédit de certification adopté par le Gouvernement lors du Conseil des Ministres du 6 mars 2019 et destiné à renforcer les capacités des Administrateurs représentants l'État au sein des Conseils d'Administration. Son objectif est de professionnaliser les fonctions de dirigeants sociaux des sociétés publiques, en particulier des Administrateurs, à travers un programme de formation robuste et inspiré des bonnes pratiques en matière de gouvernance.

Le lancement officiel de la formation s'est matérialisé par la signature d'une convention bipartite entre l'Institut National des Administrateurs de Côte d'Ivoire (INAD-CI) et la Direction Générale du Portefeuille de l'État le 25 juillet 2019 à la salle des fêtes du Sofitel Hôtel Ivoire.

Ainsi, ce sont au total 291 administrateurs qui ont bénéficié de cette formation dispensée par des formateurs nationaux et internationaux, sur une période d'une année et qui sont désormais en mesure de répondre à certaines problématiques propres au secteur parapublic.

LA 1ÈRE EDITION DU PRIX D'EXCELLENCE DE LA GOUVERNANCE ET DE LA PERFORMANCE DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Conscient de la corrélation entre la performance des entreprises publiques et celle de l'économie nationale, le Gouvernement ivoirien multiplie depuis l'année 2011, les initiatives afin de faire de la bonne gouvernance, une réalité. Ainsi, diverses mesures destinées à préserver les intérêts patrimoniaux de l'État et à améliorer la gestion des entreprises publiques ont été adoptées. Dans cette dynamique, le Ministère du Budget et du Portefeuille de l'État a instauré en 2019, une cérémonie de récompense des entreprises dénommée « Prix d'Excellence de la Gouvernance et de la Performance des entreprises publiques ».

Ce prix vise à promouvoir l'excellence dans la gestion des entreprises publiques. Il souligne le rôle crucial de la bonne gouvernance pour la pérennité de ces sociétés et le levier que représente l'efficacité de leur gestion pour une contribution effective et significative dans la politique économique et sociale nationale.

Ainsi, pour cette première édition, trois distinctions ont été décernées à savoir :

Prix de la Performance Economique et Financière, attribué aux entreprises évoluant dans le secteur non marchand et celles exerçant des activités commerciales :

- **Secteur non marchand**
  - 1ère : Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE)
  - 2ème : Fonds d'Entretien Routier (FER)
  - 3ème : Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles (FODI)
- **Secteur marchand**
  - 1ère : Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics (LBTP)
  - 2ème : Port Autonome de San-Pedro (PASP)
  - 3ème : Loterie Nationale de Côte d'Ivoire (LONACI-SEM)

Prix de l'Efficacité du Conseil d'Administration, qui récompense l'entreprise dont le Conseil d'Administration a le meilleur fonctionnement au regard des dispositions légales et réglementaires :

- 1ère : Banque Nationale d'Investissement (BNI)
- 2ème : Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD)
- 3ème : Versus Bank

Prix de la Gouvernance (ou Super Prix), qui récompense une entreprise nominée dans l'une des deux premières catégories mentionnées, ayant obtenu une bonne note au regard de certains indicateurs bien déterminés et n'ayant aucune réserve relevant du management dans ses états financiers des trois derniers exercices.

- Agence de Gestion des Routes (AGEROUTE).

DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

5

PERFORMANCE DU PORTEFEUILLE : VERS L'ATTEINTE DES OBJECTIFS CLÉS DE L'ÉTAT ACTIONNAIRE

UN IMPACT DÉVELOPPEMENTAL RÉAFFIRMÉ

Les entreprises publiques, un maillon important du développement

Dans la mise en œuvre de son programme de développement, l'État de Côte d'Ivoire met un accent particulier sur l'amélioration du bien-être des populations. Les entreprises publiques, qui couvrent à la fois les secteurs marchands et non marchands, constituent un maillon important dans la réalisation de cet objectif. Elles contribuent, non seulement à faciliter l'exécution de la politique publique, mais également à la mise en œuvre de certaines missions d'intérêt et de service public, ainsi que le développement des secteurs économiques jugés stratégiques.

Pour rappel, dans le cadre du Plan National de Développement (PND) 2016-2020 et du Programme Social du Gouvernement (PS-Gouv), l'État a, entre autres, investi dans :

- divers projets énergétiques, pour la plupart portés par CI-ENERGIES ;
- dans les projets d'infrastructures routières, principalement à travers le FER et l'AGEROUTE ;
- des projets réalisés par l'ONEP et l'ONAD pour faciliter aux populations l'accès à l'eau potable et aux infrastructures d'assainissement ;
- les technologies de l'information et de la communication (TIC), à travers l'ANSUT, etc.

Les entreprises publiques ont joué un rôle prépondérant dans la mise en œuvre des objectifs de développement en 2019

Les entreprises publiques ont contribué, en 2019, au développement et à l'amélioration des conditions de vie des populations à travers leurs interventions dans plusieurs secteurs, notamment ceux des TIC, des finances, du transport, de l'énergie, de l'eau potable de l'assainissement, etc.

Dans le **secteur des TIC, l'AIGF** a cédé environ onze (11) hectares de sa parcelle de San Pédro à l'Unité de Pilotage du Programme Hospitalier (UPPH) dans le cadre du projet de construction de centres hospitaliers régionaux.

Dans le **secteur bancaire, la BNI** a signé plusieurs conventions avec des acteurs pour favoriser le financement des PME (ACI-PME et GIBTP) et des projets des jeunes (AEJ). Concernant le financement des PME, les conventions ont été signées avec l'Agence Côte d'Ivoire PME (ACI-PME) et le Groupement Ivoirien du Bâtiment et des Travaux Publics (GIBTP). La première convention, d'une durée de trois (3) ans avec l'Agence Côte d'Ivoire PME (ACI-PME) en vue de faire bénéficier aux PME ivoiriennes d'une enveloppe de cinq (5) milliards FCFA. La seconde convention consiste à mettre en place une enveloppe globale de 20 milliards FCFA destinée au financement des PME/PMI qui sont membres du GIBTP. En ce qui concerne le financement des projets des jeunes, les conventions ont été conclues avec l'Agence Emploi Jeunes (AEJ) portant sur 20 milliards FCFA et l'UNACOOPEC-CI portant sur 520 millions FCFA. La **BPCI,** quant à elle, a signé un accord cadre avec l'ONAD pour la mise en place d'un fonds de 250 millions FCFA pour les opérateurs de vidange de boues et fosses septiques.

Dans le **secteur du transport**, les entreprises publiques de ce secteur ont porté plusieurs projets de développement en 2019. L'**AGEROUTE**, en particulier, a suivi la mise en œuvre de plusieurs projets de construction, de réhabilitation et d'ouvrage, pour un portefeuille global de 1 567 milliards FCFA. Il s'agit notamment (i) du bitumage des routes Tiébissou - Didiévi (41 km), Boundiali - Madinani - Odienné (135 km), Kani - Fadiadougou (24,8 km) et Adzopé - Yakassé Attobrou (25 km) ; (ii) de la finalisation des confortatifs des routes Agboville - Rubino - Céchi (67 km), Odienné - Gbélégban (72 km), Bouna - Doropo - Frontière du Burkina Faso (91 km) et Adzopé - Yakassé Attobrou (25 km) ; (iii) de l'achèvement du projet de construction de l'échangeur de l'Amitié Ivoiro Japonnaise. La société a également suivi la bonne exécution du programme d'entretien routier.

Au niveau du transport aérien, la **SODEXAM** a poursuivi la réhabilitation et l'équipement des aéroports de l'intérieur du pays et des infrastructures météorologiques. Dans ce cadre, elle a réalisé

un réseau de collecte de données climatologiques dans les zones de Bouaké, Man, Korhogo, Odienné, San Pedro et Yamoussoukro. Quant à la société **AERIA**, elle a procédé à la mise en œuvre de son 2ème programme quinquennal pour un coût de 43,52 milliards FCFA. Ces travaux ont porté sur la maintenance des infrastructures de l'Aérogare Sud, ainsi que la rénovation, le réaménagement et l'extension de l'Aérogare internationale. Des travaux d'aviation générale, et de réhabilitation de piste d'atterrissage, bretelles existantes, parking avions, taxilance, taxiway parallèle et parkings automobiles ont également été effectués.

Pendant ce temps, **Air Côte d'Ivoire** a poursuivi l'interconnexion des villes de l'intérieur du pays à travers l'augmentation des fréquences des vols à destination de Korhogo (6 à 7 vols par semaine) et Man (2 à 3 vols par semaine).

Un point marquant du secteur du transport terrestre a été la réception par la **SOTRA** de 280 nouveaux autobus. Ce renforcement du parc autobus de la société lui a permis de considérablement augmenter (+26%) le nombre de passagers transportés en 2019 (206 millions), occasionnant par la même occasion la création 1 424 emplois directs.

Dans le domaine portuaire, le **PAA** a finalisé les travaux d'infrastructures du projet d'élargissement et d'approfondissement du Canal de Vridi et les travaux d'infrastructures relatifs à la construction du deuxième Terminal à Conteneurs (TC2). En outre, il a procédé à la mise en service d'une partie du quai du Terminal Roulier (RORO) et à la finalisation des travaux d'infrastructures de la seconde partie de ce Terminal ainsi qu'au lancement des travaux de construction d'un nouveau Terminal Céréalier. Le **PASP** a, par ailleurs, débuté les travaux de construction du Terminal Industriel Polyvalent, et exécuté des travaux de remblaiement de deux (2) hectares de domaine, de renforcement du boulevard de la République, de traitement des dégradations des voies de transport et de réhabilitation de bâtiments.

Dans le secteur des autres services, la **LONACI**, en vertu de la mission sociale qui lui a été assignée par le Gouvernement, a réalisé en 2019 des œuvres sociales dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau potable et du logement au profit des populations défavorisées pour un montant total de 1,54 milliard FCFA.

Le **BNETD**, quant à lui, a contribué à la réalisation de plusieurs travaux pour les populations, notamment le projet de renforcement de l'alimentation en eau potable de la ville d'Abidjan à partir de la rivière de la Mé ainsi que les travaux de renforcement de la route Yamoussoukro - Daloa, d'aménagement de la route Kokonou - Appromprono, de bitumage du tronçon Divo - Guitry - côtière et de renforcement du tronçon PK109 - Divo - Gagnoa. La société a par ailleurs assuré le suivi et le contrôle des travaux de réhabilitation et de mise aux normes de cinq (5) hôpitaux généraux et trois (3) centres hospitaliers régionaux, de construction de 3 003 salles de classes préfabriquées et la supervision des travaux de construction d'équipement et de mise en service de six (6) établissements sanitaires à Aboisso, Adzopé, Man, Danané, San Pedro et Méagui.

Dans le secteur des **BTP et autres infrastructures,** le **FODI** a procédé à la purge des droits coutumiers pour un montant de 7,9 milliards FCFA et au financement des études, opérations, activités et travaux relatifs aux infrastructures industrielles pour un montant de 3,8 milliards FCFA.

La **SICOGI**, quant à elle, a effectué 514 remises de clés à ses clients sur l'ensemble de ses programmes immobiliers.

Dans **le secteur de l'électricité**, les immobilisations réalisées par **CI-ENERGIES** en 2019 se chiffrent à 312 milliards FCFA, dont 226 milliards FCFA en ouvrages d'infrastructures. Ainsi, au titre de la production d'électricité, la société a réalisé des travaux supplémentaires et travaux résiduels du barrage de Soubré. Au titre du transport de l'électricité, les travaux ont permis la mise en service de la ligne *Laboa - Boundiali - Ferké, le remplacement du transformateur 90/15 Kv 20 MVA par un transformateur 225/15 Kv 40 MVA au poste de San Pédro* dans le cadre du programme ENERGOS, et la mise en service de huit (8) postes et de six (6) lignes dans le cadre du programme PRODERCI. Au titre de la distribution, les travaux ont permis la mise en service de 39 départs HTA.

En termes d'accès à l'électricité, ce sont **919 nouvelles localités qui ont été électrifiées en 2019**, faisant passer le taux de couverture nationale à 69% à fin décembre 2019 (soit 5 859 localités électrifiées), contre 58% en 2018. **Le taux d'accès à l'électricité, quant à lui, s'est établi à 94% en 2019, contre 90% en 2018.**

Par ailleurs, 203 018 branchements ont été effectués en 2019, au titre du Programme Electricité Pour Tous (PEPT), dont 26% en zones rurales et 74% en zone urbaine, portant le nombre total de branchements PEPT à 768 057 depuis le lancement de ce programme en 2014.

Dans le **secteur de l'eau potable, l'ONEP** a poursuivi ses efforts en matière d'amélioration de l'accès à l'eau potable des populations ivoiriennes. Ainsi, les travaux d'approvisionnement en eau potable ont été exécutés en milieu urbain et rural, avec notamment la mise en service de 36 châteaux d'eau dont le château de Moronou prévu pour desservir plus de 6 000 habitants, la réhabilitation en cours de 21 000 pompes à motricité humaine (PMH) dans le cadre du PS-Gouv et la prospection des eaux souterraines dans 61 localités sur 105 prévues sur l'ensemble du territoire national. Ces divers travaux ont permis de porter globalement **le taux d'accès à l'eau potable à 69% en 2019, contre 67% en 2018**.

En ce qui concerne le **secteur de l'assainissement,** particulièrement la filière de l'assainissement autonome, l'**ONAD** a réalisé des Etudes d'Impact Environnemental et Social (EIES) de la Station de Traitement des Boues de Vidange (STBV) d'Abengourou et réhabilité les postes de dépotage des boues de vidange d'Abidjan et de Korhogo. Par ailleurs, la société a réalisé 15 Schémas Directeurs d'Assainissement et de Drainage (SDAD) sur les 16 prévus.

Au titre de l'assainissement collectif et du drainage, plusieurs travaux ont été réalisés dans le district d'Abidjan notamment la construction du barrage écrêteur de Génie 2 000 et son ouvrage aval, l'élargissement du canal Mitterrand-Allabra dans la commune de Cocody, l'entretien des ouvrages de drainage primaire et la sécurisation des cuvettes de Danga et Bonoumin. S'agissant de la cuvette de Bonoumin, les travaux de curage ont permis d'évacuer un volume de 80.000 m^3 pour un budget de 500 millions FCFA.

En ce qui concerne l'intérieur du pays, les travaux de curage et de construction d'ouvrages n'ont pas connu un début de démarrage en raison de la non-attribution des marchés s'y rapportant par les collectivités.

Dans le **secteur des hydrocarbures**, la **GESTOCI** a porté deux (2) projets majeurs, en l'occurrence la construction d'une sphère de 4000 m^3 et la réhabilitation de huit (8) wagons réservoirs avec des taux de réalisations techniques respectifs de 40% et 65%. Ces investissements ont pour but de renforcer la couverture nationale et de l'hinterland en produits pétroliers raffinés. Quant à la PETROCI, elle porte avec la SOTRA, le projet pilote de Gaz Naturel (GN) pour véhicule. A cet effet, la SOTRA a renforcé le réseau de desserte de la ville d'Abidjan par la mise en circulation de cinquante (50) autobus à propulsion GN pour un objectif de deux cents (200) bus à horizon fin 2020. Ce projet permet la réduction des émissions de gaz à effet de serre liée à la combustion des carburants.

S'agissant du **secteur agricole,** les réformes initiées depuis 2011 dans les principales filières agricoles, ont eu pour conséquence les hausses (i) de la production de la plupart des cultures d'exportation cacao (+5,8%), coton graine (+24,7%), banane dessert (+7,5%), caoutchouc (+36,2%) etc. et ii) des revenus bruts distribués aux producteurs notamment pour les filières café-cacao (17%) et anacarde (3,6%), se fixant respectivement à 818 milliards FCFA et 51 milliards FCFA en 2019.

L'apport des entreprises publiques du secteur y a beaucoup contribué. En effet, la production de coton graine de la **CIDT** est passée de 65 106 tonnes en 2018 à 73 544 tonnes en 2019, soit une hausse de 12,9%. Quant à l'**ANADER**, ce sont environ 700 000 producteurs qui ont pu bénéficier de son encadrement.

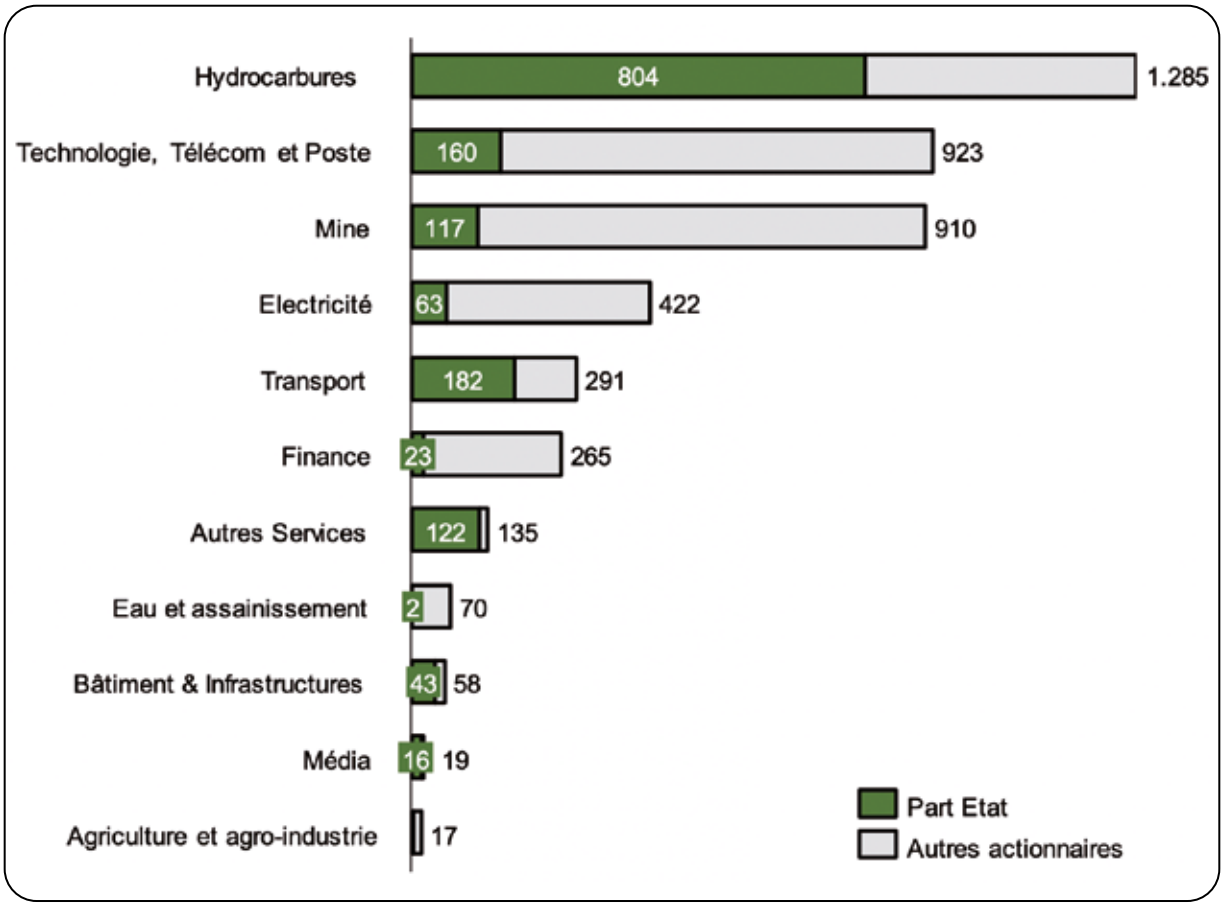
En outre, vingt (20) programmes de recherche concernant plusieurs spéculations agricoles ont été conduits par le **CNRA.** Quant à la société **I2T**, ce sont six (6) projets de recherche portant notamment sur la fabrication d'un décortiqueur de noix de cajou horizontal à six (6) champs et la mise au point d'une unité d'amélioration de l'extraction de beurre de karité qui ont démarré et se sont poursuivis au cours de l'exercice 2019.

VALORISATION PATRIMONIALE

La **valeur patrimoniale cumulée (valeur part-État)** des entreprises du portefeuille de l'État, à l'exception des « Structures à caractère non commercial », est estimée à **1 534 milliards FCFA** en 2019, contre 1 402 milliards FCFA en 2018. Ce montant est en hausse, du fait de l'augmentation des résultats de certaines entreprises du portefeuille.

La valeur des participations financières publiques dans le sous-secteur « Hydrocarbures » est estimée à 803,8 milliards FCFA, soit 52,4% de la valeur part-État totale du portefeuille de l'État, suivie par la valeur des participations financières publiques dans les sous-secteurs « Technologie, Télécom et Poste » et « Mine » évalués respectivement à 159,8 milliards FCFA (10,4% de la valeur patrimoniale) et à 117,3 milliards FCFA (7,6% de la valeur patrimoniale).

GRAPHIQUE 4 : CONTRIBUTION DES DIFFÉRENTS SOUS-SECTEURS À LA VALORISATION DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT, EN 2019 (EN MILLIARDS FCFA)



Une hausse du résultat net global et du chiffre d'affaires

A périmètre identique, le **chiffre d'affaires global** réalisé par les sociétés du portefeuille de l'État, au titre de l'exercice 2019, **s'est établi à 5 063 milliards FCFA**, contre 4 586 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 10%. La croissance du chiffre d'affaires est le résultat des bonnes performances enregistrées par les sociétés des sous-secteurs « Mine », « Autres services », « Hydrocarbure » et « Electricité », dont le chiffre d'affaires a respectivement progressé de 197,4 milliards FCFA, 118,5 milliards FCFA, 71,6 milliards FCFA et 70 milliards FCFA.

Les entreprises qui impriment cette performance sont essentiellement la LONACI (+114,5 milliards de chiffre d'affaires, soit 24% du chiffre d'affaires additionnel du portefeuille), la CIE (+79,6 milliards FCFA de chiffre d'affaires, soit 17% du chiffre d'affaires additionnel du portefeuille), TONGON SA (+62,7 milliards FCFA de chiffre d'affaires, soit 13% du chiffre d'affaires additionnel du portefeuille), la SMI (+57,9 milliards FCFA de chiffre d'affaires, soit 12% du chiffre d'affaires additionnel du portefeuille), la SIR (+44,1 milliards FCFA de chiffre d'affaires, soit 9% du chiffre d'affaires additionnel du portefeuille) et la SMD (+40,3 milliards FCFA de chiffre d'affaires, soit 8% du chiffre d'affaires additionnel du portefeuille).

La quote-part de l'État dans le chiffre d'affaires a augmenté de 11% pour s'établir à 1 900 milliards FCFA en 2019. Cette hausse peut être expliquée par les bonnes performances des entreprises telles que la LONACI et la SIR dont les chiffres d'affaires Part-État ont augmenté respectivement de 91,6 milliards FCFA et de 20,85 milliards FCFA en 2019.

En ne considérant que l'année 2019, les sociétés **SIR, CIE, ORANGE CI, VIVO Energy CI et PETROCI HOLDING ont réalisé les chiffres d'affaires les plus importants**. Le chiffre d'affaires cumulé de ces cinq (5) sociétés s'est établi à 3 110 milliards FCFA, soit près des deux-tiers (61%) du chiffre d'affaires global des sociétés du portefeuille de l'État.

Le **résultat net global** des entreprises du portefeuille de l'État **s'est soldé par un bénéfice de 439 milliards FCFA**, en hausse de 111% par rapport à 2018. La quote-part de l'État dans ce résultat s'est établie à 102,4 milliards FCFA contre 45 milliards FCFA en 2018.

Par rapport au résultat de 2018, la performance du portefeuille a été particulièrement propulsée par les sous-secteurs « Mine », « Finance » et « Technologie, télécom et poste », dont le résultat net a respectivement progressé de 159,3 milliards FCFA, 44,9 milliards FCFA et 30,2 milliards FCFA.

Plus généralement, cinq (5) sociétés ont principalement favorisé la hausse du résultat net du portefeuille, avec une augmentation cumulée de leur résultat net de 161,8 milliards FCFA. Il s'agit de :

- **AGOLD BONIKRO :** de -14,7 milliards FCFA en 2018 à 28,9 milliards FCFA ;
- **SMI :** de 5,9 milliards FCFA en 2018 à 38,8 milliards FCFA ;
- **ORANGE CI :** de 22,6 milliards FCFA en 2018 à 54,7 milliards FCFA ;
- **TONGON SA :** de 14,8 milliards FCFA en 2018 à 44,3 milliards FCFA ;
- **BPCI :** de -17,1 milliards FCFA en 2018 à 6,6 milliards FCFA.

L'analyse statique (uniquement sur 2019) révèle que les **sociétés ORANGE CI, TONGON SA, SMI, SOCOPRIM et AGBAOU ont enregistré les meilleurs résultats nets** au 31 décembre 2019. Le résultat net cumulé de ces cinq (5) sociétés s'est établi à 208,4 milliards FCFA, soit près de la moitié (47,5%) du résultat net réalisé par les sociétés du portefeuille en 2019.

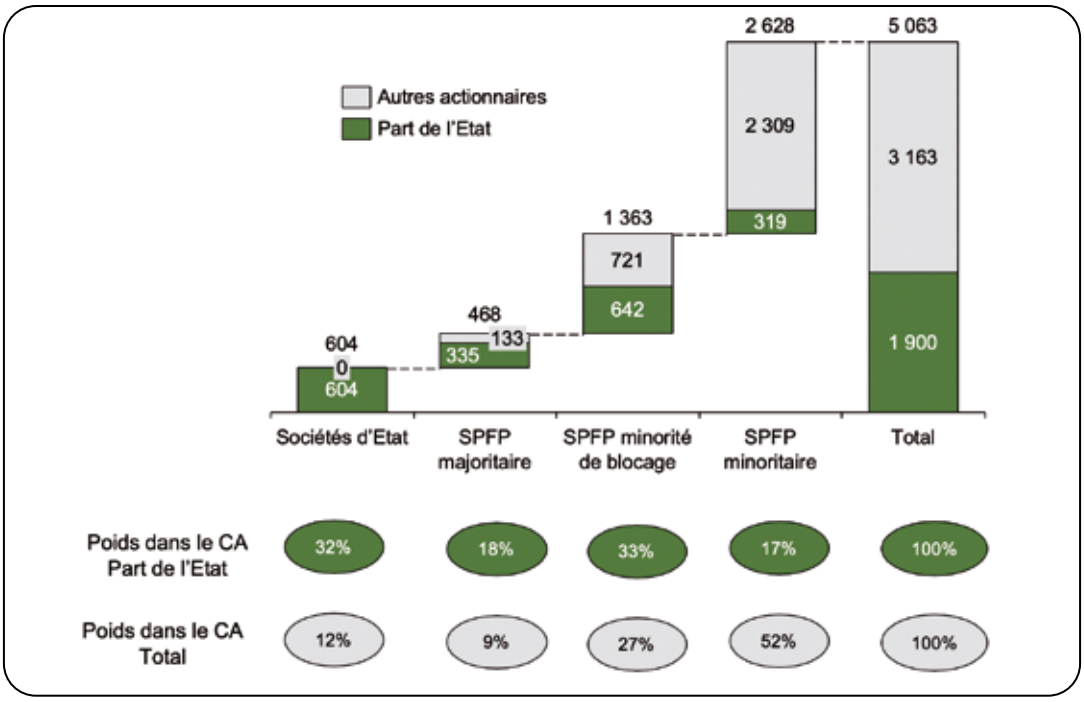
CONTRIBUTIONS PAR NIVEAU DE PARTICIPATION

Les SODE et SPFP avec minorité de blocage contribuent le plus au chiffre d'affaires part-État…

La quote-part de l'État dans le chiffre d'affaires par niveau de participation se présente ainsi :

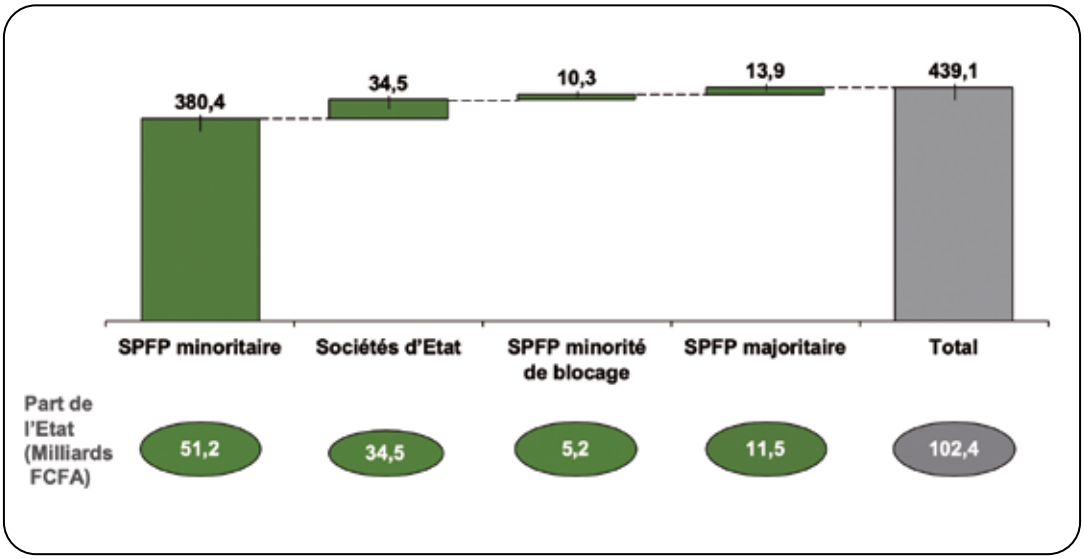
- **SODE :** 604 milliards FCFA ;
- **SPFP majoritaire :** 335 milliards FCFA ;
- **SPFP avec minorité de blocage :** 642 milliards FCFA ;
- **SPFP minoritaire :** 319 milliards FCFA.

GRAPHIQUE 5 : SITUATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR NIVEAU DE PARTICIPATION, EN 2019 (EN MILLIARDS FCFA)



Les SODE et SPFP minoritaires contribuent le plus au résultat net part-État

GRAPHIQUE 6 : SITUATION DU RÉSULTAT NET PAR NIVEAU DE PARTICIPATION, EN 2019 (EN MILLIARDS FCFA)



A l'exception des SPFP avec minorité de blocage qui ont connu une baisse de 59%, tous les autres types de sociétés ont vu leur résultat net cumulé s'améliorer durant l'exercice 2019.

La quote-part de l'État dans le résultat net est dominée par les SODE et SPFP minoritaire qui cumulent 84% de la part de l'État dans le résultat global.

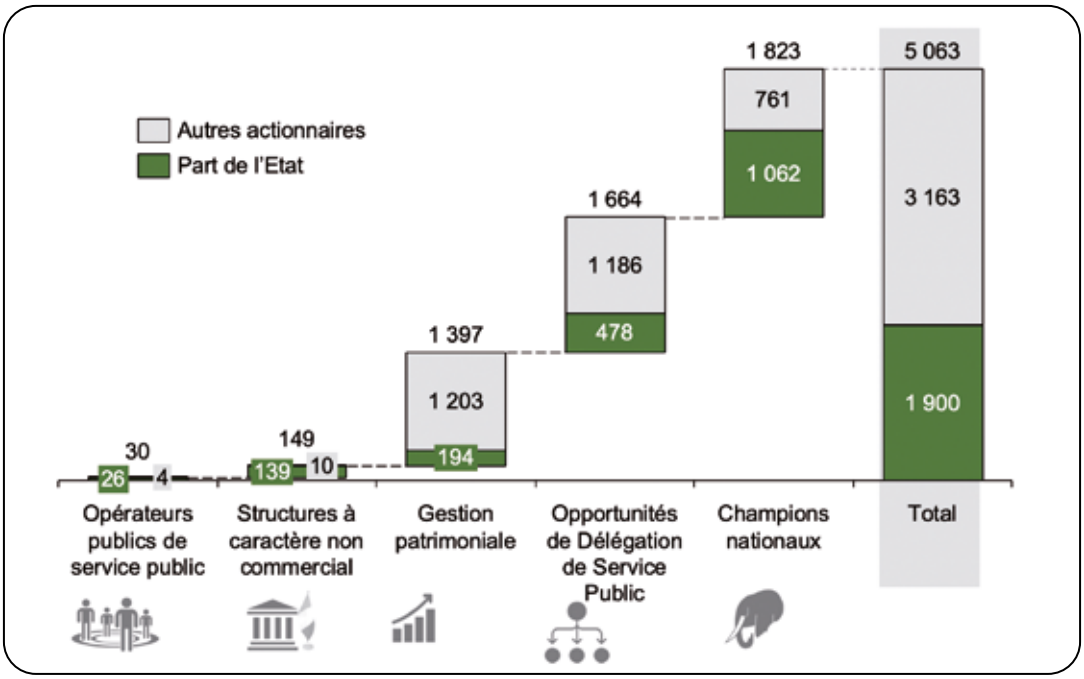
Plus spécifiquement, le résultat net part-État par niveau de participation de l'État, a évolué de la manière suivante :

- **SODE :** d'un bénéfice de 18 milliards FCFA en 2018 à un bénéfice de 34,6 milliards FCFA ;
- **SPFP majoritaire :** d'un déficit de 9,5 milliards FCFA en 2018 à un excédent de 11,5 milliards FCFA ;
- **SPFP avec minorité de blocage :** d'un bénéfice de 11,6 milliards FCFA en 2018 à un bénéfice de 5,2 milliards FCFA ;
- **SPFP minoritaire :** d'un bénéfice de 24,9 milliards FCFA en 2018 à un bénéfice de 51,2 milliards FCFA.

CONTRIBUTIONS PAR SEGMENTS

Le segment « Champions nationaux » représente plus de la moitié de la quote-part de l'État dans le chiffre d'affaires

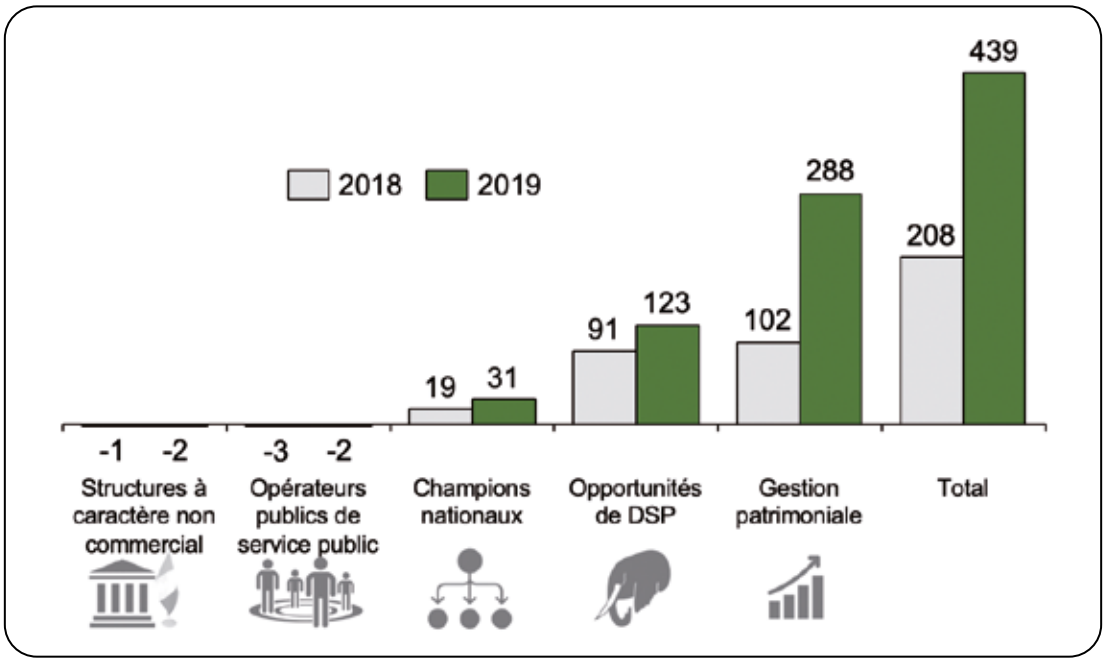
GRAPHIQUE 7 : SITUATION DU RÉSULTAT NET PAR NIVEAU DE PARTICIPATION, EN 2019 (EN MILLIARDS FCFA)



La quote-part de l'État dans le chiffre d'affaires est dominée par le segment « Champions nationaux » qui compte pour 55,9% (1 062 milliards FCFA) du total. Le reste des segments par ordre d'importance se décline comme suit : « Opportunités de DSP » pour 25,2% (478 milliards FCFA), « Gestion patrimoniale » pour 10,2% (193 milliards FCFA), « Structures à caractère non commercial » pour 7,3% (139 milliards FCFA), et « Opérateurs publics de service public » pour 1,4% (26 milliards FCFA).

Le segment « Gestion patrimoniale » contribue le plus à la formation du résultat net du portefeuille

GRAPHIQUE 8 : SITUATION DU RÉSULTAT NET PAR SEGMENT EN 2018 ET 2019 (EN MILLIARDS FCFA)



De 2018 à 2019, les résultats nets cumulés par segment ont évolué de la manière suivante :

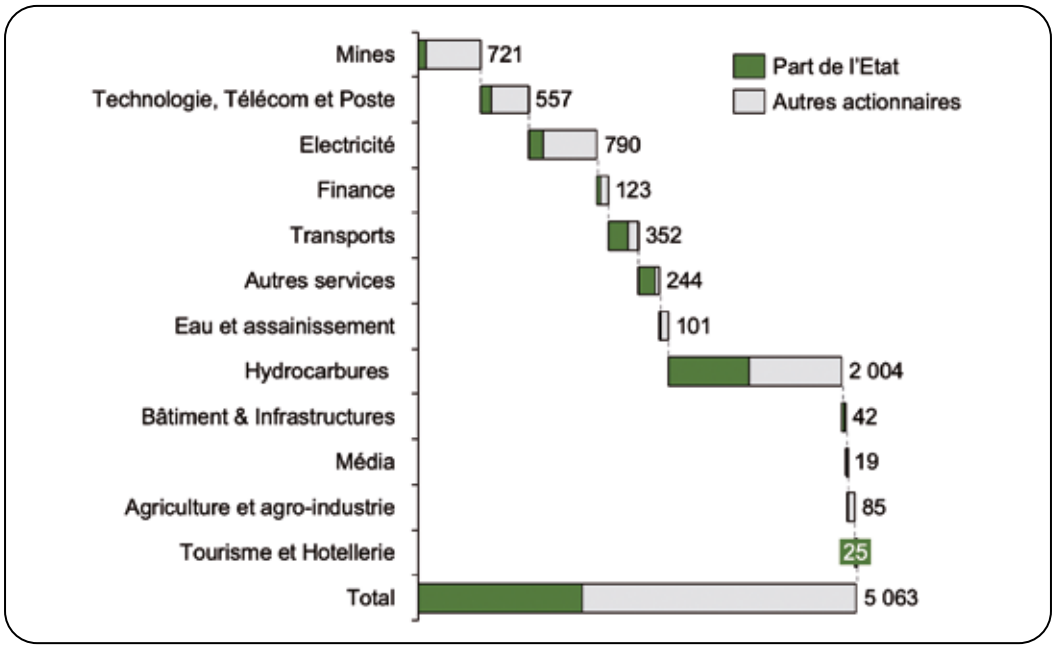
- **hausse de 186,4 milliards FCFA pour le segment « Gestion patrimoniale »**, occasionnée principalement par la hausse cumulée de 105,9 milliards FCFA du résultat net des sociétés minières AGOLD BONIKRO, SMI, et TONGON SA ;
- **hausse de 32,7 milliards FCFA pour le segment « Opportunités de Délégation de service Public »**, induite par la hausse de 32,1 milliards FCFA du résultat net de la société ORANGE CI (54,7 milliards FCFA contre 22, 6 milliards FCFA en 2018) ;
- **hausse de 12 milliards FCFA pour le segment « Champions nationaux »**, imputable en grande partie, à la hausse de 17 milliards FCFA du résultat net de la BNI ;
- **amélioration de 733 millions FCFA pour le segment « Opérateurs publics de service public »**, due en grande partie à l'effet combiné de la hausse cumulée de 4 milliards FCFA des résultats nets de la PCI et de la SNPECI freinée par la baisse de 3,2 milliards FCFA du résultat net de la RTI.
- **baisse de 562,7 millions FCFA pour le segment « Structures à caractère non commercial »**, attribuable à l'effet combiné de la baisse de 6 milliards FCFA du CNRA et de la hausse cumulée de 5,3 milliards FCFA des résultats nets de la SODEMI et de l'ANSUT ;

CONTRIBUTIONS PAR SECTEUR

Un chiffre d'affaires dominé par le sous-secteur « Hydrocarbures »

Pour rappel le portefeuille de l'État en 2019 couvre douze (12) sous-secteurs d'activités. Le sous-secteur « Hydrocarbures », avec un chiffre d'affaires de 2004 milliards FCFA (40%), compte pour la majeure partie du chiffre d'affaires global du portefeuille. Vient ensuite le sous-secteur « Electricité » avec un chiffre d'affaires de 790 milliards FCFA, soit 16% du chiffre d'affaires global *(voir Graphique 10)*.

GRAPHIQUE 9 : SITUATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SOUS-SECTEUR, EN 2019 (EN MILLIARDS FCFA)



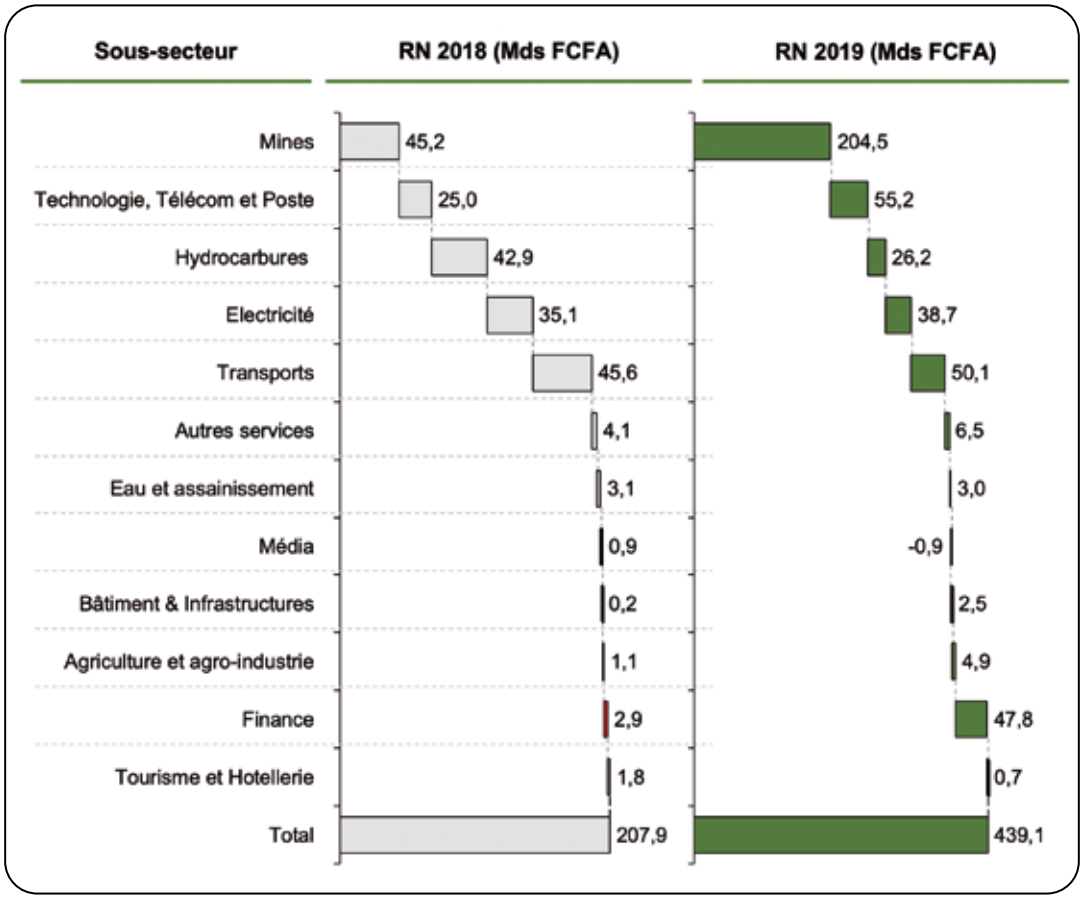
Une prédominance du secteur minier dans le résultat global

Le résultat net varie selon le secteur d'activités, mais reste dominé par le sous-secteur « Mines » qui cumule près de la moitié (45%) du résultat net du portefeuille de l'État. L'évolution du résultat net par sous-secteur d'activités se présente comme suit :

- **Mines - une hausse de 159,3 milliards FCFA**, occasionnée principalement par la hausse cumulée des résultats nets des sociétés, AGOLD BONIKRO, SMI, TONGON et SMD ;
- **Finance - une amélioration de 44,9 milliards FCFA**, due essentiellement à la hausse du résultat net de la BPCI (d'un déficit de 17,1 milliards FCFA à un excédent de 6,6 milliards FCFA en 2019) ;
- **Technologie, Télécom et Poste - une hausse de 30,2 milliards FCFA**, imputable principalement la hausse de 32,1 milliards FCFA du résultat net d'ORANGE CI (un bénéficie de 54,7 milliards FCFA, contre un excédent de 22, 6 milliards FCFA en 2018.)
- **Transport - une hausse de 4,5 milliards FCFA**, occasionnée par l'effet combiné de la hausse cumulée de 11,6 milliards FCFA des résultats nets des sociétés Air CI et SOCOPRIM amortie par la baisse de 6 milliards FCFA du résultat net du PAA ;
- **Agriculture et Agro-industrie - une amélioration de 3,7 milliards FCFA**, imputable, en grande partie, à l'amélioration de 4,3 milliards FCFA du résultat net de la société TRCI (un bénéfice de 163 millions FCFA, contre un déficit 4,1 milliards FCFA en 2018) ;
- **Electricité - une hausse de 3,6 milliards FCFA**, due à la hausse de 3,3 milliards FCFA du résultat de la CIPREL (de 27,4 milliards FCFA en 2017 à 30,7 milliards FCFA) ;
- **Autres Services - une hausse de 2,4 milliards FCFA** due essentiellement à par la hausse cumulée de 2,2 milliards FCFA des résultats nets du BNETD et de la LONACI ;
- **Bâtiment et Infrastructures - une hausse de 2,3 milliards FCFA**, occasionnée principalement par l'amélioration du résultat net de la SICOGI (d'un déficit de 2,1 milliards FCFA à un excédent de 720 millions FCFA) ;

- **Eau et Assainissement - une baisse de 80,9 millions FCFA**, imputable à l'ONEP, dont le résultat net s'établit à 31,1 millions FCFA, contre 200,7 millions FCFA en 2018 ;
- **Tourisme et Hôtellerie - une baisse de 1,1 milliard FCFA** (664 millions FCFA, contre 1,8 milliard FCFA en 2018) ;
- **Media - une baisse de 1,8 milliard FCFA**, occasionnée par l'effet combiné de la baisse de 3,2 milliards FCFA du résultat net de la RTI et de la hausse de 1,9 milliard FCFA de celui de la SNPECI ;
- **Hydrocarbures - une baisse de 16,7 milliards FCFA**, due principalement par la baisse du résultat net de PETROCI HOLDING (5, 4 milliards FCFA contre 13 milliards FCFA en 2018) et de celui de la SIR (14,7 milliards FCFA, contre 23,3 milliards FCFA en 2018).

GRAPHIQUE 10 : SITUATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SOUS-SECTEUR, EN 2019 (EN MILLIARDS FCFA)



LES MEILLEURES PERFORMANCES

Les meilleures performances en termes de résultats globaux

Au 31 décembre 2019, les meilleures performances en termes de résultat net ont été réalisées principalement par les entreprises du secteur « Mines ». *(Voir tableau 2)*.

TABLEAU 2 : LES 10 MEILLEURES PERFORMANCES DE 2019

SOCIÉTÉS	CAPITAL (MILLIONS)	PARTS ÉTAT	RN 2018 (MILLIONS)	RN 2019 (MILLIONS)
ORANGE CI	6 026	14,95%	22 578	54 745
TONGON SA	10	10,00%	14 843	44 315
SMI	600	15,00%	5 935	38 805
SOCOPRIM	18 367	25,18%	31 623	36 845
AGBAOU	100	15,00%	34 560	33 670
CIPREL	29 200	14,70%	27 417	30 678
AGOLD BONIKRO	400	10,00%	-14 689	28 917
SIB	10 000	5,00%	23 200	28 057
SMD	600	15,00%	0	20 040
PAA	16 000	100,00%	21 774	15 714

Les dix (10) meilleures performances, en termes de résultats nets, se répartissent comme suit :

- **par type de société :** neuf (9) sociétés à participation financière publique minoritaire (ORANGE CI,TONGON SA, SMI, SOCOPRIM, AGBAOU, CIPREL, AGOLD BONIKRO, SIB et SMD) et une (1) société d'État (PAA).
- **par segment :** huit (8) sociétés du segment « Gestion patrimoniale » (TONGON SA, SMI, SOCOPRIM, AGBAOU, CIPREL, AGOLD BONIKRO, SIB, et SMD) et deux (2) sociétés du segment « Opportunités de DSP » (ORANGE CI et PAA).

Au niveau des performances individuelles et indépendamment du niveau de participation de l'État, les sociétés ORANGE CI, TONGON SA, SMI, SOCOPRIM et AGBAOU ont généré les meilleurs résultats nets, avec une contribution cumulée de 47% à la formation du résultat net du portefeuille *(voir tableau 2)*.

Les pertes les plus importantes en termes de résultats globaux

Les pertes les plus importantes ont été réalisées principalement par les entreprises des secteurs « Agriculture et agro-industrie », « Média » et « Technologie, Télécom et Poste » *(voir tableau 3).*

TABLEAU 3 : LES 10 MAUVAISES PERFORMANCES DE 2019

SOCIÉTÉS	CAPITAL (MILLIONS)	PARTS ÉTAT	RN 2018 (MILLIONS)	RN 2019 (MILLIONS)
AIR CI	130 000	57,54%	-13 764	-7 328
CNRA	500	40,00%	2 109	-3 908
ANSUT	86 078	100,00%	-5 594	-3 429
PCI	12 664	100,00%	-4 311	-2 158
SGMT	250	85,77%	73	-1 392
INS-SODE	2 000	100,00%	-918	-742
EDIPRESSE	25	65,00%	27	-586
I2T	250	100,00%	-944	-536
SNPECI	821	100,00%	-2 387	-520
FOREMI	100	49,00%	-527	-413

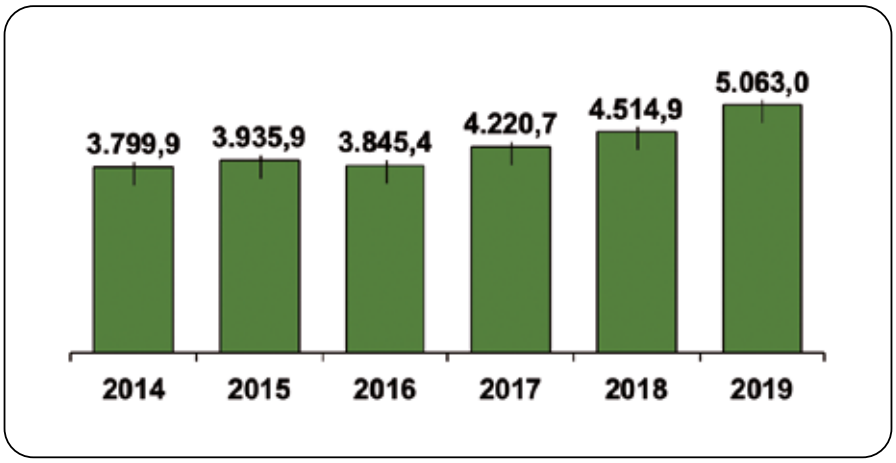
En termes de niveau de participation, la répartition des dix (10) entreprises les moins performantes du portefeuille de l'État en 2019 est la suivante :

- **par type de société :** cinq (5) sociétés d'État (ANSUT, SNPECI, I2T, PCI, et INS-SODE), trois (3) SPFP majoritaire (AIR CI, SGMT et EDIPRESSE) et deux (2) SPFP avec minorité de blocage (FOREMI et CNRA) ;
- **par segment :** trois (3) sociétés du segment « Gestion patrimoniale » (SGMT, EDIPRESSE et FOREMI), quatre (4) sociétés du segment « structure à caractère non-commercial » (CNRA, ANSUT, INS-SODE et I2T), une (1) société du segment « Champions nationaux » (AIR CI), deux (2) sociétés du segment « Opérateurs publics de services publics » (SNPECI et PCI).

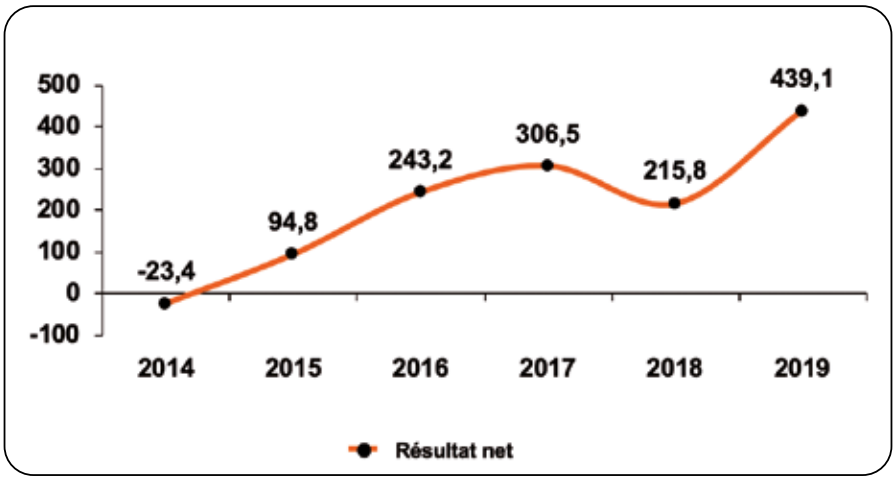
Les sociétés CNRA, SGMT, AIR CI, ANSUT et PCI ont enregistré les plus importantes pertes avec une perte cumulée de 18,2 milliards FCFA

Le graphique, ci-dessous, résume l'évolution des performances du portefeuille de l'État à périmètre non constant.

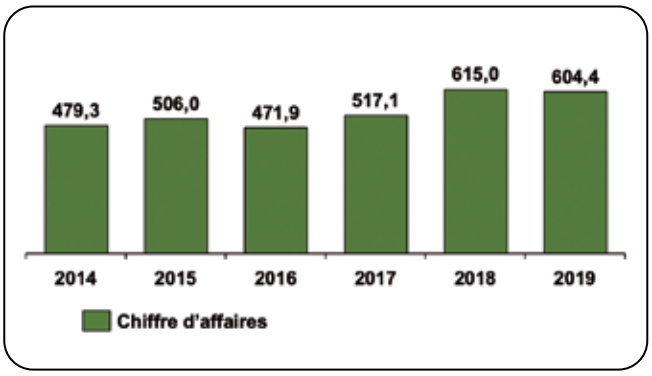
GRAPHIQUE 11 : ÉVOLUTION DE LA PERFORMANCE GLOBALE DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT À PÉRIMÈTRE NON CONSTANT (EN MILLIARDS FCFA)

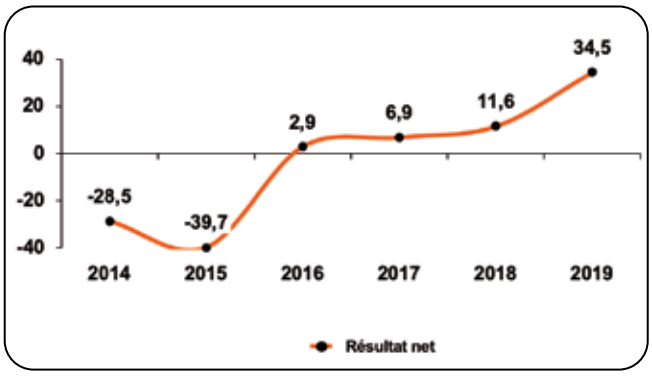


Le graphique suivant résume l'évolution des performances des Sociétés d'État à périmètre non constant.



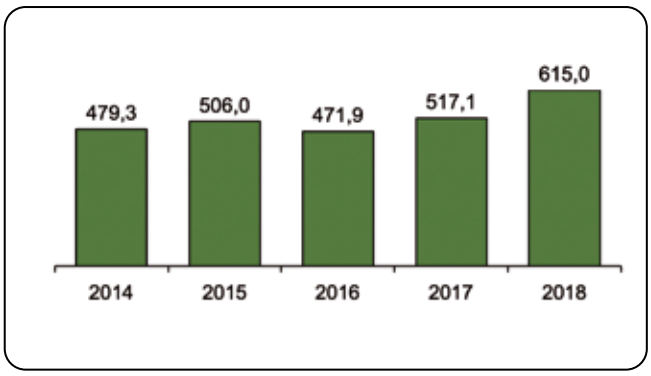
GRAPHIQUE 12 : ÉVOLUTION DE LA PERFORMANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT À PÉRIMÈTRE NON CONSTANT (EN MILLIARDS FCFA)

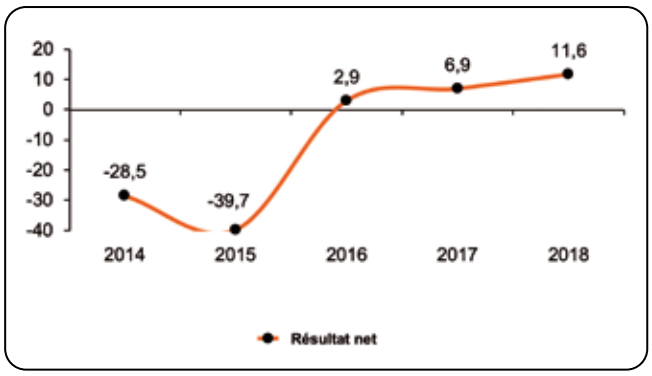




Quant au graphique suivant, il résume l'évolution des performances des Sociétés d'État à périmètre non constant.

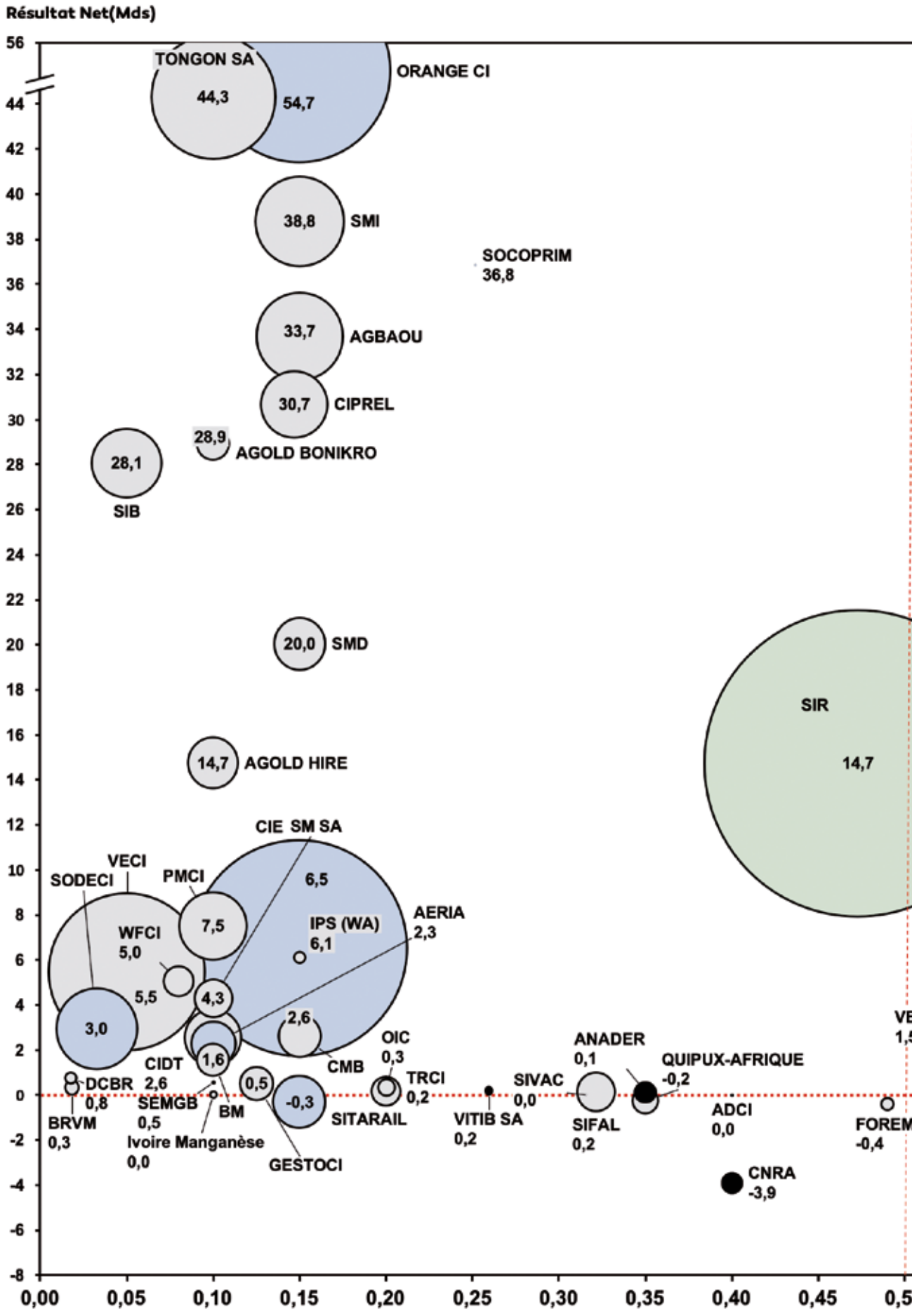
GRAPHIQUE 13 : ÉVOLUTION DE LA PERFORMANCE DES SOCIÉTÉS D'ÉTAT À PÉRIMÈTRE NON CONSTANT (EN MILLIARDS FCFA)

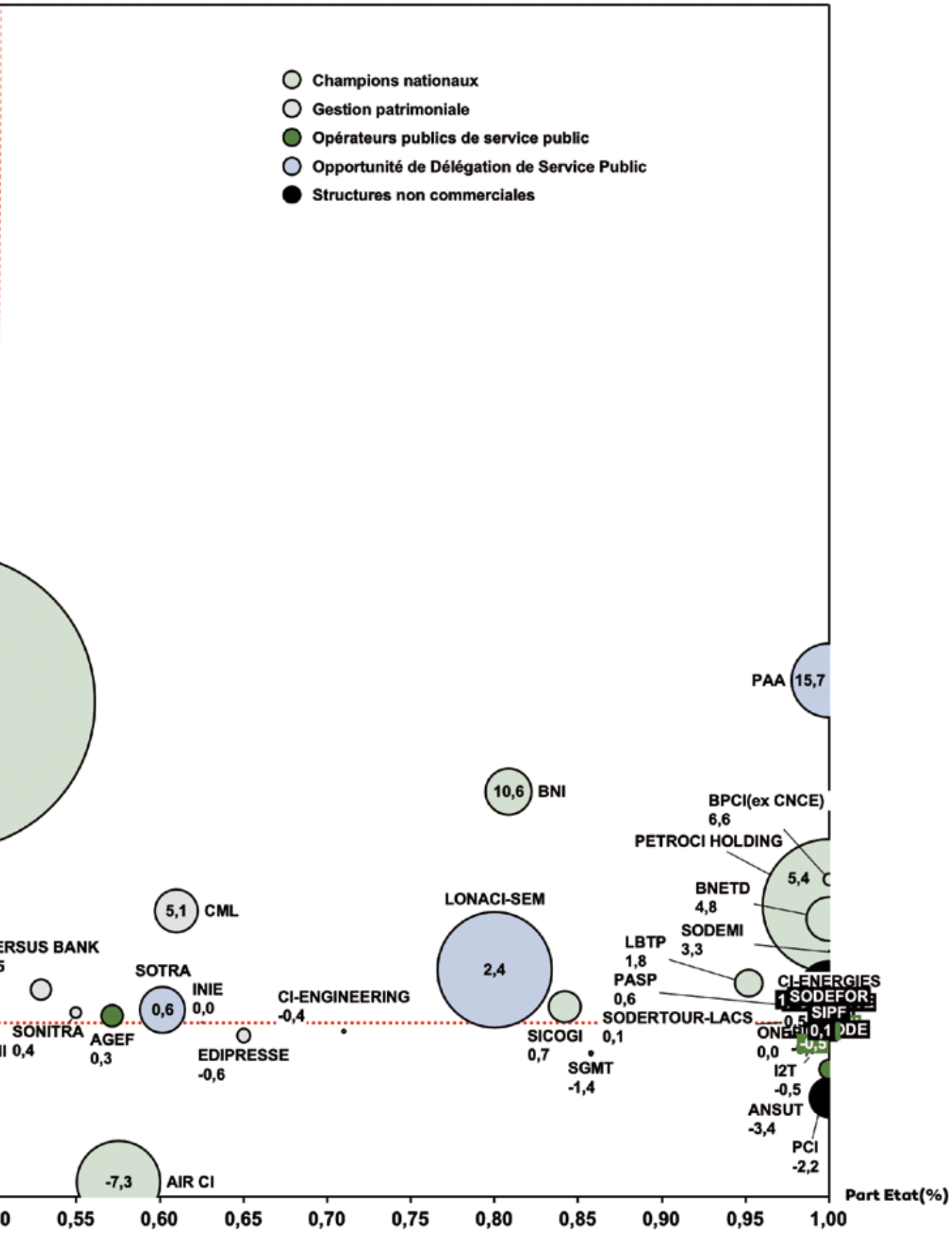




DGPE
DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

GRAPHIQUE 14 : PERFORMANCE




Champions nationaux
Gestion patrimoniale
Opérateurs publics de service public
Opportunité de Délégation de Service Public
Structures non commerciales
PAA 15,7
10,6 BNI
BPCI(ex CNCE) 6,6
PETROCI HOLDING
5,4
BNETD 4,8
SODEMI 3,3
LBTP 1,8
PASP 0,6
CI-ENERGIES
SODEFOR
SIPF
SODERTOUR-LACS
ONEP 0,0
I2T -0,5
ANSUT -3,4
PCI -2,2
LONACI-SEM
2,4
SICOGI 0,7
SGMT -1,4
5,1 CML
SOTRA
0,6
INIE 0,0
CI-ENGINEERING -0,4
EDIPRESSE -0,6
AGEF 0,3
SONITRA
-7,3 AIR CI
Part Etat(%)
0,55
0,60
0,65
0,70
0,75
0,80
0,85
0,90
0,95
1,00

UTILISATION EFFICACE DES DENIERS PUBLICS (ENJEUX LIÉS AUX FINANCES PUBLIQUES)

Subvention-État

Au titre de l'exercice 2019, **vingt-quatre (24) entreprises du portefeuille ont bénéficié de subventions de l'État**, contre vingt-cinq (25) en 2018.

Le montant total des subventions s'est établi à 75,9 milliards FCFA, contre 66,4 milliards FCFA en 2018.

Ce montant se décompose comme suit :

- **subventions d'exploitation et d'équilibre :** 63,7 milliards FCFA, contre 62,7 milliards FCFA en 2018 ;
- **subventions d'investissement :** 12,2 milliard FCFA, contre 3,7 milliards FCFA en 2018.

Le niveau des subventions octroyées aux entreprises publiques s'explique par la volonté de l'État d'accompagner le développement de certaines d'entre elles, qui ont une mission de service public.

Sur **les vingt-trois (23) entreprises bénéficiaires des subventions d'exploitation et d'équilibre**, la SOTRA, la SOCOPRIM et l'ANADER sont celles qui ont bénéficié des montants les plus élevés, représentant respectivement 32%, 17%, 15% de la subvention d'exploitation totale accordée par l'État.

La SOTRA a perçu des subventions d'équilibre d'un montant de 20,7 milliards FCFA, d'une part, en compensation des tarifs sociaux pratiqués et, d'autre part, pour le transport gratuit des écoliers, policiers, gendarmes et militaires.

La SOCOPRIM a reçu, quant à elle, une subvention de 10,7 milliards FCFA.

L'ANADER, dont la mission principale consiste en l'encadrement du monde paysan, a bénéficié de subventions d'exploitation pour le financement de son activité, à hauteur de 9,3 milliards FCFA.

En ce qui concerne les **subventions d'investissement, sur les sept (7) sociétés bénéficiaires**, IDT, la SODEXAM et la RTI sont les sociétés qui ont bénéficié des montants les plus importants en 2019, représentant respectivement 81%, 9% et 6% de la subvention d'investissement totale accordée par l'État.

Au titre des participations, les « Sociétés d'État » et les « SPFP majoritaire » ont le plus bénéficié de subventions avec des montants respectifs de 27,7 et 24 milliards FCFA, soit 37% et 32% des subventions.

Au niveau des segments, les segments « Opportunités de Délégation de Service Public » et « Opérateurs publics de service public » ont bénéficié des subventions les plus importantes, avec des montants totaux respectifs de 33,5 milliards FCFA (44%) et 19 milliards FCFA (25%).

Sur le plan sectoriel, les secteurs « Transports » ; « Média » et « Agriculture » ont bénéficié des subventions les plus importantes, avec des montants respectifs de 35,6 milliards FCFA (47%), 16,8 milliards FCFA (22%) et 14,2 milliards FCFA (19%).

TABLEAU 4 : SOCIÉTÉS AYANT BÉNÉFICIÉ DES SUBVENTIONS DE L'ÉTAT EN 2019 (EN MILLIONS FCFA)

SOCIÉTÉS	PART ÉTAT (%)	CAPITAL	SUBVENTION TOTALE 2018	SUBVENTION TOTALE 2019
SOTRA	60%	17,038	20,772.60	20,672.60
SIDT	100%	4,575		14,200.00
SOCOPRIM	25%	18,367	14,359.00	10,651.80
ANADER	35%	500	8,300.00	9,300.00
CNRA	40%	500	4,271.00	3,000.00
INS-SODE	100%	2,000	1,835.30	2,827.80
SODEXAM	100%	1,415	2,252.00	2,200.00
PCI	100%	12,664	2,096.90	2,061.30
AIR CI	58%	130,000	2,000.00	2,000.00
RTI	100%	6,000	962.6	1,844.90
BNETD	100%	2,000	1,427.70	1,427.70
I2T	100%	250	1,114.00	1,046.00
VITIB SA	26%	2,176	900	900
SNPECI	100%	821	2,552.00	800
INIE	63%	120	588.9	761.6
ONEP	100%	150	1,080	669
SODERTOUR-LACS	100%	10,000	362.7	226.5
SIVAC	32%	38	210	210
SODEFOR	100%	50	204.4	204.4
SPDC	100%	7,140	501.9	150
CI-ENGINEERING	71%	5,864	294.9	800
ADCI	40%	50	152.9	118
AGEF	57%	400	143.4	101.1
SIPF	100%	3,000	50	50
TOTAL		**215 312**	**66,432.20**	**75,890.10**

Certains impôts prélevés par l'État sont affectés directement à des entités qui exercent des missions de service public pour son compte. Il s'agit, de manière générale, d'impôts ou de contributions que la loi ou un texte réglementaire rendent obligatoires, et qui sont affectés à des organismes autres que l'État ou l'administration centrale.

Au titre de l'exercice 2019, neuf1 (9) entreprises (FER, SIR, CI ENERGIES, FODI, ANSUT, ONEP, AIGF, SODEFOR et ONAD) ont bénéficié de fiscalités affectées d'un montant global de 314,72 milliards FCFA contre 255,39 milliards FCFA en 2018.

Le FER est la société qui a plus perçu de ressources au titre de la fiscalité affectée, avec 127,80 milliards FCFA en 2019

[1] *Les données de GESTOCI (8,44 milliards FCFA en 2018) n'étaient pas disponibles.*

TABLEAU 5 : FISCALITÉS AFFECTÉES EN 2018 ET 2019 (EN MILLIONS FCFA)

SOCIÉTÉS	PARTS ÉTAT	2018	2019	VAR (%)
FER	1100%	125 367	127 798	2%
SIR	47%	61 120	64 080	5%
CI-ENERGIES	100%	13 211	60 728	360%
ANSUT	100%	18 788	20 859	11%
ONAD	100%	13 667	17 198	26%
FODI	100%	13 720	14 456	5%
AIGF	100%	7 873	7 801	-1%
ONEP	100%	1 287	1 412	10%
SODEFOR	100%	360	385	7%
TOTAL		**255,39**	**314,72**	

RECETTES FISCALES ET NON FISCALES

A l'instar des autres entreprises, les sociétés du portefeuille de l'État participent au financement du budget de l'État. La contribution de celles-ci s'opère à travers des ressources fiscales et non fiscales (dividendes notamment).

Recettes fiscales

Les ressources fiscales dues à l'État par les sociétés du secteur parapublic proviennent :

- des impôts et taxes ;
- des impôts sur le résultat (BIC).

En 2019, les impôts dus par les sociétés du portefeuille de l'État se sont établis à 296 milliards FCFA, contre 216 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 37%. Ce montant est réparti comme suit :

- au titre des impôts et taxes, 167 milliards FCFA contre 138 milliards FCFA en 2018 ;
- au titre des impôts sur le résultat, 129 milliards FCFA contre 78 milliards FCFA en 2018

SITUATION FISCALE EN FONCTION DU SECTEUR D'ACTIVITÉ

Agriculture et agro-industrie

En 2019, le montant des impôts dus par le secteur « Agriculture et agro-industrie » s'est établi à 4 milliards FCFA, contre 3 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 33%. Cette hausse est imputable à la société IDT qui a enregistré une hausse de 600 millions FCFA comparativement aux impôts de l'an dernier (1 387 millions FCFA contre 787 millions FCFA en 2018). La contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus à l'État reste identique à celle de l'exercice précédent : 1,4%.

Autres Services

Le montant des impôts dus par le secteur « Autres Services » est passé de 2,3 milliards FCFA en 2018 à 5,1 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 123%. Cette hausse est imputable à la société LONACI dont le montant des impôts dus a progressé de 2,8 milliards FCA pour s'établir à 4 milliards FCFA en 2019. La contribution du secteur au montant total des impôts dus est passée de 1,1% à 1,7% en 2019.

Bâtiment & Infrastructures

Le montant total des impôts dus par le secteur « Bâtiment & Infrastructures » s'est établi à 1,7 milliard FCFA contre 3,1 milliards FCFA enregistré en 2018, soit une baisse de 44%, expliquée principalement par la baisse des impôts dus des sociétés AGEF et SICOGI qui ont enregistré des baisses respectives de 855 millions FCFA et 800 millions FCFA. La contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus est passée de 1,4% à 0,6%.

Eau et assainissement

Le montant total des impôts dus à l'État par les entreprises du secteur « Eau et assainissement » s'est établi à 3,6 milliards FCFA, contre 3,1 milliards FCFA enregistré en 2018, soit une hausse de 18%, tirée par l'ONAD (de 43,7 millions FCFA en 2018 à 675,2 millions FCFA en 2019). Par ailleurs, la contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus à l'État est passée de 1,4% en 2018 à 1,2%.

Electricité

Au titre de l'exercice 2019, le montant des impôts collectés sur ce secteur s'est établi à 49,8 milliards FCFA contre 35,5 milliards FCFA en 2018. Cette hausse est due principalement à l'augmentation des impôts dus par la CIE qui s'élève à 47,6 milliards FCFA, contre 32,7 milliards FCFA en 2018.

Finances

Le montant total des impôts dus par le secteur « Finances » s'est établi à 7,3 milliards FCFA, contre 6,8 milliards FCFA enregistré en 2018, soit une hausse de 7% tirée en grande partie par la société BPCI (1,1 milliard FCFA contre 878 millions FCFA). La contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus est passée de 3,2% en 2018 à 2,5% en 2019.

Hydrocarbures

Le montant des impôts dus par le secteur « Hydrocarbures » s'est fixé à 44,4 milliards FCFA en 2019, contre 39,3 milliards FCFA en 2018. Cette progression est imputable à la PETROCI avec une hausse des impôts dus de 7,5 milliards FCFA (34,4 milliards FCFA contre 26,9 milliards FCFA en 2018). Par ailleurs, la contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus est ressortie à 15,25% en 2019 contre 18,22% en 2018.

Média

Le montant des impôts dus par le secteur « Media » est passé de 2,5 milliards FCFA en 2018 à 1,6 milliard FCFA en 2019, soit une baisse de 37% due à la société RTI qui a connu une baisse de 1,2 milliard FCFA de ses impôts dus. En outre, la contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus est égale à 0,5% en 2019 contre 1,2% en 2018

Mines

Le secteur « Mines » a enregistré, au titre de l'exercice 2019, des impôts évalués à 82,3 milliards FCFA, contre 36,6 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 125%. Cette hausse s'explique principalement par l'augmentation cumulée de 38 milliards FCFA des impôts dus par les sociétés SMI, AGBAOU et TONGON qui ont enregistré des progressions respectives de 14,9 milliards FCFA, 12,4 milliards FCFA et 10,7 milliards FCFA. La contribution de ce secteur à la formation du montant total des impôts dus à l'État s'est fixée à 28,1% contre 17% en 2018.

Technologie, Télécom et Poste

Le montant des impôts dus à l'État par le secteur « Technologie, Télécom et Poste » est passé de 68,6 milliards FCFA en 2018 à 80,7milliards FCFA, soit une hausse de 18% impulsée par la société ORANGE CI avec une hausse des impôts dus de 13,8 milliards FCFA (de 63,4 milliards FCFA en 2018 à 77,2 milliards FCFA). Par ailleurs, la contribution du secteur au montant total des impôts dus est passée de 31,8% en 2018 à 27,5% en 2019.

Tourisme et Hôtellerie

Le montant des impôts dus par le secteur « Tourisme et Hôtellerie » est passé de 1,6 milliard FCFA à 1,1 milliard FCFA en 2019, soit une baisse de 30%. La contribution du secteur au montant total des impôts dus se fixe à 0,7% contre 0,4% en 2018.

Transports

Le montant des impôts dus par le secteur « Transport » s'est établi à 14,1 milliards FCFA en 2019, contre 13,5 milliards FCFA en 2018. Cette progression résulte principalement de la hausse des impôts dus par le PAA (1,1 milliard FCFA en 2018 à 1,4 milliard FCFA en 2019). La contribution du secteur au montant total des impôts dus se fixe à 4,8% contre 6,3% en 2018.

TABLEAU 6 : FISCALITÉS AFFECTÉES EN 2018 ET 2019 (EN MILLIONS FCFA)

	IMPÔTS ET TAXES			IMPÔT BIC			TOTAL IMPÔT DUS		
*ANNÉE	2018	2019	VAR %	2018	2019	VAR %	2018	2019	VAR %
AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE	2 183	3 692	69,09	827	325	-60,76	3 010	4 016	33,41
PROPORTION (%)	1,59	2,21		1,06	0,25		1,39	1,36	
BÂTIMENT & INFRASTRUCTURES	1 290	660	-48,83	1 775	1 054	-40,63	3 065	1 714	-44,08
PROPORTION (%)	0,94	0,39		2,26	0,82		1,42	0,58	
EAU ET ASSAINISSEMENT	1 822	2 410	32,28	1 253	1 206	-3,71	3 075	3 616	17,62
PROPORTION (%)	1,32	1,44		1,60	0,94		1,42	1,22	
ELECTRICITÉ	34 659	48 400	39,65	829	1 436	73,25	35 488	49 836	40,43
PROPORTION (%)	25,20	28,95		1,06%	1,12		16,43	16,85	
FINANCE	877	1 301	48,45	5 947	6 031	1,41	6 824	7 332	7,46
PROPORTION (%)	0,64	0,78		7,59	4,69		3,16	2,48	
HYDROCARBURES	12 270	9 472	-22,80	27 084	34 909	28,89	39 354	44 381	12,77
PROPORTION (%)	8,92	5,67		34,55	27,16		18,22	15,01	
MÉDIA	1 408	1 470	4,36	1 111	120	-89,19	2 519	1 590	-36,90
PROPORTION (%)	1,02	0,88		1,42	0,09		1,17	0,54	
MINES	47 918	48 316	0,83	20 660	32 342	56,54	68 579	80 657	17,61
PROPORTION (%)	34,83	28,90		26,36	25,16		31,76	27,28	
SERVICES	25 776	38 968	51,18	10 861	43 311	298,79	36 637	82 279	124,58
PROPORTION (%)	18,74	23,31		13,85	33,69		16,97	27,82	
TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE	1 609	4 033	150,65	673	1 057	57,18	2 282	5 090	123,09
PROPORTION (%)	1,17	2,41		0,86	0,82		1,06	1,72	
TRANSPORTS	6 701	7 648	14,14	6 833	6 445	-5,67	13 534	14 094	4,14
PROPORTION (%)	4,87	4,58		8,72	5,01		6,27	4,77	
TOURISME ET HÔTELLERIE	1 047	796	-23,98	536	308	-42,62	1 583	1 103	-30,29
PROPORTION (%)	0,76	0,48		0,68	0,24		0,73	0,37	
TOTAL GÉNÉRAL	**137 560**	**167 166**	**21,52**	**78 389**	**128 544**	**63,98**	**215 949**	**295 709**	**36,93**

SITUATION FISCALE EN FONCTION DU NIVEAU DE PARTICIPATION FINANCIÈRE PUBLIQUE

En 2019, les impôts dus, en fonction du niveau de participation se présentent de la manière suivante :

- **Sociétés d'État :** 51,3 milliards FCFA contre 43,9 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 17%. Ces impôts représentent 17,5% du total des impôts dus. Le plus important contributeur est la PETROCI HOLDING avec 34,4 milliards FCFA d'impôts dus ;

- **SPFP majoritaire :** de 9,5 milliards FCFA en 2018 à 12,4 milliards FCFA, soit une hausse de 11%. La société LONACI-SEM a été la plus importante société contributrice en 2019 avec 4 milliards FCFA d'impôts dus. Les sociétés majoritaires ont contribué à hauteur de 4,7% du total des impôts dus ;

- **SPFP avec minorité de blocage :** 6,6 milliards FCFA contre 6,3 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 4%. Ces impôts représentent 2,2% du total des impôts dus en 2019. Le plus important contributeur au niveau de ce type de sociétés est la SIR, avec un montant de 4,8 milliards FCFA d'impôts dus ;

- **SPFP minoritaire :** de 156,2 milliards FCFA en 2018 à 225,3 milliards FCFA, soit une hausse de 44%. Le plus important contributeur est Orange CI avec 77,2 milliards FCFA d'impôts dus.

TABLEAU 7 : IMPÔTS PAR NIVEAU DE PARTICIPATIONS (EN MILLIONS FCFA)

	IMPÔTS ET TAXES			IMPÔT BIC			TOTAL IMPÔT DUS		
*ANNÉE	2018	2019	VAR %	2018	2019	VAR %	2018	2019	VAR %
SOCIÉTÉS D'ÉTAT	12 533	12 746	1,70	31 366	38 575	22,98	43 899	51 322	16,91
PROPORTION (%)	9,11	7,63		40,01	30,01		20,33	17,36	
SPFP MAJORITAIRE	5 000	7 075	41,48	4 510	5 373	19,14	9 511	12 448	30,89
PROPORTION (%)	3,64	4,23		5,75	4,18		4,40	4,21	
SPFP MINORITAIRE	113 825	140 905	23,79	42 369	84 427	99,27	156 194	225 333	44,26
PROPORTION (%)	82,75	84,29		54,05	65,68		72,33	76,20	
SPFP MINORITÉ DE BLOCAGE	6 202	6 439	3,83	143	168	17,04	6 345	6 607	4,12
PROPORTION (%)	4,51	3,85		0,18	0,13		2,94	2,23	
TOTAL GÉNÉRAL	**137 560**	**167 166**	**21,52**	**78 389**	**128 544**	**63,98**	**215 949**	**295 709**	**36,93**

SITUATION FISCALE EN FONCTION DU SEGMENT

En 2019, les impôts dus, en fonction des segments d'activités se présentent de la manière suivante :

- **Champions nationaux :** 42,8 milliards FCFA, contre 37,2 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 15%. Ces impôts représentent 14,6% du total des impôts dus. Le plus important contributeur est la PETROCI HOLDING avec 34,4 milliards FCFA d'impôts dus ;

- **Gestion patrimoniale :** de 59,5 milliards FCFA en 2018 à 102,1 milliards FCFA, soit une hausse de 72%. La société TONGON a été la plus importante société contributrice

en 2019 avec 24 milliards FCFA d'impôts dus. Le segment « Gestion Patrimoniale » a contribué à hauteur de 34,9% du total des impôts dus ;

- **Opérateurs publics de service public :** 2,1 milliards FCFA, contre 3,9 milliards FCFA en 2018, soit une baisse de 45%. Ces impôts représentent 0,7% du total des impôts dus en 2019. Le plus important contributeur au niveau de ce type de sociétés est la RTI avec un montant de 1 milliard FCFA d'impôts dus ;

- **Opportunités de Délégation de Service Public :** 140,8 milliards FCFA, contre 111,3 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 26%. Le plus important contributeur au niveau de ce type de sociétés est Orange Côte d'Ivoire avec un montant de 77,2 milliards FCFA d'impôts dus ;

- **Structures à caractère non commercial :** 5,2 milliards FCFA, contre 4 milliards FCFA en 2018. Ces sociétés ont contribué à hauteur de 1,7% au total des impôts dus au titre de l'exercice 2019. Le plus important contributeur est la société CI-ENERGIES avec 785 millions FCFA d'impôts dus.

TABLEAU 8 : IMPÔTS PAR SEGMENT D'ACTIVITÉS EN (MILLIONS FCFA)

	IMPÔTS ET TAXES			IMPÔT BIC			TOTAL IMPÔT DUS		
*ANNÉE	2018	2019	VAR %	2018	2019	VAR %	2018	2019	VAR %
CHAMPIONS NATIONAUX	11 092	9 463	-14,68	26 085	33 374	27,94	37 177	342 837	15,23
PROPORTION (%)	8,06	5,66		33,28	25,96		17,22	14,49	
GESTION PATRIMONIALE	35 907	48 005	33,69	23 604	54 135	129,35	59 510	102 140	71,63
PROPORTION (%)	26,10	28,72		30,11	42,11		27,56	34,54	
OP. PUBLICS DE SERVICE PUBLIC	2 402	1 774	-26,16	1 522	381	-74,99	3 923	2 154	-45,10
PROPORTION (%)	1,75	1,06		1,94	0,30		1,82	0,73	
OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC	84 808	103 704	22,28	26 490	39 705	49,89	111 298	143 408	28,85
PROPORTION (%)	61,65	62,04		33,79	30,89		51,54	48,50	
STRUCTURES NON COMMERCIALES	3 352	4 220	25,90	689	949	37,83	4 041	5 169	27,93
PROPORTION (%)	2,44	2,52		0,88	0,74		1,87	1,75	
TOTAL	137 560	167 166	21,52	78 389	128 544	63,98	215 949	295 709	36,93

PRINCIPALES SOURCES DE RISQUES BUDGÉTAIRES LIÉS AUX ENTREPRISES PUBLIQUES

Il existe quatre (4) principales sources de risques budgétaires liés aux entreprises publiques, à savoir :

(i) la contre-performance des entreprises publiques, entrainant des besoins additionnels en subvention et autres concours financiers de l'État pour leur sauvetage et leur restructuration ;

(ii) la variation des revenus provenant des entreprises publiques, y compris les recettes fiscales, les redevances, les dividendes, les recettes de privatisation et la valeur patrimoniale des actifs ;

(iii) l'accès préférentiel au crédit, grâce notamment aux concours et garanties de l'État, entraînant un recours excessif à l'endettement ;

(iv) l'asymétrie d'informations, avec la transmission sélective d'informations à chaque tutelle, affectant le degré de contrôle de l'État.

Ces problèmes découlent des insuffisances observées dans la gouvernance des entreprises du portefeuille de l'État, matérialisées entre autres par l'inexistence de contrat de performance dans certaines entreprises, le non-respect des procédures de passation des marchés publics, les dysfonctionnements dans les procédures de contrôle interne, l'absence de plans stratégiques et de plans d'affaires, et des investissements peu planifiés et mal exécutés.

RECETTES NON FISCALES

En plus des impôts, l'État collecte des ressources non fiscales provenant des entreprises de son portefeuille. Il s'agit principalement des dividendes.

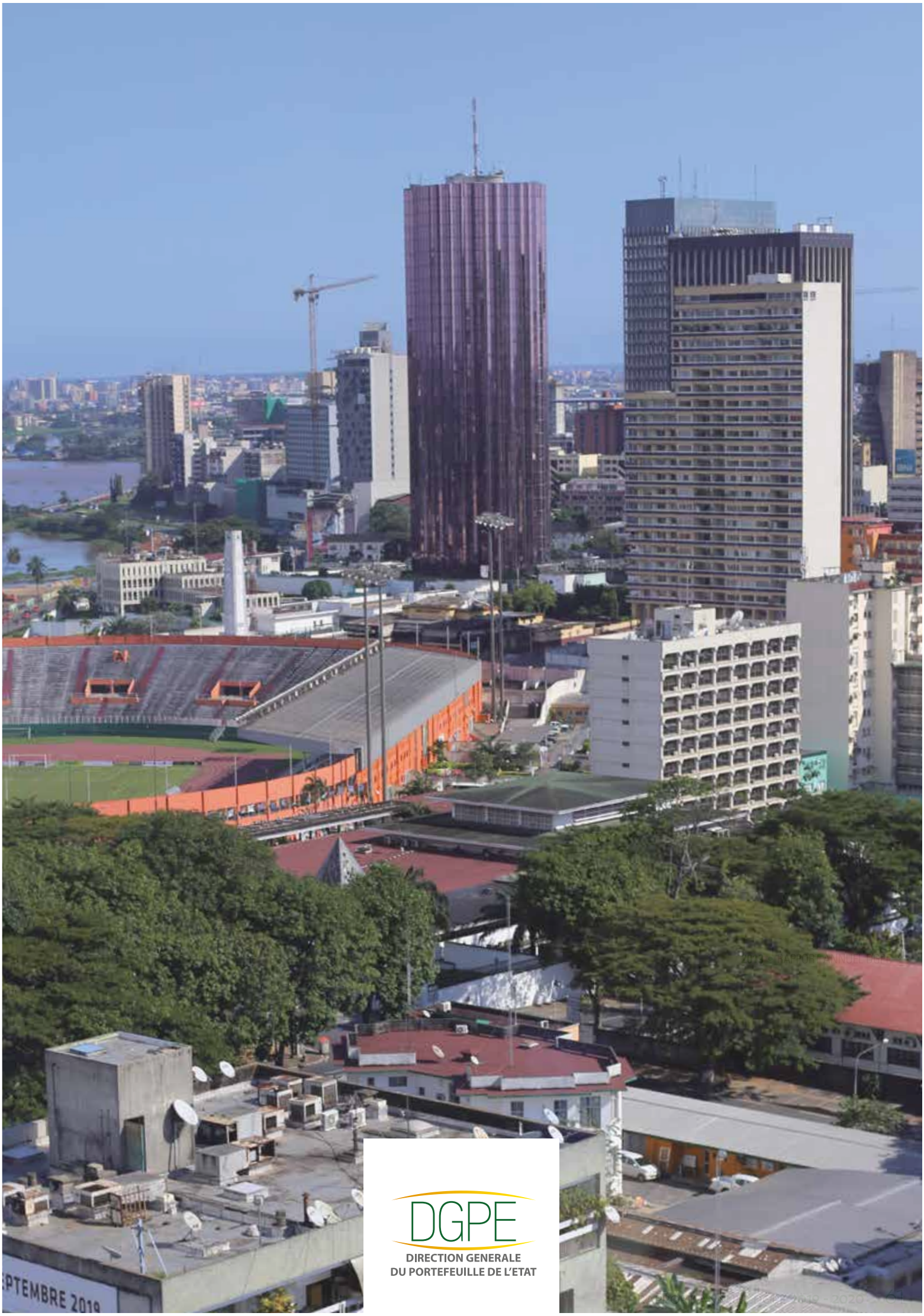
Au titre de l'exercice 2019, **les dividendes (nets d'IRVM) à collecter par l'État se sont élevés à un montant de 24,11 milliards FCFA** contre 26,2 milliards enregistrés en 2018, soit une baisse de 7,7%.

Il convient de noter que dans la mesure où le PV de l'AGO ayant statué sur les comptes 2019 n'était pas disponible à la date de rédaction de ce rapport, le montant des dividendes à percevoir de PETROCI a été fixé à la moyenne (5 milliards FCFA).

Le principal contributeur est la société TONGON, avec une estimation de 6,7 milliards FCFA de dividendes en 2019 contre 5,1 milliards en 2018.

TABLEAU 9 : DIVIDENDES PERÇUS PAR L'ÉTAT ACTIONNAIRE (MILLIONS FCFA)

SOCIÉTÉS	PART ÉTAT (%)	RN 2018	DIVIDENDE NET D'IVRM 2018	RN 2019	DIVIDENDE NET D'IVRM 2019
1. TONGON SA	10%	14 843	5 104	44 315	6 688
2. PETROCI HOLDING	100%	13 007	9 975	5 378	5 000
3. CIPREL	15%	27 417	2 472	30 678	3 158
4. ORANGE CI	15%	22 578	1 278	54 745	2 551
5. AGBAOU	10%	34 560	1 700	33 670	2 431
6. LONACI-SEM	80%	1 318	680	2 422	1 020
7. CIE	15%	4 930	666	6 534	882
8. SIB	5%	23 200	630	28 057	675
9. CML	10%	4 131	340	5 127	392
10. GUCE-CI(EX WFCI)	8%	11 211	762	5 035	281
11. SODEMI	100%	160		3 278	255
12. IPS (WA)	15%	4 500	200	6 092	220
13. SOCOPRIM	25%	31 623	249	36 845	218
14. SMD	10%	-		20 040	208
15. SODECI	3%	2 864	79	2 952	85
16. SM SA	10%	4 731	-	4 305	34
17. BRVM	2%	755	17	336	11
18. DCBR	2%	742	11	753	11
19. AERIA	10%	4 362	43	2 295	-
TOTAL		**206 932**	**24 206**	**292 857**	**24 113**



DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

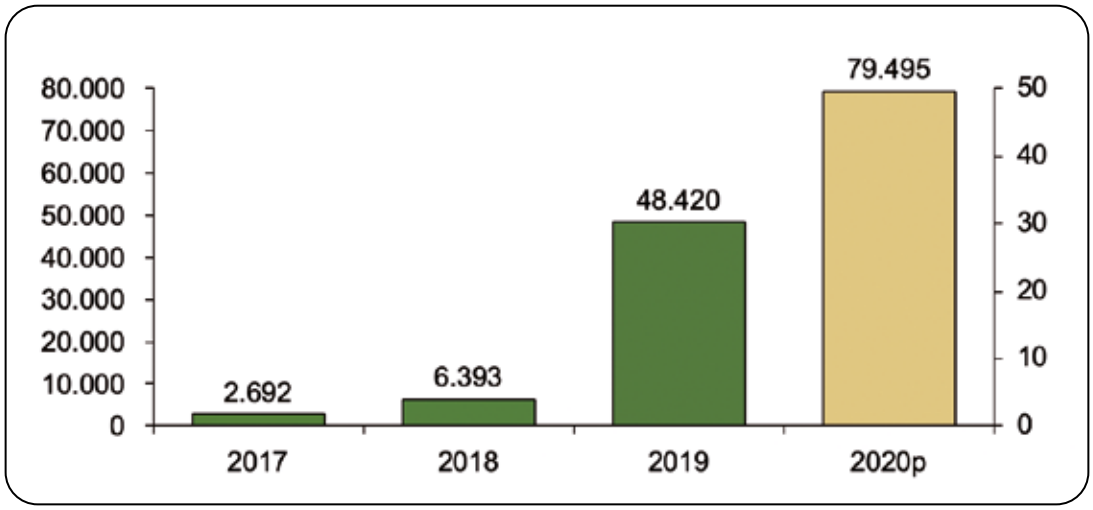
6

PERFORMANCE PREVISIONNELLE DES ENTREPRISES PUBLIQUES EN AMÉLIORATION EN 2019

SITUATION GLOBALE

La situation globale prévisionnelle des entreprises publiques (SODE et SPFP majoritaire) se caractérise par une augmentation du résultat net.

GRAPHIQUE 15 : ÉVOLUTION DU RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES PUBLIQUES DE 2017 À 2020 (EN MILLIONS FCFA)



Le résultat net prévisionnel ressortirait bénéficiaire de 79,5 milliards FCFA en 2020 contre un bénéfice 48,4 milliards CFA en 2019. Cette croissance devrait être portée en grande partie par les sociétés PETROCI et PAA, qui cumulent plus de la moitié du résultat net global projeté (52%).

Il convient toutefois de noter que cette prévision a été réalisée avant la survenance de la pandémie de la CODIV-19, dont le premier cas a été enregistré en Côte d'Ivoire le 11 mars 2020.

En effet, le contexte budgétaire se trouve fortement affecté par la maladie à coronavirus et certaines entreprises du portefeuille en pâtissent, en raison des restrictions imposées. C'est le cas notamment de Air Côte d'Ivoire qui enregistrerait une baisse drastique du trafic aérien et donc de ses revenus, du PAA et du PASP dont le trafic maritime afficherait une forte baisse, consécutive à la baisse des commandes devant alimenter le commerce intérieur et la baisse du transit des marchandises vers les pays frontaliers.

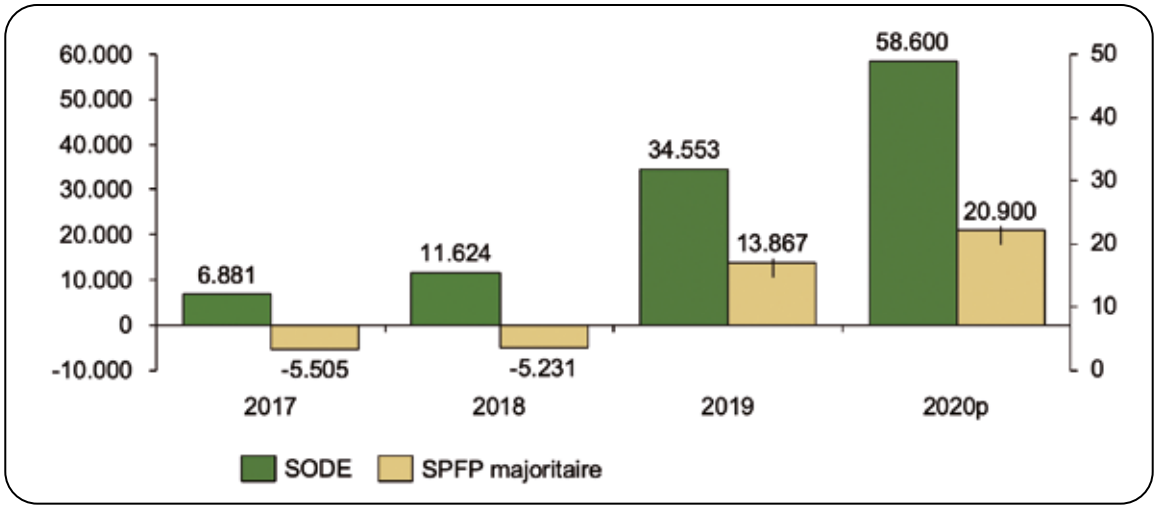
De manière générale, cette pandémie devrait freiner la dynamique globale des performances du portefeuille de l'État. Les projections de résultats nets devraient toutefois laisser apparaitre un excédent au 31 décembre 2020.

CONTRIBUTIONS PAR NIVEAU DE PARTICIPATION

Les SODE prévoient solder l'année 2020 avec un résultat net bénéficiaire de 58,6 milliards FCFA contre 34,5 milliards FCFA en 2019, grâce aux sociétés PETROCI HOLDING et PAA qui totaliseraient 41,6 milliards FCFA (85% du résultat net global).

Les SPFP majoritaires, quant à elles, annoncent un résultat net prévisionnel excédentaire de 20,9 milliards FCFA, contre un excédent de 13,9 milliards FCFA en 2019.

GRAPHIQUE 16 : ÉVOLUTION DU RÉSULTAT NET DES SODE ET DES SPFP MAJORITAIRE (EN MILLIONS FCFA)

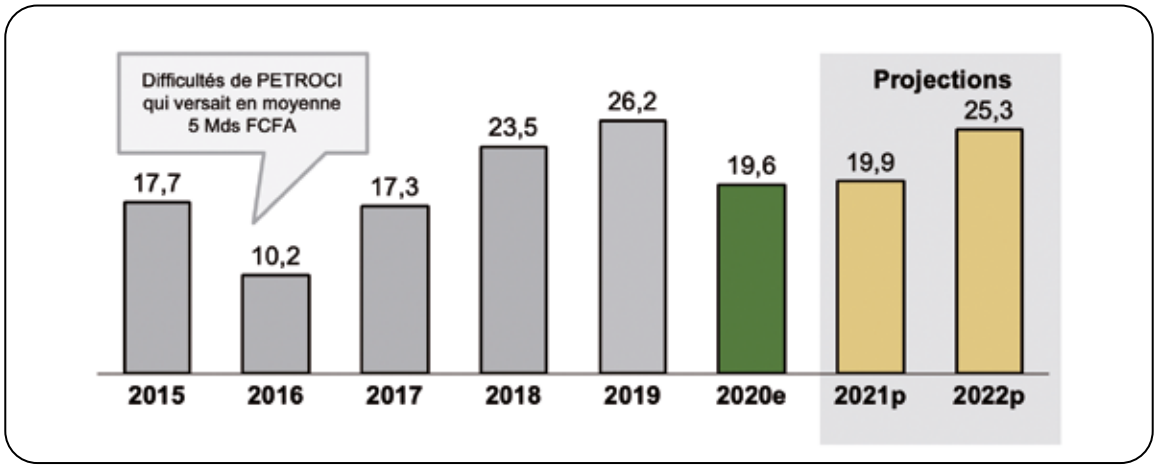


DIVIDENDES PRÉVISIONNELS

A l'instar de plusieurs secteurs d'activités, la pandémie du coronavirus va impacter négativement la trésorerie ainsi que les résultats des entreprises du portefeuille de l'État et notamment celle qui versent les dividendes à l'État actionnaire. En effet, eu égard à la baisse des cours en dollar US des principaux produits d'exportation, en l'occurrence le pétrole et les mines, en raison de la pandémie, les résultats enregistrés par les sociétés minières et pétrolières pourraient être affectés de façon drastique. Or, l'industrie extractive représente environ 70% du montant total des dividendes versés par les entreprises du portefeuille.
Sur la base de l'historique des dividendes perçus, des sorties du portefeuille de l'État et des dividendes déjà ordonnancés, **les dividendes à percevoir en 2020, au titre de l'exercice 2019, sont estimés à 19,59 milliards FCFA**, contre un montant de 26,19 milliards FCFA perçu en 2019 (voir graphique 17).

La PETROCI compte pour le quart (5 milliards FCFA) des dividendes à percevoir en 2020, suivi des sociétés TONGON, CIPREL et ORANGE CI qui ensemble contribueraient pour environ 54% (environ 10,7 milliards FCFA) du montant total des dividendes à percevoir par l'État.

GRAPHIQUE 17 : HISTORIQUE DES DIVIDENDES PERÇUS ET PROJECTION DES DIVIDENDES À PERCEVOIR (EN MILLIARDS FCFA)

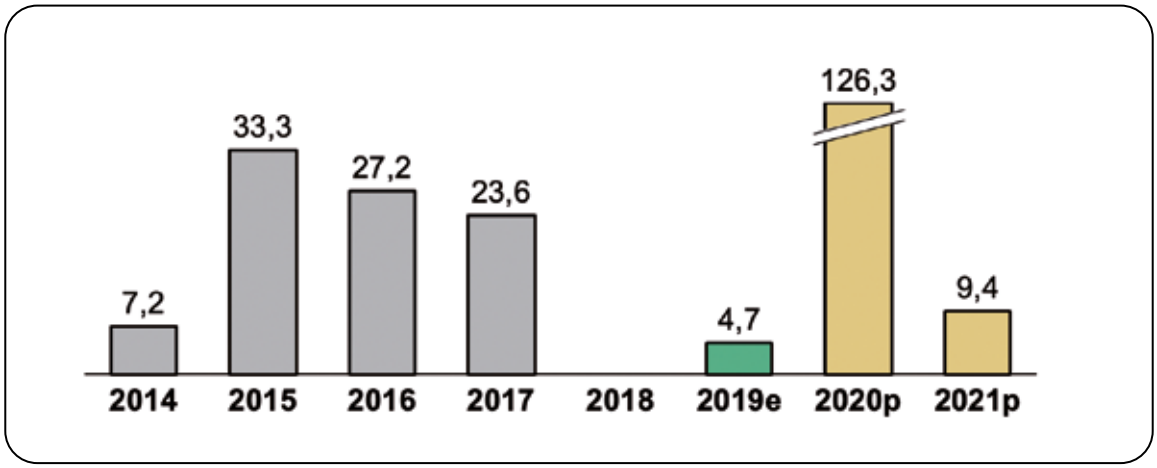


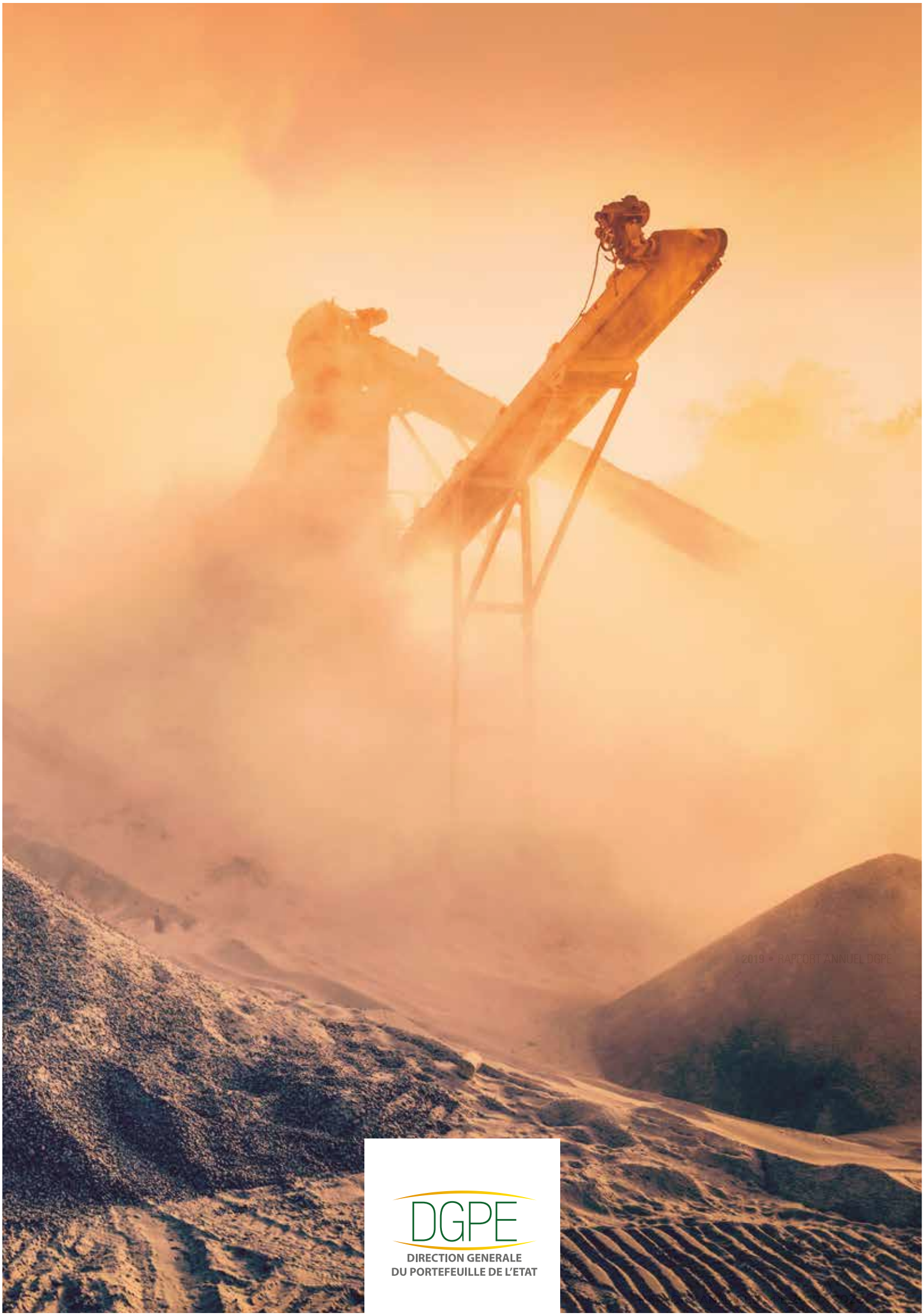
RECETTES DE PRIVATISATION PRÉVISIONNELLES

Au cours de la période 2014 à 2018, l'État a collecté des recettes de privatisation d'un montant total de 91,3 milliards FCFA, réparties comme suit : SMI (7,22 milliards FCFA) ; SIB (45,60 milliards FCFA) ; NEI-CEDA (236,1 millions FCFA) ; Les Villas attenantes à l'Hôtel Indénié d'Abengourou (43 millions FCFA) ; SUCRIVOIRE (14,65 milliards FCFA) ; NSIA (18 milliards FCFA) ; CIDT (5,50 milliards FCFA) ; et SN SOSUCO (169,7 millions FCFA).

Par ailleurs, **deux (2) opérations de privatisation ont été finalisées en 2018**, à savoir : PALMAFRIQUE pour un montant de 3,04 milliards FCFA, dont le paiement du prix de cession est attendu en 2019 ; et de la BHCI pour un montant de 1,29 milliard FCFA, dont le paiement a été fait par compensation avec certaines créances détenues par la banque sur l'État. Les cessions des parts de l'État dans ORANGE CI et d'autres sociétés (TRCI, IPS WA, CI-ENGINEERING et SONITRA) sont prévues pour 2020 et 2021.

GRAPHIQUE 18 : HISTORIQUE ET PROJECTION DES RECETTES DE PRIVATISATION (EN MILLIARDS FCFA)





2019 • RAPPORT ANNUEL DGPE

DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

7

PRÉSENTATIONS SECTORIELLES & FICHES ENTREPRISES

AGRICULTURE & MINE

AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE 41
ANADER 42
CIDT 43
CI-INGINEERING 44
CNRA 45
I2T 46
IPS (WA) 47
SIVAC 48
SODEFOR 49
TRCI 50
MINES **51**
AGBAOU 52
AGOLD BONIKRO 53
AGOLD HIRE 54
BONDOUKOU MANGANESE 55
CMB 56
CML 57
FOREMI 58
IMMSA 59
PMCI 60
SHILOH MANGANESE 61
SMD 62
SMI 63
SODEMI 64
TONGON 65

HYDROCARBURES, ÉLECTRICITÉ, EAU & ASSAINISSEMENT

EAU ET ASSAINISSEMENT **66**
ONAD 67
ONEP 68
SODECI 69
ÉLECTRICITÉ **70**
CIE 71
CI-ENERGIE 72
CIPREL 73
HYDROCARBURES **74**
GESTOCI 75
PETROCI 76
SIFAL 77
SIR 78
VECI 79

MÉDIA & AUTRES SERVICES

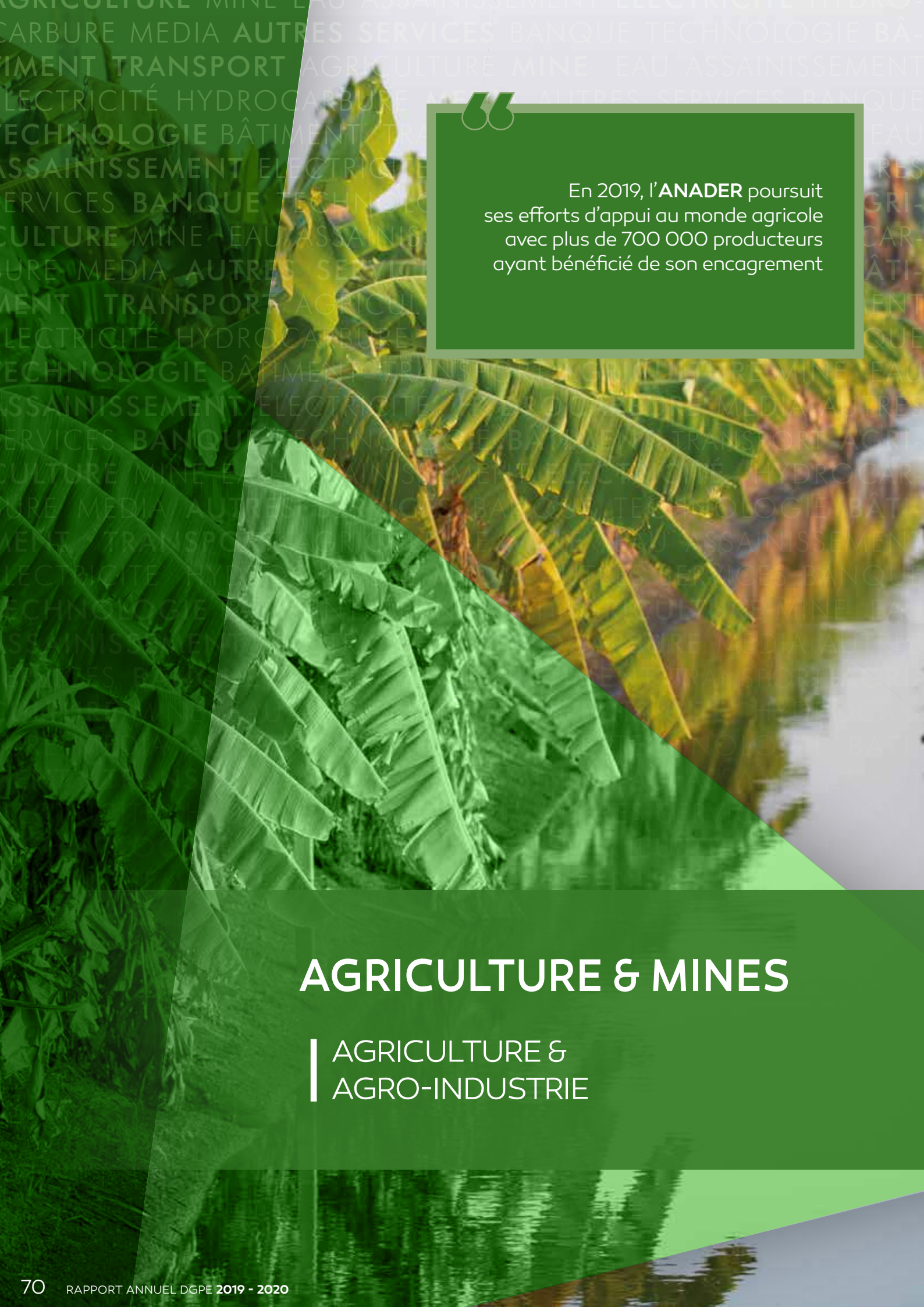
MÉDIA **80**
IDT 81
EDIPRESSE 82
RTI 83
SNPECI 84
AUTRES SERVICE **85**
ADCI 86
BNETD 87
INIE 88
INS 89
LONACI 90
TOURISME ET HÔTELLERIE **91**
SODERTOUR LAC 92
SPDC 93

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE & FINANCE

FINANCE **94**
BNI .95
BRVM 96
CNCE 97
DCBR 98
SIB 99
VERSUS BANK 100
TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE **101**
AIGF 102
ANSUT 103
OCI 104
PCI 105
QUIPUX 106
SNDI 107
VITIB 108
WEBB FONTAINE 109

TRANSPORT, BTP & AUTRES INFRASTRUCTURES

BÂTIMENTS ET INFRASTRUCTURES **110**
AGEF 111
FODI 112
LBTP 113
MGB 114
SGMT 115
SICOGI 116
SONITRA 117
TRANSPORTS **118**
ACI 119
AERIA 120
AGEROUTE 121
FER 122
OIC 123
PAA 124
PASP 125
SIPF 126
SITARAIL 127
SOCOPRIM 128
SODEXAM 129
SOTRA 130



> En 2019, l'**ANADER** poursuit ses efforts d'appui au monde agricole avec plus de 700 000 producteurs ayant bénéficié de son encagrement

AGRICULTURE & MINES

AGRICULTURE & AGRO-INDUSTRIE

POURSUITE DE LA DYNAMIQUE DE PERFORMANCE DES ENTREPRISES PUBLIQUES DU SECTEUR AGRICOLE, EN COHÉRENCE AVEC LA HAUSSE DE LA PRODUCTION DE SES PRINCIPALES SPÉCULATIONS.

La dynamique de croissance qui prévaut ces dernières années en Côte d'Ivoire se poursuit dans le secteur agricole, en témoigne la hausse en 2019 des productions des principales spéculations d'exportation que sont le cacao (+5,8%), le coton graine (+24,7%), la banane dessert (+7,5%), le caoutchouc (+36,2%), l'huile de palme (+4,2%), l'ananas (+1,2%) et le sucre (+2,1%). Il en est de même de la production des principales cultures vivrières, notamment les tubercules (+2,7%), l'arachide (+3,9%), le gombo (+3,0%) et les aubergines (+3,0%)[1].
Cette performance s'explique par les réformes initiées depuis l'année 2011 dans les principales filières agricoles (café, cacao, anacarde, coton et palmier à huile) ; ce qui a amélioré l'environnement général de production en facilitant notamment l'accès au financement et aux intrants (plants et semences améliorés, engrais et produits phytosanitaires).
Cependant, les productions de café (-24,0%) et de noix de cajou (-16,6%) ont baissé, en raison principalement du vieillissement du verger de café et de la chute des prix (25%) de la noix de cajou ainsi qu'aux sorties illicites de productions vers certains pays limitrophes.
S'agissant des neuf (9) entreprises publiques (I2T, CI-ENGINEERING, SODEFOR, CNRA, ANADER, CIDT, TRCI, SIVAC et IPS) opérant dans ce secteur, elles ont réalisé de faibles contre performances . En effet, le chiffre d'affaires global réalisé s'élève à 85,02 milliards FCFA contre 88,71 milliards FCFA en 2018, soit une baisse de 4% Aussi, les appuis financiers perçus par ces entreprises s'élèvent à 15,88 milliards FCFA contre 14,29 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 11,1%. Il en résulte des produits d'exploitation globaux en hausse de 23,3%, s'établissant à 101,15 milliards FCFA en 2019, et une hausse des charges d'exploitation de 14,3%, se fixant à 96,01 milliards FCFA en 2019.
En conséquence le résultat d'exploitation de ces neuf (9) sociétés ressort bénéficiaire de 5,12 milliards FCFA contre un déficit de 2,01 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 354,5%. Il en découle un résultat net global de 4,86 milliards FCFA contre 1,12 milliards FCFA en 2018.

Ce résultat net global est porté par les performances réalisées par les entreprises ci-après :

- **SODEFOR :** 761 millions FCFA, contre 92 millions FCFA en 2018, soit une hausse de 720% ;
- **CIDT :** 2,55 milliards FCFA, contre un déficit de 795 millions FCFA en 2018, soit une amélioration de 420,7% ;
- **SIVAC :** 13,56 millions FCFA, contre 4,14 millions FCFA en 2018, soit une hausse de 227,5% ;
- **IPS WA :** 6,09 milliards FCFA, contre 4,5 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 35,3 % ;
- **ANADER :** 120,4 millions FCFA, contre 109,1 millions FCFA en 2018, soit une hausse de 10,3%.

Au demeurant, le secteur agro-industriel a généré, en 2018, en faveur de l'État de Côte d'Ivoire, au titre des impôts et taxes, un montant de 2,5 milliards FCFA (dont 1,7 milliards FCFA d'impôts et taxes et 751,1 millions FCFA d'impôt BIC) contre 2 milliards FCFA en 2017. Il convient également de relever qu'à l'instar de l'exercice précédent, seule la société IPS WA a distribué des dividendes bruts d'un montant de 199,6 millions FCFA au profit de l'État de Côte d'Ivoire.

[1] *Source : Situation économique et financière du MEF ; mars 2020.*

ANADER

AGENCE NATIONALE D'APPUI AU DÉVELOPPEMENT RURAL

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 29 septembre 1993
Capital social 500 millions FCFA
Capitaux propres 4 474 millions FCFA (+15,32%)
Part de l'État 35%
CA 7,43 milliards FCFA (+1,8%)
Résultat Net 120,4 millions FCFA (+10,3%)
Subv. d'expl. 9,3 milliards FCFA (+6,4%)
PCA COULIBALY Adama
DG SIDIKI Cissé
Adm MBPE TRAORE Seydou
Adm. MINADER YAO N'Guettia René
Effectif 2 363

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE CI	35,00
OCAB	5,00
INTERAVI	2,00
KASSOUM COULIBALY	0,50
APPH	0,40
APROCASUD	0,20
AUTRES	6,90

L'**Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER)** est une société anonyme dont la mission est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie du monde rural par la professionnalisation des exploitants et des Organisations Professionnelles Agricoles (OPA). A cet effet, elle conçoit et met en œuvre des outils et programmes appropriés pour l'accomplissement de sa mission.

Au plan commercial, **le chiffre d'affaires de l'ANADER a connu une légère hausse de 1,83%, pour se situer à 7,43 milliards FCFA** en 2019. Cette progression s'explique principalement par le poste « travaux et services vendus » dont le montant s'est fixé à 7,24 milliards FCFA, soit une hausse de 2,2%.

Compte tenu de sa mission de service public, l'ANADER a bénéficié d'une subvention d'exploitation de 9,3 milliards FCFA en 2019, en hausse de 6,4%. Ainsi, les produits d'exploitation s'établissent à 22,8 milliards FCFA contre 21,9 milliards FCFA en 2018.

Quant aux charges d'exploitation, elles s'établissent à 22,7 milliards FCFA en 2019 contre 21,8 milliards FCFA en 2018. Cette légère hausse s'explique principalement par celle des postes de charges « Autres charges » et « Services extérieurs » qui se sont établis respectivement à 1,77 milliard FCFA et 4,8 milliards FCFA, soit des hausses respectives de 26,4% et 29,7%.

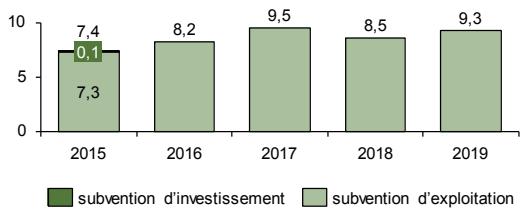
Ainsi, l'activité d'exploitation s'est soldée par un résultat excédentaire de 141,8 millions FCFA contre un excédent de 130,7 millions FCFA en 2018.

Le résultat financier est, quant à lui, déficitaire de 25,4 millions FCFA contre un déficit de 12,8 millions FCFA en 2018, tandis que le résultat hors activités ordinaires est ressorti excédentaire de 4 millions FCFA, contre 26,3 millions FCFA en 2018.

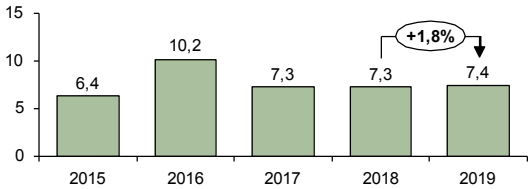
En définitive, le résultat net s'est soldé par un bénéfice de 120,4 millions FCFA en 2019, soit une hausse de 10,3% par rapport à 2018.
Par ailleurs, les impôts dus à l'État essentiellement composés d'« Impôts et taxes » se sont élevés à 710,2 millions FCFA en 2019 contre 311,4 millions FCFA en 2018.

Enfin, **le ratio dette financière/bilan de l'ANADER s'est fixé à 18,3%% en 2019** contre 23,3% en 2018

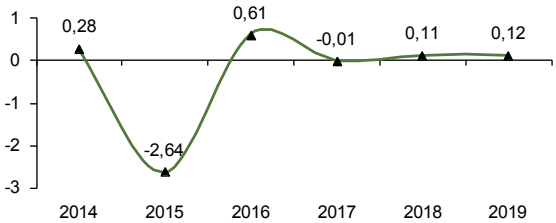
SUBVENTIONS *(en Mds FCFA)*



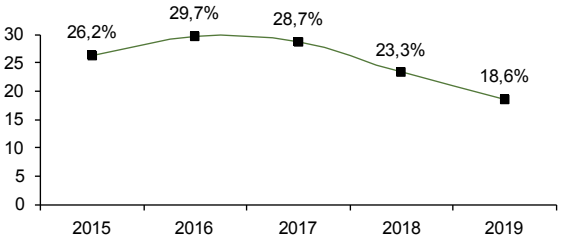
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Mds FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)



FAITS MARQUANTS

- Démarrage du processus de contractualisation entre l'État et l'ANADER avec pour support le plan Stratégique de Développement (2019-2024) élaboré par l'ANADER.

CIDT

COMPAGNIE IVOIRIENNE POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TEXTILES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 29 juin 1974
Capital social 7,2 milliards FCFA
Capitaux propres 5,47 milliards FCFA (+50,73%)
Part de l'État 10%
CA 53,62 milliards FCFA (+29,5%)
Résultat Net +2,55 milliards FCFA (+420,46%)

PCA KONE Daouda Soukpafolo
DG SILUE René
Adm État FANNY Ibrahima
Effectif 335
Filiales & participations UTEXI (26,60%), OIC (1,66%), ANADER (1,00%),

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
COIC SA	90
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10

La **Compagnie Ivoirienne pour le Développement du Textile (CIDT)** est une société agro-industrielle exerçant dans la filière coton en Côte d'Ivoire. Elle est chargée de l'égrenage du coton graine et de la commercialisation de la fibre et de la graine de coton. La CIDT a aussi la charge de l'encadrement des exploitants agricoles.

L'exercice 2019 a été marqué par la hausse de 12,9% de la production de coton graine qui s'établit à 73 544 tonnes contre 65 106 tonnes en 2018. Cette évolution s'explique principalement par l'augmentation des producteurs encadrés (+11,47%) et de la superficie plantée (+12,6%). Le rendement moyen des parcelles est resté inchangé et se fixe à 1 234 kg/ha, au titre de la campagne agricole 2018/2019.

Au plan commercial, le chiffre d'affaires s'est amélioré de 29,5% en passant de 37,59 milliards FCFA en 2018 à 48,69 milliards FCFA en 2019. Cette hausse s'explique d'une part, par celle du coton fibre vendu qui est passé de 25 156 tonnes en 2018 à 34 834 tonnes en 2019 et, d'autre part, par la hausse de 2,6% du prix moyen de vente du coton fibre.

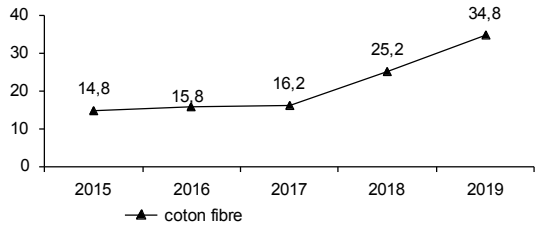
Ainsi, **les produits d'exploitation** sont ressortis en hausse de 41,8%, passant de 39,81 milliards FCFA en 2018 à 56,45 milliards FCFA en 2019. Cette hausse s'explique également par celle des postes « productions stockées » (+195 %) et « reprises de provisions » (+52,8%). De même, **les charges d'exploitations**, sont en hausse de 36,6%, passant de 39,25 milliards FCFA en 2018 à 53,62 milliards FCFA en 2019, en raison principalement de la variation du poste « achats des matières premières » qui est passé de 16,5 milliards FCFA en 2018 à 24 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 45,6%.

En conséquence, **le résultat d'exploitation est bénéficiaire** de 2,83 milliards FCFA, en amélioration par rapport au déficit de 0,56 milliard de FCFA enregistré en 2018. En définitive, le résultat net ressort bénéficiaire pour la première fois depuis 2015 pour un montant de **2,55 milliards FCFA** contre un déficit de **0,795 milliard FCFA** en 2018.

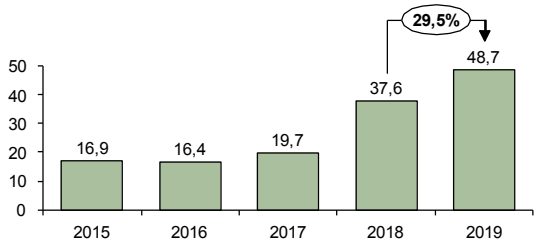
Les **impôts dus à l'État** s'établissent à **1,4 milliard FCFA, essentiellement issus du poste Impôts et taxes**.

Enfin, **le ratio dette financière/bilan de CIDT se fixe à 2,5% en 2019 contre 9,9% en 2018**.

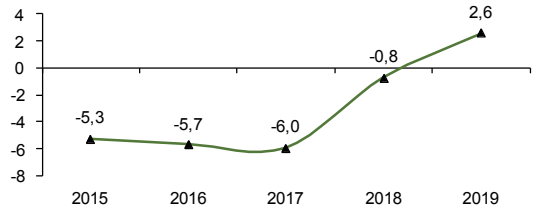
ÉVOLUTION DE LA PRODUCTION DE COTON *(en tonnes)*



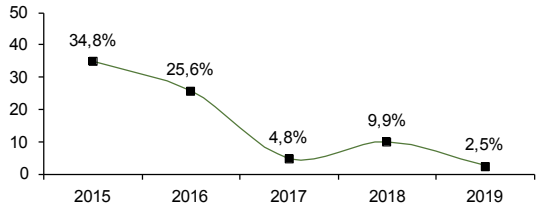
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Mds FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)



FAITS MARQUANTS

- Réorganisation opérationnelle marquée par la fermeture des directions régionales de Mankono et de Séguéla et la relocalisation de la direction de la production agricole à Mankono ;
- Obtention de l'agrément CEPICI à l'investissement (industriel et logistique) pour une valeur totale de 19 milliards FCFA ;
- Obtention de la DNSV (Déclaration Notariée de Souscription et de Versement) marquant la fin de l'opération de recapitalisation décidée lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 1er août 2017.

CI-ENGINEERING

CÔTE D'IVOIRE ENGINEERING

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1997
Capital social 5,86 milliards FCFA
Capitaux propres 1,98 milliard FCFA (+190,23%)
Part de l'État 71%
CA 475,85 millions FCFA (+97,3%)
Résultat Net -391,35 millions FCFA (-361,15%)
Subvention d'équilibre 463,3 milliards FCFA
PCA KOUATELAY Albert
DG TRAORE Koko Carine
Adm. MCI KOUATELAY Albert J., ESSE Rodrigue
Adm. MBPE ADOPO Fiacre
Effectif 67

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE CI	71,00
SILUE N.	10,00
CAGOM	8,00
ELITE	8,00
AUTRES *(Personnel CI Engineering)*	3,00

Côte d'Ivoire Engineering (CI-ENGINEERING) est une société spécialisée dans la construction métallurgique et la fabrication de pièces mécaniques pour le secteur industriel en Côte d'Ivoire.

Au cours de l'exercice 2019, la société a effectué des prestations de service d'installation d'équipements et de maintenance au profit des sociétés agro industrielles. En vue de la diversification de son portefeuille clients, des prospections sont menées dans d'autres secteurs d'activités, notamment les secteurs mines, pétrole et carrière.

Le renforcement de ses actions commerciales a permis à la société d'enregistrer une performance au plan commercial en 2019 avec **un chiffre d'affaires en hausse de 97,3%, en s'établissant à 475,85 millions FCFA**. Cette hausse s'explique par celle des revenus tirés de la vente des produits fabriqués de 1 757,54%, passant à 384,5 millions FCFA en 2019.

Quant aux charges d'exploitations, elles ont augmenté de 39,23%, se fixant à 1,3 milliard FCFA en 2019. Cette tendance se justifie principalement par la hausse des achats de matières premières (576,13%), des services extérieurs (225,04%), et des autres achats (115,40%).

Le résultat d'exploitation qui en découle est déficitaire de 847,6 millions de FCFA, contre un déficit de 620,7 millions FCFA enregistré en 2018.

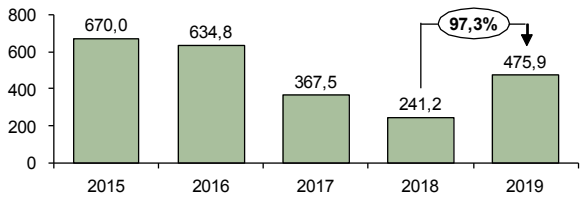
En ce qui concerne le résultat hors activité ordinaire, il s'élève à 459,3 millions FCFA contre 796,8 millions FCFA en 2018. Cette baisse s'explique par la régression du poste « autres produits HAO » de 55%, passant à 463,3 millions FCFA en 2019.

En définitive, l'exercice 2019 se solde par un **résultat net déficitaire de 391,35 millions FCFA** contre un excédent de 149,9 millions FCFA en 2018.

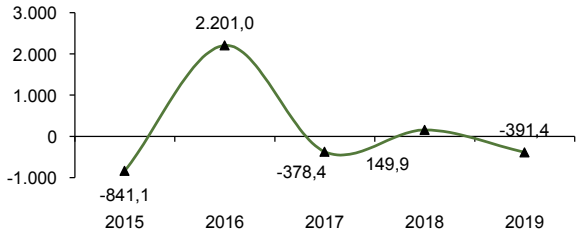
Les impôts dus à l'État en 2019 s'élèvent à 63,2 millions FCFA (dont 60,2 millions FCFA d'impôts et taxes et 3 millions FCFA d'impôt BIC), contre 67,1 millions FCFA en 2018.

Enfin, **le ratio dette financière/bilan de CI-ENGINEERING se fixe à 6,6% en 2019 contre 33,9% en 2018**.

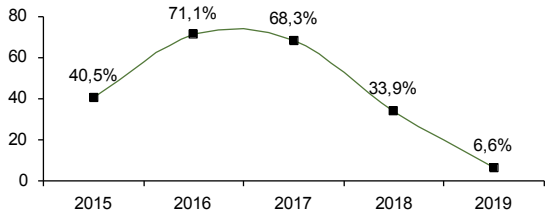
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Millions FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Elaboration du Plan Stratégique de Développement 2019-2023 de la société ;
- Octroi d'une subvention exceptionnelle d'équilibre d'un montant de 467,3 millions FCFA.

CNRA

CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE AGRONOMIQUE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 14 avril 1998
Capital social 500 millions FCFA
Capitaux propres -1,9 milliard FCFA (-178,96%)
Part de l'État 40%
CA 6,4 milliards FCFA (-16,5%)
Résultat Net -3,9 milliards FCFA (-285,28%)
Subv d'exploitation 4 milliards FCFA (-8%)
PCA COULIBALY Nandoh
DG WONGBE Yté
Adm. MBPE AHMED KONET Hussein
Adm. MESRS YAPI Houphouet Félix
Effectif 2100

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE CI	40,00
URECOSCI	16,00
UNECA-CI	8,00
ANADER	8,00
ADAM AFRIQUE	6,00
AUTRES PRIVÉS	22,00

Le **Centre National de Recherche Agronomique (CNRA)** a pour mission l'accroissement durable de la production et de la productivité agricoles et agro-industrielle par la conduite de recherches sur les productions végétales, animales forestières et par l'adaptation des innovations technologiques en milieu rural.
A l'instar de l'exercice 2018, celui de 2019 a été marqué par l'exécution de vingt (20) programmes de recherche dans les filières café cacao, anacarde, mangue, vivrier et, par la poursuite de la mise en œuvre du plan de restructuration adopté par le Gouvernement, en Conseil des Ministres, le 30 mai 2018.

Le chiffre d'affaires de la société a régressé de 16,5% pour se situer à 6,4 milliards FCFA en 2019. Cette baisse est due essentiellement à la recession des postes « ventes de produits fabriqués » de 30,9% et « produits accessoires » de 33,7%, en se fixant respectivement à 4 milliards FCFA et 73,1 millions FCFA.

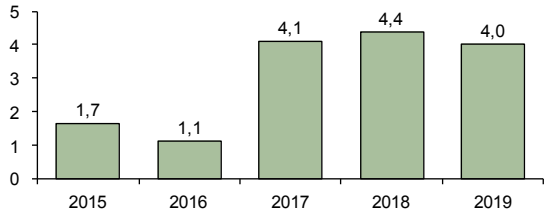
Le CNRA a également bénéficié d'un appui budgétaire sous la forme de subvention d'exploitation de l'État de Côte d'Ivoire, d'un montant de 4 milliards FCFA en 2019, en une baisse de 8% par rapport à 2018.
Les produits d'exploitation ont baissé de 34,4% pour se fixer à 12,3 milliards FCFA. Cette diminution est également due à celle des postes « Autres produits » (-76,04%) et « Reprise d'amortissements, provisions » (-96,6%), pour des montants respectifs de 847 millions FCFA et 100,5 millions FCFA.
Quant aux charges d'exploitation, elles ont baissé passant de 16,99 milliards FCFA en 2018 à 16,15 milliards FCFA en 2019. Cette légère baisse s'explique par la baisse de 58,3% du poste « Dotation aux amortissements » et la hausse des postes « Autres achats », « Services extérieurs » et « Charges de personnel » pour des proportions respectives de 16,83%, 16,21% et 8,47%.

Ainsi, le résultat d'exploitation qui se dégage est déficitaire de 3,8 milliards FCFA, contre un excédent de 1,8 milliard FCFA en 2018.

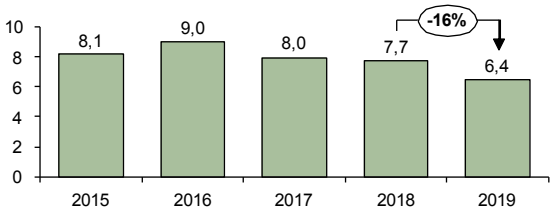
Le résultat financier est également déficitaire de 51,5 millions FCFA contre un déficit de 49,9 millions FCFA en 2018

En définitive, **le résultat net du CNRA ressort déficitaire de 3,9 milliards FCFA** contre un excédent de 1,78 milliard FCFA en 2018.
Par ailleurs, les impôts dus à l'État essentiellement composés « d'impôts et taxes » se sont élevés à 650,9 millions FCFA en 2019 contre 273,2 millions FCFA en 2018.

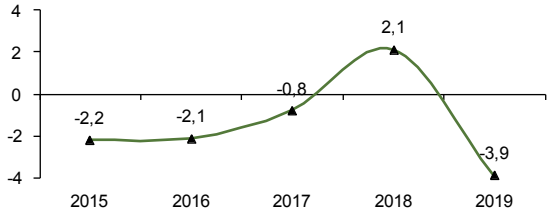
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION *(en Milliards FCFA)*



CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



FAITS MARQUANTS

- Poursuite de la mise en œuvre du plan de restructuration du CNRA adopté par le Gouvernement lors du Conseil des Ministres du 30 mai 2018 ;
- Non-respect des dispositions de l'article 664 de l'Acte Uniforme de l'OHADA compte tenu du caractère déficitaire des capitaux propres, consécutif à la forte perte enregistrée.

I2T

SOCIETE IVOIRIENNE DE TECHNOLOGIE TROPICALE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 02 octobre 1979
Capital social 250 millions FCFA
Capitaux propres 1,184 milliard FCFA
Part de l'État 100%
CA 39,32 millions FCFA (-78,2 %)
Résultat Net -536,4 millions FCFA (+43,2%)
Subv d'exploitation 1,046 milliard FCFA (-6 %)
Subv d'investisse. 433,2 millions FCFA (+16,5%)
PCA KONE BRIGHT Brahima
DG DOSSO Lanciné
Adm MBPE COULIBALY El Aziz N.
Adm MCI ATTIA Victorine
Effectif 118

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE CI	100

Créée par décret n°79-720 du 2 octobre 1979, la **Société Ivoirienne de Technologie Tropicale (I2T)** a pour mission la recherche et le développement de technologies visant à optimiser les acquis, et à valoriser et renforcer les capacités des PME/PMI, en vue de la création d'emplois et de richesses. Ainsi, elle accompagne l'État de Côte d'Ivoire dans son développement agro-industriel.

Dans ce cadre, elle réalise (i) des études, (ii) conçoit des procédés, (iii) fabrique des prototypes de machines et (iv) réalise des prestations de maintenance d'équipements de transformation des produits agricoles.

Le chiffre d'affaires de la société a connu une baisse de 78,2% pour s'établir à de 39,3 millions FCFA. Ce recul s'explique par le poste « produits fabriqués » qui s'est établi à 31,9 millions FCFA, soit une baisse de 74,9% et le poste « travaux et services » dont le montant est passé de 53,5 millions FCFA en 2018 à 2,5 millions FCFA en 2019.

Aussi, la subvention d'exploitation a baissé de 6%, passant à 1 046 millions FCFA en 2019. Les produits d'exploitation se fixent ainsi à 1 328 millions FCFA contre 1 478 millions FCFA en 2018.

Les charges d'exploitation ont, quant à elles, enregistré une baisse de 31%, passant à 1,7 milliard FCFA en 2019, en raison notamment de la baisse de 64% du poste « autres charges », passé de 837,5 millions FCFA en 2018 à 147,4 millions FCFA en 2019.

Il en découle un résultat d'exploitation déficitaire de 380,5 millions FCFA, en nette amélioration par rapport à celui de 2018 qui était déficitaire de 989,4 millions FCFA.

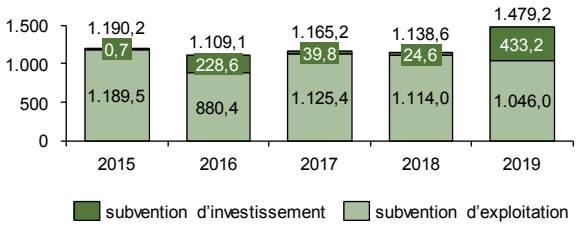
En ce qui concerne le résultat hors activités ordinaires, il est déficitaire de 143,7 millions FCFA contre un excédent de 51,7 millions FCFA en 2018.

En définitive, **la société a enregistré un résultat net déficitaire de 536,4 millions FCFA, contre un déficit de 944,4 millions FCFA en 2018**.

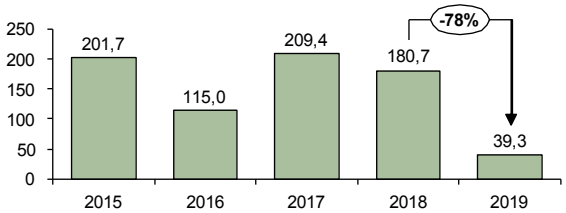
Les impôts dus à l'État s'établissent à 71,5 millions FCFA, essentiellement issus du poste « Impôts et taxes ».

Enfin, **le ratio dette financière sur bilan de la société se fixe à 4,6 % en 2019 contre 5,7% en 2018**.

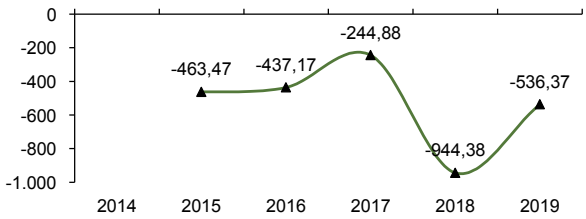
SUBVENTIONS *(en Millions FCFA)*



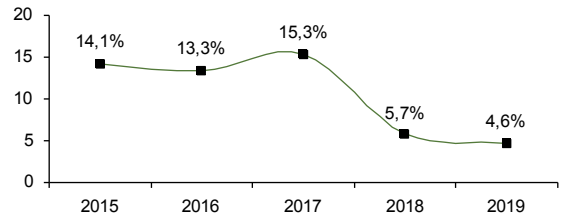
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Millions FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Démarrage du processus de contractualisation État- I2T sur la base du PSD 2019-2023 élaboré par la société ;
- Participation aux Journées Nationales du Cacao et du Chocolat (JNCC) et des Technologies (JNT)
- Absence de marchés en raison de la non-réalisation des prospections à l'intérieur du pays ;

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 30 août 1965
Capital social 1 milliard FCFA
Capitaux propres 21,17 milliards FCFA (+12,2%)
Part de l'État 15%
CA 2,56 milliards FCFA (+3,5%)
Résultat Net 6,09 milliards FCFA (+35 %)
PCA GODDE Christian
DG SYLLA Mahamadou
Adm MBPE Mme N'GOM née CAMARA Aminata
Adm MCI TOURE Baba
Filiales et Participations FILTISAC (10%), CHIMTEC (10%), CHIMTEC CAMEROUN (10%), 15 AUTRES FILIALES.

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
AKFED	40,90
SFI	15,00
ETAT DE COTE D'IVOIRE	15,00
DEG	9,00
BICICI	8,00
SAPRIM	1,99
SGBCI	1,75
PRIVES ETRANGERS	8,36

Industrial Promotion Services (IPS)-(West Africa) est une holding dont l'essentiel des revenus provient des prestations d'assistance et des dividendes distribuées par les filiales. Elle intervient principalement dans les domaines tels que les infrastructures, l'emballage et l'agro-industrie.

En 2019, le chiffre d'affaires d'IPS-(WA), constitué essentiellement de revenus d'assistance technique en faveur des filiales, a connu une légère hausse de 3,5%, passant à 2,56 milliards FCFA. Cette hausse s'explique par l'excédent de 47 millions FCFA enregistré au niveau des revenus d'assistance provenant principalement de sa filiale IVOIRE COTON. Aussi, les produits d'exploitation sont passés de 6,6 milliards FCFA en 2018 à 8,96 milliards de FCFA. Cette augmentation est due à la hausse des dividendes perçus, passant de 3,45 milliards FCFA en 2018 à 5,8 milliards FCFA.

En ce qui concerne les charges d'exploitation, elles connaissent une baisse de 11%, se fixant à 2,59 milliards FCFA en 2019, en raison principalement de la réduction des charges du personnel de 5%.

En conséquence, **le résultat d'exploitation s'est établi à 6,37 milliards FCFA** contre 3,7 milliards FCFA en 2018.

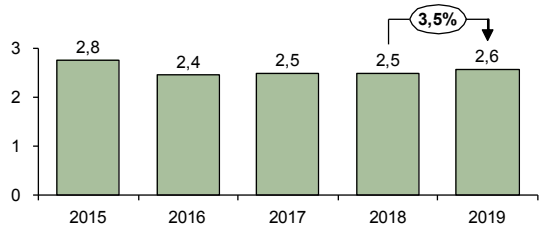
En définitive, le résultat net s'est soldé par un bénéfice de 6,09 milliards FCFA contre un bénéfice de 4,5 milliards FCFA en 2018.

Les dividendes bruts perçus par l'État ont progressé sur la période, en se fixant à 219,6 millions FCFA contre 199,5 millions FCFA en 2018.

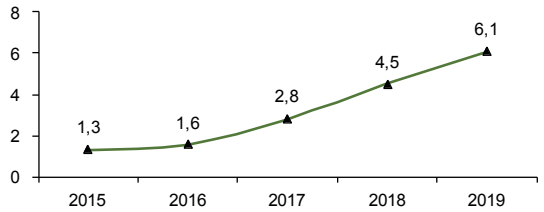
Les impôts dus à l'État par la société IPS WA ont baissé de 37,5% se fixant à 499,2 millions FCFA en 2019 (dont 251,8 millions FCFA d'impôts et taxes et 283,6 millions FCFA d'impôts BIC).

Le ratio dette financière sur bilan de la société se fixe à 1,3% en 2019 tout comme en 2018.

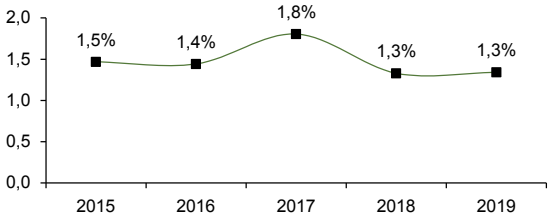
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Recul de l'activité chez la quasi-totalité des filiales d'IPS-(WA) excepté IVOIRE COTON ;
- Annulation du solde de la provision sur les titres SUCRE PARTICIPATION, prévu au budget.

SIVAC

SOCIÉTÉ IVOIRIENNE D'ABATTAGE ET DE CHARCUTERIE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 07 juin 1990
Capital social 38 millions FCFA
Capitaux propres 92,9 millions FCFA (-15,9%)
Part de l'État 31,58%
CA 98,8 millions FCFA (-8,8%)
Résultat net 13,6 millions FCFA (+227,6%)

Subv d'exploitation 210 millions FCFA
PCA DIAKITE Ibrahim
DG Dr GNANDJI Adjo Danielle Patricia
Adm MBPE ANGORA Stéphane
Adm MRAH DAGOU Yapo Guillaume
Effectif 26

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
URECO	36,84
FERT	31,58
ETAT DE COTE D'IVOIRE	31,58

La **Société Ivoirienne d'Abattage et de Charcuterie (SIVAC)** est une société à participation financière publique minoritaire. Elle a pour mission la gestion de l'abattoir de porc de Yopougon, ainsi que le développement et la modernisation de la filière porcine en Côte d'Ivoire pour la couverture des besoins de consommation nationale en viande porcine.

Dans le cadre de l'accomplissement de cette mission, 22 183 porcs ont été abattus à l'abattoir de la SIVAC contre 24 201 porcs en 2018. Les activités de développement ont, quant-à-elles, porté principalement sur la gestion de l'élevage référent de Bingerville et la formation des éleveurs notamment sur les techniques de reproduction et de biosécurité.

Au plan commercial, le chiffre d'affaires de la SIVAC a connu une baisse de 8,84% s'établissant à 98,8 millions FCFA en 2019. Aussi, la subvention accordée par l'État est-elle restée constante en se fixant à 210 millions FCFA. Les produits d'exploitation qui en découlent s'élèvent à 319,6 millions FCFA contre 339,6 millions FCFA en 2018.

Les charges d'exploitation, quant à elles, passent de 334,9 millions FCFA en 2018 à 305,8 millions FCFA en 2019. Ce repli des charges d'exploitation est dû principalement à la baisse des postes « Achat de matières premières » (100%), « Autres achats » (48,9%) et « Variation de stocks » (22,7%).

Il en réssort un résultat d'exploitation bénéficiaire de 13,8 millions FCFA contre un excédent de 4,65 millions FCFA en 2018.

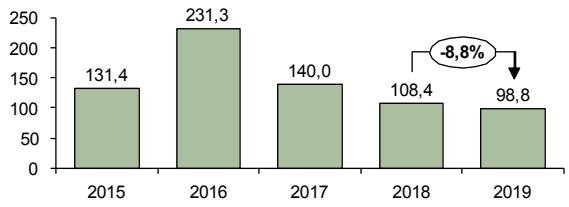
Le résultat hors activités ordinaires (HAO) s'est établi à 5,6 millions FCFA en 2019 contre 4,13 millions FCFA en 2018, soit une hausse de 36,73%.

En définitive, **la société a dégagé un résultat net excédentaire de 13,56 millions FCFA** au terme de l'exercice 2019 contre un excédent de 4,14 millions FCFA en 2018.

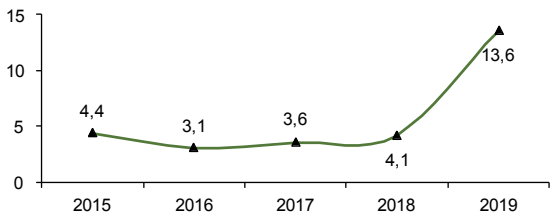
Les impôts dus à l'État par la SIVAC ont baissé de 7,9%, s'établissant à 9,08 millions FCFA en 2019 (dont 6,08 millions FCFA d'impôts et taxes et 3 millions FCFA d'impôts BIC).

Enfin, la dette financière essentiellement constituée de « Provisions pour risques et charges » est passée de 7,30 millions FCFA en 2018 à 9,12 millions FCFA en 2019.

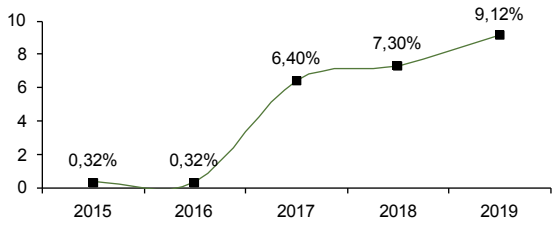
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Millions FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Suspension des discussions entre la COOPERL et la SIVAC dans le cadre de la reprise des participations de FERT et URECO par la COOPERL dans le capital social de la SIVAC.

SODEFOR

SOCIÉTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT DES FORÊTS

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Etats financiers provisoires

Date de création 13 février 1993
Capital social 383,15 millions FCFA
Capitaux propres 4,49 milliards FCFA
Part de l'État 100%
CA 6,38 milliards FCFA (+9,6%)
Résultat Net 761 millions FCFA (+719%)

Subv d'exploitation 1,32 milliard FCFA (+35,2%)
PCA KONE Ousmane
DG SANGARE Mamadou
Adm MEFO EFFI Gnambé Jean-Jacques
Adm MBPE DIOMANDE Massanfi

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE CI	100

La **Société pour le Développement des Forêts (SODEFOR)** est une société d'État chargée, pour le compte de l'État, de l'élaboration et de la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière de protection et de préservation du patrimoine forestier national, de développement de la production forestière, de la valorisation des produits issus des forêts et de la sauvegarde des zones forestières.
Dans le cadre de l'accomplissement de cette mission, plusieurs activités ont été réalisées, à savoir (i) la cartographie, (ii) la délimitation des forêts, (iii) les aménagements des forêts naturelles, (iv) la réalisation d'infrastructures liées aux pistes, (v) le reboisement, (vi) les travaux d'entretien et de sylviculture, (vii) les plans d'aménagements, (viii) les protections des forets et (ix) la valorisation des forêts.

Au plan commercial, **le chiffre d'affaires a connu une hausse de 9,6%, passant à 6,38 milliards FCFA en 2019**. La SODEFOR a aussi bénéficié d'une subvention de 1,32 milliard FCFA en 2019, en hausse de 35,2%. Toutefois, les produits d'exploitation s'élèvent à 8,5 milliards FCFA en 2019, en baisse de 5,5% due à une reprise de provision de 1,3 milliard FCFA réalisée en 2018.

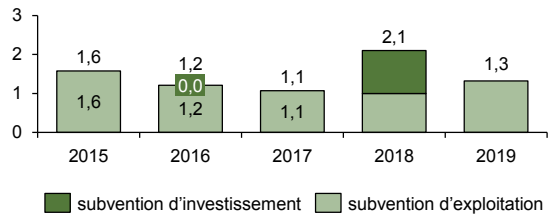
Quant aux charges d'exploitation, elles sont en baisse de 10,6% pour se fixer à 7,54 milliards FCFA, du fait de la baisse des postes « autres charges » (- 15,2%), « autres achats » (- 59%) et « charges du personnel » (-13,2%), qui s'établissent respectivement à 728,5 millions FCFA, 96,7 millions FCFA et 3 974,4 millions FCFA en 2019.

Le résultat d'exploitation qui en découle est excédentaire de 1 012 millions FCFA en 2019, en hausse de 64,7%.

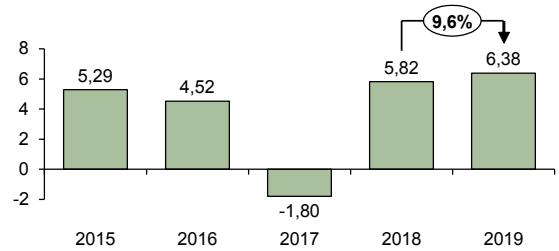
En définitive, l'activité 2019 s'est soldée par **un résultat net bénéficiaire de 761 millions FCFA contre un bénéfice de 92,8 millions FCFA en 2018**.

Les impôts et taxes dus à l'État en 2019 s'élèvent à 143,3 millions FCFA, contre 96 millions FCFA en 2018.

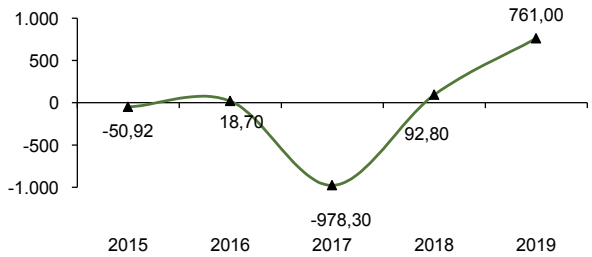
SUBVENTIONS *(en Milliards FCFA)*



CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



FAITS MARQUANTS

- Adoption par le gouvernement en juillet 2019, du nouveau code forestier ;
- Réalisation d'un audit organisationnel, financier et comptable et de gestion portant sur les exercices 2016 à 2018, par le cabinet CERCL.E

TRCI

TROPICAL RUBBER
CÔTE D'IVOIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 24 février 1995
Capital social 2 milliards FCFA
Capitaux propres 6,4 milliards FCFA
Part de l'État 20%
CA 12,9 milliards FCFA (-52,7%)
Résultat Net 163,6 millions FCFA (+104%)
PDG BILE Joseph Désiré
Adm MBPE OUEDRAGO Salifou

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ACTIONNAIRES PRIVÉS	80,00
ETAT DE COTE D'IVOIRE	20,00

Tropical Rubber Côte d'Ivoire (TRCI) est une société anonyme à participation financière publique créée le 24 juin 1995 pour l'exploitation du Complexe Agro-Industriel (CAI) d'Anguédedou comprenant une usine et une plantation de 1 415 hectares acquises à l'occasion de la privatisation du Domaine Hévéicole de l'État (DHE). Elle est spécialisée dans la production, la transformation et la commercialisation de l'hévéa.

Au plan agricole, l'exercice 2019 a été marqué par **la baisse de la production de caoutchouc de 69,15% en s'établissant à 9 390 tonnes** contre 30 435 tonnes en 2018. Ce recul s'explique par celui de la quantité de caoutchouc achetée de 75% (6 972 tonnes contre 27 886 tonnes en 2018). En effet, l'activité d'achat de caoutchouc a été abandonnée, en raison de la vente de l'usine. Par conséquent, **la production usinée de caoutchouc a régressé de 58,7%, passant à 11 606 tonnes en 2019**.

Au plan commercial, **le chiffre d'affaires de la société a chuté de 52,7%, passant à 12,9 milliards FCFA en 2019**. Cette régression s'explique par celle du montant du poste « Ventes de produits fabriqués » de 53,6%, passant à 21,4 milliards FCFA. Ainsi, **les produits d'exploitation s'élèvent à 13,1 milliards FCFA, en baisse de 52,8%**.

Les charges d'exploitation de la société sont également en baisse de 59,45%, du fait de la baisse des postes « Autres charges » (134,51 millions FCFA, -90,2%), « Achats de matières premières » (4,36 milliards FCFA ; -74,5%), « Variation de stocks de matières premières » (1,15 milliard FCFA ; -70,9%), « Transport » (100,67 millions FCFA ; -70,6%) et « Charges du personnel » (1,99 milliard FCFA ; - 70,6%).

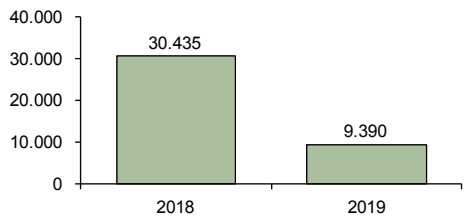
Ainsi, le résultat d'exploitation qui en résulte est nettement en hausse, passant d'un déficit de 3,9 milliards FCFA en 2018 à un excédent de 319,3 millions FCFA.

En définitive, l'activité 2019 s'est soldée par **un résultat net excédentaire de 163,6 millions FCFA contre un déficit de 4,1 milliards FCFA en 2018**.

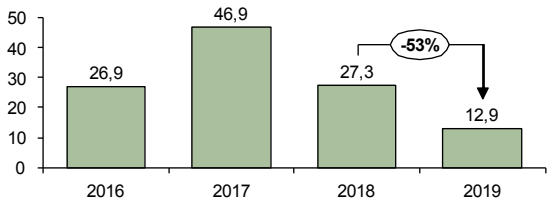
Les impôts dus par la société ont augmenté de 44,6% pour atteindre 625 millions FCFA en 2019 (589,3 millions FCFA d'impôts et taxes et 35 millions FCFA d'impôts BIC).

Enfin, le ratio d'endettement de la société s'est fixé à 4,7% en 2019, contre 3,6% en 2018.

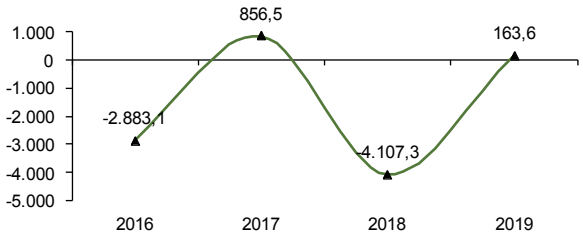
PRODUCTION VENDUE ET PRODUCTION RÉCOLTÉS *(en Tonnes)*



CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds F CFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*

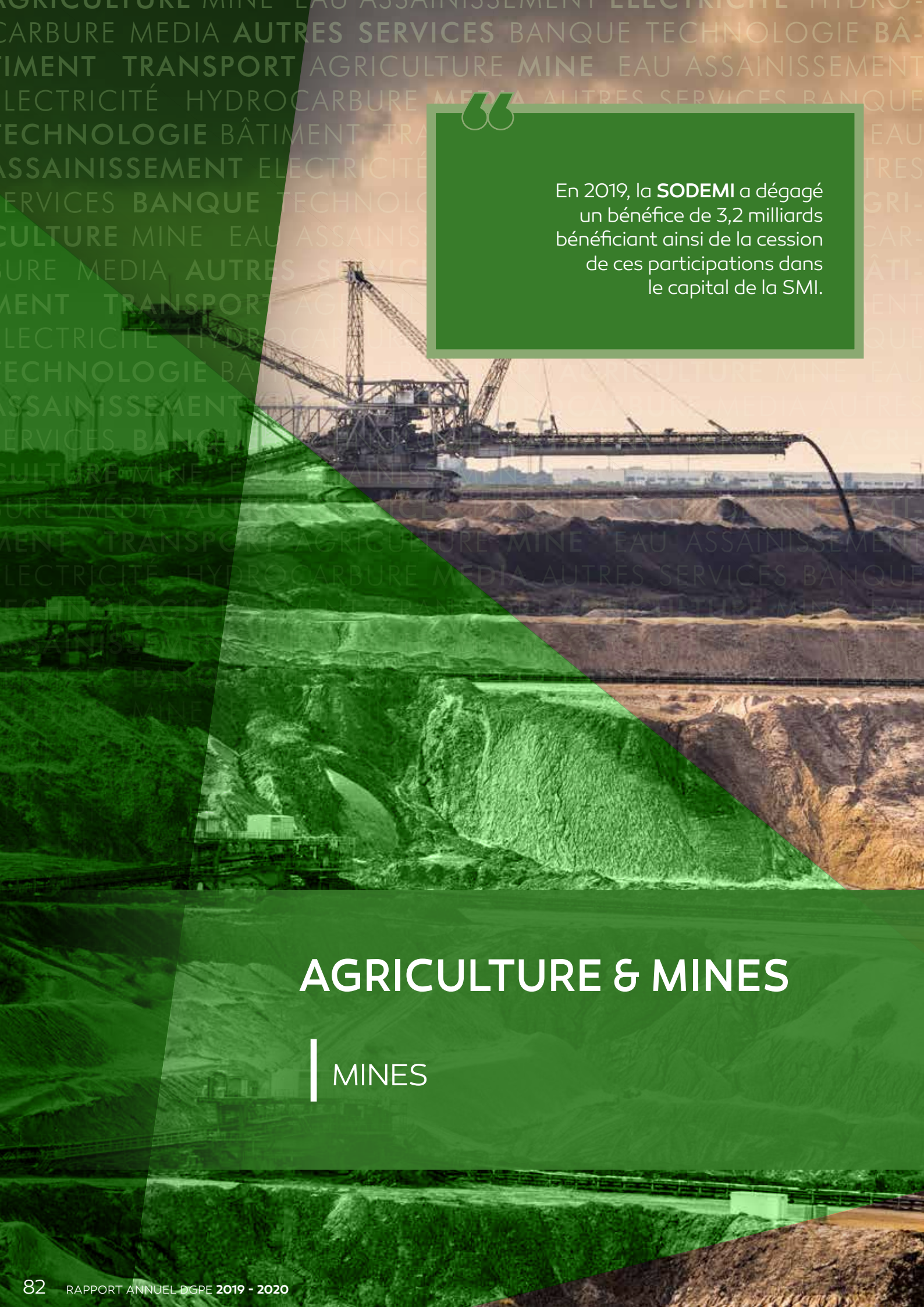


FAITS MARQUANTS

- Vente de certains biens immobiliers de la TRCI notamment l'usine, à la Société de Développement du Caoutchouc Ivoirien (SDCI).

DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT



> En 2019, la **SODEMI** a dégagé un bénéfice de 3,2 milliards bénéficiant ainsi de la cession de ces participations dans le capital de la SMI.

AGRICULTURE & MINES

MINES

AMÉLIORATION DES PERFORMANCES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES DES SOCIÉTÉS MINIÈRES EN RAISON DES INVESTISSEMENTS RÉALISÉS ET D'UN ENVIRONNEMENT COMMERCIAL MONDIAL FAVORABLE.

L'attractivité du secteur minier ivoirien s'est accrue en raison de l'adoption de la loi n°2014-138 du 24 mars 2014 portant code minier et de la modernisation du cadastre minier. Ce code minier favorise une gestion transparente des titres miniers.
En effet, au cours de l'année 2019, dix-sept (17) permis de recherche minière ont été attribués et vingt-sept (27) autres, arrivés à terme, ont été retirés du cadastre minier ; ce qui porte à cent soixante-huit (168), le nombre de permis actifs au 31 décembre 2019, contre cent soixante-dix-huit (178) en 2018, soit une baisse de 5,95%. L'or reste la substance minérale la plus recherchée avec 146 permis de recherche en cours de validité contre cent cinquante quatre (154) en 2018, et représente 86,9% des demandes totales.

S'agissant des permis d'exploitation, un total de dix-huit (18) permis ont été enregistrés à l'issue de l'exercice 2019, contre seize (16) en 2018. Ce portefeuille de permis est composé de neuf (9) permis pour l'or, quatre (4) permis pour le manganèse, un (1) permis pour la bauxite, un (1) permis pour le nickel et trois (3) permis pour l'eau minérale.

Au plan opérationnel, les productions de l'année 2019 en minerais se décomposent comme suit :

- **Or :** 32,478 tonnes contre 24,448 tonnes en 2018, soit une hausse de 32,84% due principalement à l'accroissement de la production enregistrée au niveau des sociétés Tongon SA (+19%), Complexe d'Ity (SMI et SMD) (+137,63%) et PMCI (+59,75%). La hausse de la production du complexe d'Ity s'explique par le démarrage de l'usine de production CIL (Carbonate In Leach) de la SMI et par la mise en service de la mine de Daapleu par la société SMD ;
- **Manganèse :** 1 181 804 tonnes contre 930 959 tonnes en 2018, soit une hausse de 26,94% suite à la bonne tenue des cours internationaux qui facilite la mise en œuvre optimale du plan de production ;
- **Nickel :** 660 144 tonnes contre 889 585 tonnes en 2018, soit une baisse de 25,79%.

Il résulte des performances remarquables réalisées au plan opérationnel, et une amélioration de la situation financière des entreprises opérant dans le secteur de l'extraction minière. En effet, le chiffre d'affaires global des sociétés minières du portefeuille de l'État s'est établi à 720,7 milliards FCFA contre 523,3 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 37,7%, principalement due à l'augmentation de 15,23% des quantités d'or vendues et au prix de l'or sur le marché international qui s'améliore de 18,1% pour se fixer en moyenne à 835 681 FCFA/once.

Ainsi, les produits d'exploitation des sociétés minières s'élèvent à 825,72 milliards FCFA contre 625,95 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 31,92%. Les charges d'exploitation ont, quant à elles, progressé de 11,88% pour se fixer à 626,76 milliards FCFA.

Le résultat d'exploitation est en conséquence ressorti en hausse de 217,3%, s'établissant à 191,47 milliards FCFA. Il en est de même pour le résultat net global qui a progressé de 352%, passant de 45,21 milliards FCFA à 204,5 milliards FCFA. Cette performance s'explique par la hausse du résultat de la quasi-totalité des sociétés minières, notamment la SODEMI (de 160 millions FCFA en 2018 à 3,28 milliards FCFA en 2019), TONGON SA (de 14,8 milliards FCFA en 2018 à 44,31 milliards FCFA en 2019), HGM (de 3,3 milliiards FCFA en 2018 à 14,74 milliards FCFAen 2019), SMI (de 5,9 milliards FCFA en 2018 en 2018 à 38,80 milliards FCFA en 2019), SMD (20,04 milliards FCFA en 2019, premier exercice comptable), PMCI (de -2,89 milliards FCFA en 2018 à 7,52 milliards FCFA en 2019) et CML (de 4,13 milliards FCFA en 2018 à 5,13 milliards FCFA en 2019).

SA-AGO

AGBAOU GOLD OPERATIONS

ENDEAVOUR MINING

AGBAOU Gold Operation

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 10 janvier 2012
Capital social 100 millions FCFA
Capitaux propres 215,84 milliards FCFA (+7%)
Part de l'État 15% (y compris SODEMI)
CA 112,016 milliards FCFA (+12%)
Résultat Net 33,67 milliards FCFA (-3%)
PCA BERNASCONI Pascal
DG KASSOUM Ouattara Ekra
Adm. MBPE DOSSO Adama
Adm. MMG COULIBALY Seydou
Effectif 467 (-0,9%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ENDEAVOUR MINING	84,98
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00
SODEMI	5,00
ACTIONNAIRES MINORITAIRES	0,02

AGBAOU Gold Operations SA est une société à participation financière publique minoritaire, détenue à hauteur de 84% par le groupe Endeavour Mining. Elle a pour objet principal l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements d'or et les substances associées.

Au titre de l'activité minière, **134 042 onces d'or ont été produites en 2019, contre 141 335 onces en 2018**. Cette contreperformance est principalement due à la perte en teneur de 16,39% du gisement pour s'établir à 1,56 g/t.

Sur le plan commercial, le **chiffre d'affaires de la société a connu une hausse de 11,58% passant à 112,07 milliards FCFA en 2019**. Cet accroissement est essentiellement dû au prix de vente de l'or qui s'est fixé à 835 681 FCFA l'once, soit une hausse de 17,70%. Ainsi, cette embellie du prix a contenu l'impact de la baisse de la quantité vendue qui a régressé. Les produits d'exploitation ont ainsi connu une hausse de 9%, pour se fixer à 122,99 milliards FCFA.

En ce qui concerne les charges d'exploitation, elles s'élèvent à 85,84 milliards FCFA contre 79,46 milliards FCFA en 2018. Cette hausse est portée principalement par le poste « Dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations » qui a progressé de 83,99% pour s'établir à 20,39 milliards FCFA.

Il en résulte un résultat d'exploitation bénéficiaire de 37,16 milliards FCFA, contre un bénéfice de 33,54 milliards FCFA en 2018.

A ce résultat, s'ajoute un résultat financier bénéficiaire de 6,75 milliards FCFA, contre 7,23 milliards FCFA en 2018.

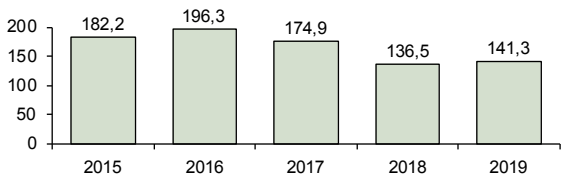
La société a dégagé ainsi un **résultat net bénéficiaire de 33,67 milliards FCFA** contre un bénéfice de 34,56 milliards FCFA en 2018.

Compte tenu de cette performance, AGBAOU Gold a distribué des dividendes aux actionnaires pour un montant brut de 28 milliards FCFA contre 20 milliards FCFA en 2018.

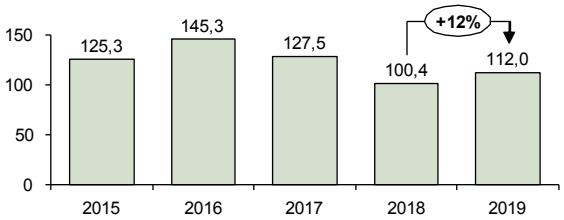
En outre, les impôts dus par la société AGO à l'État ont augmenté, passant de 4,73 milliards FCFA en 2018 à 17,14 milliards FCFA (BIC : 10,23 milliards FCFA ; impôts et taxes : 6,91 milliards FCFA).

Enfin, les dettes financières se chiffrent à 5,05 milliards FCFA contre 5,36 milliards FCFA en 2018. Quant au ratio dette financière sur bilan, il s'est fixé à 1,8% contre 2% en 2018.

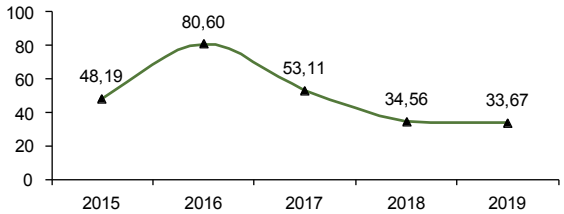
QUANTITÉ D'OR VENDUE *(en milliers d'once)*



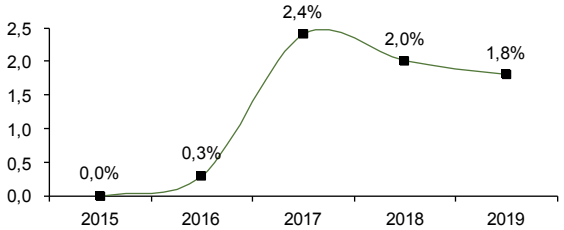
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Signature d'une convention de mise en œuvre de projets communautaires durables relatifs à la création de plantations de palmier à huile (40 hectares à Agbaou et 30 hectares à Daako) ;
- Mise en œuvre du Programme de développement des compétences à travers la formation et la délivrance de certificats à 40 jeunes diplômés issus de la communauté, pour un montant global de 16,56 millions FCFA.

AGOLD BONIKRO

BONIKRO GOLD MINE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 14 septembre 2006
Capital social 90 millions FCFA
Capitaux propres 1,62 milliard FCFA
Part de l'État 10%
CA 16,90 milliards FCFA (+347,6%)
Résultat Net 28,92 milliards FCFA (+297%)
PDG DIPLO Gnahoa Jean Claude
Adm. MBPE N'GOM née CAMARA Aminata
Adm. MIG NIANSOUNOU Jean Albert
Effectif 1 041 (+4,7%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
AFRIQUE GOLD	89,89
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00
MIAN MICHEL	0,11

La société **Agold Bonikro** a pour objet principal l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements d'or et les substances associées de la mine de Bonikro.

Au cours de l'exercice 2019, la **société a traité 2,4 millions de tonnes sèches** contre 2,2 millions de tonnes en 2018, soit une hausse de 9,09%. **La quantité d'or produite qui en découle est de 22 193,5 onces** contre 5 296 onces en 2018, en raison du traitement d'une forte quantité de stock de minerai.
Au niveau de l'activité commerciale, **le chiffre d'affaires a progressé de 347,63% pour s'établir à 16,90 milliards FCFA.** Cette hausse s'explique par l'augmentation de la quantité vendue qui est passée de 5 296 onces d'or en 2018 à 22 480 onces d'or en 2019. Cependant, les produits d'exploitation ont connu une régression de 15%, passant à 44,25 milliards FCFA en 2019, liée principalement à la baisse des revenus d'usinage et de facturation des prestations fournies à HIRE GOLD MINE (en baisse de 46%).

En ce qui concerne les charges d'exploitation, elles s'élèvent à 55,42 milliards FCFA contre 55,295 milliards FCFA en 2018. Elles sont principalement composées des charges du personnel (19,16%), des autres achats (41,93%), des services extérieurs (11,67%), des impôts et taxes (10,54%), des autres charges (4,37%) et des dotations amortissements, aux provisions et aux dépréciations (11,96%).
Le résultat d'exploitation ressort déficitaire de 11,17 milliards FCFA, contre un déficit de 3,04 milliards FCFA en 2018.

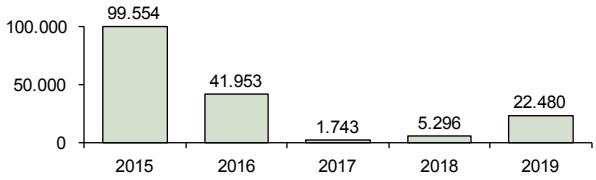
Quant au résultat financier, il ressort déficitaire de 1 356 millions FCFA contre un bénéfice de 101 millions FCFA en 2018, en raison principalement de la hausse des dotations aux provisions et aux dépréciations financières qui se sont fixés à 1 551 millions FCFA.

Par contre, le résultat hors activités ordinaires est ressorti excédentaire de 41,44 milliards FCFA contre un déficit de 11,75 milliards FCFA en 2018 du fait de l'abandon de créances consenties par l'actionnaire majoritaire à hauteur de 41,44 milliards FCFA, avec une clause de retour à meilleure fortune.

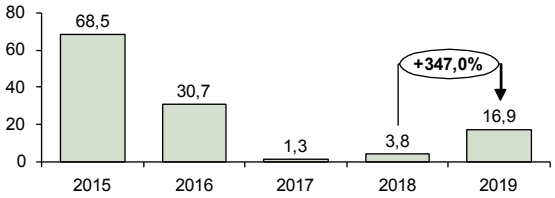
En définitive, **la société a dégagé un résultat net excédentaire de 28,92 milliards** FCFA contre un déficit de 14,69 milliards FCFA en 2018.
Les impôts dus à l'État ont connu une hausse pour se fixer à 5,84 milliards FCFA contre 2,04 milliards FCFA en 2018.

Enfin, les dettes financières nettes s'élèvent à 6,7 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 4,6% par rapport à 2018.

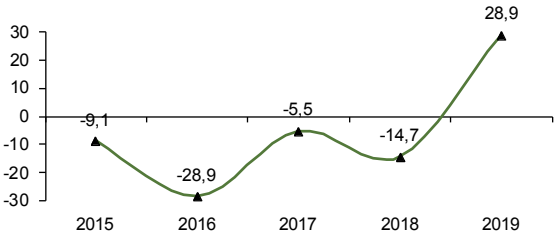
QUANTITÉ D'OR VENDUE *(en once)*



CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



FAITS MARQUANTS

- Renouvellement de l'instance de direction de la mine de Bonikro avec la nomination, le 23 septembre 2019, d'un nouveau Directeur Général ;
- Arrivée du groupe Allied Gold Mining comme nouveau partenaire financier stratégique en remplacement de Forbes et Manhattan Gold & Silver.

AGOLD HIRE

AGOLD HIRÉ/ HIRÉ GOLD MINE
(EX NHCI)

NEWCREST MINING LIMITED

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 03 décembre 2014
Capital social 600 millions FCFA
Capitaux propres 52,78 milliards FCFA (+39%)
Part de l'État 10%
CA 38,70 milliards FCFA (-56%)
Résultat Net 14,74 milliards FCFA (+347%)

PDG DIPLO Gnahoa Jean Claude
Adm MPMBPE Adama SALL
Adm MIM NIANSOUNOU jean Albert
Effectif 1 041

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
NEWCREST HIRE HOLDING SINGAPOUR	89,99
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00
MIAN MICHEL	0,11

La société **Newcrest Hiré Côte d'Ivoire (NHCI)** a pour objet principal l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements d'or et les substances associées.

Au titre de l'activité minière, **la quantité de minerai extraite s'élève à 4 219 millions de tonnes contre 14 115 millions de tonnes en 2018** avec une teneur moyenne de 1,71 g/t (en baisse de 70%). **La production d'or qui en découle s'est établie à 54 479 onces** contre 112 805 onces en 2018. contre 87,58% en 2018).

Au niveau de l'activité commerciale, **le chiffre d'affaires a chuté de 55,52% pour s'établir à 38,70 milliards FCFA**. Cette baisse s'explique par la baisse de la quantité d'or vendue qui s'est établie à 51 971 onces contre 122 572 onces en 2018. Aussi, les produits d'exploitation ont connu une baisse de 10,23%, s'établissant à 71,91 milliards FCFA en 2019. Cette baisse s'explique principalement par le poste vente de produit fabriqué qui s'est établi à 38,70 milliards FCFA, en baisse de 55,52%.

S'agissant des charges d'exploitation, elles ont baissé de 22,31% pour se fixer à 59,93 milliards FCFA en 2019 en raison de la baisse générale des activités.

Le résultat d'exploitation est ressorti bénéficiaire de 11,96 milliards FCFA contre 5,08 milliards FCFA en 2018. Il en est de même pour le résultat financier qui s'est établi à 2,79 milliards FCFA contre 398 millions FCFA en 2018 du fait de la hausse des revenus financiers et assimilés qui se sont fixés à 2,79 milliards FCFA contre 520 millions FCFA en 2018.

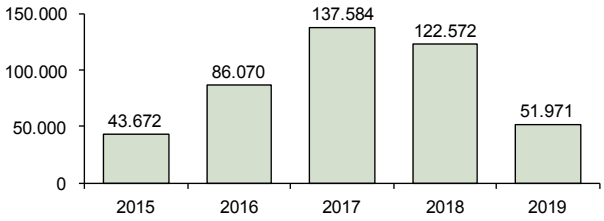
En définitive, **la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 14,74 milliards FCFA**, contre 3,3 milliards FCFA en 2018.

Les impôts dus à l'État enregistrent une baisse de 34% et s'établissent à 2,57 milliards FCFA (impôts et taxes).

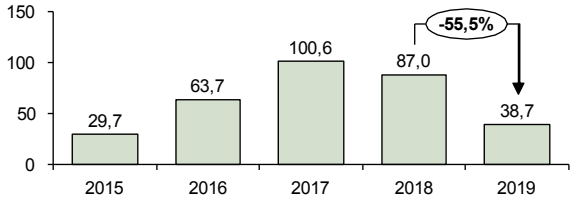
La société est à sa cinquième et dernière année d'exonération d'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de l'impôt minimum forfaitaire conformément à l'article 169 du Code Minier.

Enfin, les dettes financières se sont maintenues à 2,5 milliards FCFA.

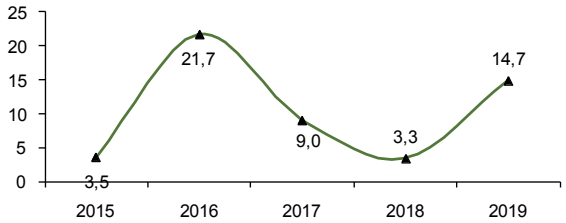
QUANTITÉ D'OR VENDUE
(en milliers d'once)



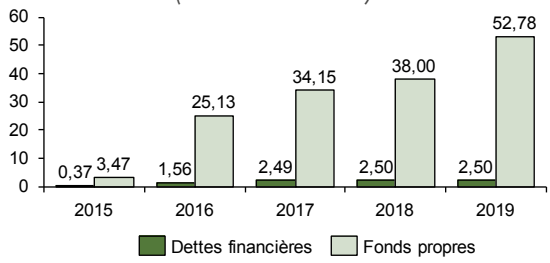
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



DETTES FINANCIÈRES ET FONDS PROPRES
(en Milliards FCFA)



FAITS MARQUANTS

- Renouvellement de l'instance de direction de la mine de Bonikro avec la nomination, le 23 septembre 2019, d'un nouveau Directeur Général ;
- Arrivée du groupe Allied Gold Mining comme nouveau partenaire financier stratégique en remplacement de Forbes et Manhattan Gold & Silver.

BMSA

BONDOUKOU MANGANÈSE SA

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Etats financiers provisoires

Date de création 01 janvier 2011
Capital social 1,01 milliard FCFA
Part de l'État 10%
CA 16,3 milliards FCFA (+46%)
Résultat Net 1,6 milliard FCFA (+129%)

PCA BAJLA SACHIN
DG BARIK N. PRASAD
Admin MBPE KONAN Attoungbre Yves
Admin MMG KRAGBE TITIPKE

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
NAVODAY TRADING DMCC	90,00
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00

Bondoukou Manganèse SA (BMSA) est une entreprise membre du groupe Navodaya Trading (NTDMCC) spécialisée dans l'extraction, le traitement et la vente de manganèse. En Côte d'Ivoire, BMSA a pour objet l'exploitation du gisement de manganèse dans les départements de Bondoukou.

En 2019, la production de manganèse a fortement progressé de 103% pour se situer à 288 128 tonnes, en raison de l'accroissement de la capacité de production de la société.

Au plan commercial, **le chiffre d'affaires de la société s'est établi à 16,33 milliards FCFA**, contre 11,3 milliards FCFA en 2018, en raison de la hausse de 77,51% de la quantité vendue (301 781 tonnes).

Ainsi, les produits d'exploitation ont connu une hausse de 923% pour se situer à 14,43 milliards FCFA.

Les charges d'exploitation ont également progressée de 29%, pour s'établir à 12,84 milliards FCFA, en raison principalement de la hausse des postes « Autres achats » (+650 millions FCFA), « Transport » (+1,86 milliard FCFA), et « Services extérieurs » (+1,09 milliard FCFA).

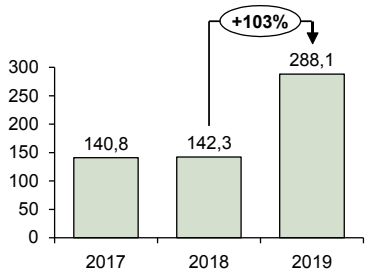
Le résultat d'exploitation qui en découle est bénéficiaire de 1,589 millirds FCFA contre un déficit de 208,35 millions FCFA en 2018.

En définitive, **le résultat net est ressorti bénéficiaire de 1,572 milliards FCFA** contre un bénéfice de 706 millions FCFA en 2018.

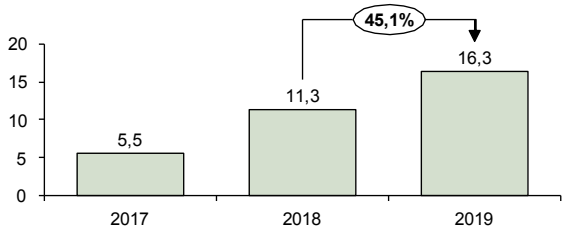
Les impôts et taxes dus par la société se sont établis à 527 millions FCFA contre 364 millions FCFA 2018, soit une hausse de 44,78%.

ÉVOLUTION DES QUANTITÉS PRODUITES

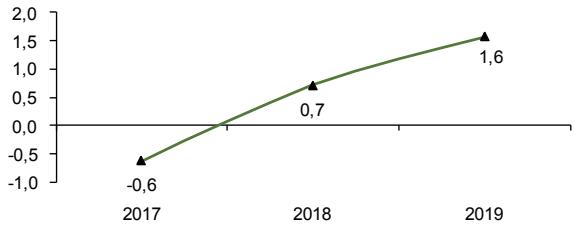
(en milliers de Tonnes)



CHIFFRES D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



FAITS MARQUANTS

CMB SA

COMPAGNIE MINIÈRE DU BAFING

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 05 décembre 2016
Capital social 100 millions FCFA
Capitaux propres -3,7 milliards FCFA (+41%)
Part de l'État 15% (y compris SODEMI)
CA 28,11 milliards FCFA (+186%)
Résultat Net 2,61 milliards FCFA (+154%)

PCA COULIBALY Dognimé
DG PEPPAS Apostolos
Adm MBPE ANGORA N'Diamoi Stéphane
Adm MMG GOUTHON née KOFFI Affoué Roseline

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
IC NICKEL	85,00
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00
SODEMI	5,00

La **Compagnie Minière du Bafing (CMB SA)** est membre du groupe IC NICKEL Ltd. Elle a pour objet principal l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements de nickel et les substances associées.

L'exercice 2019 marque la troisième année de l'activité d'exploitation de la société. Concernant l'activité minière, 665 269 tonnes de nickel ont été produits contre 890 000 tonnes en 2018, soit une baisse de 25,25%.

Sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires a enregistré une hausse de 186% pour s'établir à 28,11 milliards FCFA en 2019**, en raison de l'augmentation de la quantité vendue qui est passée de 389 000 tonnes en 2018 à 979 012 tonnes en 2019. Les produits d'exploitation ont ainsi connu une hausse de 145,58%, en se fixant à 29,2 milliards FCFA.

Les charges d'exploitation s'élèvent, quant à elles, à 26,41 milliards FCFA contre 16,16 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 63,5%. Cette évolution est principalement liée à celle des postes « Transports » (13,73 milliards FCFA, +125%), « Charges du personnel » (1,26 milliard FCFA, +73%), « Impôts et taxes » (742 millions FCFA, +121%) et « Dotations aux amortissements, aux provisions et dépréciations » (2,66 milliards FCFA, +14%).

Le résultat d'exploitation qui en découle est bénéficiaire de 2,78 milliards FCFA contre un déficit de 4,27 milliards FCFA en 2018.

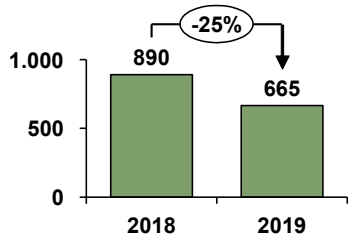
A ce résultat, s'ajoute un résultat financier déficitaire de 170 millions FCFA contre un déficit de 572,88 millions FCFA en 2018.

En définitive, **le résultat net est ressorti excédentaire de 2,61 milliards FCFA contre un déficit de 4,84 milliards FCFA 2018.**

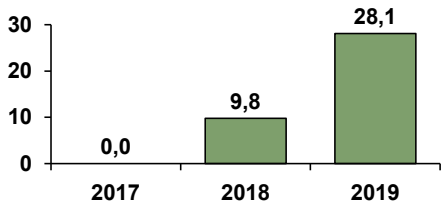
Les impôts dus par la société se sont établis à 742 millions FCFA contre 335,17 millions FCFA en 2018.

Enfin, l'endettement financier de la CMB s'est fixé à 23,27 milliards FCFA contre 23,42 milliards FCFA en 2018.

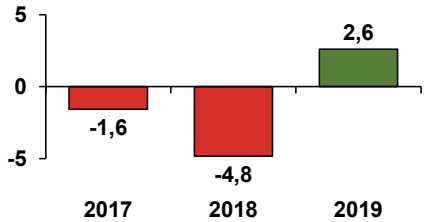
QUANTITÉ PRODUITE
(en Milliers de Tonnes)



CHIFFRE D'AFFAIRES *(Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(Milliards FCFA)*



FAITS MARQUANTS

- Résolution des problèmes de congestion au port d'Abidjan, favorisant la mise en œuvre convenable du programme d'exportation.

CML

COMPAGNIE MINIÈRE DU LITTORAL

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 18 juin 2010
Date d'entrée en exploitation 2013
Capital social 600 millions FCFA
Capitaux propres 6,28 milliards FCFA (+50%)
Part de l'État 61% (y compris SODEMI)
CA 30,15 milliards FCFA (+22%)
Résultat Net 5,13 milliards FCFA (+24%)
PCA LEGRE Dakpa Philippe
DG ZHENG Yuanwen
Adm MBPE KOUASSI K. Fernand
Adm MMG KOFFI Gnahley Marc
Effectif 123

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SODEMI	51,00
CGM	39,00
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00

La **Compagnie Minière du Littoral (CML)** est une société à participation financière publique majoritaire qui a pour mission de mettre en valeur le gisement de manganèse de LAUZOUA.

Au cours de l'exercice 2019, **la CML a enregistré une production de 498 130 tonnes de minerai de manganèse marchands (405 551 tonnes de lumps et 92 579 tonnes de fine)** pour une prévision de 450 000 tonnes, soit un taux de réalisation de 110,69% et une hausse de 42% par rapport à 2018. Ce niveau de production est dû à l'intensification de l'activité.

Au plan commercial, **le chiffre d'affaires a augmenté de 22% pour s'établir à 30,15 milliards FCFA**. Cette performance commerciale est principalement due à la hausse des quantités vendues de 14,5%, passant de 484 252,73 tonnes en 2018 à 554 551,46 tonnes en 2019, dans un contexte marqué par la stabilité des prix du manganèse. Ainsi, les produits d'exploitation se sont fixés à 30,61 milliards FCFA, en hausse de 23%.

Les charges d'exploitation ont, quant à elles, augmenté de 21,2% pour s'établir à 22,35 milliards FCFA. Cette hausse est imputable aux postes « Autres charges », « Achats », « Charges de personnel », et « Impôts et taxes » qui ont connu des hausses respectives de +285,2%, +39,9%, 27,64% et 38,92%.

Le résultat d'exploitation qui en découle est ressorti bénéficiaire de 8,3 milliards FCFA, soit une hausse de 22,06%. Quant au résultat financier, il s'est soldé par un déficit de 469,78 millions FCFA, contre un déficit de 1 213,82 millions FCFA en 2018, en raison de l'effet conjugué de la hausse des reprises de provisions financières de 36,57% et de la baisse des frais financiers de 11,64%.

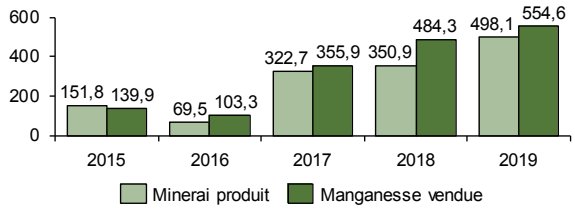
En définitive, **le résultat net est bénéficiaire de 5,13 milliards FCFA, en hausse de 28,25%**.

Compte tenu de cette performance, la CML a distribué des dividendes aux actionnaires pour un montant brut de 4,7 milliards FCFA contre 3 milliards FCFA en 2018.

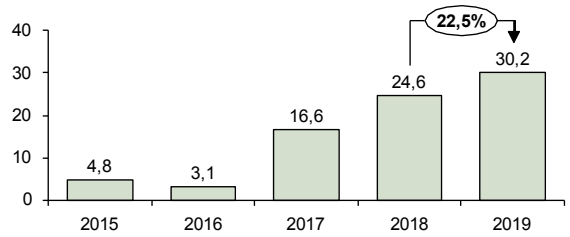
Par ailleurs, les impôts dus à l'État par la CML s'établissent à 3,95 milliards FCFA (BIC : 2,67 milliards FCFA ; impôts et taxes : 1,28 milliard FCFA) contre 2,47 milliards FCFA en 2018.

Enfin, l'endettement financier net de la CML a triplé pour se fixer à 3,57 milliards FCFA, avec un ratio dette financière sur total bilan de 20% contre 14,7% en 2018

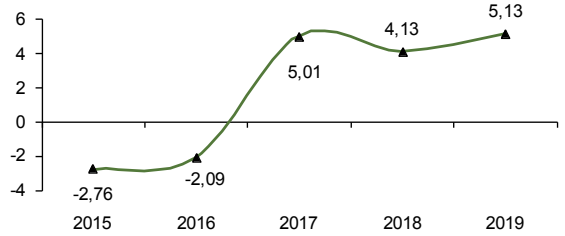
PRODUCTIONS *(en Milliers de Tonnes)*



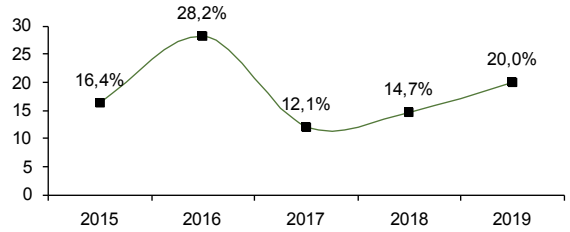
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Paiement de pénalités portuaires à hauteur de 2,11 milliards FCFA (en hausse de 368% par rapport à 2018) en raison notamment des problèmes de congestion portuaire ;
- Mise en service de l'usine d'enrichissement des moyennes et basses teneurs (EMBT) ;
- Acquisition de matériels et outillages pour un montant de 3,32 milliards FCFA.

FOREMI

SOCIÉTÉ DE FORAGE MINIER

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 12 octobre 1998
Capital social 100 millions FCFA
Capitaux propres -2,4 milliards FCFA (-22,1%)
Part de l'État 49%
CA 2,98 milliards FCFA (+46,7%)
Résultat Net -413,5 millions FCFA (+21,69%)
PCA CHARMENSAT Jean-Pierre
DG SOMONIN Denis
Adm MMG DIABATE Abdramane

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SODEMI	49,00
FORACO CI	45,00
FORACO INTER	4,90
DIVERS PRIVÉS	1,10

La **Société de Forage Minier (FOREMI)** est une société anonyme née de la volonté de la SODEMI de renforcer son expertise dans les activités de forages. Son capital social est reparti entre la SODEMI et la société française FORACO.

Sur le plan commercial, le **chiffre d'affaires de la FOREMI a progressé de 47% pour se fixer à 2,98 milliards FCFA**. Cette évolution s'explique par la hausse des marchés obtenus auprès des sociétés d'exploration minières. Les produits d'exploitation ont ainsi connu une hausse de 50%, en se situant à 3,07 milliards FCFA.

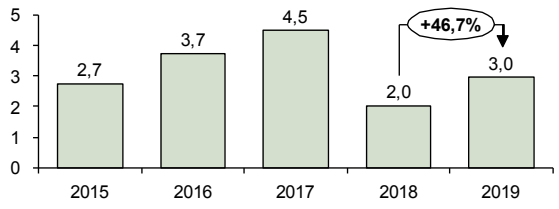
Les charges d'exploitation s'élèvent quant à elle à 3,483 milliards FCFA, soit une hausse de 36%. Cette évolution est principalement liée à celle des postes « Autres achats » (1,81 milliard FCFA, +41%), « Services extérieurs » (1,43 milliard FCFA, +32%), « Transport » (19,5 millions FCFA, +596%) et « Charges de personnel » (80,1 millions FCFA, +13%).

Le résultat d'exploitation qui en découle est déficitaire de 413,23 millions FCFA contre un déficit de 516,78 millions FCFA en 2018.

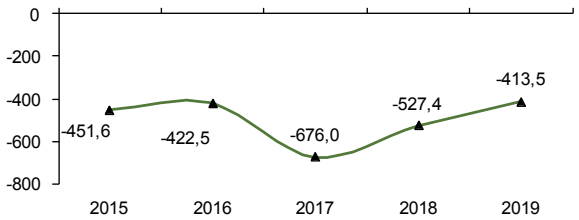
En définitive, **le résultat net est ressorti déficitaire de 413,49 millions FCFA contre un déficit de 527,36 millions FCFA** en 2018.

Les impôts dus par la société se sont établis à 16,68 millions FCFA contre 21,64 millions FCFA en 2018.

CHIFFRE D'AFFAIRES
(en Milliards FCFA)



RÉSULTAT NET
(en Millions FCFA)



FAITS MARQUANTS

IMMSA

IVOIRE MANGANÈSE MINES SA

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 19 juillet 2013
Capital social 610 millions FCFA
Capitaux propres -645,6 millions FCFA (+2,9%)
Part de l'État 10%
CA 1 208 millions FCFA (+82,6%)
Résultat Net -19,28 millions FCFA (+109,7%)
PCA BAJLA SACHIN
DG BARIK N. PRASAD
Adm MBPE SEA Hilaire

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
NTDMCC	89,60
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00
DIVERS PRIVÉS	0,40

La **société Ivoire Manganèse Mines SA (IMMSA)** est une filiale du groupe TAURIAN MANGANESE. Elle a pour objet principal l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements de manganèse et les substances associées dans la localité de Kaniasso (Odienné).

Au cours de l'exercice 2019, la société a réalisé une production de 18 817 tonnes contre 12 008 tonnes en 2018, soit une hausse de 56,70%. Cette progression a été favorisée par la reprise des activités de production, arrêtées pendant plusieurs mois en raison des blocages et perturbations provoqués par les populations riveraines au cours de l'année 2018.

Au plan commercial, le chiffre d'affaires de la société s'est établi à 1 208 millions FCFA, en hausse de 82,59% par rapport à 2018, en raison de la hausse de 136,37% de la quantité vendue (24 742 tonnes).

Ainsi, les produits d'exploitation s'élèvent à 1 816 millions FCFA contre 993 millions FCFA en 2018, soit une hausse de 82,85%.

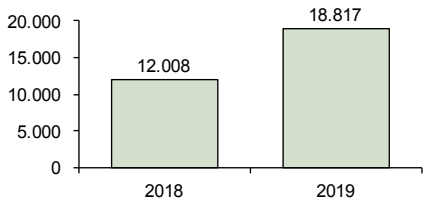
Quant aux charges d'exploitation, elles sont en hausse de 35,48% par rapport à l'exercice 2018 et s'élèvent à 1 608 millions FCFA. Les postes à l'origine de cette hausse sont « Transport » (+143 millions FCFA), « Services extérieurs » (+262 millions FCFA) et « Impôts et taxes » (+114 millions FCFA).

Le résultat d'exploitation qui en découle est bénéficiaire de 208 millions FCFA contre un déficit de 193 millions FCFA en 2018.

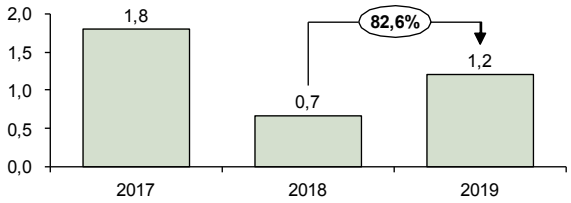
En définitive**, le résultat net est ressorti** bénéficiaire de 19 millions FCFA contre un déficit de 199 millions FCFA en 2018.

Les impôts et taxes dus par la société se sont établis à 152 millions FCFA contre 37 millions FCFA en 2018.

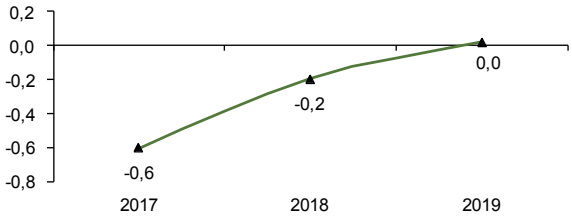
QUANTITÉ PRODUITE *(en Tonnes)*



CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



FAITS MARQUANTS

- Décision des actionnaires d'augmenter le capital de la société en vertu de l'article 564 de l'acte uniforme de l'OHADA au regard des capitaux propres négatifs.

PMCI

PERSEUS MINING CÔTE D'IVOIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 01 octobre 2012
Capital social 100 millions FCFA
Capitaux propres 10,73 milliards FCFA (+233,8%)
Part de l'État 10%
CA 68,64 milliards FCFA (+59,2%)
Résultat Net 7,50 milliards FCFA (+359,7%)
PCA Quatermaine JEFFREY
DG Merlin THOMAS
Adm MBPE KOUA Assemien Paul
Adm MMG COULIBALY Ibrahim

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
PERSEUS MINING LIMITED	86,00
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00
SOCIÉTÉ MINIÈRE DE CÔTE D'IVOIRE (SODMICI)	4,00

Perseus Mining Côte d'Ivoire (PMCI) est membre du groupe **Perseus Mining Limited**. Elle a pour objet principal l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements d'or et les substances associées.

Au cours de l'année 2019, la quantité d'or produite par PMCI a connu une hausse de 29,33% pour s'établir à 88 335 onces. Cette progression de la production s'explique par les hausses constatées respectivement au niveau de la quantité traitée qui s'est établie à 1,73 millions de tonnes de minerai traité contre 1,38 millions de tonnes en 2018 (+25,32%) et du taux de récupération de l'usine qui s'est établi à 94,4%.

Sur le plan commercial, le chiffre d'affaires de PMCI a progressé de 59,23% pour se fixer à 68,64 milliards FCFA en 2019. Cette hausse s'explique par la quantité d'or vendue qui est passée de 78 447 onces en 2018 à 85 156 onces et par la hausse de 8,55% du prix de vente de l'or sur le marché international pour se fixer à 835 681 FCFA/once.

Ainsi, les produits d'exploitation ont été réalisés à hauteur de 78,90 milliards FCFA, en hausse de 65,37% par rapport à 2018.

Quant aux charges d'exploitation, elles ont connu une hausse de 46,79% pour se fixer à 71,40 milliards FCFA, en raison de la hausse des postes « Variation de stocks d'autres approvisionnements » (+1,98 milliard FCFA), « Services extérieurs » (+5,44 milliards FCFA), « Impôts et taxes » (+1,42 milliard FCFA), « Autres charges » (+1,22 milliard FCFA) et « Dotation aux amortissements, aux provisions et dépréciations » (+10,72 milliards FCFA).

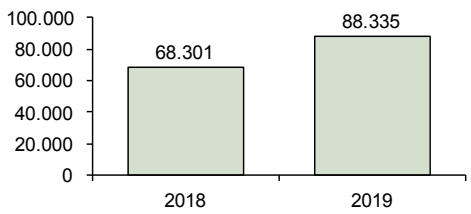
Le résultat d'exploitation qui en découle est bénéficiaire de **7,50 milliards FCFA** contre un déficit de 925 millions FCFA en 2018.

En définitive, le **résultat net ressort bénéficiaire** de 7,52 milliards FCFA contre un déficit de 2,89 milliards FCFA en 2018.

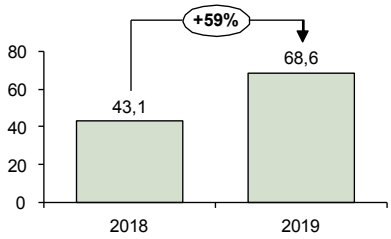
Les impôts dus à l'État, essentiellement constitués d'impôts et taxes, se sont, quant-à-eux, élevés à 6,16 milliards FCFA contre 4,94 milliards FCFA en 2018.

Enfin, les **dettes financières** de PMCI se fixent à **2,04 milliards FCFA** en 2019 contre **14,98 milliards FCFA** en 2018. Le ratio d'endettement s'établit à **19,05% *en 2019*** contre **465,89% en 2018**.

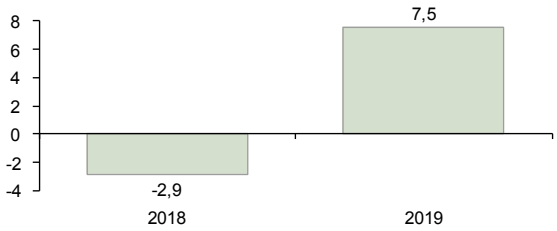
QUANTITÉ PRODUITE
(en onces)



CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



FAITS MARQUANTS

- Réalisation d'un projet d'électrification rurale dans la sous-préfecture de Tengrela pour un montant de 92 millions FCFA ;
- Construction du château d'eau de Tiongoli.

SMSA

SHILOH MANGANÈSE SA

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 03 mars 2016
Capital social 50 millions FCFA
Capitaux propres 8,91 milliards FCFA (+78%)
Part de l'État 10%
CA 22,52 milliards FCFA (+23,07%)
Résultat Net 4,3 milliards FCFA (-9,01%)
PCA YEDUGURY S. ANIL REDDY
DG HARIDAS Kannoth
Adm MBPE GRAMBOUTE Soiliho
Effectif 63

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SHILOH MINERAL CI	90,00
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00

SHILOH MANGANESE SA (SMSA) est une entreprise membre du groupe SHILOH INVESTMENTS, dérivé du groupe REDDY'S INVESTMENTS. C'est un groupe multi-industriel dont la principale activité, en Afrique, est l`exploitation des ressources minières. En Côte d'Ivoire, SHILOH MANGANESE SA a pour objet l'exploitation du gisement de manganèse dans les départements de Korhogo et de Dikodougou, dans la région du PORO.

La quantité de manganèse produite par la société est en hausse de 7,47%, passant de 312 000 tonnes en 2018 à 335 304 tonnes en 2019, en raison de la maîtrise et de l'optimisation de son processus de production.

Au plan commercial, le chiffre d'affaires de la société s'est établi à 22,52 milliards FCFA, en hausse de 23,07% par rapport à 2018, en raison de la hausse de 20,43% de la quantité vendue (340 000 tonnes).

Ainsi, les produits d'exploitation s'élèvent à 23,76 milliards FCFA contre 18,16 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 30,84%.

Quant aux charges d'exploitation, elles sont en hausse de 50,43% par rapport à l'exercice 2018 et s'élèvent à 19,42 milliards FCFA. Les postes à l'origine de cette hausse sont « Autres achats » (+975 millions FCFA), « Transports » (+2,39 milliards FCFA), et « Services extérieurs » (+2,95 milliards FCFA).

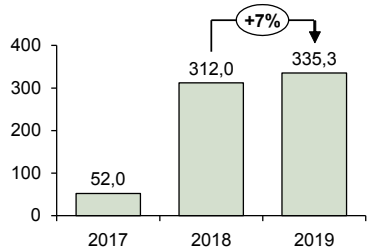
Le résultat d'exploitation qui en découle est bénéficiaire de 4,34 milliards FCFA contre un bénéfice de 4,7 milliards FCFA en 2018, soit une baisse de 7,66%.

En définitive, **le résultat net est ressorti bénéficiaire de 4,3 milliards FCFA** contre un bénéfice de 4,73 milliards FCFA en 2018.

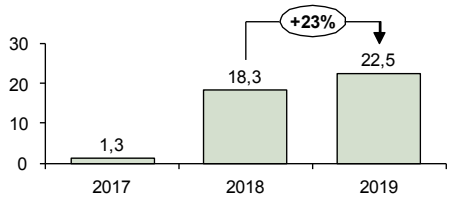
Les impôts et taxes dus à l'État se sont élevés à 714,3 millions FCFA en 2019, en hausse de 35,77%.

ÉVOLUTION DES QUANTITÉS PRODUITES

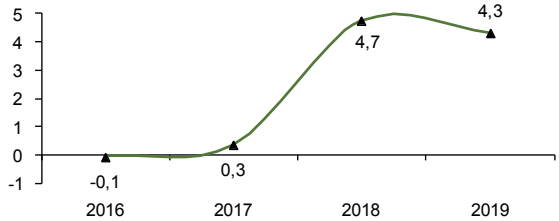
(en Milliers de tonnes)



CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



FAITS MARQUANTS

- Construction d'un hôpital d'une valeur de 70 millions FCFA à Lagnonkaha s/p de Guiembé.

SMD

SOCIÉTÉ DES MINES DE DAAPLEU

SOCIÉTÉ DES MINES DE DAAPLEU S.M.D

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 10 juillet 2018
Capital social 600 millions FCFA
Capitaux propres 20,64 milliards FCFA
Part de l'État 15% (y compris la SODEMI)
CA 40,33 milliards FCFA
Résultat Net 20,04 milliards FCFA
PCA BERNASCONI Pascal
DG MAHAMADOU Issiyakou
Adm MBPE DOSSO Adama

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
GROUPE ENDEAVOUR MINING	85,00
SODEMI	5,00
ETAT DE CÔTE D'IVOIRE	10,00

La **Société des Mines de Daapleu (SMD**) a été créée le 10 juillet 2018 avec pour principal objet l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements d'or et les substances associées.

Au cours de l'année 2019 qui constitue son premier exercice, la **SMD a produit 1 512 kg, soit 48 597 onces d'or**. Ce niveau de production a été possible grâce à une teneur en or du minerai traité de 2,23 g/t et à l'utilisation des installations de l'usine Carbon In Leach (CIL) de la Société des Mines d'Ity (SMI) permettant ainsi un taux de récupération de 85%.

Sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires s'est fixé à 40,33 milliards FCFA**, correspondant à la vente de 46 842 onces d'or pour un prix moyen de 829 813 FCFA l'once.

Les charges d'exploitation, quant à elles, se sont fixées à 21,39 milliards FCFA en 2019. Le poste de charges « Services extérieurs » représente 91% des charges d'exploitation avec un montant de 19,56 milliards FCFA.

Le résultat d'exploitation qui se dégage s'est établi à 18,93 milliards FCFA. S'agissant du résultat financier, il est excédentaire de 1,11 milliard FCFA grâce aux gains de change d'un montant de 1,3 milliard FCFA.

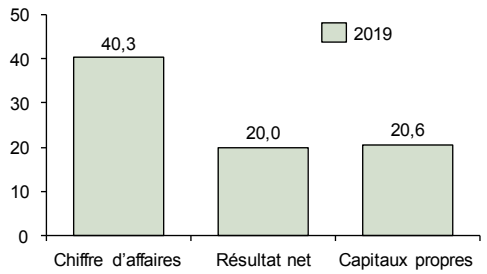
En définitive, **le premier exercice de l'exploitation minière s'est soldé par un résultat net bénéficiaire de 20,04 milliards FCFA**.

Compte tenu de cette performance, SMD a distribué des dividendes aux actionnaires pour un montant brut de 2,54 milliards FCFA.

Ce niveau de distribution est conforme à la convention signée avec l'État.

Les impôts dus à l'État se sont, quant-à-eux, élevés à 1,62 milliard FCFA composés uniquement du poste « Impôts et taxes ».

INDICATEURS FINANCIERS
(en Milliards FCFA)



FAITS MARQUANTS

- Premier exercice de l'exploitation minière ;
- Signature d'un protocole d'accord SMI-SMD afin de fixer les conditions techniques et financières du contrôle de l'extraction et du traitement du minerai issu du périmètre du PE49, ainsi que la production d'or de la SMD au sein de l'usine CIL de SMI ;
- Cession des parts du Groupe KEYMAN INVESTISSEMENT (5%) au Groupe ENDEAVOUR MINING portant ainsi les parts de ce dernier à 85%.

SMI

SOCIÉTÉ DES MINES D'ITY

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 10 juin 83
Capital social 600 millions FCFA
Capitaux propres 123,20 milliards FCFA (+46%)
Part de l'État 15% (y compris SODEMI)
CA 117,88 milliards FCFA (+96,8%)
Résultat Net 38,8 milliards FCFA (+558%)
PCA KONE Abdoulaye
DG ISSIYAKOU Mahamadou
Adm MBPE BAMBA Seydou
Effectif 941 (-31,2%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
GROUPE ENDEAVOUR MINING	85,00
SODEMI	5,00
ETAT DE CÔTE D'IVOIRE	10,00

La **Société des Mines d'Ity (SMI)** a pour principal objet l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements d'or et les substances associées.

Au cours de l'année 2019, la **quantité d'or produite par la SMI a connu une hausse de 74% en s'établissant à 4 098 kg (144 543 onces)** contre 2 360 kg (75 876 onces) en 2018. Cette progression de la production s'explique par, d'une part, l'augmentation de la quantité de minerai traitée, qui s'est établie à 2 893 369 tonnes contre 1 306 764 tonnes en 2018, soit une hausse de 124,41% et, d'autre part, l'amélioration du taux de récupération de l'usine, qui est passé de 82% en 2018 à 86% en 2019.

Sur le plan commercial, **le chiffre d'affaires de la SMI a progressé de 96,8% en se fixant à 117,88 milliards FCFA en 2019**. Cette hausse s'explique par la quantité d'or vendue qui est passée de 85 191 onces en 2018 à 141 002 onces en 2019 et à la hausse de 11,76% du prix de l'or.

Ainsi, les produits d'exploitation s'élèvent à 164,1 milliards FCFA contre 81,3 milliards FCFA en 2018.

Quant aux charges d'exploitation, elles ont connu une hausse de 38,2% pour se fixer à 98,57 milliards FCFA en 2019. Cette augmentation s'explique par la hausse des postes « Transports » (+1,13 milliard FCFA), « Impôts et taxes » (+3,75 milliards FCFA) et « Autres achats » (+16,35 milliards FCFA).

Ainsi, le résultat d'exploitation s'est établi à 65,53 milliards FCFA, en hausse de 553% par rapport à l'exercice 2018.

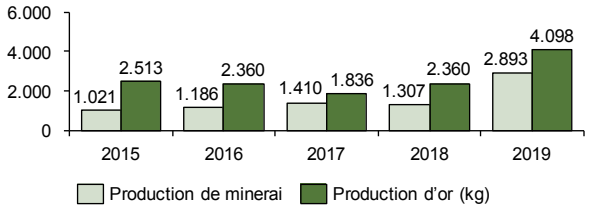
En ce qui concerne le résultat financier, il est déficitaire de 15,71 milliards FCFA contre un excédent de 704 millions FCFA, en raison de la hausse des « Frais financiers et assimilés » de +398%, se fixant à 16,20 milliards FCFA.

En définitive, **le résultat net est bénéficiaire de 38,81 milliards FCFA contre un bénéfice de 5,93 milliards FCFA en 2018**.

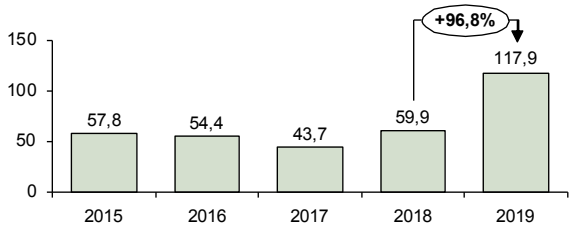
Les impôts dus à l'État se sont, quant-à-eux, élevés à 20,9 milliards FCFA (impôts et taxes : 6,64 milliards FCFA et BIC : 14,26 milliards FCFA) soit une hausse de 248,33% par rapport à 2018.

Enfin, les dettes financières de la SMI se fixent à 31,34 milliards FCFA contre 12 milliards FCFA 2018. Le ratio dette financière sur bilan s'établit à 8,2% contre 4,9% en 2018.

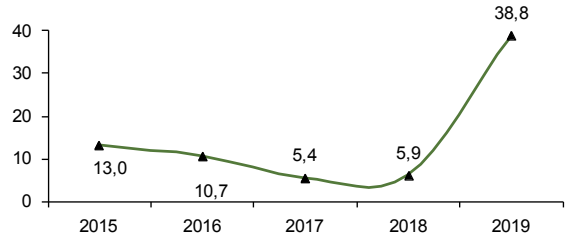
ÉVOLUTION DES PRODUCTIONS



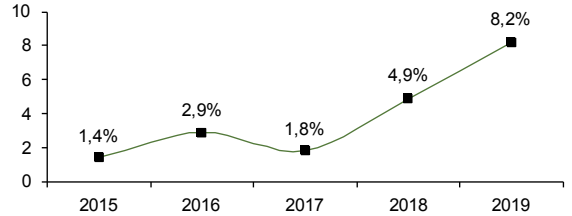
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Mds FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Cession des parts du Groupe KEYMAN INVESTISSEMENT (5%) au Groupe ENDEAVOUR MINING portant ainsi les parts de ce dernier à 85%
- Inauguration de la nouvelle usine CIL le 9 mai 2019 en présence de Monsieur le Premier Ministre Amadou Gon Coulibaly et des autorités régionales ;
- Signature d'un protocole d'accord SMI-SMD afin de fixer les conditions techniques et financières du contrôle de l'extraction et du traitement du minerai issu du périmètre du PE49, ainsi que la production d'or de la SMD au sein de l'usine CIL de SMI ;
- Désignation du Cabinet EY en qualité d'expert indépendant.

SODEMI

SOCIÉTÉ POUR LE DÉVELOPPEMENT MINIER DE LA CÔTE D'IVOIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1962
Capital social 600 millions FCFA
Capitaux propres 29,652 milliards FCFA (+12,34%)
Part de l'État 100%
CA 75,59 millions FCFA (-4,93%)
Résultat Net 3,27 milliards FCFA (+1953%)

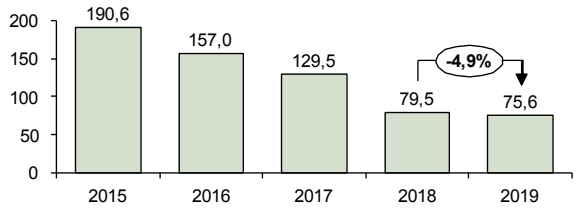
PCA BAMBA Yacouba
DG KADJO KOUAME
Adm. MIM DAOUDA YA Bertin
Adm. MBPE OYENIYE Fatayu
Filiales et Participations CML (51%), FOREMI (49%), EPC CI (25%), SMI (5%), SMD (5%), AGO (5%), CMB (5%)
Effectif 114

RÉPARTITION DU CAPITAL

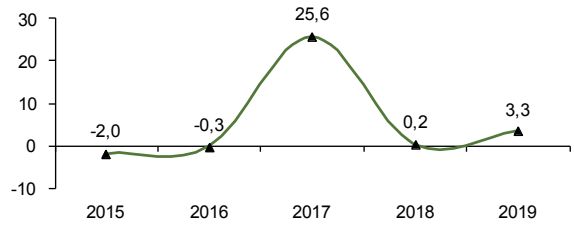
Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00

La **Société pour le Développement Minier de la Côte d'Ivoire (SODEMI)** est une société d'État dont la mission est de promouvoir la recherche et l'exploitation des substances minérales naturelles utiles (à l'exception des hydrocarbures), et d'étudier les problèmes inhérents à la quête minière avec d'autres organismes publics, parapublics ou privés. Dans ce cadre, la SODEMI comptabilise six (6) permis de recherche en interne, dix-sept (17) permis de recherche en partenariat, cinq (5) permis d'exploitation opérés en partenariat et trois (3) demandes d'autorisation d'exploitation semi-industrielle pour l'or. Les activités de la société, au cours de l'exercice 2019, ont porté sur (i) l'exploration en interne et en partenariat avec les projets de diamant de Séguéla et de Tortiya ainsi que les projets de Colombo-tantalite d'Issia, de Nickel/Cuivre de Samapleu et d'or de Fêtèkro ; (ii) les prestations de service avec le laboratoire d'analyses minérales ; (iii) l'encadrement des coopératives de production de diamant et la mise en œuvre des chantiers écoles et (iv) le suivi des opérations de production avec les filiales et/ou sociétés à participation.
Au plan commercial, **le chiffre d'affaires a enregistré une baisse de 5% en s'établissant à 75,58 millions FCFA en 2019**, en raison de la baisse des prestations du laboratoire d'analyses minérales et de l'inactivité enregistrée au niveau des unités de géophysique et de prospection géologique. Cependant, les produits d'exploitation ont connu une hausse de 706% passant à 1 502 millions FCFA en 2019, en raison de la hausse des postes « Production immobilisée », « Autres produits » et « Reprises d'amortissements, provisions et dépréciation », qui ont connu des hausses respectives de 704 millions FCFA (+1087%), 114 millions FCFA (+148%), et 466 millions FCFA. Quant aux charges d'exploitation, elles sont passées de 3 138 millions FCFA en 2018 à 5 193 millions FCFA en 2019. Elles sont principalement composées des charges du personnel (1 694 millions de FCFA, +25%), des services extérieurs (1 012 millions de FCFA, +112%), des autres charges (1 016 millions FCFA, +156%), des autres achats (218 millions FCFA, +75%) et des dotations aux amortissements et provisions (1 095 millions FCFA, +226%). Il résulte de ce qui précède un résultat d'exploitation déficitaire de 3 691 millions FCFA contre un déficit de 2 851 millions FCFA en 2018.
S'agissant du résultat financier, il a connu une hausse de 105%, s'établissant à 7,1 milliards FCFA en 2019, en raison de la hausse des revenus financiers de 167%, qui se sont établis à 7,33 milliards FCFA.
En définitive, **la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 3,278 milliards FCFA** contre un bénéfice de 159,70 millions FCFA en 2018. En conséquence, la SODEMI a distribué des dividendes à l'actionnaire unique pour un montant brut de 300 millions FCFA contre 20 millions FCFA en 2018.
Les impôts dus à l'État enregistrent cependant une baisse de 56% en s'établissant à 207,75 millions FCFA (impôts et taxes : 81,31 millions FCFA ; BIC : 126,45 millions FCFA).

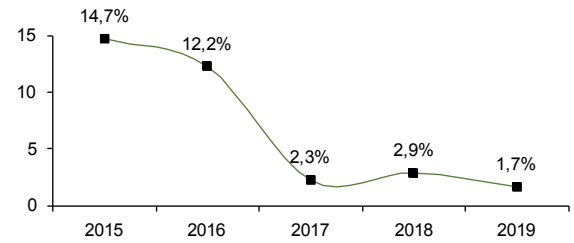
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Millions FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Démarrage du processus de traitement de la créance de 5 247 millions FCFA détenue par la SODEMI sur l'État de Côte d'Ivoire, suite à l'encaissement par ce dernier des revenus générés par la cession de 9,1% de participations détenues par la SODEMI dans le capital de la SMI ;
- Encaissement d'un montant de 3 193 millions FCFA provenant de la SMI au titre de la précédente cession de ses participations, en raison des réserves additionnelles découvertes.

TONGON SA

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 01 juin 1983
Capital social 600 millions FCFA
Capitaux propres 123,20 milliards FCFA (+46%)
Part de l'État 15% (y compris SODEMI)
CA 117,88 milliards FCFA (+96,8%)
Résultat Net 38,8 milliards FCFA (+558%)
PCA KONE Abdoulaye
DG ISSIYAKOU Mahamadou
Adm MBPE BAMBA Seydou
Effectif 941 (-31,2%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
GROUPE ENDEAVOUR MINING	85,00
SODEMI	5,00
ETAT DE CÔTE D'IVOIRE	10,00

La **société TONGON SA** a pour principal objet l'exploitation, la production et la commercialisation des métaux, notamment les gisements d'or et les substances associées.

En 2019, **la quantité d'or produite a augmenté de 19%, passant de 230 094 onces en 2018 à 273 025 onces,** en raison notamment de l'augmentation du tonnage traité de 20,3%.

Au plan commercial, le **chiffre d'affaires de la société s'est établi à 224,95 milliards FCFA** contre 162,3 milliards FCFA enregistré en 2018. Cette hausse s'explique par l'augmentation de 19% de la quantité vendue pour s'établir à 273 026 onces et la hausse du cours moyen de l'or d'environ 10%. Ainsi, les produits d'exploitation s'élèvent à 242,8 milliards FCFA, soit une hausse de 34,5%. Outre l'augmentation du chiffre d'affaires, la hausse des produits d'exploitation est également imputable à la hausse du poste « Autres produits » (+465,07%).

En ce qui concerne les charges d'exploitation, elles ont connu une hausse de 12,5% pour se fixer à 185 milliards FCFA en 2019, en raison des augmentations constatées au niveau des postes de charges suivants : « Services extérieurs » (+16,89%), « Charges du personnel » (+14,94%) et « Impôts et taxes directs » (+35,92%).

Ainsi, le résultat d'exploitation a progressé de 260,9%, passant à 57,8 milliards FCFA en 2019.

Par ailleurs, l'activité financière de la société s'est soldée par un résultat excédentaire de 3,1 milliards FCFA en 2019, en baisse de 38% par rapport à 2018 en raison de la baisse des « Gains de change financiers » d'un peu plus de 42%.

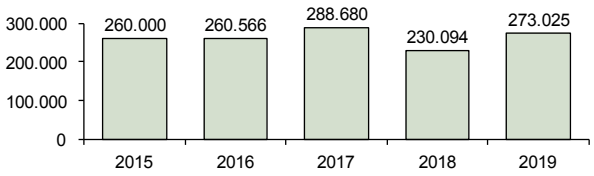
L'exercice 2019 s'est par conséquent soldé par un bénéfice de 44,3 milliards FCFA contre 14,8 milliards FCFA en 2018.

S'agissant de la distribution des dividendes, **TONGON SA compte distribuer des dividendes aux actionnaires pour un montant brut de 76 milliards FCFA** après un prélèvement de 31,7 milliards FCFA sur le poste report à nouveau, contre 58 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 31%.

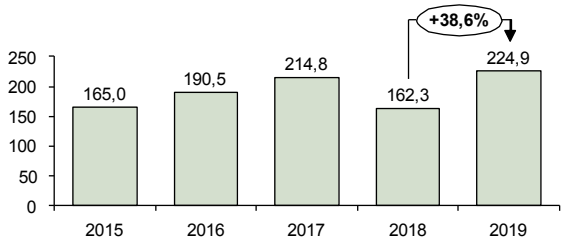
En outre, les impôts dus par la société TONGON SA à l'État ont augmenté, passant de 13,2 milliards FCFA en 2018 à 24 milliards FCFA en 2019 (BIC : 16,02 milliards FCFA ; impôts et taxes : 7,96 milliards FCFA).

Enfin, les dettes financières se chiffrent à 14,5 milliards FCFA contre 11,8 milliards FCFA en 2018. Quant au ratio dette financière sur bilan, il s'est fixé à 2,9% comme en 2018.

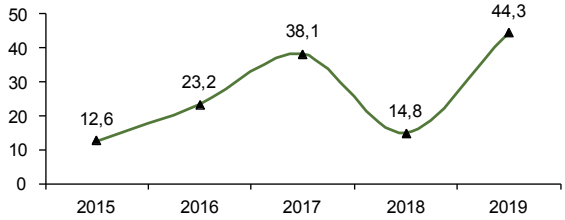
MINERAI PRODUIT *(en onces)*



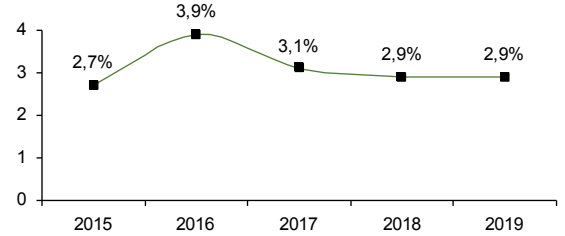
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Fusion entre le groupe Randgold Resources Limited, et le groupe Barrick Gold Corporation qui en est devenu l'actuel actionnaire majoritaire ;
- Mise en œuvre effective du protocole mettant fin aux grèves intermittentes et aux arrêts de travail ayant eu cours tout le long de l'année 2018 ;
- Lancement d'un programme social dénommé « In-Reach » en vue de créer un état d'esprit et une culture d'entreprise ;
- Migration du système de Santé et Sécurité au Travail de la norme OHSAS 18001 :2007 à la norme ISO 45001:2018 ;
- Présentation du projet « Agribusiness » au public au SARA 2019 avec la collaboration le Ministère des Ressources Animales et de la Pêche.

> L'**ONEP** a poursuivi ses efforts en matière d'amélioration de l'accès à l'eau potable des populations ivoiriennes, ce qui a permis de porter globalement le taux d'accès à l'eau potable à 69% en 2019, contre 67% en 2018.

HYDROCARBURES, ÉLECTRICITÉ, EAU ET ASSAINISSEMENT

EAU & ASSAINISSEMENT

UN NIVEAU D'INVESTISSEMENT EN FORTE HAUSSE (+171%) IMPACTANT L'AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À L'EAU POTABLE ET AUX INSTALLATIONS D'ASSAINISSEMENT ET DE DRAINAGE.

En 2019, le secteur de l'eau et de l'assainissement a bénéficié d'importants financement, d'un montant global de 287 milliards FCFA, en hausse de 171% comparativement à 2018. Le secteur de l'eau potable, à titre spécifique, a capté la majorité des investissements (269,5 milliards FCFA). Cet acquis a permis d'améliorer l'offre hydraulique, avec notamment (i) l'inauguration de 36 châteaux d'Eau dont le château de MORONOU prévu pour desservir plus de 6 000 habitants, (ii) la réhabilitation en cours de 21 000 pompes à motricité humaine (PMH) dans le cadre du Programme Social du Gouvernement (PS-Gouv) et (iii) la prospection des eaux souterraines dans 61 localités sur 105 prévues sur l'ensemble du territoire national.
Par ailleurs, grâce à la mise en place de nouvelles infrastructures en fin d'année 2018, en l'occurrence celles de Bouaké pour faire face à la grave pénurie d'eau de ladite ville, la production totale d'eau potable a progressé de 8% par rapport à 2018 pour s'établir à 285 096 km^3. Le nombre d'abonnés a, quant à lui, progressé de 9% pour atteindre 1 255 030 à fin 2019.

Ces divers travaux ont contribué à porter le taux d'accès à l'eau potable à 69% en 2019 contre 67% en 2018.

Au niveau de l'assainissement, plus particulièrement dans la branche de l'assainissement autonome, la réalisation des investissements a permis la construction de trois (3) stations de traitement des boues de vidange (STBV) dont celles de Korhogo, San-Pedro et Bouaké ainsi que le démarrage de la quatrième station, celle de Yamoussoukro, pour un montant cumulé de plus de 4 milliards FCFA, pour ce qui concerne l'assainissement autonome.

Au titre de l'assainissement collectif et du drainage, plusieurs travaux ont été réalisés dans le district d'Abidjan notamment la construction du barrage écrêteur de Génie 2000 et son ouvrage aval, l'élargissement du canal Mitterrand-Allabra dans la commune de Cocody, l'entretien des ouvrages de drainage primaire et la sécurisation des cuvettes de Danga et Bonoumin. S'agissant de la cuvette de Bonoumin, les travaux de curage ont permis d'évacuer un volume de 80.000 m3 pour un budget de 500 millions FCFA.

En ce qui concerne l'intérieur du pays, les travaux de curage et de construction d'ouvrages n'ont pas connu un début de démarrage en raison de la non-attribution des marchés s'y rapportant par les collectivités.

Au plan commercial, les sociétés du portefeuille de l'État opérant dans le secteur « Eau et Assainissement » ont enregistré un léger recul du chiffre d'affaires global (-1%) qui se fixe à 101 milliards FCFA en 2019. Cette situation est principalement imputable à la baisse de 2% du chiffre d'affaires de la SODECI, qui reste la seule entreprise évoluant dans le secteur marchand.

De même, le résultat net global a enregistré un léger repli (-3%), passant de 3,04 milliards FCFA en 2018 à 2,98 milliards FCFA en 2019, en raison de la baisse de 84% du résultat net de l'ONEP qui passe de 201 millions FCFA en 2018 à 31 millions FCFA en 2019.

La SODECI fort de son résultat net bénéficiaire de 2,95 milliards FCFA a distribué des dividendes d'un montant brut de 2,92 milliards FCFA. A cet effet, l'État a perçu un montant net d'IRMV de 85,56 millions FCFA.

ONAD

OFFICE NATIONAL DE L'ASSAINISSEMENT ET DU DRAINAGE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 28 décembre 2011
Capital social 1 milliard FCFA
Capitaux propres 2,1 milliards FCFA (-11 %)
Part de l'État 100%
CA 1 066,7 millions FCFA (+30%)
Résultat Net nul
Subv.d'invest. 17,2 milliards FCFA, dont 1,858 millions FCFA alloué à l'ONAD (558 millions FCFA (+5%) en Subv d'invest. et 1,3 milliards FCFA (+50%) en Subv d'explo.))
PCA BAMBA Mamadou
DG SANOGO Amara
Adm MBPE ASSI Franck Arnaud
Adm MCLAU DJIGBENOU Firmin

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00

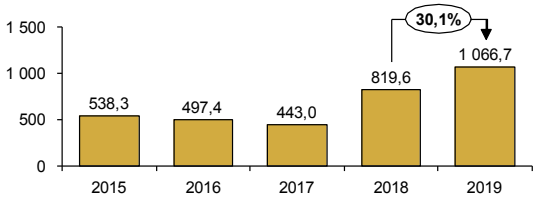
L'**Office National de l'Assainissement et du Drainage (ONAD)** est une société d'État, créée par décret N°2011-482 du 28 décembre 2011, dont la mission est d'assurer l'accès aux installations d'assainissement et de drainage, de manière durable et à des coûts compétitifs, à l'ensemble de la population nationale. En 2019, l'ONAD a poursuivi ses efforts en matière d'amélioration de la situation d'assainissement et de drainage. Ainsi, Au titre de l'**assainissement autonome**, elle a réalisé les Etudes d'Impact Environnemental et Social de la station de traitement des boues de vidange d'Abengourou, réhabilité les postes de dépotage des boues de vidange d'Abidjan et de Korhogo, et a réalisé le bilan de pollution par l'analyse physico-chimique et microbiologique des effluents et des boues de la station de traitement des boues de vidange de Korhogo. Concernant les travaux d'**assainissement collectif et de drainage**, l'ONAD a entrepris les travaux de construction du barrage écrêteur de Génie 2000 et son ouvrage aval (niveau d'avancement de 77%) ainsi que les travaux d'élargissement du canal Mitterrand-Allabra dans la commune de Cocody (niveau d'avancement de 35%). Aussi, l'office a exécuté les travaux d'entretien des ouvrages de drainage primaire dans le District d'Abidjan. Il a assuré également la sécurisation des cuvettes de Danga et Bonoumin.

Au plan financier, le niveau d'exécution du chiffre d'affaires global s'établit à 1 067 millions FCFA, soit une hausse de 30% par rapport à l'exercice 2018, résultant des travaux d'urgences initiés depuis 2018. **La subvention d'exploitation a augmenté de 50%, pour s'établir à 1 300 millions FCFA**, en raison de l'augmentation des charges induites notamment par le redressement fiscal d'un montant de 523 millions FCFA. Les produits d'exploitation connaissent une progression de 32%, pour s'établir à 2 967 millions FCFA. Les charges d'exploitation ont été exécutées à hauteur de 2 660 millions FCFA, en hausse de 20% par rapport à l'exercice 2018. Le résultat d'exploitation qui en découle est excédentaire de 307 millions FCFA, soit une hausse de 720% comparativement à l'exercice 2018. Toutefois, cet excédent est neutralisé par le résultat HAO et l'impôt sur le résultat.

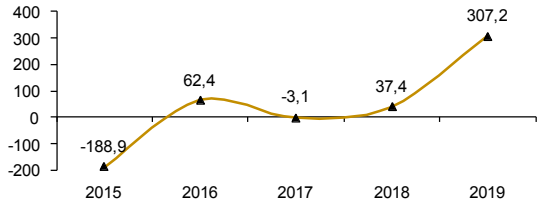
En définitive, **l'exercice 2019 se solde par un résultat net nul, en phase avec les prévisions budgétaires**. Quant à la trésorerie nette, elle s'est dégradée de 3 956 millions FCFA pour s'établir à 2 521 millions FCFA. Les impôts dus à l'État se fixent à 675 millions FCFA (impôts et taxes 417 millions FCFA, impôts BIC 258 millions FCFA), contre 44 millions FCFA en 2018.

S'agissant des perspectives 2020, l'office envisage entre autres de réaliser les travaux de construction du barrage écrêteur B6 et son ouvrage aval ainsi que l'étude APD pour la construction d'ouvrages de drainage des eaux pluviales dans le District d'Abidjan et d'achever les travaux de construction des canaux d'eaux pluviales de la rue Ministre, Cocody-Abidjan.

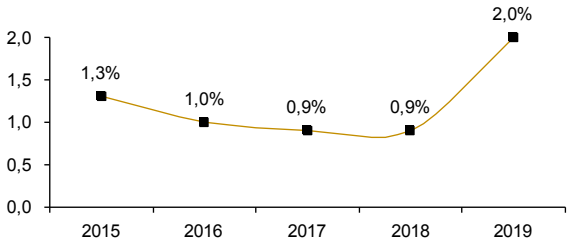
CHIFFRE D'AFFAIRES
(en Millions FCFA)



RÉSULTAT D'EXPLOITATION
(en Millions FCFA)



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)



FAITS MARQUANTS

- Mise en place du mécanisme de suivi des prêts relatifs au fond de garantie au profit des opérateurs ;
- Réhabilitation complète de la station de traitement des boues de vidange de Korhogo ;
- Réalisation de la digue du barrage écrêteur du génie 2000 ainsi que les travaux d'élargissement des canaux dans les quartiers Palmeraie et Allabra.

ONEP

OFFICE NATIONAL DE L'EAU POTABLE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

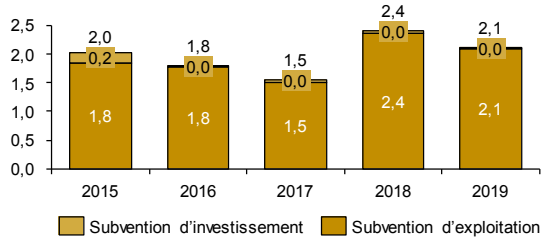
Date de création 23 août 2006
Capital social 150 millions FCFA
Capitaux propres 1,22 milliards FCFA (-2%)
Part de l'État 100%
CA 3,478 milliards FCFA (+19,3%)
Résultat Net 31,13 millions FCFA (-84,5%)
Subv d'exploitation 2,1 milliards FCFA (-12%)
Subv d'investissem. 43 millions FCFA (-12,1%)
PCA HABONOUAN Kouakou Louis
DG BERTHE Ibrahiman
Adm MBPE GBENDE Kouadio Saint Clair
Adm MH TCHIMOU N'gbocho Lucien

RÉPARTITION DU CAPITAL

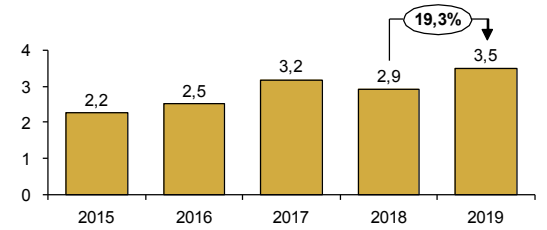
Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00

L'**Office National de l'Eau Potable** est une société d'État, chargée d'apporter à l'État et aux collectivités territoriales, son assistance pour assurer à l'ensemble de la population, l'accès à l'eau potable de manière durable et à des coûts compétitifs. Il assure également la maîtrise d'ouvrage déléguée et la maitrise d'œuvre des travaux liés à l'eau potable. Au cours de l'année 2019, l'ONEP a poursuivi ses efforts en matière d'amélioration de l'accès à l'eau potable des populations ivoiriennes. Au niveau opérationnel, **le suivi des divers travaux pour l'approvisionnement en eau potable a porté sur 264 localités dont 144 achevés**, soit un taux de 55% et 120 en cours d'exécution, avec un taux moyen d'avancement de 51%. En ce qui concerne les contrôles sanitaires sur les réseaux d'alimentation en eau potable, ils ont permis de constater 3% de non conformités bactériologiques sur 1 432 échantillons prélevés en 2019 contre 6% de non conformités bactériologiques constaté en 2018.
Quant à l'**approvisionnement en eau potable par camion-citerne, un total de 26 358 m³ d'eau a été gratuitement distribué**, dont 6 538 m3 à Abidjan et 19 820 m³ à l'intérieur du pays, contre 40 518 m3 au total en 2018.
Toutefois, au niveau du contrôle technique de l'exploitation, le nombre de dysfonctionnement technique relevé sur les systèmes de production d'eau enregistre une hausse de 181%, passant de 2 795 dysfonctionnements en 2018 à 7 867 dysfonctionnements en 2019. Au niveau commercial, le **chiffre d'affaires de l'ONEP a augmenté de 19,3%, pour se fixer à 3,48 milliards FCFA en 2019**. Cette hausse s'explique par un accroissement des activités de maîtrise d'œuvre et de maîtrise d'ouvrage déléguée de 20%, en lien avec la hausse des investissements dans le secteur de l'hydraulique. Les produits d'exploitation ont été réalisés à hauteur de 5,6 milliards FCFA, soit une progression de 6,32% comparés à l'exercice 2018. Quant aux charges d'exploitation, elles ont été exécutées à hauteur de 5,48 milliards FCFA, en hausse de 7,4% par rapport à l'exercice 2018. Le résultat d'exploitation qui en découle est excédentaire de 133 millions FCFA, contre 292 millions FCFA en 2018.
En définitive, l'**ONEP réalise un résultat net de 31 millions FCFA en 2019, soit une baisse de 84% comparativement à l'exercice précédent.**
Les impôts dus à l'État ont connu une hausse de 18,37% pour se fixer à 138,15 millions FCFA (impôts et taxes 138,15 millions FCFA, impôts BIC 0 FCFA), contre 116,7 millions FCFA en 2018. Enfin, la dette de l'État envers la SODECI, engendrée par l'écart de tarif, sur la période allant du 31 mars 2017 au 31 décembre 2019 s'élève à 38,47 milliards FCFA. En termes de perspectives, l'ONEP envisage de poursuivre le renforcement de l'alimentation en eau potable d'Abidjan à partir de La Mé, l'alimentation en eau potable des quartiers peri urbains et l'alimentation en eau potable de la Ville d'Aengourou.

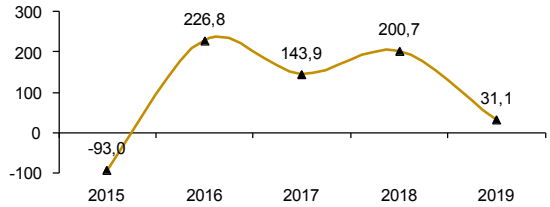
SUBVENTIONS *(en Milliards FCFA)*



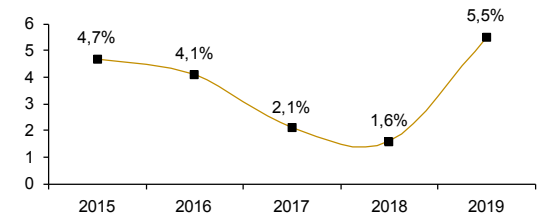
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN (%)



FAITS MARQUANTS

- Inauguration de trente-six (36) châteaux d'eau, notamment le château d'eau de Moronou qui dessert plus de six mille (6000) habitants ;
- Réhabilitation en cours de 21 000 pompes à motricité humaine (PMH) dans le cadre du Programme Social du Gouvernement (PS-Gouv) ;
- Réalisation en cours de 86 projets dont le projet C2D destiné au renforcement du réseau de distribution d'eau d'Abidjan et les travaux d'Alimentation en Eau Potable de la ville d'Adzopé et des localités environnantes.

SODECI

SOCIÉTÉ DE DISTRIBUTION D'EAU DE LA CÔTE D'IVOIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 18 décembre 1959
Capital social 4,5 milliards FCFA
Capitaux propres 14,46 milliards FCFA (+5,32%)
Part de l'État 3,25%
CA 96,48 milliards FCFA (-1,98%)
Résultat Net 2,95 milliards FCFA (+3,15%)
Dividendes 2,925 milliards FCFA
Dividendes nets État 85,56 millions FCFA (+8,33%)
PCA EBAH Basile
DG BAKAYOKO Ahmadou
Adm representant l'Eat BEHIBRO Fidèle
Filiales et Participations LOGIVOIRE (85%), GS2E (33%), SGA2E (17%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ERANOVE	46,07
FCP SODECI	6,72
SIDIP	4,81
ETAT DE COTE D'IVOIRE	3,25
DIVERS PRIVES	39,15

La **Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire (SODECI)** est une société privée de service public chargée de l'exploitation des infrastructures de l'hydraulique urbaine à travers deux (2) contrats d'affermage signés avec l'État de Côte d'Ivoire à savoir le contrat d'affermage eau potable et le contrat d'affermage assainissement.

En 2019, la production totale d'eau a augmenté de 8,17% pour se fixer à 285 096 km³, grâce à l'exploitation, à leur pleine capacité, des usines de Songon et de Bimbresso (Abidjan) et des infrastructures mises en place en fin d'année 2018, en l'occurrence à Bouaké, en vue de faire face à la grave pénurie d'eau consécutive au tarissement de la retenue de la LOKA, principale source d'alimentation de la ville. Quant au nombre d'abonnés, il a évolué de 8,59% pour s'établir à 1 255 030 abonnés.

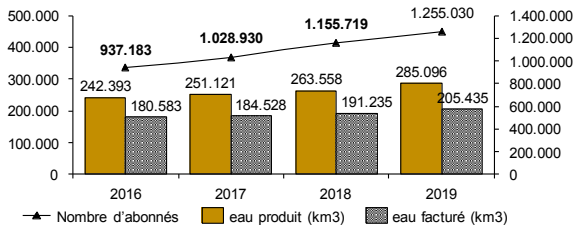
Ainsi, la facturation annuelle en volume a progressé de 7,4%, pour atteindre 205 435 km³ en 2019, en raison de l'augmentation de la production et de la hausse du nombre de clients. Toutefois, le ratio de facturation (volume facturés/volume produits) est en légère baisse 0,69% pour s'établir à 72,1%, en raison des pertes d'eau survenues sur l'ensemble du réseau.

Au plan financier, le **chiffre d'affaires de la SODECI a baissé de 2%, se fixant à 96,48 milliards FCFA en 2019**, à cause essentiellement de la régression du poste « Travaux et services vendus » de 19,6%, malgré la progression des ventes d'eau de 9%.
Le résultat d'exploitation a suivi cette tendance en s'établissant à 3,5 milliards FCFA en 2019, soit un recul de 7,9%. Cependant, **le résultat net qui en découle est en hausse de 3% par rapport à l'exercice 2018 et se fixe à 2,95 milliards FCFA**, soutenu par l'amélioration du résultat HAO induit par les crédits d'impôt et reprises de provision.

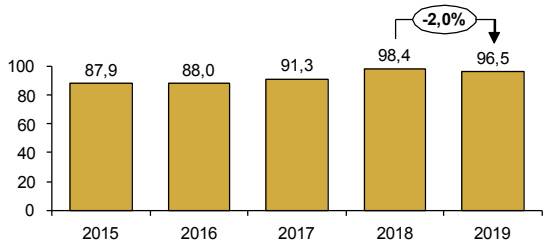
Les dividendes perçus par l'État enregistrent une hausse de 8,33%, passant à 85,56 millions FCFA en 2019.
Les impôts et taxes dus à l'État par la SODECI sont en régression de 3,45%, se fixant à 2,8 milliards FCFA (1,86 milliard FCFA d'impôts et taxes et 0,95 milliard FCFA d'impôts BIC).

Par ailleurs, la dette de l'État envers la SODECI, engendrée par l'écart de tarif, sur la période allant du 31 mars 2017 au 31 décembre 2019 est estimée à 38,47 milliards FCFA.
En termes de perspectives, la SODECI envisage de poursuivre la réhabilitation et l'entretien des pompes à motricité humaine, la mise en place du plan d'actions d'amélioration de la facturation et le programme pluriannuel de construction de 800 km de réseaux à Abidjan.

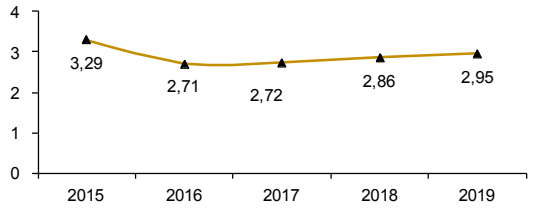
QUELQUES INDICATEURS D'ACTIVITÉS



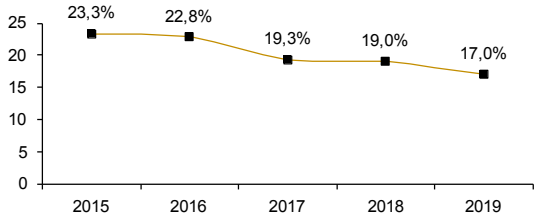
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*

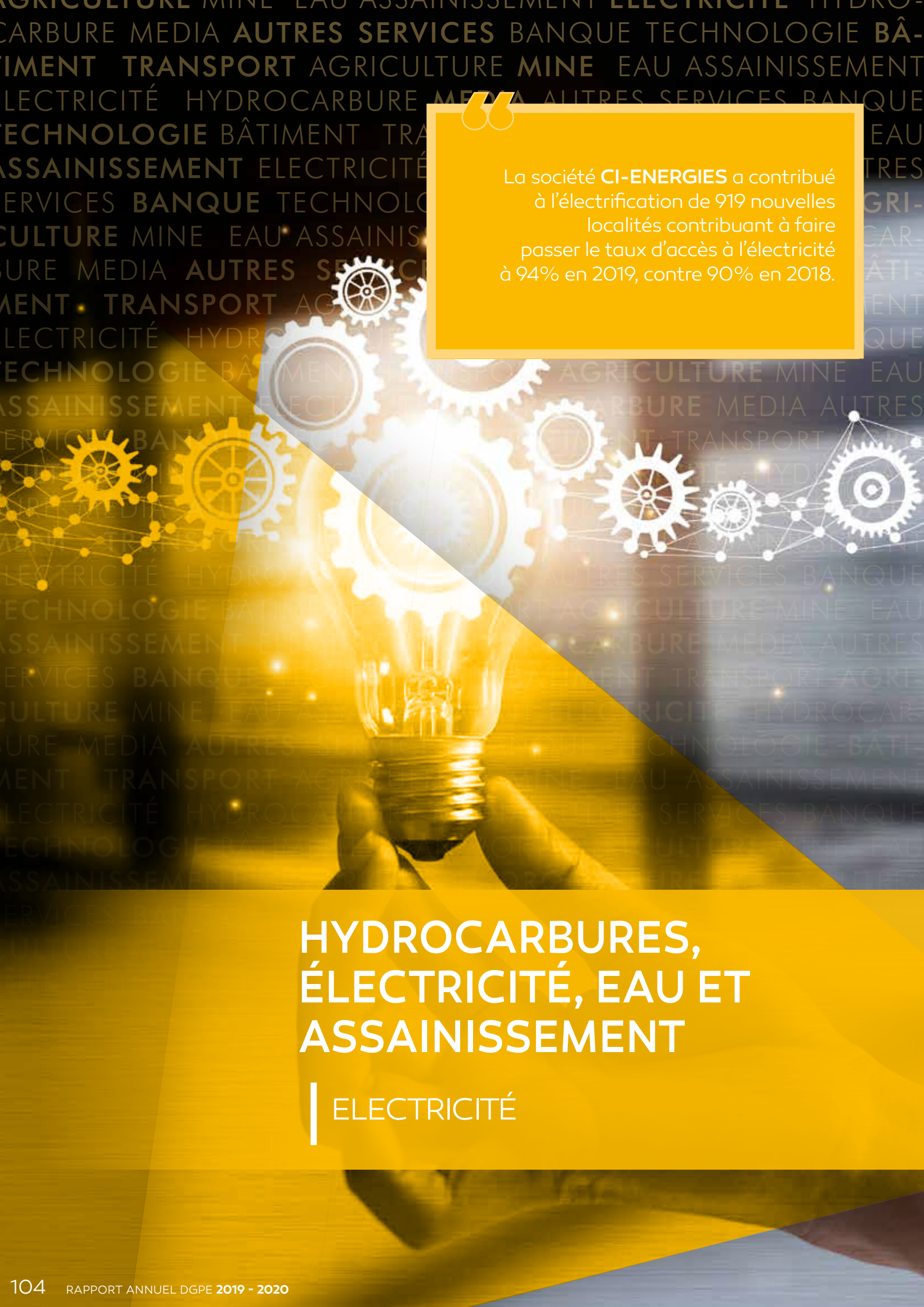


FAITS MARQUANTS

- Augmentation de 8,16% du nombre d'abonnés actifs;
- Hausse de 7,43% de la facturation annuelle en raison de l'augmentation de la production et de la hausse du nombre de clients ;
- Mise à niveau en cours des 21000 pompes à motricité humaine (PMH) dans le cadre du Programme Social du Gouvernement (PS-Gouv).

DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT



> La société **CI-ENERGIES** a contribué à l'électrification de 919 nouvelles localités contribuant à faire passer le taux d'accès à l'électricité à 94% en 2019, contre 90% en 2018.

HYDROCARBURES, ÉLECTRICITÉ, EAU ET ASSAINISSEMENT

ELECTRICITÉ

UNE HAUSSE DE 10,3% DU RÉSULTAT NET CUMULÉ DES ENTREPRISES DU SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ, SOUTENUE PAR UNE CROISSANCE DE LA CONSOMMATION NATIONALE D'ÉLECTRICITÉ DE 6%.

En 2019, la consommation nationale brute d'électricité a progressé de 6% pour se fixer à 9 433 GWh. Cette situation est favorisée par la poursuite de la mise en œuvre du Programme Electricité Pour Tous (PEPT), du programme d'électrification (PRONER) des localités de plus de 500 habitants et de la baisse du tarif social au profit des ménages défavorisés (922 284 ménages) dans le cadre du Programme Social du Gouvernement (PS-Gouv).
En effet, le nombre d'abonnés du PEPT a augmenté de près 100% par rapport à 2018 pour se fixer à 408 512. Aussi, le nombre total de clients s'est accru de 15,6% pour s'établir à 2 538 154. Quant au programme d'électrification des localités, il a permis de connecter 919 localités supplémentaires au réseau électrique en 2019, portant ainsi le nombre total de localités électrifiées à 5 859 sur un objectif de 6 206 en 2019, soit un taux de réalisation de 94,41%.
Pour satisfaire cette demande, l'offre d'énergie électrique s'est établie à 10 605 GWh, soit une hausse de 6% par rapport à 2018. Cette hausse est attribuable à la croissance de la production de source hydraulique de 18% et de la source thermique de 1%.

L'impact des investissements et des travaux réalisés en 2019 d'un montant estimé à 429 milliards FCFA s'est traduit par :

- une hausse du taux de couverture nationale, passant de 58% en 2018 à 68,8% en 2019, soit un gain de 10,8 points ;
- une amélioration du taux d'accès à l'électricité de 4,3 points, passant de 89,5% en 2018 à 93,8% en 2019 ;
- une baisse de 3h46mn du temps moyen de coupure global pour s'établir à 18h34mn 2019 (contre 22h20mn en 2018) ;
- un rendement global du réseau qui s'est établi à 83,08% en 2019 contre 80,31% en 2018, soit un gain de 2,77 points.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires cumulé des sociétés du portefeuille électricité, en l'occurrence CI-ENERGIES, CIE et CIPREL, s'est amélioré de 9,7%, pour s'établir à 790,29 milliards FCFA contre 720,24 milliards FCFA en 2018, grâce aux effets conjugués de la hausse des ventes nationales (+14,1%) et des ventes export d'énergie (+9%).

Le résultat net cumulé desdites entreprises s'est soldé par une hausse de 10,3%, passant de 35,06 milliards FCFA en 2018 à 38,7 milliards FCFA, soutenue par les hausses des résultats nets de la CIE (+33%) et de la CIPREL (+12%).

Quant aux dividendes distribués, les entreprises CIPREL et CIE qui opèrent dans le secteur marchand ont distribué des dividendes globaux d'un montant de 31,81 milliards FCFA en 2019 contre 40,55 milliards FCFA en 2018, soit une régression de 21,6% par rapport à 2018. Les dividendes perçus par l'État de Côte d'Ivoire se sont fixés à 4,7 milliards FCFA en 2019. Toutefois, il convient de noter que le niveau de dividende distribués en 2018, supérieur au résultat net cumulé, est essentiellement dû à la distribution d'une partie du report à nouveau des exercices précédents.

CIE

COMPAGNIE IVOIRIENNE D'ELECTRICITÉ

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 24 août 1990
Capital social 14 milliards FCFA
Capitaux propres 23,883 milliards (+41,15%)
Part de l'État 15%
CA 666,83 milliards FCFA (+13,6%)
Résultat Net 6,53 milliards FCFA (+32,56%)

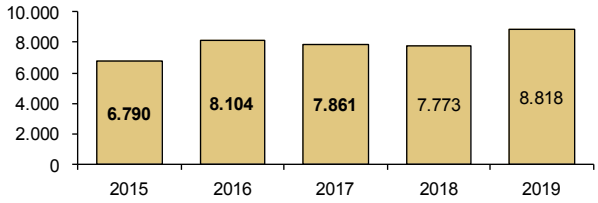
PCA Dominique KAKOU
DG Amadou BAKAYOKO
Adm MPEER TRAORE Amidou
Filiales et Participations GS2E (67%), AWALE (51,2%), SGA2E (17%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

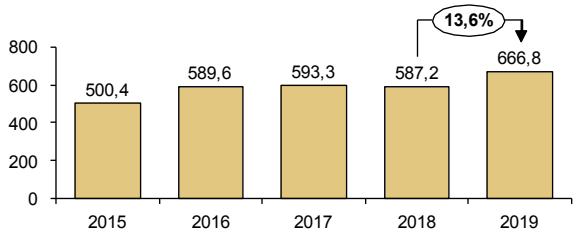
Sociétés	(%)
ERANOVE	54,02
ETAT DE COTE D'IVOIRE	15,00
FCP CIE	5,19
SIDIP	2,49
MAISON DES ACTIONNAIRES	1,08
FCP SODECI	1,08
DIVERS PORTEURS	21,14

La **Compagnie Ivoirienne d'Electricité (CIE)** est chargée de la production, du transport, de la distribution et de la commercialisation de l'énergie électrique sur l'ensemble du territoire ivoirien. **Le bilan technique fait ressortir une amélioration du rendement global du système électrique de 2,8 points**, s'établissant à 83,1% à fin 2019, grâce à l'intensification des travaux du réseau de transport électrique, au déploiement massif des compteurs intelligents et à l'intensification de l'optimisation du dispositif de répression de la fraude. S'agissant de l'accès à l'électricité, le nombre total de clients s'est accru de 15,6% pour s'établir à 2 538 154, grâce à l'intensification des branchements du PEPT (202 991 nouveaux branchements). Ainsi, **les ventes nationales d'énergies passent de 6 695 GWh en 2018 à 7 640 GWh**, grâce à l'effet combiné d'une forte consommation du secteur minier en 2019 et l'émission d'un avoir de -254,4 GWh sur l'exercice 2018, suite au rejet de certaines factures de l'Administration et de l'Eclairage public du District d'Abidjan sur la période 2012-2016. Les ventes Export connaissent également une amélioration de 9% se fixant à 1 178 GWh soutenue par l'augmentation des volumes d'énergie vendus au Mali. En contrepartie, en valeur, les ventes globales d'énergies ont enregistré une hausse de 14% en s'établissant à 611,6 milliards FCFA, induisant une **augmentation du chiffre d'affaires de 13,6 % pour se fixer à 666,83 milliards FCFA**. Les charges d'exploitation se sont établies à 677,06 milliards FCFA contre 606,68 milliards FCFA en 2018, imputable à l'augmentation des dotations aux amortissements (+15,5%) due à la mise en exploitation des investissements réalisés en 2017 et 2018. En conséquence, le résultat d'exploitation s'est établi à 10,33 milliards FCFA contre 6,98 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 48,20%. Quant au résultat financier, il s'est dégradé pour se fixer à -2,52 milliards FCFA contre -1,52 milliard FCFA en 2018. Le résultat des activités ordinaires qui en découle est bénéficiaire de 7,79 milliards FCFA contre 5,46 milliards FCFA en 2018. En définitive, **le résultat net de l'exercice 2019 s'est soldé par un bénéfice de 6,53 milliards FCFA** contre 4,29 milliards FCFA en 2018, induisant une hausse des dividendes bruts perçus par l'État de 32,5%, pour se fixer à 979,8 millions FCFA. La situation des impôts et taxes dus à l'État est ressortie à 47,58 milliards FCFA (dont 46,18 milliards FCFA d'impôts et taxes et 1,4 milliard FCFA d'impôts BIC) contre 32,72 milliards FCFA en 2018. La redevance d'exploitation du secteur, solde des produits d'exploitation sur les dépenses de catégories A et B (rémunération CIE et achats de combustibles et d'énergies) est ressorti excédentaire en s'établissant à 38,8 milliards FCFA contre 25 milliards FCFA en 2018.Les dettes financières de la CIE ont connu une progression de 5,13% pour se situer à 58,86 milliards FCA. **En termes de perspectives,** la CIE envisage de poursuivre sa politique de branchement et du PEPT en phase avec la politique du Gouvernement, le maintien de la progression de la consommation nationale brute et la poursuite de la poltique de la digitalisation.

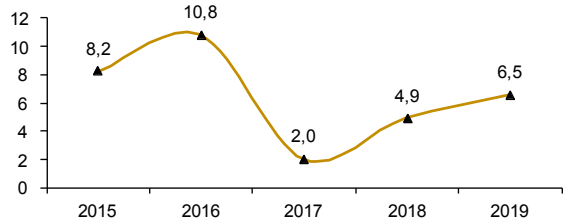
VENTE D'ÉNERGIE *(en GWh)*



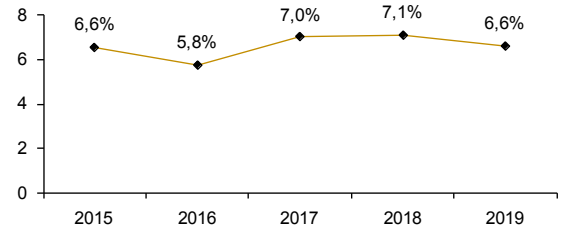
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Amélioration du délai moyen de dépannage (DMD) à 3h58mn à fin décembre 2019 contre 4h35mn à fin décembre 2018 ; l'objectif visé est de 3h ;
- Baisse notable (-14%) de la consommation spécifique de l'Eclairage Public (EP), liée d'une part, à l'application des nouvelles procédures de facturation des fraudes constatées sur les panneaux EP (i.e. : branchements directs) et d'autre part, à la fin du déploiement de la télégestion du parc EP en 2018 ;
- Délai moyen de branchement/ abonnement de 8 jours contre 12 jours en 2018 ;
- Raccordement de 202 991 nouveaux branchements au prépaiement dans le cadre du Programme Electricité Pour Tous (PEPT), qui porte le nombre de branchements PEPT à 766 043 abonnés au 31 décembre 2019.

CI- ENERGIES

CÔTE D'IVOIRE ENERGIES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

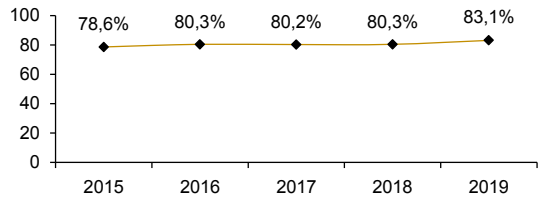
Date de création 21 décembre 2011
Capital social 20 milliards FCFA
Capitaux propres 1 720 milliards FCFA (+8 500%)
Part de l'État 100%
CA 57,4milliards FCFA (-16%)
Résultat Net 1,5 milliard FCFA (-0,44%) (+360%)
Subv d'expl. 60,7 milliards FCFA
Subv d'inv. 112,7 milliards FCFA
PCA CISSE Ibrahima
DG TRAORE Amidou
Adm MBPE DIOMANDE Massanfi
Adm MPEER CISSE Sabati
Filiales SOCIETE TRANCO-CLSG (25%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

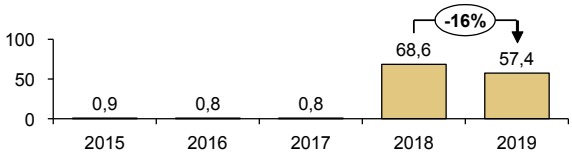
Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00

Côte d'Ivoire Energies (CI- ENERGIES) est une société d'État chargée du suivi de la gestion des mouvements d'énergie électrique, de la maîtrise d'œuvre des travaux pour le compte de l'État de Côte d'Ivoire, en tant qu'autorité concédante et du contrôle de l'équilibre financier du secteur de l'électricité.
En 2019, le rendement global du système électrique a augmenté de 2,79 points pour se situer à 83,10% en 2019, grâce aux travaux de renforcement du réseau de transport et la mise en service de la ligne Laboa-Ferké. En outre le Temps Moyen de Coupure (TMC) s'est réduit de 3h46 en 2019 contre 1h30 en 2018, pour se porter à 18h34. En ce qui concerne l'adéquation entre l'offre et la demande, la production totale brute et la consommation totale brute d'électricité ont progressé de 6% pour s'établir respectivement à 10 605 GWh et 9 433 GWh.
Le **taux d'accès s'est amélioré de 4 points pour s'établir à 93,8% en 2019**, suite à la mise sous tension de 919 localités supplémentaires et la réalisation de 203 018 branchements pour les ménages à faibles revenus dans le cadre du Programme Electricité Pour Tous (PEPT).
Au niveau de CI-ENERGIES, **le chiffre d'affaires enregistre une régression de 16% pour se fixer à 57,37 milliards FCFA**, en lien avec la baisse du KWh total produit au cours de l'exercice. La société a bénéficié d'une importante subvention d'exploitation (60,73 milliards FCFA contre 13,21 milliards FCFA en 2018). Les charges d'exploitation ont enregistré une hausse de 19% et se sont fixées à 166,10 milliards FCFA à fin 2019. Le résultat d'exploitation qui en découle s'est soldé par un excédent de 39,04 milliards FCFA contre 33,74 milliards FCFA en 2018.
En ce qui concerne le résultat financier, il est déficitaire de 37,564 milliards FCFA, en lien avec les frais financiers induits par les emprunts dont l'encours à fin 2019 se chiffre à 1 052,19 milliards FCFA.
Ainsi, **le résultat net qui se dégage est excédentaire de 1,471 milliard FCFA**.
Les investissements réalisés en 2019 s'élèvent à 429,363 milliards FCFA contre 265,939 en 2018, soit une hausse de 61%. La trésorerie nette s'est améliorée pour se hisser à 75,433 milliards FCFA contre 37,483 milliards FCFA en 2018.
Les impôts et taxes dus à l'État se chiffrent à 785 millions F CFA dont 35 millions FCFA d'impôts BIC. Les dettes financières se chiffrent à 1 057 milliards FCFA contre 590 milliards FCFA en 2018.
Au titre des perspectives d'investissements, le secteur envisage pour les années à venir de réaliser des travaux de constructions de centrales thermiques (extension AZITO IV et ATINKOU) pour une cacpité globale de 643 MW, la construction du poste source 225/90/33/15 kV de Gagnoa et le renforcement des réseaux de distribution dans 10 chefs-lieux de régions.

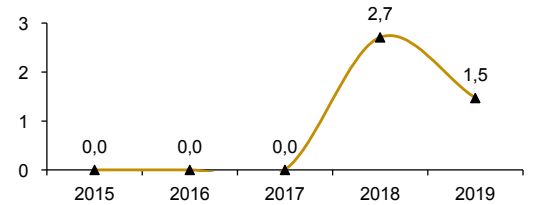
RENDEMENT GLOBAL DU RÉSEAU *(en %)*



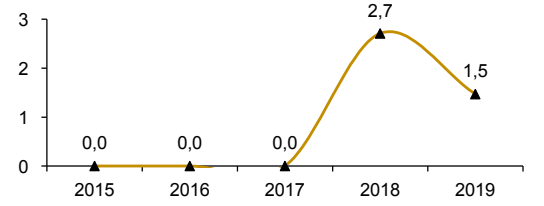
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*

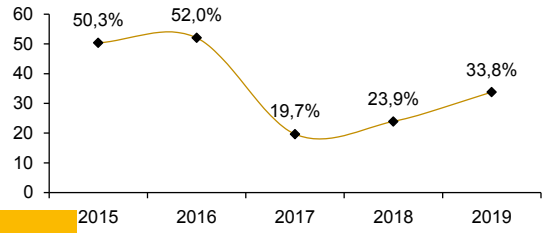


RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*





FAITS MARQUANTS

- Prise de l'arrêté interministériel n°002/MPEER/MEF/SEPMBPE du 2 Janvier 2019 portant modification des tarifs de l'électricité, conformément à la décision du Conseil des Ministres d'appliquer une réduction de 20% sur le tarif Domestique Social 5A ;
- Mise à disposition d'un montant de 95 milliards FCFA de la tranche FCFA dans l'opération de refinancement de la dette des concours bancaires et d'apurement des arriérés de paiement des factures des IPPs et des fournisseurs de gaz ;
- Mise à disposition d'un montant de 300 millions d'euros dans l'opération de refinancement de la dette des concours bancaires et d'apurement des arriérés de paiement des factures des IPPs et des fournisseurs de gaz.

CIPREL

COMPAGNIE IVOIRIENNE DE PRODUCTION D'ELECTRICITÉ

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 20 juillet 1994
Capital social 29,2 milliards FCFA
Capitaux propres 109,8 milliards FCFA (-4,31%)
Part de l'État 14,7%
CA 66,19 milliards FCFA (+2,63 %)
Résultat Net 30,7 milliards FCFA (+11,89%)
PCA N'GUESSAN Kouassi
DG Mme DIALLO Kadidjatou
Adm MPEER CISSE Sabati

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ERANOVE	83,30
ETAT DE COTE D'IVOIRE	14,70
BOAD	2,00

La **Compagnie Ivoirienne de Production d'Electricité (CIPREL)** a pour objet la production d'électricité d'origine thermique à partir du gaz naturel essentiellement, avec une puissance installée de 543 MW.

En 2019, **la CIPREL a livré au réseau électrique 3 196 GWh contre 2 939 GWhs en 2018. Cette quantité d'énergie est en dessous de l'engagement contractuel de production (Take or Pay ou TOP) qui est fixé à 3 810 GWhs**. Cependant, l'énergie disponible de l'exercice a été de 4 181 GWhs, se situant à 10% au-dessus du TOP. La disponibilité moyenne des machines s'est fixée à 88,4% en 2019 contre 87% en 2018.

Ainsi, le **chiffre d'affaires de la société s'est établi à 66,09 milliards FCFA contre 64,36 milliards FCFA en 2018**. Quant aux produits d'exploitation, ils enregistrent une baisse de 26,64%, pour se fixer à 69,15 milliards FCFA. Cette baisse s'explique par l'absence des reprises d'amortissement observées sur les comptes de 2018, dues à la première application des dispositions de la nouvelle norme comptable (SYSCOHADA révisé).

La hausse des charges d'exploitation de 19,36%, conjuguée à la baisse des produits d'exploitation a induit une baisse du résultat d'exploitation qui s'est établi à 39,25 milliards FCFA contre 69,21 milliards FCFA en 2018.

Grâce à un résultat financier en hausse de 17,78% et un résultat HAO excédentaire (contre un résultat déficitaire de 31,35 milliards FCFA en 2018), **le résultat net qui en découle, est en hausse de 11,89% et s'établit à 30,68 milliards FCFA en 2019**. Ainsi, le report à nouveau créditeur de 44,07 milliards FCFA porte le bénéfice disponible à 74,75 milliards FCFA.

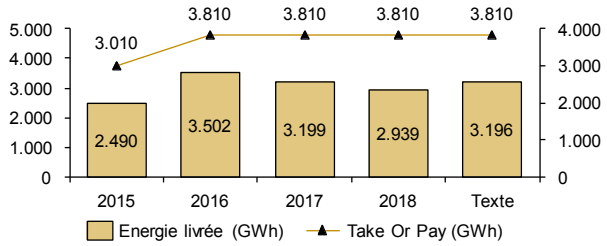
Grâce à ce niveau de bénéfice, la CIPREL a distribué des dividendes d'un montant global de 25,28 milliards FCFA contre 30 milliards FCFA en 2018. L'État devrait percevoir 3,72 milliards FCFA contre 5,24 milliards FCFA en 2018. Cette baisse s'explique par la prudence à observer dans la distribution des dividendes aux actionnaires, qui devrait respecter des ratios prudentiels fixés par les bailleurs de la Phase IV de CIPREL.

Par ailleurs, les impôts dus par la société à l'État sont passés de 1,91 milliard FCFA à 1,47 milliard FCFA (1,44 milliard FCFA d'impôts et taxes et 35 millions FCFA d'impôts BIC) en 2019.

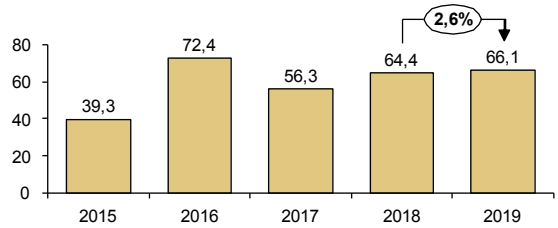
Les dettes financières de la société s'établissent à 135,9 milliards FCFA, en baisse de 9,7% par rapport à la situation de 2018.

En termes de perspectives, la CIPREL envisage poursuivre sa politique de maintenance de ses équipements afin d'améliorer son niveau de perfrmance.

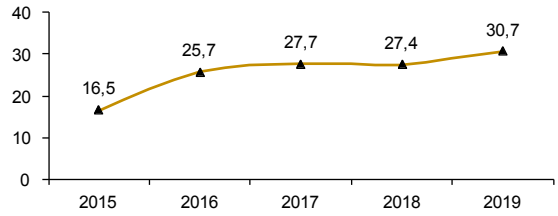
DONNÉES TECHNIQUES



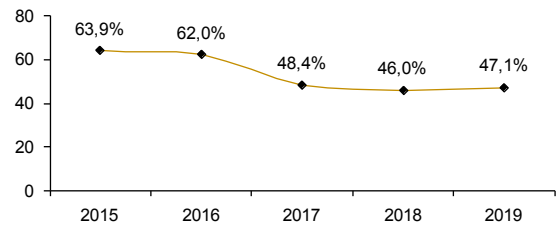
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*

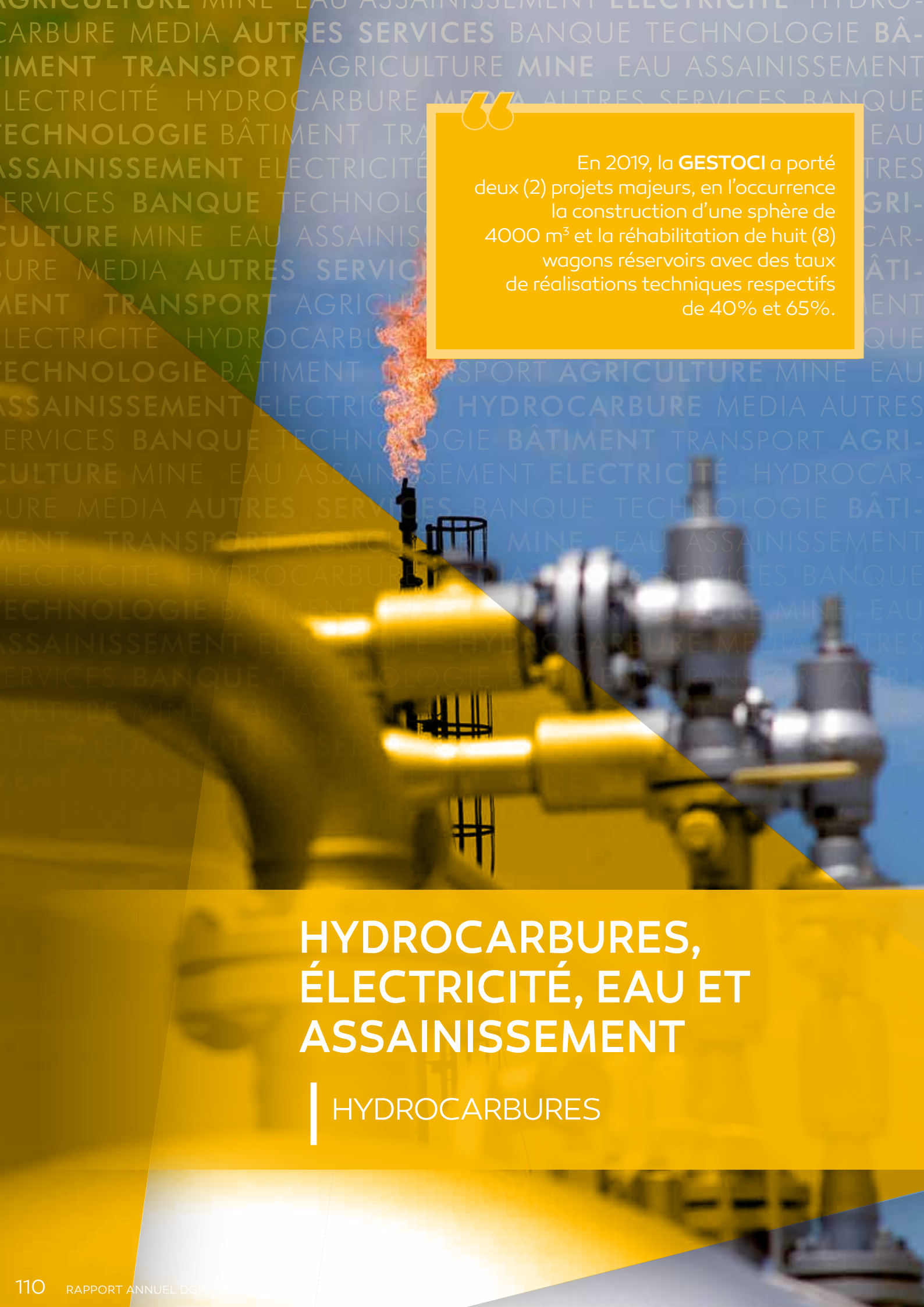


FAITS MARQUANTS

- Réalisation de deux grosses révisions respectivement sur les TAG 7 et TAG 10 et une inspection mineure sur la TAV ;
- Dans le cadre de sa politique de responsabilité sociétale, la CIPREL a offert 2 700 kits scolaires aux élèves des écoles primaires publiques et maternelles des quartiers de Vridi Canal et Vridi 3, le mercredi 03 octobre 2019 ;
- Le Conseil d'Administration de la BAD a accordé, le mercredi 5 juin 2019, deux prêts d'une valeur totale de 150 millions € dont 100 millions € pour la construction de la centrale thermique « Atinkou » (CIPREL V).

DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT



> En 2019, la **GESTOCI** a porté deux (2) projets majeurs, en l'occurrence la construction d'une sphère de 4000 m³ et la réhabilitation de huit (8) wagons réservoirs avec des taux de réalisations techniques respectifs de 40% et 65%.

HYDROCARBURES, ÉLECTRICITÉ, EAU ET ASSAINISSEMENT

HYDROCARBURES

LA CROISSANCE DE LA CONSOMMATION NATIONALE DE PRODUITS PÉTROLIERS (+5%) A INDUIT UNE HAUSSE DES RECETTES DES ENTREPRISES DU PORTEFEUILLE HYDROCARBURES (+5%), CONTRIBUANT AINSI À AMÉLIORER LES REVENUS DE L'ÉTAT LIÉS AU SECTEUR.

Au niveau international, le marché pétrolier en 2019 a été marqué par un contexte économique mitigé avec des cours fluctuant dans la fourchette 60 - 70 USD/Bbl, contre 71,82 USD/Bbl en moyenne sur l'exercice précédent.
En dépit de cette baisse des cours, le secteur des hydrocarbures en Côte d'Ivoire a connu une hausse de la production de pétrole brut et des volumes de vente de gaz naturel. En effet, la production nationale de pétrole brut est passée de 11,79 millions de barils en 2018 à 13,19 millions de barils en 2019, soit une hausse de 11,87%. Quant à celle du gaz naturel, les volumes de ventes se sont accrus de 6,84%, passant de 69,09 millions de MMBTU en 2018 à 73,79 millions de MMBTU.

Par ailleurs, la quantité de gaz butane importée enregistre une croissance de 26%, passant de 299 000 TM en 2018 à 377 000 TM en 2019.

En outre, la consommation nationale de produits pétroliers s'est établie à 2 204 KT, en hausse de 5% comparativement à celle de 2018 qui s'était fixée à 2 101 KT[1].

Les bonnes performances sus indiquées ont eu pour effet une légère amélioration de la contribution du secteur hydrocarbures au PIB national, qui est ressorti à 7,5% contre 7,4% en 2018.
De façon spécifique, le portefeuille hydrocarbures affiche un chiffre d'affaires global en hausse de 3,7%, passant de 1 932 milliards FCFA en 2018 à 2 004 milliards FCFA en 2019. Toutefois, le résultat net du portefeuille a enregistré un recul de 38,9%, passant de 42,9 milliards FCFA en 2018 à 26,3 milliards FCFA en 2019. Cette contreperformance au niveau du résultat net est imputable, d'une part, à la SIR dont les charges financières de remboursement de l'emprunt lié à sa restructuration ont fortement dégradé le résultat net (14,7 milliards FCFA en 2019 contre 23,3 milliards FCFA en 2018), et dans une moindre mesure, à la contreperformance de la PETROCI dont le résultat net a replié de 59% par rapport à 2018 en s'établissant à 5,4 milliards FCFA en 2019.

Les sociétés de distribution (VIVO ENERGY et SIFAL) ont, quant à elles, dégagé une croissance de 2,4% au niveau de leur résultat net cumulé, estimé à 5,6 milliards FCFA. En revanche la GESTOCI, dont l'activité principale est le stockage de produits pétroliers a dégagé un résultat net bénéficiaire de 517 millions FCFA, en baisse de 54% par rapport à l'exercice 2018, en lien avec la dégradation du résultat HAO.

Enfin, l'activité des entreprises publiques évoluant dans le secteur hydrocarbures a généré des impôts et taxes payables à l'État au titre de l'exercice 2019 en hausse de 20% par rapport à l'exercice 2018, estimés à 44,7 milliards FCFA dont 34,9 milliards FCFA d'impôts BIC.

Au niveau du TOFE, les revenus de pétrole et gaz de l'État sont ressortis à 143,7 milliards FCFA, en hausse de 15% par rapport à 2018.

[1] Source : Rapport d'activité SIR 2019

GESTOCI

SOCIÉTÉ DE GESTION DES STOCKS PÉTROLIERS DE CÔTE D'IVOIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

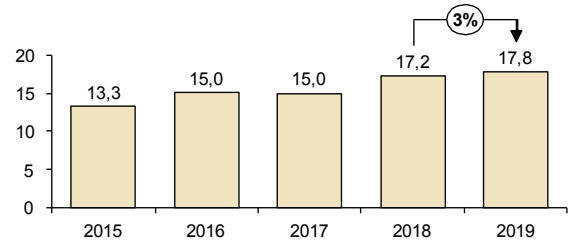
Date de création 14 septembre 1983
Capital social 240 millions FCFA
Capitaux propres 31 993 millions FCFA (+12%)
Part de l'État (PETROCI) 12,5%
CA 17 794 millions FCFA (+3%)
Résultat Net 516,8 millions FCFA (-54%)
Subv. d'expl. 656 millions FCFA
Subv. d'invest. 2 836 millions FCFA (+27%)
PCA TAI Glahou Jean
DG DOUMBIA Ibrahima
Adm MBPE SEA Hilaire
Adm MPEER NIAMIEN Kouassi Ambroise

RÉPARTITION DU CAPITAL

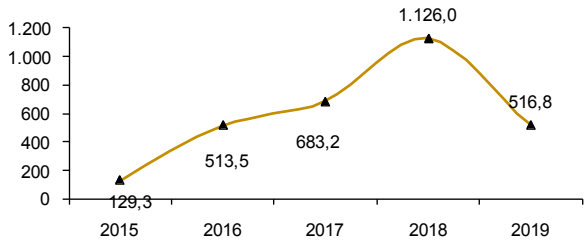
Sociétés	(%)
TOTAL CI	37,50
VIVO ENERGY	25,00
PETROCI	12,50
LIBYA OIL CI	12,50
CORLAY CI	12,50

La **Société de Gestion des Stocks Pétroliers de Côte d'Ivoire (GESTOCI)** est une société à participation financière publique minoritaire, ayant pour mission la gestion des dépôts, des stocks pétroliers de sécurité et des moyens de transports massifs de produits pétroliers entre ces dépôts.
En 2019, l'entreprise a réalisé de bonnes performances opérationnelles sur ses deux principaux segments d'activités, à savoir les enlèvements et les réceptions des produits pétroliers.
En effet, au niveau des enlèvements, les produits blancs (super, gasoil, pétrole, jet A1) affichent une hausse de 6%, passant de 1 922 899 m³ en 2018 à 2 039 175 m³ en 2019 et les produits au poids (DDO, fuel, butane, bitume) quant à eux, sont en hausse de 32%, passant de 89 888 TM en 2018 à 118 781 TM en 2019. Au niveau des réceptions, les produits blancs ont augmenté de 18%, passant de 2 555 604 m³ en 2018 à 3 007 130 m³ en 2019 et les produits au poids enregistrent une hausse de 6%, passant de 97 662 TM en 2018 à 103 598 TM en 2019.
Au niveau commercial, le chiffre d'affaires a connu une hausse de 3%, pour s'établir à 17 794 millions FCFA, soutenue par la hausse des activités sur les marchés « local », « Burkina Faso », « Mali » et « Mer-Mer ».
Les produits d'exploitation sont passés de 22 213 millions FCFA en 2018 à 23 573 millions FCFA, grâce notamment aux produits accessoires et à la redevance d'exploitation qui ont progressé respectivement de 88% et 29%. Dans le même temps les charges d'exploitation enregistrent une hausse maitrisée (+3%), pour se situer à 20 630 millions FCFA, induisant une hausse de 34% du résultat d'exploitation qui se fixe à 2 942 millions FCFA.
Cependant le résultat financier s'est dégradé, passant de -366 millions FCFA en 2018 à -596 millions FCFA en 2019, en raison de la hausse des frais financiers de 69% liés aux emprunts en cours. En outre, la GESTOCI enregistre un résultat HAO en dégradation, consécutif notamment à la perte d'exploitation estimée à 3 143 millions FCFA.
En définitive, **le résultat net est bénéficiaire de 517 millions FCFA**, soit une baisse de 54% par rapport à 2018.
Par ailleurs, les impôts et taxes payables à l'État se chiffrent à 2 741 millions FCFA en 2019 dont 257 millions d'impôts BIC, contre 2 162 millions FCFA en 2018.
En termes de perspectives, la GESTOCI envisage la finalisation de deux (2) projets majeurs en l'occurrence la construction d'une sphère de 4 000 m³ et la réhabilitation de huit (8) wagons réservoirs dont les taux de réalisations techniques respectifs se situent à 40% et 65% à fin 2019. La GESTOCI entend poursuivre ces projets tout en mettant un accent sur la maitrise de l'endettement financier, évalué à 9,4 milliards FCFA au 31 décembre 2019, en hausse de 16% par rapport à 2018.

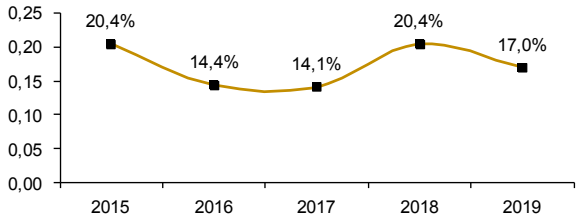
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Transfert des enlèvements de Super et Gasoil des clients maliens à Yamoussoukro en avril 2019 ;
- Fixation du prix du transfert par pipeline des produits pétroliers à 7,45 F/L depuis le 10 avril 2019 au lieu de 11F/L induisant la suppression de la quote-part ;
- La GESTOCI a fait l'objet d'un redressement fiscal pour un montant de 520 millions FCFA.

PETROCI

SOCIETE NATIONALE D'OPERATIONS PETROLIERES DE CÔTE D'IVOIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Etats financiers provisoires

Date de création 21 octobre 1975
Capital social 20 milliards FCFA
Capitaux propres 363 milliards FCFA (-2,7%)
Part de l'État 100%
CA 273,7 milliards FCFA (+6%)
Résultat Net 5,4 milliards FCFA (-58,7%)
PCA GNAGNI Daniel
DG DIABY Ibrahima
Adm MBPE DOSSO Adama
Adm MPEER KOFFI N'Dri
Filiales PETROCI-USA (100%), PETRO-CI-CI-11 (100%), LION GPL (100%), PETRO SANTE (100%), SIAP (50%), SIR (45,74%), PETRO SOUTES (35%), SIFAL (32,14%), SPMCI (25%), GESTOCI (12,5%), VIVO ENERGY (5,5%), VITIB (3%), TOTAL CI (0,9%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100

La **Société Nationale d'Opérations Pétrolières de la Côte d'Ivoire**, en abrégé PETROCI, est une société d'État créée le 21 octobre 1975. Elle a pour mission la recherche et l'exploitation des gisements d'hydrocarbures ainsi que la prise de toutes mesures propres à assurer la continuité des approvisionnements de la Côte d'Ivoire en hydrocarbures et produits dérivés.

Au titre de l'exercice 2019, les activités de la société se sont déroulées dans un contexte économique international mitigé, marqué par une fluctuation du cours du pétrole brut qui a évolué en dents de scie entre 60 et 70 USD/Bbl.

Toutefois, les ventes de pétrole brut et de gaz naturel de la PETROCI ont progressé respectivement de 12% et de 6,8% par rapport à 2018, en raison d'une part, de l'effectivité des phases de développement des champs Espoir et Baobab et, d'autre part, de l'augmentation de la demande du secteur de l'électricité.

Les autres activités majeures, notamment le trading de gaz butane et l'activité de passage de produits pétroliers (Pipeline Abidjan-Yamoussoukro) ont, connu une intensification avec des revenus en hausse respectivement de 24% et 19%, expliqués par un accroissement de la consommation nationale de gaz butane et aussi le fait qu'en 2019, l'importation de butane s'est effectuée exclusivement par PETROCI comparativement à l'exercice 2018 durant lequel une partie de l'importation a été opérée par la SIR.

En somme, **les activités de l'entreprise ont généré un chiffre d'affaires global de 273,7 milliards FCFA**, contre 258,3 milliards FCFA en 2018. Les charges d'exploitation ont connu une baisse de 3,6%, pour s'établir à 244,2 milliards FCF, expliquée principalement par la baisse de 42% du poste « Amortissements et provisions » qui s'établit à 38,86 milliards FCFA induite par le repli des investissements pétroliers. Le résultat d'exploitation qui en découle s'établit à 44 milliards FCFA, en hausse de 94% par rapport à l'exercice 2018.

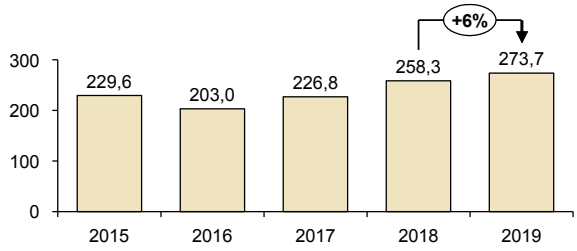
Le résultat financier est passé de -3,8 milliards FCFA en 2018 à -11,4 milliards FCFA. En outre, le résultat hors activités ordinaires (HAO) a connu une baisse de 73,5%, pour se situer à 4,88 milliards FCFA. En définitive, **la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 5 milliards FCFA**, contre 13 milliards FCFA en 2018, soit une baisse de 58,7%.

Par ailleurs, les impôts et taxes payables à l'État au titre de l'exercice 2019 se chiffrent à 34,4 milliards FCFA dont 32,2 milliards FCFA d'impôts BIC, contre 24,4 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 32%.

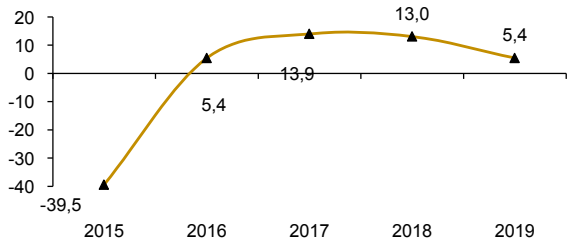
Enfin, le stock d'arriéré de la dette contractée auprès de Worldwide Energy se chiffre à 16,5 milliards FCFA au 31 décembre 2019 et devrait faire l'objet d'apurement en 2020.

Pour l'exercice 2020, les volumes de pétrole et gaz devraient connaitre une hausse du fait de la poursuite des phases de développement entamées notamment sur les champs Baobab et Espoir.

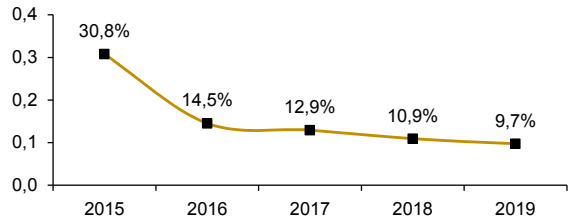
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Mds FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Réduction par rapport à 2018, des investissements en Exploration/Développement en raison de l'atonie du marché ;
- De nouveaux puits forés pendant la phase 4 de développement du champ Baobab (CI-40) et de la préparation du champ Espoir (CI-26) ;
- Forte perturbation des activités du Grand Appontement PETROCI (GAP) suite à la forte montée de la houle dans le canal de Vridi, entrainant des charges d'exploitation supplémentaires.

SIFAL

SOCIÉTÉ IVOIRIENNE DE FABRICATION DE LUBRIFIANTS

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1966
Capital social 560 millions FCFA
Capitaux propres 2 220 millions FCFA (+2,6%)
Part de l'État (PETROCI) 32%
CA 23 137 millions FCFA (+25,7%)
Résultat Net 156 millions FCFA (+56%)
PCA TOUNGARA Mamadou Latif
DG CHAABOUNI Mohammed
Adm PETROCI TOUNGARA Mamadou, FOFANA Bakary et NEMIN Patrice

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
TOTAL CI	35,00
SHELL & VIVO L.	33,00
PETROCI	32,00

La **Société Ivoirienne de Fabrication de Lubrifiants (SIFAL)** a pour mission principale l'exploitation d'une usine de fabrication de lubrifiants ainsi que toutes autres activités connexes pouvant être exercées à partir de ses équipements, de son savoir-faire ou de son fonds de commerce.

En 2019, **sur le plan international,** le marché des lubrifiants a connu une baisse de 40% du cours des huiles de base qui est passé d'environ 1 000 USD/tonne au début du premier semestre à près de 600 USD/tonne en fin d'exercice.

Sur le marché national, les ventes de lubrifiants ont progressé de 7%. Au niveau de la SIFAL, les ventes ont enregistré une hausse de 22%, pour s'établir à 20 206 TM contre 16 623 TM en 2018, soutenues par les effets conjugués des augmentations des ventes locales (+20%) et des ventes exports (+27%).

Il en résulte **un chiffre d'affaires en hausse de 26%**, pour se fixer à 23 137 millions FCFA en 2019. Le marché local affiche une contribution de 74% dans la formation du chiffre d'affaires généré.

L'activité d'exploitation s'est soldée, en 2019, par un résultat excédentaire de 563 millions FCFA, en hausse de 77% comparativement à l'exercice précédent, imputable principalement à la croissance des volumes et à la bonne maîtrise des charges d'exploitation.

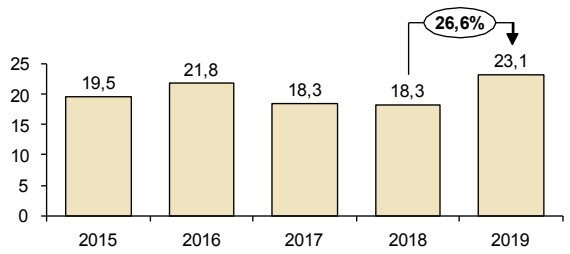
Quant aux activités financières de l'entreprise, elles se sont soldées par un résultat déficitaire de 333 millions FCFA au 31 décembre 2019 contre un déficit de 205 millions FCFA en 2018, en raison de l'augmentation des frais financiers de 32% du fait de sa politique de recours aux crédits à court terme.

En définitive, l'exercice s'est soldé par un **résultat net bénéficiaire de 156 millions FCFA**, soit une hausse de 56% par rapport à l'exercice 2018.

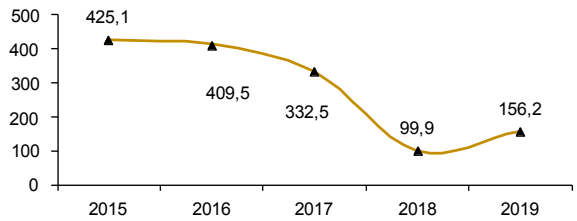
La trésorerie nette est, quant à elle, négative et s'établit à - 4 240 millions FCFA à la clôture de l'exercice 2019 contre – 6 027 millions FCFA à l'ouverture de l'exercice 2019.

Par ailleurs, les impôts et taxes payables à l'État au titre de l'exercice 2019 se chiffrent à 168,3 millions FCFA dont 73,7 millions FCFA d'impôts BIC, contre 96 millions FCFA en 2018.

CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



FAITS MARQUANTS

- Croissance de la vente de lubrifiants sur le marché export de +30% et de +7% au niveau national ;
- Perte nette de change de 43 millions FCFA, suite à l'apurement des dettes fournisseurs libellées en dollar US.

SIR

SOCIÉTÉ IVOIRIENNE DE RAFFINAGE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 03 octobre 1962
Capital social 39 milliards FCFA
Capitaux propres -73,015 milliards FCFA (+17%)
Part de l'État 47,28%
CA 1 355 milliards FCFA (+5%)
Résultat Net 14,73 milliards FCFA (-37%)

PCA BAKAYOKO Soumaïla
DG CAMARA Thomas
Adm MBPE OUATTARA Issa
Adm MPEER AKA Jean Baptiste et DADIE Cyrille
Filiales et Participations SMB (72,52%), VITIB (10%), SIAP (15%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
PETROCI HOLDING	45,74
SONANGOL	20,00
TOTAL CI	15,35
SAHARA ENERGY	6,98
SONABHY	5,39
TOTAL OUTRE MER	5,00
ETAT DE COTE D'IVOIRE	1,54

La **Société Ivoirienne de Raffinage (SIR)** a pour mission le raffinage du pétrole brut et l'approvisionnement en produits pétroliers de la Côte d'Ivoire et de certains pays de la sous-région. Sa capacité de traitement actuelle est de 3 800 KT/an.

L'environnement économique international du raffinage a été marqué en 2019 d'une part, par un léger repli de la marge brute de raffinage par rapport à 2018, pour s'établir à 4,8 $/bbl contre 5$/bbl et, d'autre part, par la hausse du cours du dollar de 5% qui s'est fixé en moyenne à 586 FCFA.

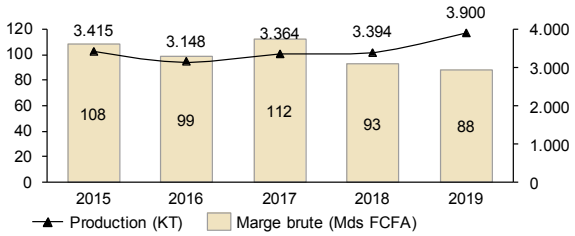
Au niveau opérationnel, les indicateurs techniques ont enregistré une amélioration, avec notamment le taux d'utilisation des unités de 66,9%, le taux de disponibilité de 85,3% et le taux de fiabilité de 93,2%, contre respectivement 39%, 61,4% et 77,6% en 2018. Ainsi la production qui en résulte affiche une croissance passant de 3 394 KT en 2018 à 3 900 KT.

Au niveau commercial, l'entreprise a enregistré de bonnes performances, avec un accroissement des volumes sur l'ensemble de ses marchés. En effet, sur les marchés Côte d'Ivoire, Export terre et Export mer, les taux de croissance au niveau des volumes vendus, sont respectivement de 5%, 11% et 45%. Toutefois, au niveau financier, **la marge brute comptable s'est dégradée de 6%,** se fixant à 87,59 milliards FCFA du fait de l'affectation de 75% du soutien de l'État au remboursement des échéances du prêt AFC d'un montant de 372,66 milliards FCFA contracté en décembre 2018.

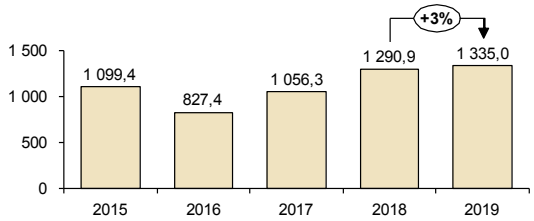
En somme, la SIR enregistre une progression de son chiffre d'affaires de 5%, pour s'établir à 1 355 milliards FCFA en 2019. Cette hausse est portée par l'accroissement des ventes en valeur sur les segments Export terre (+7%) et Export mer (+41%), compensant le repli de 4% enregistré sur le marché national, induit par l'effet prix.

Toutefois, l'entreprise enregistre une baisse de son résultat d'exploitation de 73% par rapport à 2018, passant de 36,3 milliards FCFA en 2018 à 9,8 milliards FCFA en 2019 du fait notamment du repli de la marge brute comptable et de la hausse des « Autres charges » de 62%, imputable aux provisions pour risques et dépréciations. Au niveau des activités financières, **le déficit s'est accru de 78%**, passant de 12,9 milliards FCFA en 2018 à 23,1 milliards FCFA en 2019 avec la comptabilisation des charges liées au remboursement de l'emprunt AFC. **En définitive, la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 14,7 milliards FCFA en 2019**, contre 23,3 milliards FCFA en 2018. Par ailleurs, les **impôts et taxes** générés par la SIR au titre de l'exercice 2019 s'élèvent à 4,82 milliards FCFA, dont 35 millions FCFA d'impôts BIC. Quant à l'emprunt AFC, il affiche un solde de 359,6 milliards FCFA à fin 2019 après un remboursement de 34,9 milliards FCFA au cours dudit exercice.

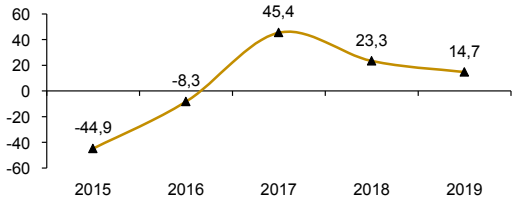
MARGE BRUTE DE RAFFINAGE ET PRODUCTION



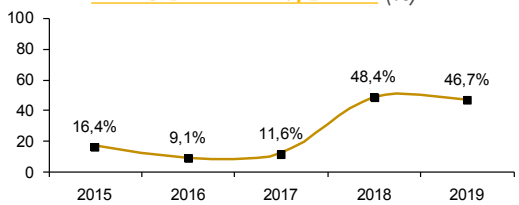
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Hausse du cours du dollar de 5% ;
- Redémarrage réussi du complexe DHC en mars 2019 après 26 mois d'arrêt ;
- Fin de la restructuration financière, avec l'affectation de 75% du soutien État au remboursement de l'emprunt AFC (Africa Finance Corporation).

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Etats financiers provisoires

Date de création 2012 (date de rachat de Shell-CI par VIVO)
Capital social 3,2 milliards FCFA
Capitaux propres 27,81 milliards FCFA (+4%)
Part de l'État (PETROCI) 5%
CA 354 milliards FCFA (+2%)
Résultat Net 5,46 milliards FCFA (+1%)
Dividendes bruts 4,5 milliards FCFA (+50%)
PCA LE GOFF Bernard
DG CHAABOUNI Mohamed
Adm MPEER DIAKITE Mariam Coulibaly
Adm PETROCI DOSSO Inza

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
VIVO ENERGY CI	66,67
BRVM (PETITS PORTEURS)	28,33
PETROCI HOLDING	5,00

VIVO ENERGY Côte d'Ivoire (VECI), titulaire de la franchise SHELL depuis 2012, commercialise les carburants et lubrifiants sous la marque Shell sur le territoire national.

En 2019, l'activité de commercialisation et de distribution de produits pétroliers s'est déroulée dans un environnement économique national favorable, caractérisé par un taux de croissance, en volume, des ventes de produits pétroliers de 3%.
Au niveau de VECI, les ventes ont enregistré une croissance de 1%, passant de 661 600 M3/TM à 669 300 M3/TM.

Ainsi, **le chiffre d'affaires de la société a connu une progression de 2% pour s'établir à 354,25 milliards FCFA**, sous l'effet conjugué de l'augmentation des volumes de ventes de 1% et du développement des activités de diversifications.

Le résultat d'exploitation est ressorti bénéficiaire de 8,09 milliards FCFA, contre 8,04 milliards FCFA l'exercice précédent.

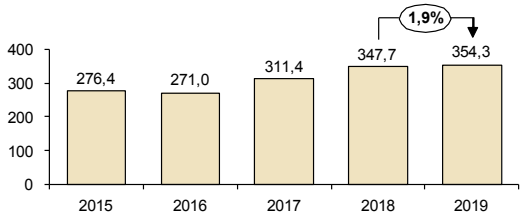
Quant au résultat financier, il s'est soldé par un déficit de 575 millions FCFA contre un déficit de 499 millions FCFA en 2018. Cette dégradation résulte essentiellement de la hausse de 34% des charges financières comparativement à l'exercice 2018 du fait de l'augmentation de la dette bancaire.

En définitive, **la société a dégagé un résultat net excédentaire de 5,46 milliards FCFA**, en hausse de 1%.

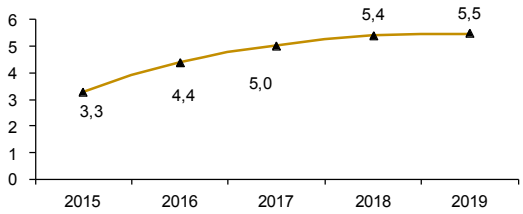
Au titre des dividendes brutes, l'entreprise a affecté en 2019, tout comme en 2018, un montant de 4,5 milliards FCFA.

Le ratio dette financière / total bilan est resté constant à 13% en 2019. Cette dette financière, d'une valeur de 12,57 milliards en 2019 est constituée d'emprunts pour un montant de 2,07 milliards et autres fonds de long terme pour une valeur de 10,5 milliards FCFA.

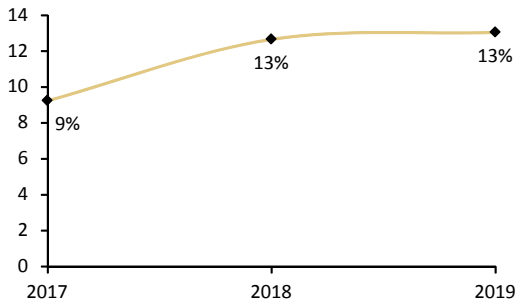
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Création de 8 nouveaux sites de stations-services ;
- Baisse du titre de Vivo Energy Côte d'Ivoire de 15%, clôturant à 800 FCFA au 31 décembre 2019, contre 945 FCFA au 31 décembre 2018.

DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

> En 2019, la **RTI** a procédé à la finalisation des travaux de mise en place de la chaîne RTI 3 (3ème TV du groupe RTI) ainsi qu'au renforcement de la gestion de ses compétences pour l'amélioration de la productivité du personnel.

MÉDIA ET AUTRES SERVICES

MÉDIA

LE PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT EST REPRÉSENTÉ DANS CE SECTEUR PAR QUATRE (4) SOCIÉTÉS, DONT TROIS (3) SOCIÉTÉS D'ÉTAT (RTI, IDT ET LA SNPECI) ET UNE (1) SOCIÉTÉ À PARTICIPATION FINANCIÈRE PUBLIQUE MAJORITAIRE (EDIPRESSE).

Au 31 décembre 2019, l'on dénombre deux cent un (201) radios autorisées dont une (1) institutionnelle, émettant en modulation de fréquence (FM). La presse écrite, quant à elle, recense 75 titres édités par 66 entreprises de presse qui se composent de 22 quotidiens, 29 hebdomadaires, 3 bihebdomadaires, 19 mensuels, 1 bimensuel et plusieurs agences de presse dont les principales sont l'Agence Ivoirienne de Presse (AIP) et Alertes Info. Ils sont régulés par l'Autorité Nationale de Presse (ANP). Au niveau de l'audiovisuel, la matérialisation du processus de migration vers la Télévision Numérique Terrestre (TNT), se poursuit. Le paysage télévisuel comprend quatre (4) télévisions de service public (RTI 1, RTI 2, RTI 3 et RTI BOUAKE) et six (6) réseaux de distribution de services de radiodiffusion sonore et de télévision par satellite et/ou par câble (CANAL+, STARTIMES, AKWABA TELE SA, TV-COM CI, TNT SAT AFRICA, SAT IVOIRE) et quatre (4) télévisions commerciales sur le réseau TNT (LIFE TV, SORANO CI, OPTIMUM MEDIA CI et SACI).

Le portefeuille de l'État est représenté dans ce secteur par quatre (4) sociétés, dont trois (3) sociétés d'État (RTI, IDT et la SNPECI) et une (1) société à participation financière publique majoritaire (EDIPRESSE).

En 2019, les activités commerciales du secteur ont baissé (-2,8%), avec un chiffre d'affaires cumulé de 18,57 milliards FCFA contre 19,10 milliards FCFA en 2018. Quant au résultat net d'ensemble, il est déficitaire de 907 millions FCFA contre un montant bénéficiaire de 924 millions FCFA en 2018.
Cette tendance baissière de l'activité du secteur et de son résultat est princiapelement imputable aux résultats mitigés de la RTI et d'EDIPRESSE.

En ce qui concerne la RTI, les réformes intervenues au sein de l'espace audiovisuel ont abouti à une baisse de son chiffre d'affaires de 25,21%. De plus, le résultat net de la société s'est fortement dégradé par rapport à l'exercice 2018, qui présentait un résultat exceptionnel suite à la compensation des dettes et créances réciproques avec l'État (de 3,3 milliards FCFA en 2018, le résultat net s'est établi à 70 millions FCFA en 2019).

S'agissant à la société EDIPRESSE, elle a enregistré en 2019 une baisse de 9,17% de son chiffre d'affaires, qui se situe à 3,62 milliards FCFA. Cela s'explique en partie par les difficultés liées à la presse papier (développement des réseaux sociaux et de la presse numérique), qui pèsent sur les diffuseurs en région, et les différentes formes de fraudes sur le livre.
A la différence de la RTI et d'EDIPRESSE, les réalisations en 2019 des sociétés IDT et SNPECI ont atténué le recul du résultat global du secteur.

Concernant la société IDT, qui est à son premier exercice, le chiffre d'affaires réalisé s'élève à 2,107 milliards FCFA. Il se compose de revenus issus des locations de pylônes (1,433 milliard FCFA) et des droits de diffusions du réseau TNT (675 millions FCFA). La subvention d'exploitation reçue de l'État s'élève à 4,629 milliards FCFA. En tenant compte des charges d'exploitation qui s'élèvent à 6,247 milliards FCFA, la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 128 millions FCFA.

Quant à la SNPECI, l'amélioration des « travaux et services vendus » et « des ventes de produits fabriqués », due à la mise en œuvre du plan de restructuration, a impacté les activités commerciales de la société. Ainsi, le chiffre d'affaires a augmenté de 17,9% par rapport à 2018, pour se fixer à 4,185 milliards FCFA en 2019. Toutefois, le niveau toujours important des charges de la structure a entrainé un déficit au niveau du résultat net de 520 millions FCFA, qui est cependant moins prononcé que le déficit de 2,38 milliards FCFA enregistré en 2018.

IDT

IVOIRIENNE DE TELEDIFFUSION

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 2017
Date de création 20.12.2017
Capital social 500 millions FCFA
Capitaux propres 23,075 milliards FCFA
Part de l'État 100%
CA 2,107 milliards FCFA
Résultat Net 128,45 millions FCFA
Subv. d'expl. 4,26 milliards FCFA
Subv. d'inv. 9,94 milliards FCFA
PCA Mathieu Badaud DARET
DG YEO Adama Benoit
Adm. Min de la Commu DIEKE Yao Bertin
Adm. MBPE TAHI Fabrice

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100

La **Société Ivoirienne de Télédiffusion (ITD)** a été créée par décret n° 2017-844 du 20 décembre 2017 suite à la volonté de l'État de Côte d'Ivoire de mettre en place un opérateur national de diffusion, distinct des entreprises éditrices de programmes, pour la mise en œuvre du processus de migration vers la Télévision Numérique Terrestre (TNT), propulsée grâce à la libéralisation de l'espace audiovisuel. Cette société d'État est l'opérateur public de diffusion audiovisuelle qui a pour mission principale, d'assurer la diffusion des programmes radiophoniques et télévisuels sur le territoire ivoirien.

L'**exercice 2019 marque le premier exercice de la société** et s'est étendu sur une période de 17 mois à compter du 13 août 2018. Il a été essentiellement consacré à la mise en place des structures opérationnelles ainsi qu'au démarrage effectif des activités de ladite société. Il est marqué par le début de réalisation du projet TNT, avec un coût global de 28,023 milliards FCFA, et la prise en compte des actifs transférés de la RTI, pour un montant de 4,074 milliards FCFA, suivant le rapport du Commissaire aux apports.

En ce qui concerne la situation financière, le **chiffre d'affaires réalisé s'élève à 2,107 milliards FCFA**. Il faut souligner que ce chiffre d'affaires se compose de deux sources de revenus que sont les revenus issus des locations de pylônes (1,433 milliard FCFA) et les droits de diffusions du réseau TNT (675 millions FCFA). La subvention d'exploitation reçue de l'État s'élève à 4,629 milliards FCFA. Tenant compte des autres produits (7,76 millions FCFA et des reprises d'amortissements (116,6 millions FCFA), les produits d'exploitation se sont élevés à 6,492 milliards FCFA.

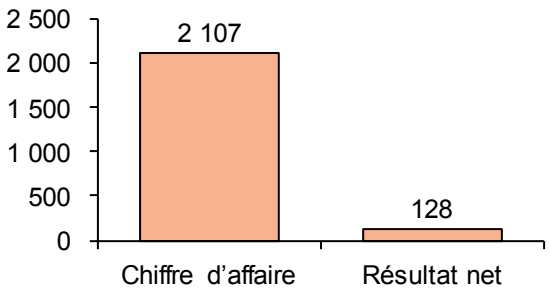
Les charges d'exploitation de la société quant à elles, s'élèvent à 6,247 milliards FCFA et sont constituées essentiellement des autres achats (919 millions FCFA), des services extérieurs (1,917 milliard FCFA), des autres charges (585 millions FCFA), des charges de personnel (1,857 milliard FCFA) et des dotations aux amortissements, provisions (671 millions FCFA).

Il ressort de ce qui précède un résultat d'exploitation bénéficiaire de 244,82 millions FCFA. Prenant en compte le résultat financier de 3,7 millions FCFA et l'impôt sur le résultat de 120 millions FCFA, la société a dégagé un **résultat net bénéficiaire de 128 millions FCFA**.

En ce qui concerne les perspectives pour l'année 2020, il est prévu, (i) la validation du Plan Stratégique ainsi que du Plan d'affaires de la société, (ii) la finalisation du projet de déploiement de la Télévision Numérique de Terrestre (TNT) associée à une bonne campagne de communication, (iii) l'extinction de la diffusion analogique TV, (iv) la construction du 4ème Multiplex afin d'accroitre le nombre d'éditeurs de chaine TV, (v) la construction d'un back up de réseau secours et (vi) le développement de services de valeur ajoutée tel que le VSAT (Very Small Aperture Terminal) et la VOD (vidéo à la demande).

QUELQUES INDICATEURS

(en millions FCFA)



FAITS MARQUANTS

- La mise en place des organes opérationnels de la société ;
- Le début de réalisation du projet de migration de la télévision analogique vers la Télévision Terrestre de Terre (TNT) ;
- L'effectivité de l'opération de transfert à la société IDT des actifs de la diffusion anciennement logés à la RTI.

EDIPRESSE

EDIPRESSE SARL

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1963
Capital social 25 millions FCFA
Capitaux propres -888,75 millions FCFA
Part de l'État (SNPECI) 65%
CA 3,625 milliards FCFA (-9,2%)

Résultat Net -585,84 millions FCFA
Gérant Viviane Kipre ZUNON
Directeur Bertrand HOLL
Filiales et Participations NEI CI

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100

EDIPRESSE est une société à participation financière publique majoritaire, ayant pour missions la distribution de la presse locale et étrangère et la vente en gros de librairie générale et scolaire.

EDIPRESSE dispose d'un réseau de client à travers toute la Côte d'Ivoire. Son approvisionnement est assuré, en ce qui concerne la presse, par Prestalis pour l'international et par les éditeurs locaux pour le national. Les activités commerciales d'EDIPRESSE se sont soldées par un chiffre d'affaires de 3,625 milliards FCFA en 2019 contre 3,991 milliards FCFA en 2018, soit une baisse de 9,17%. Cette baisse s'explique uniquement par la diminution des ventes de marchandises de 9,34% due principalement aux reculs des ventes des quotidiens et publications locales, de la presse importée et des ventes en librairie. Cette situation traduit l'effet, d'une part, du développement des réseaux sociaux et de la presse numérique lié à la vulgarisation de l'accès à l'internet et, d'autre part, des différentes formes de fraudes sur les livres et de la concurrence (autres entreprises de distribution de presse).

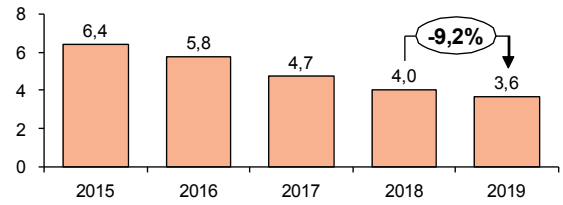
La baisse des activités commerciales d'EDIPRESSE a induit une baisse de ses produits d'exploitation qui sont passés de 4,429 milliards FCFA en 2018 à 3,728 milliards FCFA en 2019, soit une baisse de 9,34%.

Les charges d'exploitation de la société ont régressé, en passant de 4,535 milliards FCFA en 2018 à 4,304 milliards FCFA en 2019, soit une baisse de 5,11%. Cette situation s'explique principalement par la baisse des postes de charges tels que les achats de marchandises (-6,76%), les autres charges (-13,96%) et les dotations aux amortissements (-63,9%).

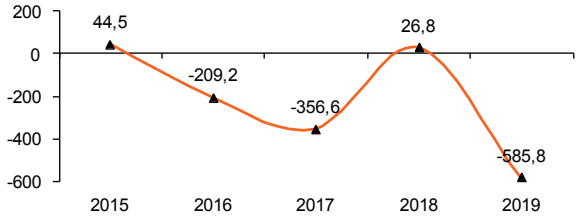
Il résulte de ce qui précède, une diminution de 468,835 millions FCFA du résultat d'exploitation, qui s'est situé à un déficit d'exploitation de 575,428 millions FCFA en 2019, contre un déficit de 106,593 millions FCFA en 2018.

En définitive, après le résultat financier de -10,301 millions FCFA et le résultat HAO de -107 213 FCFA, la société a dégagé un résultat net déficitaire de 585,836 millions FCFA, contre un résultat bénéficiaire de 26,768 millions FCFA en 2018, soit une dégradation de 612,605 millions FCFA. Quant aux impôts dus à l'État par EDIPRESSE, ils se sont élevés à 56,836 millions FCFA en 2019, essentiellement constitués des impôts et taxes, contre 75,468 millions FCFA, en 2018.

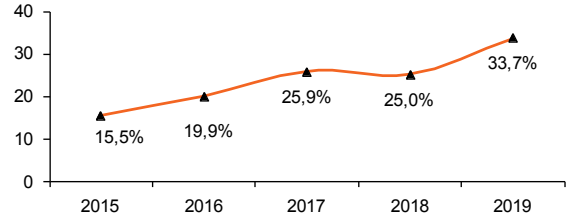
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Nouvelle collaboration avec les Messageries Lyonnaises de Presse (MLP), en Janvier 2019 pour l'importation de la presse internationale ;
- Arrêt des livraisons de la presse avion et bateau en juin 2019 ;
- Tenue à Abidjan d'un « séminaire Afrique » avec les Messageries Lyonnaises de Presse ;
- Situation stable des rapports avec les éditeurs locaux ;
- Poursuite des importations des livres grâce à des partenariats avec les grossistes soldeurs.

RTI

RADIO DIFFUSION
TÉLÉVISION IVOIRIENNE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 26 octobre 1962
Capital social 6 milliards FCFA
Capitaux propres 5,88 milliards FCFA (-31,13%)
Part de l'État 100%
CA 8,65 milliards FCFA (-25,28%)
Résultat Net 70,23 millions FCFA (-97,86%)

Subv d'expl. 11,7 milliards FCFA
Subv d'inv. 80,92 millions FCFA
PCA AKA Sayé Lazare
DG DEMBELE Fausseni
Adm MBPE KAMAGATE Daouda

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100

La **Radiodiffusion Télévision Ivoirienne (RTI)** a été créée par la loi n° 62-401 du 26 octobre 1962 portant création d'un établissement public dénommé **«Radio Télévision Ivoirienne»**. Après plusieurs mutations, elle est devenue une société anonyme en vertu du décret n°2005-163 du 28 avril 2005. Cette société d'État a pour principales missions de répondre aux aspirations de la population en matière d'information, de culture, d'éducation, d'illustration des valeurs de la civilisation et de contribuer à la consolidation de l'unité nationale.

L'examen de la situation financière de l'exercice clos au 31 décembre 2019 de la RTI fait apparaître une **régression des activités commerciales**. Le chiffre d'affaires est passé de 11,565 milliards FCFA en 2018 à 8,650 milliards FCFA en 2019, suite à la libéralisation du secteur audiovisuel (apparition de nouvelles chaines de télévision concurrentes) et le transfert des ressources issues de l'activité « location de pylône » à la société IDT. Ainsi, les « travaux et services vendus » et les « produits accessoires » ont régressé respectivement de 1,717 milliard FCFA et 1,197 milliard FCFA, soit des baisses respectives de 17,73% et 63,77%.

On note également **une régression de 1,055 milliard FCFA des produits d'exploitation.**

Quant aux charges d'exploitation, elles ont régressé de 25,26%, s'établissant à 22,760 milliards FCFA en 2019. Ce recul résulte de la baisse des services extérieurs (-952 millions FCFA), des « autres charges » (-5,529 milliards FCFA), et enfin des dotations aux amortissements (-984 millions FCFA).

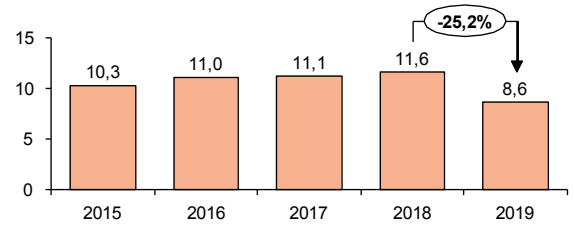
Il résulte de ce qui précède un résultat d'exploitation bénéficiaire de 1,254 milliard FCFA en 2019, contre un déficit de 5,380 milliards FCFA en 2018.

Par ailleurs, les activités exceptionnelles se sont soldées par un résultat déficitaire de 1,21 milliard FCFA, en raison du transfert gratuit d'actifs à IDT (une moins-value est constatée dans les comptes). Comparé à 2018, le résultat HAO est en forte baisse, puisque l'exercice 2018 avait vu l'enregistrement d'un produit exceptionnel de 9,628 milliards FCFA occasionné par l'opération de compensation des dettes et créances réciproques entre l'État et la RTI.

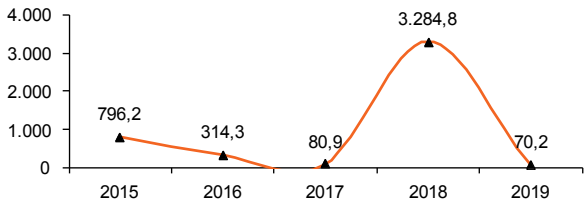
En définitive, la RTI a dégagé un **résultat net bénéficiaire de 70,234 millions FCFA,** contre un bénéfice de 3,28 milliards FCFA en 2018. Quant aux impôts dus à l'État, ils se sont fixés à 1,02 milliard FCFA en 2019 et ont uniquement porté sur les impôts et taxes, contre 2,21 milliards FCFA en 2018

En perspectives, l'année 2020 constituera un virage important pour la RTI dans la mesure où elle verra la réalisation de plusieurs faits majeurs qui seront décisifs. En effet, le Plan Stratégique de Développement (PSD) 2016-2020 fera place à un nouveau PSD 2020-2022 qui, associé à un Contrat de Performance, va régir les relations d'objectifs et de moyens entre l'État et la société. De plus, le passage en Haute Définition (HD) estimé à 4,319 milliards FCFA devra être lancé.

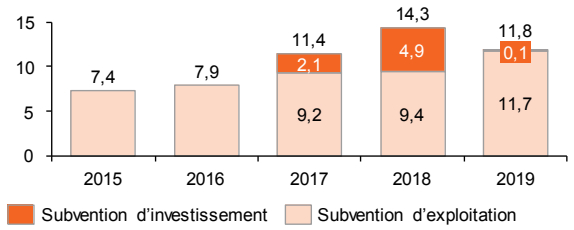
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



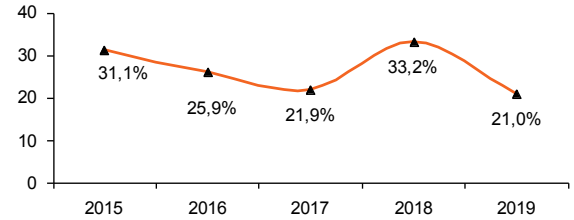
RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



SUBVENTIONS *(en Mds FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- La couverture de la CAN 2019 et des visites présidentielles dans le N'ZI et le Hambol, ainsi que le lancement de la chaine NCI (Nouvelle Chaine Ivoirienne) ;
- la finalisation des travaux de mise en place de RTI3 (3ème TV du groupe RTI) ;
- la cession des actifs de la diffusion à la société IDT ;
- le renforcement du parc automobile avec l'acquisition de 23 véhicules ;
- la signature d'une convention de prêt avec la BNI portant sur un montant de 1,7 milliard FCFA ;
- le lancement de la démarche compétence et grille des métiers, pour une plus grande efficacité de la gestion des carrières et l'amélioration de la productivité du personnel.

SNPECI

SOCIÉTÉ NOUVELLE DE PRESSE ET D'EDITION DE CÔTE D'IVOIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Etats financiers provisoires

Date de création 29 septembre 1993
Capital social 821 millions FCFA
Capitaux propres 901,8 millions FCFA (+6,3%)
Part de l'État 100%
CA 4,2 milliards FCFA (+18%)
Résultat Net -520 millions FCFA (+78%)
Subv. d'expl. 0,52 milliard FCFA
Subv. d'inv. 700 millions FCFA (-64%)
PCA Ibrahima Sega SANGARE
DG Venance Kouassi KONAN
Adm Présidence Masséré TOURE
Adm MBPE Siaka TRAORE
Adm MEF Moustafa DIABY
Filiales et Participations EDIPRESSE (65%), Ivoire Media (33%), NEI CI (4%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100

La **SNPECI** est une société d'État créée à la suite de la dissolution de la Société d'Imprimerie Ivoirienne (SII) et de la Société de Presse et d'Edition de Côte d'Ivoire (SPECI), ayant pour mission essentielle l'édition, la création, l'acquisition et l'exploitation de journaux, d'écrits périodiques, de magazines, de revues et de supports publicitaires de tous genres. Elle mène aussi des activités d'acquisition et de vente de droits d'auteurs, ainsi que toute activité d'imprimerie.

En 2019, les activités commerciales de la SNPECI se sont soldées par une hausse de 17,9% du chiffre d'affaires, en passant de 3,549 milliards FCFA en 2018 à 4,185 milliards FCFA. Cette performance s'explique principalement par l'amélioration de 14,8% et 30,4% respectivement des « travaux et services vendus » et des « ventes de produits fabriqués ».

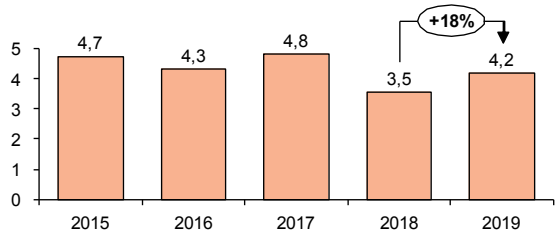
La « subvention d'exploitation » et les « reprises d'amortissements et provisions », ont, quant à elles, baissé respectivement de 84,12% et 51,07%. Cette situation a occasionné globalement une diminution des produits d'exploitation qui se sont établis à 5,1 milliards FCFA en 2019 contre 5,4 milliards FCFA en 2018, soit une baisse de 6%.

Les charges d'exploitation de la société ont régressé de 26,71%, en passant de 7,7 milliards FCFA en 2018 à 5,7 milliards FCFA en 2019. Cette situation s'explique principalement par la diminution des « autres charges » (-51,02%) et les « charges de personnel » (-43,4%).

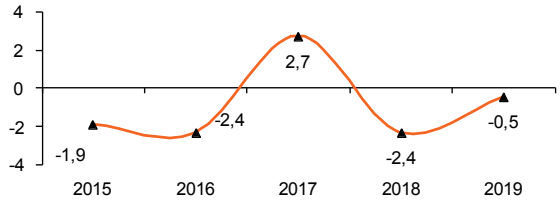
La baisse plus rapide des charges d'exploitation par rapport aux produits d'exploitation s'est traduite par un déficit d'exploitation de 575,57 millions FCFA en 2019, moins important que le déficit de 2,29 milliards FCFA observé en 2018.
En définitive, après le résultat financier de -23,18 millions FCFA et le résultat HAO de 78,57 millions FCFA, la société a dégagé un résultat net déficitaire de 520,18 millions FCFA contre un déficit de 2,39 milliards FCFA en 2018, soit une évolution favorable de 1,86 milliard FCFA. Quant aux impôts dus à l'État par la SNPECI, ils se sont élevés à 130,05 millions FCFA en 2019, essentiellement constitués des impôts et taxes, contre 228,87 millions FCFA en 2018.

Pour l'exercice 2020, la société prévoit le renforcement de la qualité et de l'efficacité rédactionnelle à travers la création de nouveaux magazines, l'augmentation du nombre de manuels scolaires à produire et d'ouvrages de littératures à forte audience ainsi que la mise en place d'un important programme de formation, afin de renforcer les capacités du personnel.

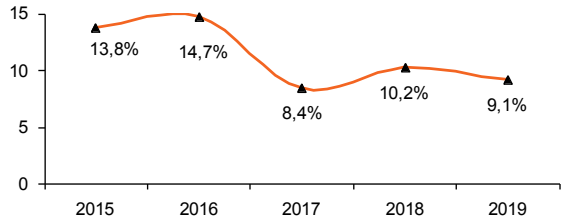
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Mds FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Mise en place d'un plan de réduction des coûts ;
- Renouvellement des équipements de production ;
- Organisation des 55 ans de Fraternité Matin ;
- Relance des parutions des Emergence et Economique ;
- Mise en place d'un plan de communication ayant pour but de booster les ventes des produits et/ou services de la SNPECI.

> La **LONACI**, a réalisé en 2019 des œuvres sociales dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'eau potable et du logement au profit des populations défavorisées pour un montant total de 1,54 milliard FCFA.

MÉDIA ET AUTRES SERVICES

AUTRES SERVICES

Le secteur des Autres Services comporte cinq (5) entreprises, dont deux (2) sociétés d'État (BNETD, INS), deux (2) sociétés à participation financière publique majoritaire (LONACI, INIE) et une société à participation financière publique minoritaire (ADCI). Porté par une croissance économique mondiale de 3,2%, en 2019, les loteries mondiales ont connu une croissance moyenne autour de 10% entre 2015 et 2019. En Côte d'Ivoire, la Loterie Nationale de Côte d'Ivoire (LONACI) a réalisé un chiffre d'affaires 206,65 milliards FCFA, en hausse de 124,4% par rapport à l'exercice 2018. Dans le domaine de la compétitivité industrielle, l'Agence de Développement de la Compétitivité Industrielle (ADCI) a recruté 23 entreprises, réalisé 43 missions de «mise en place d'un système de management de la qualité» (Programme National de Restructuration et de Mise à Niveau (PNRMN)), 21 misions de diagnostic et d'évaluation des capacités de la transformation de l'anacarde (projet de promotion de la compétitivité de la chaine de valeur de l'anacarde (PPCA)), etc. Quant au BNETD, il a poursuivi la mise en œuvre de l'alignement de ses activités prioritaires sur les objectifs de l'émergence de la Côte d'Ivoire en 2020 et son positionnement au cœur du dispositif de réalisation des grands projets de l'État. En outre, il a continué l'implémentation du plan stratégique BNETD 3.0, de même que son évaluation à mi-parcours et la saturation des postes du nouvel organigramme. Enfin, il a adopté une politique RH et procédé au renouvèlement de la certification ISO 9001 version 2015. L'Institut National de la Statistique (INS) s'est doté d'un nouveau plan stratégique 2017-2021 avec l'appui de l'UE, découlant de la Stratégie Nationale de développement de la Statistique (SNDS), à l'effet de produire et diffuser des statistiques de qualité. Il a contribué au recensement de la population en 2019, à la production des statistiques courantes et indicateurs économiques et plusieurs autres enquêtes. Enfin, l'INIE a poursuivi la mise en œuvre de son programme d'Amorçage avec la signature d'un partenariat avec la COOPEC pour ravitailler 8 PME, débuté la réalisation de la phase pilote du projet SOUTRA Business en vue de créer des TPE, obtenu l'intégration de ses programmes de création de TPE au programme social du Gouvernement, procédé à la signature d'un accord de financement pour la reconversion à l'entrepreneuriat de militaires à la retraite, entériné un financement de 196 millions FCFA avec GIZ pour la création de 90 nouvelles TPE et fait adopté le programme clonix lors du Conseil des Ministres du 16 janvier 2019, etc. Le chiffre d'affaires global du secteur « Autres services » s'est établi à 244,06 milliards FCFA, contre 125,53 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 94,4%. Cette performance commerciale est en ligne avec l'évolution du résultat net global du secteur, qui s'est établi à un montant de 6,46 milliards FCFA, soit une hausse de 59,2% par rapport à 2018. Cette performance du secteur s'explique comme suit :

- **BNETD :** son résultat net a augmenté de 1,14 milliard FCFA, pour se situer à 4,76 milliards FCFA en 2019, en raison de l'accroissement du chiffre d'affaires qui est passé de 28,99 milliards FCFA en 2018 à 32,18 milliards FCFA en 2019. Quant aux charges d'exploitation, elles ont connu une hausse de 10%, pour se fixer à 29,1 milliards FCFA;
- **LONACI :** son résultat net s'est amélioré, en passant de 1,32 milliard FCFA à 2,42 milliards FCFA en 2019, grâce à l'amélioration de son activité commerciale avec un chiffre d'affaires en augmentation de 114,55 milliards FCFA ;
- **INIE :** son résultat net est resté quasiment constant, en passant de 22,23 millions FCFA à 22 millions FCFA en 2019 ;
- **INS :** son déficit a diminué de 176 millions FCFA pour se situer à -742 millions FCFA en raison de l'augmentation de la subvention d'exploitation de 1 333 millions FCFA ;
- **ADCI :** Malgré la hausse du chiffre d'affaires (+157,5 millions FCFA) qui s'est répercuté sur les produits d'exploitation (+161 millions FCFA), son résultat net a baissé en passant de 11 millions FCFA en 2018 à -857 000 FCFA en 2019 ; dégradation qui s'explique essentiellement par la hausse des charges de personnel (+147,8 millions) et des services extérieurs (+18 millions) en 2019.

Les dividendes bruts collectés par l'État au titre de ses participations dans ce secteur se sont élevés à 1,2 milliard FCFA, provenant de la LONACI (détenue à 80% par l'État ivoirien) qui a distribué des dividendes bruts de 1,5 milliard FCFA. En perpective, le BNETD entend poursuivre sa stratégie intitulée BNETD 3.0, structurée en 5 axes stratégiques à savoir : opérationnalisation de l'émergence ; excellence opérationnelle ; innovation pour l'émergence ; BNETD, force spéciale du développement et rentabilité et pérennité de la structure. La LONACI prévoit la poursuite de la diversification de son activité, la redynamisation, la modernisation et l'extension de son réseau de distribution en prenant en compte l'évolutivité, la digitalisation de l'accès et la pratique des jeux à la population jeune majeure, la sécurité des jeux, la rapidité dans le traitement des opérations de ventes, la capacité à assurer la continuité de son exploitation, l'adoption d'une nouvelle règlementation des jeux de hasard, le contrôle de conformité des procédures comptables et financières à la législation en vigueur et l'amélioration de la gouvernance du Conseil d'Administration. L'INIE entend améliorer son attractivité, susciter 5 000 nouveaux promoteurs, appuyer la création de 2 000 nouvelles entreprises et œuvrer à réduire de 4% le taux de mortalité des nouvelles entreprises créées. L'INS compte faire la réalisation du dénombrement du RGPH 2019, publier les résultats du Recensement Economique des Entreprises Industrielles et leurs Etablissements en CI, mettre en œuvre le programme d'harmonisation et d'amélioration des statistiques pays conclu avec la Banque Mondiale etc. L'ADCI envisage la poursuite de l'exécution du programme Projet d'Appui au Renforcement de la Compétitivité du Secteur Industriel (PARCSI) et le démarrage du Projet d'Appui au Commerce et à l'Intégration Régionale 2 (PACIR2).

ADCI

AGENCE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA COMPÉTITIVITÉ DES INDUSTRIES DE CÔTE D'IVOIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création Octobre 2014
Capital social 50 millions FCFA
Capitaux propres 40,88 millions FCFA (+1190,14%)
Part de l'État 40%
CA 207,72 millions FCFA (+314%)
Résultat Net -857 045 FCFA

Subv d'exploitation 150 millions FCFA
PCA BILEY Joseph Désiré
DG DIABATE Mamadi
Adm MBPE AHMED KONET Hussein
Adm CGECI ACKAH Jean-Marie Philippe

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	40,00
CCI-CI	20,00
CGECI	20,00
FIPME	10,00
FNISCI	10,00

L'**ADCI** est une société à participation financière publique minoritaire, créée à la suite du Programme d'Appui au Commerce et à l'Intégration Régionale (PACIR), en vue de restructurer et de mettre à niveau les entreprises industrielles pour le développement de la production, dans le cadre du Programme National de Restructuration et de Mise à Niveau des entreprises industrielles (PNRMN).

Elle peut, en outre, accompagner des entreprises à travers des services d'assistances et de conseils de toute nature, de même que gérer divers programmes publics. L'exercice 2019 de l'ADCI a été marqué essentiellement par le recrutement de 23 entreprises et la réalisation de 43 missions « Mise en place d'un système de management de la qualité » dans le cadre du Programme National de Restructuration et de Mise à Niveau (PNRMN). En sus, l'ADCI a réalisé vingt un (21) missions de diagnostic et d'évaluation des capacités de transformation de l'anacarde dans le cadre du Projet de Promotion de la Compétitivité de la chaîne de valeur de l'Anacarde (PPCA).

Ses produits d'exploitation se sont situés à 378,9 millions FCFA, soit une hausse de 73,9%. Cette hausse s'explique principalement par l'amélioration de 147,6 millions FCFA des travaux et services vendus, en raison de meilleures commissions sur les financements des PME ainsi que la facturation du diagnostic global de l'Anacarde.

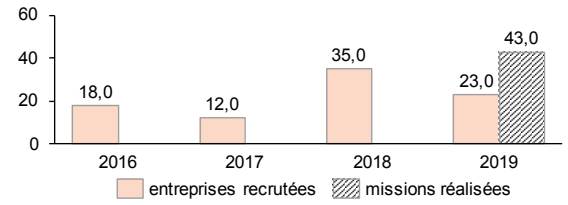
Les charges d'exploitation de la société, quant à elles, sont passées de 203,2 millions FCFA en 2018 à 378,8 millions FCFA en 2019, soit une progression résultant essentiellement de la hausse des charges de personnel (+147,8 millions FCFA) et des rémunérations d'intermédiaire et conseil qui sont passés à 168,55 millions FCFA (+ 150 millions FCFA).

Il résulte de ce qui précède que le résultat d'exploitation s'est fixé à un bénéfice de 93 mille FCFA en 2019, en régression de 14,5 millions FCFA.

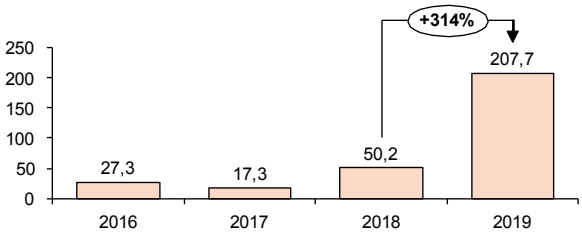
En définitive, après l'impôt sur le résultat d'un montant de 950 mille FCFA, **la société a subi une perte nette de 857 mille FCFA, contre un bénéfice de 11 millions FCFA en 2018.**

Pour l'exercice 2020, l'ADCI envisage la poursuite de l'exécution de ces programmes actuelles ainsi que le démarrage du PACIR2 (Programme d'Appui au Commerce et à l'Intégration Régionale) financé par l'Union Européenne.

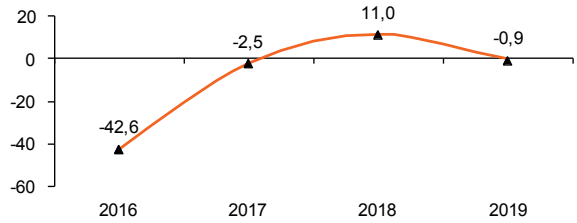
ENTREPRISES RECRUTÉES ET MISSIONS RÉALISÉES



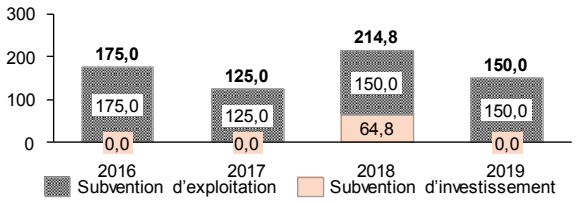
CHIFFRES D'AFFAIRES *(en Mn FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Mds FCFA)*



SUBVENTION D'EXPLOITATION ET D'INVESTISSEMENT *(en Mn FCFA)*



FAITS MARQUANTS

- Organisation de rencontres pour communiquer sur les actions de l'ADCI notamment une conférence de presse en juillet 2019 et une rencontre au sein de la Maison de la PME avec 13 entreprises ;
- Finalisation du site web de l'ADCI ;
- Accompagnement de la société CI Engineering à la demande du Ministère du Commerce et de l'Industrie.
- Mise à disposition par le PARCSI/BAD de 5 commerciaux.

BNETD

BUREAU NATIONAL D'ETUDES TECHNIQUES ET DE DÉVELOPPEMENT

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 04 septembre 1964
Capital social 2 milliards FCFA
Capitaux propres 20,196 milliards FCFA (+29,01)
Part de l'État 100%
CA 32,176 milliards FCFA (+11%)
Résultat Net 4,762 milliards FCFA (+33%)
PCA Samba COULIBALY
DG COULIBALY Kinapara
Adm Présidence Samba COULIBALY
Adm MBPE KEHO Yaya

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100

Le **Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD)** est une société d'État créée le 4 septembre 1964. Il a pour mission d'assister le Gouvernement dans l'identification et la formulation d'objectifs de développement à moyen et long termes et dans la prise de décisions. Le BNETD contribue, également, à optimiser l'utilisation des ressources de l'État et à garantir la pérennité des acquis. Enfin, le BNETD collecte, analyse, centralise et diffuse les informations techniques, économiques et financières.

Au cours de l'exercice 2019, le BNETD a contribué à la réalisation de plusieurs projets dont les plus significatifs sont (i) la poursuite du contrôle d'études, suivi et contrôle d'exécution des travaux de réalisation des infrastructures sportives et d'hébergement de la CAN 2023 (ii) la poursuite de l'assistance technique à maitrise d'ouvrage dans le cadre du projet de renforcement de l'alimentation en eau potable de la ville d'Abidjan à partir de la rivière de La Mè.

Sur un plan commercial, l'exercice de 2019 ressort avec une **amélioration du chiffre d'affaires** qui est passé à 32,176 milliards FCFA en 2019, soit une augmentation de 3,186 milliards FCFA, représentant une hausse de 11%, en raison de l'accroissement des activités et de l'optimisation du processus de facturation des prestations avec l'État de Côte d'Ivoire. Aussi, les produits d'exploitation se sont situés à 34,25 milliards de FCFA en 2019, contre 30,33 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 3,923 milliards FCFA, représentant une augmentation de 13%.

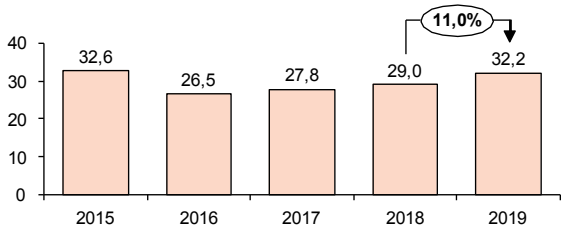
Les charges d'exploitation de la société ont, quant à elles, augmenté, passant de 26,497 milliards FCFA en 2018 à 29,09 milliards FCFA en 2019, représentant un accroissement de 10% en raison du niveau des activités réalisées en 2019.

En définitive, après l'impôt sur le résultat d'un montant de 33 millions FCFA, du résultat financier déficitaire de 3,863 milliards FCFA et du résultat HAO bénéficiaire de 3,500 milliards FCFA, la société a dégagé **un résultat net bénéficiaire de 4,762 milliards FCFA** en 2019, soit une augmentation de 1,135 milliard FCFA, représentant un taux d'évolution de 31%.

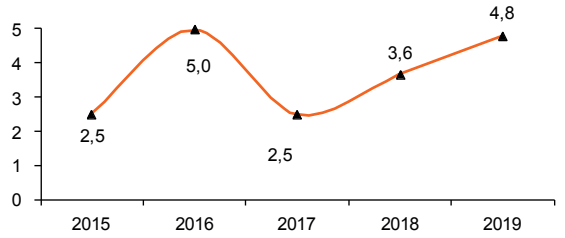
Les créances clients ont connu une régression, s'établissant à 36,69 milliards FCFA en 2019, soit une baisse de 37,14 milliards de FCFA, représentant une diminution de 50%, en raison des opérations de compensation des créances sur l'État et la dette fiscale pour un montant de 35,5 milliards de FCFA ainsi que de l'opération de titrisation des créances sur l'État d'un montant de 17,5 milliards FCFA.

Les impôts dus à l'État par la société s'élèvent à 934 millions FCFA en 2019 (901 millions FCFA d'impôts et taxes et 33 millions FCFA d'impôts sur le résultat), contre 905 millions FCFA en 2018, soit une augmentation de 29 millions FCFA.

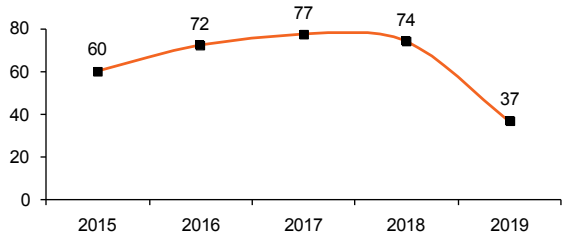
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Mds FCFA)*



CRÉANCES CLIENTS *(en Mds FCFA)*



FAITS MARQUANTS

- Poursuite de la mise en œuvre progressive du plan stratégique BNETD 3.0 et du nouvel organigramme du BNTED avec la saturation des postes de direction dudit organigramme ;
- Élection et la prise de fonction, le 30 avril 2019, du nouveau Président du Conseil d'Administration du BNETD en la personne de Monsieur COULIBALY Samba en remplacement du Ministre ALLAH KOUADIO Rémi ;
- Réactivation des comités spécialisés du Conseil d'Administration que sont (1) le comité d'audit et de gestion des risques et (2) le comité stratégique chargé des projets ;
- Organisation du cinquième (5ème) séminaire du Conseil.

INIE

INSTITUT IVOIRIEN DE L'ENTREPRISE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 31 juillet 1997
Capital social 120 millions FCFA
Capitaux propres 1,47 milliard FCFA (-2,78%)
Part de l'État 62,5%
CA 64 millions FCFA (+137%)
Résultat Net 22,02 millions FCFA (-0,9%)

Subv d'expl. 761 millions FCFA (-27%)
PCA DOUCOURE Aissata
DG FOFANA Mouramane
Adm MPMBPE ASSI Franck Arnaud
Adm MCAPPME DOUCOURE Aissata
Effectif 57

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	62,50
AUTRES OPÉRATEURS	37,50

L'**Institut Ivoirien de l'Entreprise (INIE)**, est une société anonyme, à participation financière publique majoritaire. Il a pour missions la conception et la mise en œuvre de projets et programme gouvernementaux destinés à l'insertion des jeunes et à la création des PME.

Le plan d'actions 2019 de l'INIE s'est focalisé sur la poursuite du programme Amorçage, du programme de création de TPE et de nouveaux chantiers. Les objectifs fixés portait sur ; (i) l'installation de 27 PME nouvelles du programme Amorçage, (ii) le déploiement de 500 nouvelles TPE, (iii) l'obtention d'une convention de la gestion des déchets d'une ville moyenne afin de réaliser une unité pilote (iv) l'installation d'une usine pilote de cajou renforcement, (v) l'installation de militaire en qualité de promoteur, (vi) l'accompagnement des structure d'appui à la promotion de la filière riz dont l'ADERIZ et l'interprofession OIA-RIZ selon un business model tiré du procédé Clonix.

Ainsi, au titre du programme amorçage, l'INIE a signé un partenariat avec la COOPEC relativement à la revitalisation de huit (8) PME. La société a aussi signé un accord de prêt de 40 milliards FCFA avec des bailleurs et African Investment Group Fund (AIGF-SA) et Candy Group International (CGI) destinés au financement de 35 100 jeunes du projet TPE/PSGouv. Enfin, en 2019, l'INIE a débuté la phase pilote du projet baptisé SOUTRA Business visant à créer des TPE.

Par ailleurs, l'INIE a bénéficié d'une subvention exploitation de 762 millions FCFA, contre 1 045 millions FCFA en 2018.

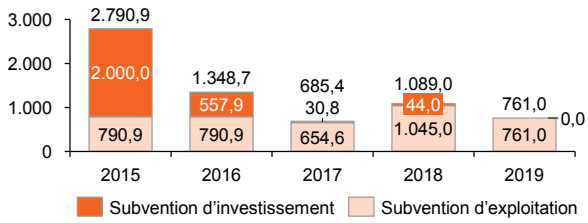
Quant aux charges d'exploitation, elles se sont établies à 980 millions FCFA en 2019.

Ainsi, le déficit d'exploitation s'est fixé à 150 millions FCFA contre 102 millions FCFA en 2018.

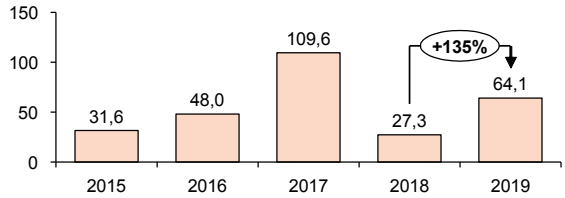
En définitive, malgré le déficit d'exploitation, l'INIE a dégagé un résultat net bénéficiaire de 22,02 millions FCFA, contre un bénéfice de 22,23 millions FCFA en 2018, en raison des produits hors activités ordinaires de 170 millions FCFA (Abandon de créances de 106 millions FCFA et reprises de provisions HAO de 64 millions FCFA).

Les impôts enregistrés au titre de l'exercice 2019 se sont fixés à 22,48 millions FCFA en 2019 contre 26,15 millions FCFA en 2018, soit une baisse de 14,03%.
Les objectifs stratégiques de l'INIE pour 2020 se déclinent comme suit : (i) améliorer l'attractivité de l'INIE, (ii) susciter 10 000 nouveaux promoteurs par an, (iii) appuyer la création de 5000 nouvelles entreprises par an, (iv) contribuer à la réduction du taux de mortalité des entreprises à 10% par an.

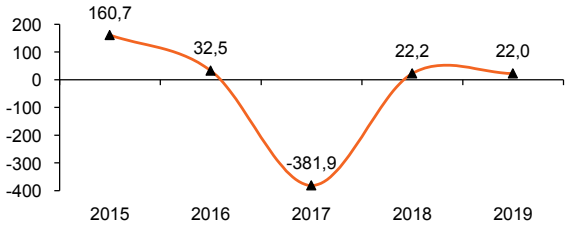
SUBVENTIONS *(en Millions FCFA)*



CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Millions FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



FAITS MARQUANTS

- Adoption du modèle Clonix par l'État de Côte d'Ivoire en Conseil des Ministres le 16 janvier 2019 ;
- Election des programmes de création de TPE de l'INIE au Programme social du Gouvernement PS-Gouv ;
- Signature d'un accord de financement de 40 milliards de FCFA avec CANDY Group International, un bailleur de fonds international ;
- Signature d'un accord cadre d'accompagnement à l'entrepreneuriat de militaires à la retraite.

INS-SODE

INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 18 décembre 1996
Capital social 2 milliards FCFA
Capitaux propres -8,05 milliards FCFA
Part de l'État 100%
CA 4,97 milliards FCFA (+13,7%)
Résultat Net -742,25 millions FCFA
Subv. D'expl. 2,82 milliard FCFA
Subv. D'inv. 0 FCFA
PCA KAMISSOKO Mamadouba
DG DOFFOU N'Guessan
Adm Primature KOFFI Jean Marc Brou
Adm MPD YEO Nahoua
Adm MBPE ADOPO Fiacre

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100

L'**Institut National de la Statistique (INS-SODE)** est une société d'État et la structure centrale du Système Statistique National (SSN). Il a pour principales missions la production et la diffusion des statistiques officielles ainsi que la coordination des activités du SSN. Les activités de l'INS peuvent se décomposer en deux grands groupes, à savoir les activités de productions statistiques routinières et périodiques, pour le compte de l'État, et les études et projets demandés par diverses entités.

En 2019, les frais et honoraires perçus sur les projets demandés par diverses entités, composant essentiellement le chiffre d'affaires de la société, ont augmenté de 13,56%, pour s'établir à 4,94 milliards FCFA en 2019.

La subvention d'exploitation octroyées par l'État a aussi connu une augmentation, en passant de 1,50 milliard FCFA en 2018 à 2,83 milliards FCFA en 2019. Au total, les produits d'exploitation ont augmenté de 27,41%, en passant à 7,81 milliards FCFA.

Les charges d'exploitation de la société ont augmenté également, en passant de 7,02 milliards FCFA en 2018 à 8,58 milliards FCFA en 2019. Cette situation s'explique principalement par la hausse des services extérieurs (+479 millions FCFA) et des autres charges (+679 millions FCFA).

Il résulte de ce qui précède, un résultat d'exploitation déficitaire de 763,32 millions FCFA, contre un déficit de 884,94 millions FCFA en 2018.

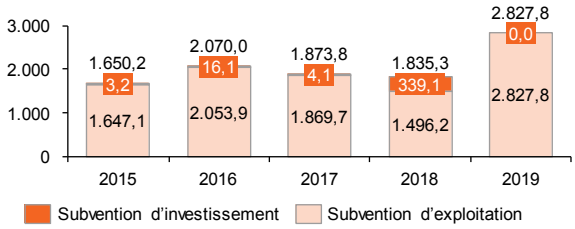
En définitive, après le résultat financier déficitaire de 8,85 millions FCFA et le résultat HAO bénéficiaire de 54,75 millions FCFA, la société a subi **une perte de 742,25 millions FCFA** contre un déficit de 918,38 millions FCFA en 2018.

Par ailleurs, concernant la structure financière de l'INS, il convient de noter que les capitaux propres sont négatifs pour la treizième année consécutive (-8,05 milliards FCFA, au 31 décembre 2019, pour un capital social de 2 milliards FCFA). De plus, les dettes fiscales s'élèvent à 6,50 milliards FCFA et les dettes sociales à 2,37 milliards FCFA.

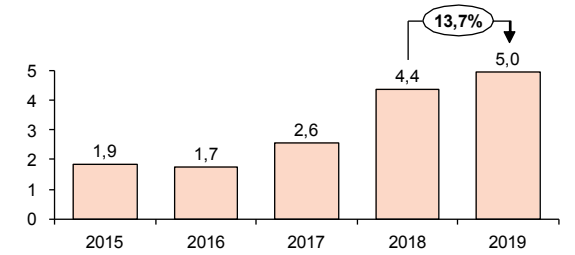
Quant aux impôts dus à l'État par l'INS, au titre de l'exercice 2019, ils se sont élevés à 117,81 millions FCFA (constitués des impôts et taxes d'exploitation d'une valeur de 92,98 millions FCFA, et de l'impôt sur le résultat d'une valeur de 24,83 millions FCFA), contre 124,11 millions FCFA en 2018.

Pour l'exercice 2020, l'INS envisage réaliser le dénombrement du Recensement de la Population et de l'Habitat (RGPH) 2019, publier les résultats du Recensement Economique des Entreprises Industrielles et leurs Etablissements de Côte d'Ivoire (REEIE-CI) et mettre en œuvre le Programme d'Harmonisation et d'Amélioration des Statistiques Pays (PHAS).

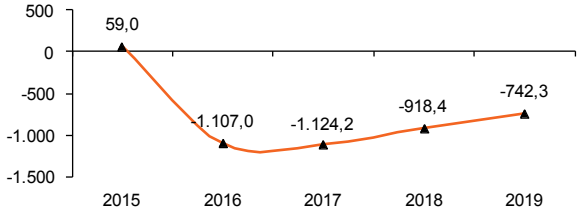
SUBVENTIONS *(en Millions FCFA)*



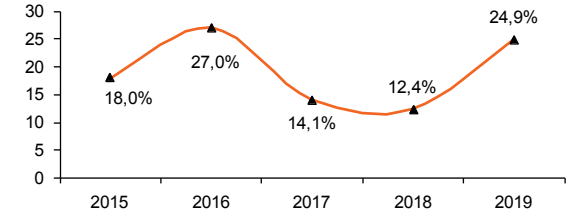
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Déroulement des activités préparatoires à l'enquête terrain du RGPH 2019 ;
- Poursuite des travaux de l'Enquête Harmonisée sur les Conditions de vie des Ménages (EHCVM) ;
- Collecte des données relatives au Recensement Economique des Entreprises Industrielles et leurs Etablissements de Côte d'Ivoire (REEIE-CI) ;
- Préparation de l'Enquête Démographique et de Santé (EDS) 2020 ;
- Collecte des données et compilation des comptes dans le cadre du Programme de changement d'année de base des comptes nationaux et du passage au SCN 2008 ;
- Rédaction du rapport final de l'Enquête sur l'évaluation de l'impact du VIH sur la population (CIPHIA) 2017.

LONACI

LOTERIE NATIONALE
DE CÔTE D'IVOIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 20 mars 1970
Capital social 400 millions FCFA
Capitaux propres 5,94 milliards FCFA (+31,33%)
Part de l'État 80%
CA 206,65 milliards FCFA (+124,38%)
Résultat Net 2,42 milliards FCFA (+83,33%)

PCA Lenissongui-Coulibaly
DG DRAMANE Coulibaly
Adm MEF GOLI Bertrand, ACKA Aké Virginie, CISSE Abdoul Kader
Adm MBPE TAYORO Dominique

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	80,00
CNPS	15,00
LONACI	5,00

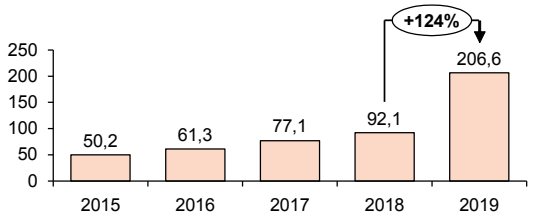
La **Loterie Nationale de Côte d'Ivoire (LONACI)** a été créée par la loi n° 70-209 du 20 Mars 1970 avec la motivation de (i) mettre à la disposition de l'ivoirien attiré par les jeux du hasard, une srtucture lui permettant de satisfaire son envie de jouer et d'être récompensée dans des conditions optimales de transparence et de fiabilité et (ii) promouvoir à travers l'institution, une politique de mobilisation de l'épargne publique volontaire en vue de réaliser des investissements sociaux économiques. La LONACI a réalisé un exercice marqué par une bonne performance commerciale résultant du retour sur les investissements réalisés depuis 2014 relatifs au renouvellement et à la redynamisation de systèmes d'exploitation des produits de paris PMU, SPORTCASH et LOTO.

L'examen des états financiers à fin 2019 fait ressortir :

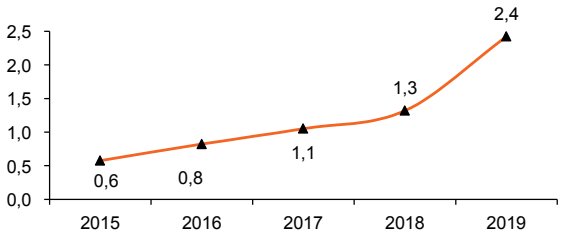
- **une amélioration des activités commerciales :** le chiffre d'affaires est passé de 92,10 milliards FCFA en 2018 à 206,65 milliards FCFA en 2019, soit une augmentation de 124,38%, tirée par le poste « LOTO » qui a été réalisé à hauteur de 123 milliards FCFA, pour une prévision de 85 milliards FCFA, soit un taux de réalisation de 145% ;
- **une augmentation de 117,5% des produits d'exploitation :** l'amélioration des activités commerciales s'est traduite par une hausse des produits d'exploitation qui se sont situés à 211,97 milliards FCFA, contre 97,57 milliards FCFA en 2018 ;
- **une hausse de 117,21% des charges d'exploitation :** les charges d'exploitation de la société ont augmenté, en passant de 95,54 milliards FCFA en 2018 à 207,52 milliards FCFA en 2019. Cette hausse est essentiellement due aux autres achats (+109,84%), aux services extérieurs (+181,82%) et aux autres charges (+89,18%).

Il résulte de ce qui précède que le résultat d'exploitation s'est fixé à un bénéfice de 4,44 milliards FCFA en 2019, contre un bénéfice de 2,05 milliards FCFA en 2018, soit une amélioration de 2,39 milliards FCFA. Ainsi, après l'impôt sur le résultat d'un montant de 991 millions FCFA, du résultat financier bénéficiaire de 24 millions FCFA et du résultat HAO déficitaire de 1,06 milliard FCFA, la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 2,42 milliards FCFA contre un résultat de 1,32 milliard FCFA en 2018. Quant aux impôts dus à l'État, ils se sont fixés à 4 009 millions FCFA en 2019 (dont 991 millions FCFA d'impôts BIC et 3 018 millions FCFA d'impôts et taxes), contre 1 216 millions FCFA en 2018. Comme perspective, la LONACI prévoit (i) la redynamisation des ventes du LOTO par l'extension du réseau de distribution, (ii) la poursuite de la digitalisation des jeux amorcée en 2017, (iii) la poursuite des activités menées en 2017 pour l'atteinte de la certification Globale WLA sur le jeu responsable et ISO 27001, (iv) la poursuite de l'amélioration du cadre organisationnel et la consolidation du capital humain de la LONACI.

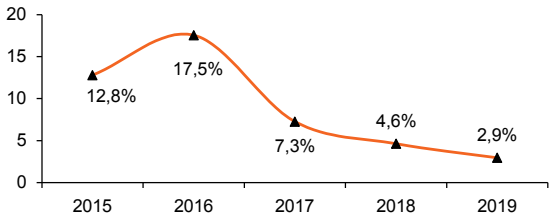
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Au titre de l'exploitation, la LONACI a réalisé un exercice marqué par une bonne performance commerciale.
- Au titre des œuvres sociales, la société a réalisé des investissements à hauteur de 1,54 milliard FCFA contre 719 millions FCFA en 2018, soit une augmentation de 821 millions FCFA.

DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

> La **SPDC**, enregistre une hausse de ses activités commerciales se traduisant par une augmentation des produits d'exploitation qui se situent à 20,77 milliards FCFA en 2019, contre 19,90 milliards FCFA en 2018.

© Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire

MÉDIA ET AUTRES SERVICES

TOURISME ET HÔTELLERIE

LA HAUSSE DE 10,3% DES CHARGES D'EXPLOITATION S'EST TRADUITE PAR UN RÉSULTAT D'EXPLOITATION EXCÉDENTAIRE DE 226,39 MILLIONS FCFA CONTRE 513,16 MILLIONS FCFA EN 2018, SOIT UNE BAISSE DE 55,88%.

Selon l'OMT (Organisation Mondiale du Tourisme), le secteur du tourisme et de l'hôtellerie a consolidé sa croissance en 2019 avec un nombre de touristes dans le monde entier qui s'est accru de 4% par rapport à 2018, pour atteindre 1,5 milliard. Cette nette progression est tirée par l'Europe avec 743 millions d'arrivées de touristes internationaux. L'Afrique enregistre dans l'ensemble, une croissance de 4% tirée essentiellement par l'Afrique du Nord (+9 %) et un ralentissement observé en Afrique subsaharienne (+1,5 %) contre (+6%) en 2018.

Quant à la Côte d'Ivoire, elle enregistre un net regain d'activité touristique caractérisé par une contribution d'environ 7,3% au Produit Intérieur Brut (PIB) du pays en 2019, contre 6,25% en 2018. L'objectif du Ministère du Tourisme et des Loisirs est de porter à au moins 8%, la part du tourisme dans le PIB à l'horizon 2025, à travers sa stratégie nationale de développement touristique 2018-2025 dénommée « Sublime Côte d'Ivoire ».

Dans le secteur touristique, le portefeuille de l'État est représenté par la Société des Palace de Cocody (SPDC) et la Société de Développement Touristique de la Région des Lacs (SODERTOUR-LACS), deux entreprises dont le capital est entièrement détenu par l'État.

Pour l'année 2019, les activités commerciales de ces deux entreprises étatiques du secteur se sont améliorées. En effet, le chiffre d'affaires consolidé de ces entreprises a atteint 25,05 milliards FCFA en 2019, contre 24,02 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 4,3%. Toutefois, le résultat net cumulé s'est établit à 664,53 millions FCFA contre 1,8 milliard FCFA en 2018, soit une diminution de 1,141 milliard FCFA correspondant à une baisse de 63%.

Concernant la SPDC, nonobstant l'amélioration de 5,1% de ses activités commerciales, le résultat net a subi une baisse de 63,8%, en passant de 1,51 milliard FCFA en 2018 à 545,31 millions FCFA en 2019, en raison de la régression du résultat des activités exceptionnelles qui est passé de 2,35 milliards FCFA en 2018 à 82,97 millions FCFA en 2019 (le résultat de 2018 résulte de la prise en compte de produits de cessions d'immobilisations, pour un montant de 7,26 milliards FCFA, liée à la cession d'une portion de terrain de 2 hectares du village Ivoire).
S'agissant de la SODERTOUR-LACS, une légère hausse de 1,5% a été constatée au niveau des activités commerciales et le chiffre d'affaires est passé de 4,95 milliards FCFA en 2018 à 5,02 milliards FCFA en 2019.

La hausse de 10,3% des charges d'exploitation s'est traduite par un résultat d'exploitation excédentaire de 226,39 millions FCFA contre 513,16 millions FCFA en 2018, soit une baisse de 55,88%.

Grâce à ses activités exceptionnelles qui se sont soldés par un résultat bénéficiaire de 246 millions FCFA, en raison essentiellement de la prise en charge par l'État des dettes sociales à hauteur de 276 millions FCFA, la SODERTOUR-LACS a enregistré un résultat net de 119,22 millions FCFA, contre un bénéfice de 299,28 millions FCFA en 2018, soit une baisse de 60,2%.

Au titre des perspectives 2020, la SODERTOUR-LACS ambitionne l'amélioration de son chiffre d'affaires grâce à la rénovation de ses unités hôtelières et à la réalisation de projets structurants. Quant à la SPDC, elle envisage l'amélioration de sa gestion, de son exploitation et sa gouvernance à travers la mise en réseau de ses différentes unités, la sécurisation de son patrimoine foncier et la finalisation de son plan stratégique 2020-2025.

SODERTOUR-LACS

SOCIETE DE DEVELOPPEMENT TOURISTIQUE DE LA REGION DES LACS

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 14 avril 2008
Capital social 10 milliards FCFA
Capitaux propres 9,057 milliards FCFA.
Part de l'État 100%
CA 5,019 milliards FCFA (+1,3%)
Résultat Net 119,22 millions FCFA (-60,2)
Subv d'expl. 818,14 millions FCFA (-10,9%)
Subv. d'inv. 832,97 millions FCFA
PCA DJIBO Nicolas
DG CONDE MOURAD Malekah
Adm. MBPE FRANCOISE VALLET-COULIBALY
Adm. MEF KANTE Karim
Adm. Min Tourisme APHING Kouassi

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100

SODERTOUR-LACS est une société d'État qui a pour mission de gérer une partie du patrimoine hôtelier et touristique de l'État de Côte d'Ivoire, composé de l'Hôtel PRESIDENT, l'Hôtel HP RESORT, le PRESIDENT GOLF CLUB, l'Hôtel CARREFOUR Séguéla, les Berges du barrage de KOSSOU et la Réserve de faune d'ABOKOUAMEKRO.

Au plan opérationnel, on constate une augmentation des nuitées en 2019 qui ont atteint la barre des 90 000 contre 87 540 nuitées en 2018. Quant au nombre de chambres occupées, il est passé de 73 468 à 81 441 en 2019. Au total, l'**hébergement** a connu une réalisation de 2,54 milliards FCFA. Comparé aux réalisations de 2018, la hausse est de 5,49%. La **nourriture** a été réalisée à hauteur de 1,63 milliards FCFA. Comparé à 2018, l'on note une régression de 3,74%. Quant à la **boisson**, elle a connu une réalisation de 450,41 millions FCFA, correspondant à une baisse de 5,64% par rapport à 2018. Au total, le **chiffre d'affaires a connu une légère hausse (+1,21%)** et un taux de réalisation de 99% par rapport aux prévisions.

Au plan de l'exploitaion, on note une augmentation des produits d'exploitation induite par la légère amélioration des activités commerciales, qui se sont situés à 6,99 milliards FCFA contre 6,642 milliards FCFA en 2018. Aussi, on assiste à une hausse 630 millions FCFA des charges d'exploitation, passant à 6,76 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 10,28%. Cette situation s'explique principalement par l'augmentation des postes de charges tels que « achat de matières premières et fournitures liées (+18,72%) », « entretiens, réparations et maintenance (+23,92%) » ; « rémunérations d'intermédiaires et de conseils (+100,80%) » et « Dotations aux amortissements et aux provisions et dépréciations (+11,78%)».

Il se dégage ainsi **un résultat d'exploitation excédentaire de 226,39 millions FCFA**, contre 513,16 millions FCFA en 2018.

Au niveau des activités HAO, elles se sont soldées par un bénéfice de 246 millions FCFA, en raison de la prise en charge par l'État des dettes sociales à hauteur de 276 millions.

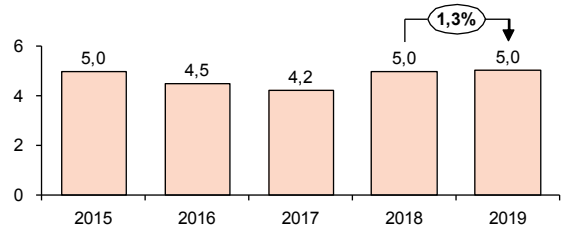
Le résultat financier, quant à lui, est passé d'un déficit de 35,6 millions en 2018 à un déficit de 228 millions en 2019.

En définitive, la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 119,22 millions en 2019, soit en baisse de 180 millions FCFA.

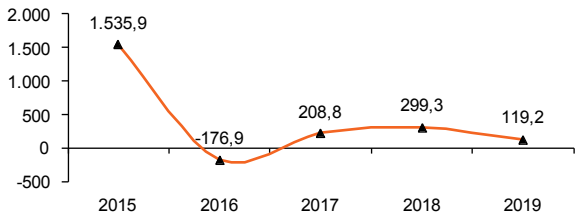
Les impôts dus à l'État par la SODERTOUR-LACS s'élèvent à 7,26 milliards en 2019, contre 6,15 milliards en 2018.

Pour l'année 2020, les bonnes perspectives observées au premier trimestre 2020 ont été freinées par la COVID 19, compromettant toutes les prévisions de chiffre d'affaires.

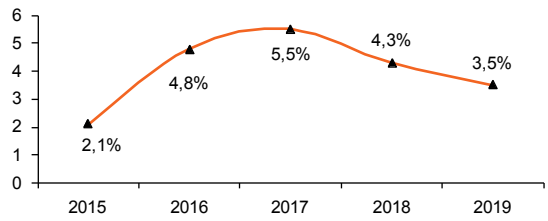
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- La mise en œuvre de la stratégie de fidélisation de la clientèle par le canal suivi des anniversaires clients ;
- La promotion sur les produits green et du restaurant CORA pour favoriser la destination PGC (Plan de Gestion de la Conservation) ;
- La poursuite des travaux de rénovation du bâtiment A ;
- Le remplacement des tuyaux d'eau chaude couloir Marahoué ;
- L'installation de nouvelles armoires split à la salle 4 ;
- L'ouverture de allocodrome nouvelle formule au PGC avec le produit «mi-parcours» ;
- L'ouverture du cinéma et de la salle de jeux ;
- L'accueil des grands évènements tels que : 45ème édition du rallye BANBAMA-Festivité de la Pâques et Pentecôte - tenue des réunions du conseil de Gouvernement et des Conseils des Ministres et du Sénat-festivités de fin d'année-séminaire de la Direction des Hydrocarbures - Saint valentin - 3ème conférence régionale de FAIR TRADE AFRICA - Yakro Holiday et vacances zouglou - fête du personnel etc... ont beaucoup boosté les activités de la SODERTOUR-LACS.

SPDC

SOCIÉTÉ DES PALACES DE COCODY

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 29 septembre 1993
Capital social 7,14 milliards FCFA
Capitaux propres 108,27 milliards FCFA
Part de l'État 100%
CA 20,3 milliards FCFA (+5,1%)
Résultat Net 545,31 millions FCFA (-66,67%)

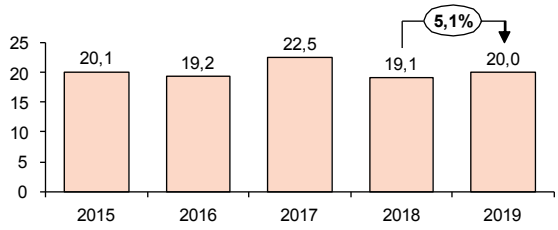
Subv. d'exploitation 150 millions FCFA
Subv. d'inv. 0 FCFA (-100%)
PCA FOFANA Zémogo
DG DIARRASSOUBA Maférima
Adm MBPE TAMBLA Cinaly
Adm MEF ADOU Kobena
Adm MTO DEMBELE Abdoulaye

RÉPARTITION DU CAPITAL

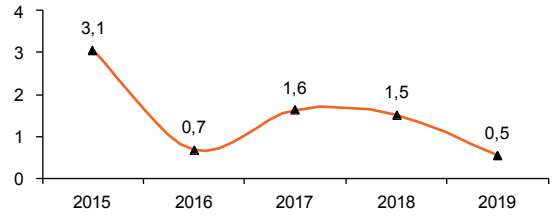
Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100

La **Société des Palaces de Cocody (SPDC)** est une société d'État qui a pour objet la gestion hôtelière, la promotion et le développement touristiques. Au 31 décembre 2019, le portefeuille de la SPDC se composait des unités suivantes : Sofitel Abidjan Hôtel Ivoire (sous contrat de gestion avec Sofitel) ; Hôtel la Paix de Daoukro ; Hôtel Hambol de Katiola ; Ivoire Golf Club et Agence Lagoona Tours. Les objectifs 2019 de la SPDC ont été fixés en tenant compte du programme d'actions prioritaires du Ministère du Tourisme. Ce programme gouvernemental ambitionne de (i) diversifier et améliorer l'offre touristique, (ii) positionner le littoral ivoirien comme destination touristique, (iii) lancer un vaste projet de requalification du patrimoine en le mettant aux normes de confort et sécurité. Au titre **des activités commerciales, le chiffre d'affaires s'est établi à 20,03 milliards FCFA en 2019**, soit une hausse de 5,07%. Cette hausse des activités commerciales s'est traduite par une augmentation des produits d'exploitation qui se sont situés à 20,77 milliards FCFA, contre 19,90 milliards FCFA en 2018. Les charges d'exploitation sont passées à 20,19 milliards FCFA en 2019, soit une augmentation de 287 millions FCFA, en raison essentiellement de l'augmentation des «autres achats» (+219 millions FCFA) et des «dotations aux amortissements et provisions» (+337 millions FCFA). Il résulte de ce qui précède un **résultat d'exploitation bénéficiaire de 576,31 millions FCFA** en 2019, contre un déficit de **2,11 millions FCFA** en 2018. Les activités exceptionnelles ont enregistré une diminution de 2,27 milliards FCFA, se fixant à 82,97 millions FCFA en 2019. Il convient de noter que le résultat de l'exercice 2018 résulte de la prise en compte de produits de cessions d'immobilisations, pour un montant de 7,26 milliards FCFA, liée à la cession d'une portion de terrain de 2 hectares du village Ivoire. En définitive, après l'impôt sur le résultat d'un montant de 181,77 millions FCFA, la société a dégagé un **résultat net bénéficiaire de 545,31 millions FCFA**, contre un bénéfice de 1,50 milliard FCFA en 2018. Quant aux impôts dus à l'État, ils s'élevaient à 514,08 millions FCFA en 2019, comprenant 332,31 millions FCFA au titre des impôts et taxes et 181,77 millions FCFA au titre des impôts BIC. Concernant les perspectives pour améliorer la gestion, l'exploitation et la gouvernance, SPDC envisage (i) finaliser la mise en réseau des différentes unités en vue de permettre un meilleur contrôle et une bonne circulation financière, (ii) finaliser les travaux d'étude cadastrale en vue de la sécurisation du patrimoine foncier de la SPDC, (iii) achever les études d'actualisation du plan stratégique en prenant en compte le nouvel environnement concurrentiel, (iv) réaliser, dans les meilleurs délais, les projets inscrits au programme d'investissement urgents, (v) Mettre en œuvre les conclusions des Comités managériaux du séminaire de Jacqueville en vue d'aider les unités de gestion directe à développer les aspects marketing et commerciaux de leur exploitation, (vi) solliciter auprès des tutelles la signature rapide de la convention pour l'aménagement et la gestion du littoral à des fins touristiques en vue de remplir pleinement la mission de promotion et de développement touristique dévolue à la SPDC.

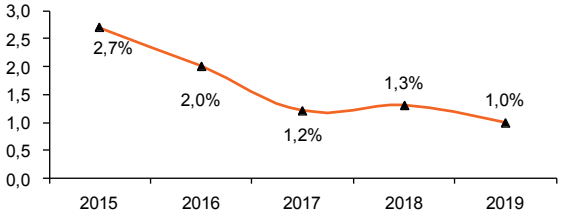
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Les redevances relatives à la convention de concession du Golf Hôtel n'ont pas été perçues par la SPDC depuis l'année 2015 ;
- Mise en œuvre du plan de départ volontaire et l'accentuation de la formation des jeunes concernant l'unité Sofitel ;
- Contribution aux actions du Ministère du Tourisme et des Loisirs dans le cadre du développement touristique Sublime Côte d'Ivoire au travers des tables rondes à l'étranger pour obtenir des financements.

> En 2019, la **BNI** a enregistré un résultat net bénéficiaire de 10 594 millions FCFA, contre une perte de 6 383 millions FCFA en 2018.

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE ET FINANCE

FINANCE

« DES PERFORMANCES FINANCIÈRES ASSEZ STABLES »

En 2019, avec l'arrivée de trois (3) nouvelles banques (une en Côte d'Ivoire et deux au Niger), le paysage bancaire dans l'UEMOA comprenait 130 banques. Quant aux établissements financiers, leur effectif est passé de 18 unités en 2018 à 20 unités en 2019, portant ainsi à 150 le nombre d'établissements de crédit agréés.

A fin 2019, les emplois du système bancaire se sont accrus de 9,7% pour s'établir à 35 815 milliards FCFA, résultant d'une progression des crédits à la clientèle (+2 112,2 milliards FCFA, +10,1%), notamment ceux à moyen terme (+1 953,1 milliards FCFA, +22,4%). Quant aux ressources bancaires, elles ont progressé de 3 353 milliards FCFA pour se fixer à 32 971 milliards FCFA à fin décembre 2019, en rapport avec la hausse concomitante des dépôts et emprunts (+2 707,8 milliards FCFA, +11,02%), des fonds propres nets (+498,8 milliards FCFA, +15,7%) et des diverses ressources (+147,0 milliards FCFA, +7,9%).

La Côte d'Ivoire demeure le pays détenant le plus d'établissement de crédit dans l'UEMOA, en 2019, avec 31 établissements de crédit dont 29 banques et 2 établissements financiers. L'évolution du taux de bancarisation évalué à 24,94%, laisse entendre qu'une grande part de marché peut être conquise par les banques du pays.

Au titre de la centralisation des risques bancaires, l'encours global des crédits recensés à la Centrale des risques s'est établi à 14 233 milliards FCFA à fin décembre 2019, contre 13 341 milliards FCFA au 31 décembre 2018, soit une hausse de 6,7%. Plus de la moitié (80%) de l'encours global des crédits recensés à la Centrale des risques en 2019 provient des concours consentis aux branches « Commerce de gros » (27,0%), « Services fournis à la collectivité » (21,3%), « Industries manufacturières » (13,8%), « Transports et communications » (11,3%) ainsi que « Bâtiments et travaux publics » (10,7%), soit 11 969 milliards FCFA.1 Par ailleurs, les autorités monétaires ont maintenu les principaux taux directeurs de la BCEAO, avec un taux d'intérêt au guichet de prêt marginal qui a été maintenu inchangé tout au long de l'année 2019 (4,50%).[1]

Aussi, en 2019, l'activité boursière régionale a été caractérisée par une situation mitigée des principaux indicateurs. La capitalisation boursière s'est élevée à 8 973 milliards FCFA au 31 décembre 2019, contre 8 274 milliards FCFA à fin 2018, soit une progression de 8,45%, imputable à une hausse du compartiment des obligations.

En effet, la capitalisation du marché des obligations est passée de 3 429 milliards FCFA à fin décembre 2018 pour se situer à 4 232 milliards FCFA au 31 décembre 2019, en accroissement de 23,42%. [1]Quant au marché des actions, il a reculé au cours de la même période de 104 milliards FCFA, en ressortant à 4 740 milliards FCFA au 31 décembre 2019.

En ce qui concerne les banques publiques majoritaires[3] ivoiriennes, elles ont connu une hausse de leurs dépôts de l'ordre de 45% (soit 298 milliards FCFA). Elles ont aussi gagné des parts de marché en ressources qui se situent à 10,2% en 2019, contre 6,7% en 2018. De même, les emplois de ces banques ont connu une progression de 103 milliards FCFA, soit une hausse de 27,9%. Les parts de marché de ces banques, en termes d'emplois, se sont établies à 6,2% en 2019 contre 3,4% en 2018, soit une amélioration de 2,8 points.

En outre, leurs performances financières sont assez stables. Le Produit Net Bancaire global est passé de 38 milliards FCFA en 2018 à 45 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 18,6%. Cela est dû à la bonne performance de la Banque Populaire de Côte d'Ivoire (BPCI) et de la Banque Nationale d'Investissement (BNI). De même, le résultat net global de ces banques s'est amélioré de 40 milliards FCFA en passant d'un déficit de 22 milliards FCFA en 2018 à un bénéfice de 18 milliards FCFA en 2019. Cette performance est liée aux résultats de la BPCI et de la BNI.

Par ailleurs, le portefeuille de l'État enregistre l'entrée de la BHCI suite à l'annulation de sa cession au repreneur. L'État a ainsi repris le contrôle de la banque avec 51,6% des parts.

Au titre de l'exercice 2019, les dividendes bruts collectés par l'État se sont élevés à 772 millions FCFA, dont 750 millions FCFA issus des dividendes de la Société Ivoirienne de Banque (détenue à 5% par l'État ivoirien) et 22 millions FCFA issus des dividendes de la BRVM et du DC/BR (détenue respectivement à 1,84% et à 1,82% par l'État).

[1] BCEAO, Rapport sur les conditions de banque dans l'UEMOA en 2019 ;
[2] BCEAO, Rapport annuel BCEAO 2019 ;
[3] Il s'agit ici des banques où l'État de Côte d'Ivoire est un actionnaire majoritaire à l'exception de la BHCI reprise par l'État en fin 2019 : BNI, Versus Bank et Banque Populaire.

BNI

BANQUE NATIONALE D'INVESTISSEMENT

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 19 février 2004
Capital social 20,5 milliards FCFA
Fonds propres effectifs -11,2 milliards FCFA (-8,49%)
Part de l'État 100%
Produit Net Bancaire 35,33 milliards FCFA (+10%)
Résultat Net 10,594 milliards FCFA (+266%)
PCA CISSE Souleymane
DG YOUSSOUF Fadiga
Adm. MBPE TOURE Y. Prosper, DOUMBIA Thiékoro
Adm. MEF FANNY W. Mélessi, MIMBA K. Antoine
Effectif 626 (+9,81%)
Filiales et Participations la BNI détient des participations dans 14 sociétés, dont les plus importantes sont : BNI-FINANCES (100%), BNI-GESTION (55%), ACE CI (25%), LA LOYALE VIE (20%).

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE CÔTE D'IVOIRE	100,00

Née de la transformation de la Caisse Autonome d'Amortissement le 19 février 2004 en banque, la **Banque Nationale d'Investissement (BNI)** dispose à fin 2019 de 38 agences et emploie 626 personnes.

Les emplois clientèle de la BNI ont connu une progression de 25,8% en 2019 pour s'établir à 383,65 milliards FCFA. Quant aux ressources clientèle, elles connaissent une hausse de 56,7% pour s'établir à 771,36 milliards FCFA en 2019, hausse portée majoritairement par les dépôts de l'État.

L'examen de la situation financière de l'exercice 2019 de la BNI, fait ressortir :

- **une augmentation de 3,34 milliards FCFA du Produit Net Bancaire (PNB)** qui s'est établi à 35,33 milliards FCFA grâce aux bonnes performances sur les commissions ;
- **une baisse de 1,31 milliard FCFA des frais généraux** qui se sont fixés à 20,7 milliards FCFA en 2019, en dépit d'un niveau d'activité plus élevé, grâce à la politique de redéploiement du personnel pour satisfaire les demandes de recrutement.

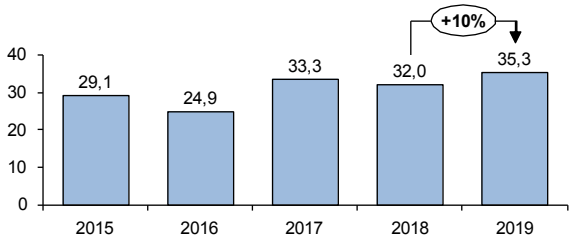
Il en découle un Résultat Brut d'Exploitation (RBE) bénéficiaire de 11,47 milliards FCFA, en hausse de 91% par rapport à 2018.

Par ailleurs, la qualité du portefeuille de crédits s'est améliorée significativement, avec un taux brut de dégradation du portefeuille qui se situe à 18,20% en 2019, contre 22,51% en 2018. Quant au coût net du risque, il est passé de 12,37 milliards FCFA en 2018 à 2,02 milliards FCFA en 2019 grâce au renforcement de la politique de suivi du crédit, à la refonte du processus de recouvrement, à l'appui de cabinets juridiques dans le recouvrement et à une meilleure sélection des clients à démarcher.

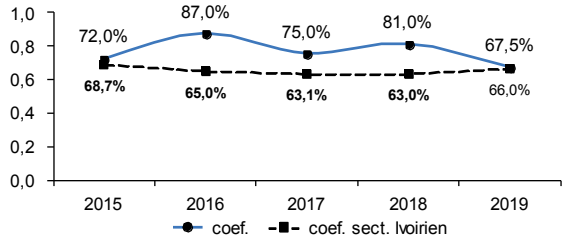
En outre, **le coefficient d'exploitation s'est amélioré de 13,5 points** en se situant à 67,5% en 2019, pour une moyenne du secteur de 66%.
En définitive, les activités de la BNI se sont soldées par un **résultat net bénéficiaire de 10 594 millions FCFA**, contre une perte de 6 383 millions FCFA en 2018.

Au titre des perspectives, la banque poursuivra la mise en œuvre du plan stratégique excellence 2021. De même, elle devra mettre en œuvre les recommandations des différents audits diligentés par le Conseil d'administration, notamment l'audit des ressources humaines, la revue des procédures, l'audit juridique et le schéma directeur.
Par ailleurs, la nouvelle menace sanitaire induite par la Covid-19 risquerait de contracter le PNB de la banque sur le second trimestre 2020, suite au ralentissement de l'activité de crédit et à l'impact de cette crise sur certains secteurs comme la restauration, le transport et le tourisme.

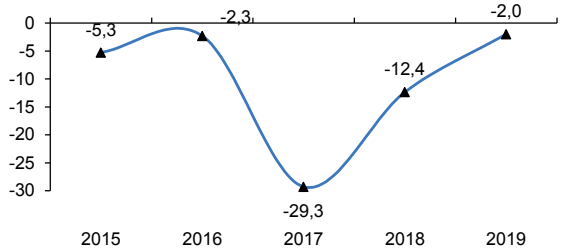
PRODUIT NET BANCAIRE *(en Milliards FCFA)*



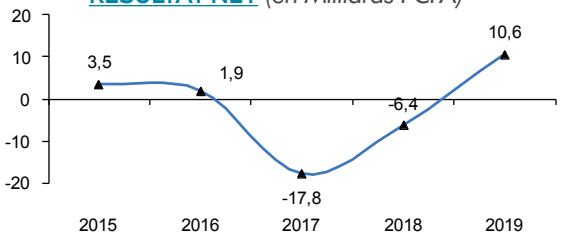
COEFFICIENT D'EXPLOITATION



COÛT DU NET RISQUE *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



FAITS MARQUANTS

- Ouverture de cinq (5) nouvelles agences en mai 2019 (Yopougon Cosmos, Abobo PK 18, Abatta, Cocody 9ème Tranche et Koumassi Mairie) ;
- Réorganisation du Comité de Direction avec l'arrivée d'un nouveau Directeur Général Adjoint, d'un nouveau Directeur des Ressources humaines et la création d'une Direction chargée de la Gestion des Risques ;
- Signature du décret relatif à l'entrée de la CNPS dans le capital de la BNI à hauteur de 20 milliards FCFA représentant 19,16% du capital de la BNI et tenue de l'AGE pour l'entériner ;
- Cession d'immobilisations hors exploitation pour un gain net de 1,18 milliard FCFA ;
- Validation de 37 documents de politiques, chartes et procédures de la banque.

BPCI

BANQUE POPULAIRE
DE CÔTE D'IVOIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 10 décembre 2009
Capital social 53 milliards FCFA
Fonds propres effectifs -84,389 milliards FCFA (-4,3%)
Part de l'État 100%
Produit Net Bancaire 2,661 milliards FCFA (+626%)
Résultat Net 6,576 milliards FCFA (+138%)

PCA AMAN AYAYE Jean Baptiste
DG FADIGA Issa
Adm. MBPE TOURE Prosper, KONET A Hussein
Adm. MEF DIOMANDE Gondo et FANNY Siaka
Effectif 512

RÉPARTITION DU CAPITAL

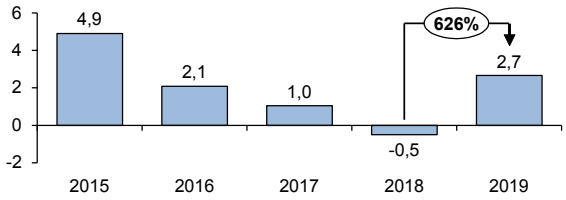
Sociétés	(%)
ETAT DE CÔTE D'IVOIRE	100,00

Née de la scission de la Société Ivoirienne de la Poste et de l'Epargne (SIPE), la **Caisse Nationale des Caisses d'Epargnes (CNCE)** est devenue, depuis 28 juin 2019, la **« Banque Populaire de Côte d'Ivoire »**, en abrégé **BPCI**. Elle dispose d'un réseau de 73 agences.
Suivant la mise en œuvre de son plan de restructuration, l'année 2019 est marquée par l'installation de son nouveau Conseil d'Administration et la mise en place progressive des autres instances de gouvernance régies par les circulaires de la Commission Bancaire, notamment la mise en place des Comités d'Audit et des Risques.
Les emplois clientèle de la BPCI ont connu une progression de 312% en 2019 pour s'établir à 23,27 milliards FCFA. Quant aux ressources clientèle, elles connaissent une baisse de 3% pour s'établir à 112,25 milliards FCFA en 2019, due principalement à la régression des emprunts à la clientèle.

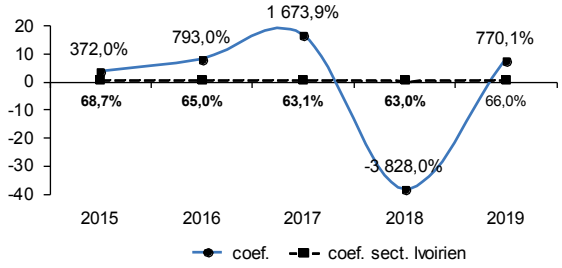
L'examen de la situation financière 2019 de la BPCI fait ressortir :
- **une augmentation de 3,17 milliards FCFA du Produit Net Bancaire (PNB)** qui s'est établi à 2,66 milliards FCFA, grâce à la bonne performance de la marge sur commissions (+58%) ;
- **une baisse de 13% des frais généraux** qui sont passés à 15,05 milliards FCFA en 2019, du fait des départs volontaires de certains agents.

Il en découle un Résultat Brut d'Exploitation (RBE) déficitaire de 17,82 milliards FCFA, contre un déficit de 19,85 milliards FCFA en 2018.
Par ailleurs, le taux brut de dégradation du portefeuille se situe à 49% en 2019 (pour une moyenne nationale de 9,1%), contre 90,94% en 2018. Quant au coût net du risque, il est passé de 1,16 milliard FCFA en 2018 à 4,72 milliards FCFA en 2019. Cette amélioration s'explique par la politique de suivi du crédit et à l'efficacité du processus de recouvrement.
En outre, le coefficient d'exploitation s'est amélioré en se situant à 770% en 2019, contre -3823% en 2018, pour une moyenne du secteur de 66%, en raison de la politique de réduction des charges d'exploitation.
En définitive, les activités de la BPCI se sont soldées par **un résultat net bénéficiaire de 6,58 milliards FCFA** soit une amélioration de 23,68 milliards FCFA par rapport à 2018, due principalement à la plus-value de 19,42 milliards FCFA réalisée sur la cession d'un actif immobilier situé en Zone 4. Les fonds propres effectifs étant négatifs de 84,39 milliards FCFA, la Banque Populaire ne respecte aucun des ratios prudentiels s'y rapportant.
Au titre des perspectives, l'activité de la banque devrait connaître une progression notable grâce à la mobilisation de ressources prévues dans le plan de restructuration, notamment la cession des terrains non litigieux, le renforcement du recouvrement des créances et l'augmentation du capital avec l'arrivée de nouveaux actionnaires.

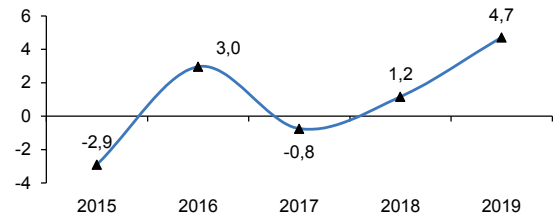
PRODUIT NET BANCAIRE *(en Milliards FCFA)*



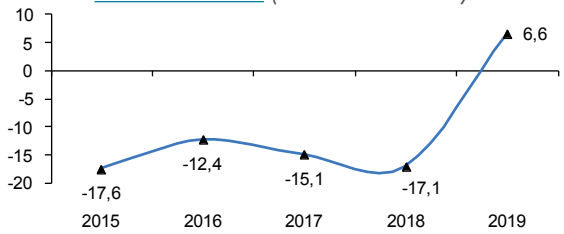
COEFFICIENT D'EXPLOITATION



COÛT DU NET RISQUE *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



FAITS MARQUANTS

- Installation du nouveau Conseil d'Administration et mise en place des Comités d'Audit et des Risques ;
- Changement de dénomination de la banque, devenant la « Banque Populaire de Côte d'Ivoire » ;
- Adoption du règlement intérieur qui régit les Comités d'Audit et des Risques.

BRVM

BOURSE RÉGIONALE
DES VALEURS MOBILIÈRES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 18 octobre 1996
Capital social 3,08 milliards FCFA
Capitaux propres 6,161 milliards FCFA (-10%)
Part de l'État 1,84%
CA 3,536 milliards FCFA (-13%)
Résultat Net 336 millions FCFA (- 55%)
Dividendes bruts 616 millions FCFA (-33%)
Dividendes État 11,3 millions FCFA
PCA KOUASSI Kouadio Parfait
DG AMENOUNVE Edoh Kossi
Adm États UEMOA Mamadou BALDE (DGTCP-GBS)
Effectif 60

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SGI	31,12
INSTITUTIONS SOUS-RÉGIONALES	27,70
SOCIÉTÉS	12,72
ETATS DE L'UEMOA	12,59
CHAMBRE DE COMMERCE	10,38
PARTICULIERS	5,48

La **Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM)** a pour principales missions : (i) l'organisation du marché boursier ; (ii) la cotation et la négociation des valeurs mobilières ; (iii) la diffusion des informations boursières ; et (iv) la promotion ainsi que le développement du marché.

En 2019, les activités du marché de la BRVM ont principalement porté sur :
- l'introduction sur le marché des actions de la société **ORAGROUP** avec une capitalisation boursière de 294,54 milliards FCFA, portant la capitalisation boursière du marché des actions à 4 741 milliards FCFA, représentant une baisse de 2,14% ;
- l'enregistrement sur le marché obligataire de dix-sept (17) nouvelles introductions pour un montant de 1 281,18 milliards FCFA, affichant la capitalisation boursière du compartiment des obligations à 4 232,65 milliards FCFA, contre 3 429,54 milliards FCFA en 2018;
- l'enregistrement de trois (3) radiations sur le marché obligataire pour un montant de 29,96 milliards FCFA.

La situation financière de la BRVM, à fin 2019, fait ressortir **une baisse de 13% de ses produits d'exploitation pour s'établir à 3,86 milliards FCFA**. Cette variation est consécutive au chiffre d'affaires et aux reprises de provision respectivement en baisse de 563 millions FCFA (-14%) et 6 millions FCFA (-2%). Quant **aux charges d'exploitation** augmentées des dotations aux amortissements et aux provisions, **elles s'élèvent à 4,02 milliards FCFA**, contre 3,99 milliards FCFA en 2018.

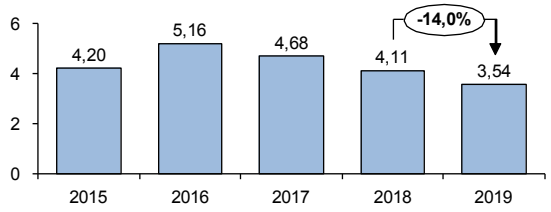
Ainsi, l'exercice 2019 s'est soldé par un résultat net bénéficiaire de 336 millions FCFA, en baisse de 55% par rapport à 2018. Cette contreperformance a été réalisée dans un contexte de ralentissement significatif des activités du marché depuis 2016.

Par ailleurs, les fonds propres sont passés de 6,84 milliards FCFA en 2018 à 6,16 milliards FCFA en 2019.

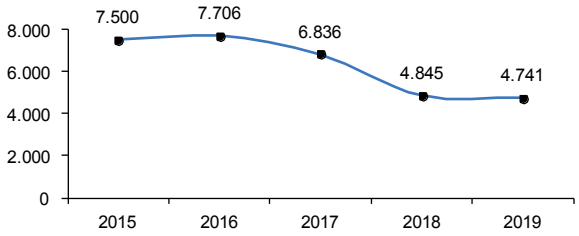
La BRVM n'a pas eu recours à des financements externes en raison de sa situation de trésorerie nette positive.

Au titre des perspectives de l'année 2020, dans un contexte de crise sanitaire liée à la COVID 19, la BRVM, à l'instar de toutes les Bourses africaines et de leurs homologues à travers le monde, a dû ajuster son mode de fonctionnement en activant son plan de continuité des activités, enclenché dès le courant du mois de mars 2020. Il s'est agi essentiellement de maintenir la bonne marche de sa plateforme électronique de cotation tout en rassurant les investisseurs.

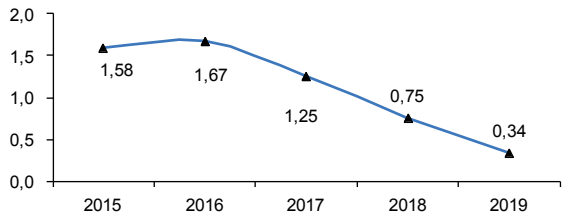
PRODUITS SUR TITRES *(en Mds FCFA)*



CAPITALISATION BOURSIÈRE *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Mds FCFA)*



FAITS MARQUANTS

- Lancement de la 3eme cohorte du programme Elite Lounge BRVM le 24 juin 2019 avec trente (30) entreprises ;
- Introduction à la cote d'ORAGROUP pour une capitalisation boursière de 294,54 milliards FCFA (la plus grande de son histoire) ;
- Signature d'un Mémorandum de Coopération avec l'Université de Québec à Montréal (UQAM) ;
- Marché obtenu par la BRVM pour la création et le lancement d'une Bourse des Matières Premières Agricoles (BMPA) ;
- Modification du Règlement Général de la BRVM et revue des conventions de Concession et du Cahier des Charges avec le CREPMF.

DC/BR

DÉPOSITAIRE CENTRALE
BANQUE DE RÈGLEMENT

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 18 octobre 1996
Capital social 1,560 milliard FCFA
Part de l'État 1,82%
Capitaux propres 3,807 milliards FCFA (+4%)
CA 2,535 milliards FCFA (- 2,46%)
Résultat Net 753 millions FCFA (+2%)
Dividendes bruts 624,2 millions FCFA
dont part État de CI 11,36 millions FCFA
PCA KOUASSI Kouadio Parfait
DG AMENOUNVE Edoh Kossi
Adm États UEMOA SAMAKE Siaka (Mali)
Effectif 9

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SGI	29,49
INSTITUTIONS	28,03
SOCIÉTES	12,83
ETATS DE L'UEMOA	12,56
CHAMBRE DE COMMERCE	10,90
PARTICULIERS	6,18

Le **Dépositaire Centrale Banque de Règlement (DC/BR)** est une société anonyme de droit privé, qui a pour mission : (i) la centralisation de la conservation des comptes courants des valeurs mobilières ; (ii) le règlement et la livraison des opérations de bourse ; (iii) le règlement des soldes de compensations et le paiement des produits attachés à la détention des valeurs mobilières ; et (iv) la mise en action du Fonds de Garantie.

En 2019, les activités sur titres du DC/BR ont principalement porté sur :
- l'enregistrement de 24 nouvelles admissions de titres, affichant une valorisation globale des titres en conservation de 9 531,8 milliards FCFA, contre 8 806,1 milliards FCFA en 2018;
- le traitement de 122 Evènements sur valeurs (ESV), portant sur un montant total de 848,9 milliards FCFA, reversés aux adhérents du Marché Financier Régional (MFR), contre 713,1 milliards FCFA en 2018;
- le traitement des Règlements/Livraisons (R/L), affichant une régression des opérations de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) passant de 477,4 milliards FCFA en 2018 à 269,5 milliards FCFA en 2019.

La situation financière du DC/BR, au 31 décembre 2019, fait ressortir une baisse de ses produits d'exploitation de 2% pour s'établir à 2,60 milliards FCFA. Cette variation est due principalement à la baisse du chiffre d'affaires de 64 millions FCFA (-2%). Quant aux charges d'exploitation augmentées des dotations aux amortissements et aux provisions, elles s'élèvent à 2,05 milliards FCFA, contre 2,12 milliards FCFA en 2018.

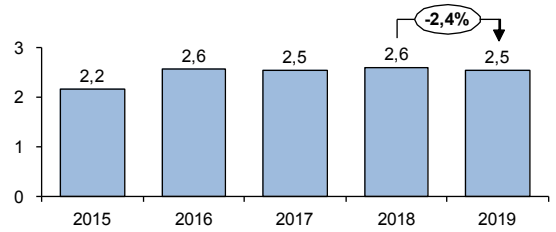
Ainsi, l'exercice 2019 s'est soldé par un résultat net bénéficiaire de 753 millions FCFA, en hausse de 2%, due à la bonne maitrise des charges.

Par ailleurs, les fonds propres de la société sont passés de 3,68 milliards FCFA en 2018 à 3,81 milliards FCFA en 2019.

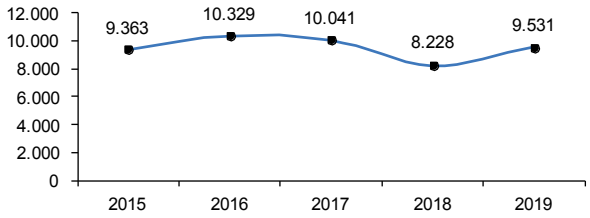
Le DC/BR n'a pas eu recours à des financements externes 2019.

Au titre des perspectives de l'année 2020, dans un contexte de crise sanitaire liée à la COVID 19, le DC/BR a dû ajuster son mode de fonctionnement en activant son plan de continuité des activités, enclenché dès le courant du mois de mars 2020. Il s'est agi essentiellement de maintenir la bonne marche de sa plateforme électronique de cotation tout en rassurant les investisseurs.

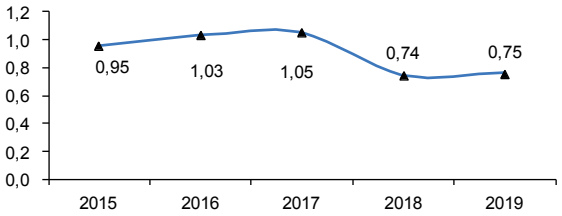
PRODUITS SUR TITRES *(en Mds FCFA)*



VALORISATION TITRES DE CONSERVATION
(en Mds FCFA)



RÉSULTAT NET *(en Mds FCFA)*



FAITS MARQUANTS

- Enregistrement de 24 nouvelles admissions sur le marché obligataire, pour un montant total 1 862 milliards FCFA ;
- Règlement total de 1 118 milliards FCFA en faveur des adhérents du Marché Financier Régional.

SIB

SOCIÉTÉ IVOIRIENNE DE BANQUE

Société Ivoirienne de Banque

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 18 juin 1962
Capital social 10 milliards FCFA
Part de l'État 5%
Fonds Propres Effectifs 103 milliards FCFA (+14%)
Produit Net Bancaire 71,887 milliards FCFA (+9%)
Résultat Net 28 milliards FCFA (+21%)
Dividendes 15 milliards FCFA (+7,1%)
Div. nets État 681 millions FCFA (+7%)
PCA et Adm.MEF N'DIA Coffi Georges Léon
DG COULIBALY Daouda
Effectif 876 (+8%)
Filiales & Participations Africaine de bourse (81,03%), SIPRIM (7,45%), BRINKS (7,5%), AXA Assurance (1,7%), GIM-UEMOA (1,6%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ATTIJARIWAFA BANK	51,00
ATTIJARI IVOIRE HOLDING	24,00
ETAT DE COTE D'IVOIRE	5,00
FLOTTANT (VIA LA BRVM)	20,00
DONT PERSONNEL SIB	3,00

Créée le 18 Juin 1962, la **Société Ivoirienne de Banque (SIB)** a une vocation de banque universelle et de réseau. Avec soixante-six (66) agences au 31/12/2019, la SIB poursuit sa dynamique de croissance, dans un environnement fortement concurrentiel avec 31 établissements de crédit en activité, dont 29 banques et 2 établissements financiers et occupe la 5ème place dans l'espace UMOA.

Les emplois clientèle de la SIB ont connu une progression de 9% en 2019 pour s'établir à 775,43 milliards FCFA. Quant aux ressources clientèle, elles connaissent une hausse de 7% pour s'établir à 837,02 milliards FCFA en 2019, tirée principalement par les dépôts à terme.

L'examen de la situation financière de l'exercice clos au 31 décembre 2019 de la SIB, fait ressortir :

- **une hausse de 5,95 milliards FCFA du Produit Net Bancaire (PNB)** qui s'est établi à 71,89 milliards FCFA, s'expliquant par la bonne performance de la marge d'intérêts clientèle (+14%) et du résultat sur les opérations de marché (+33%) ;
- **une augmentation de 7% des frais généraux** qui se sont établis à 32,65 milliards FCFA.

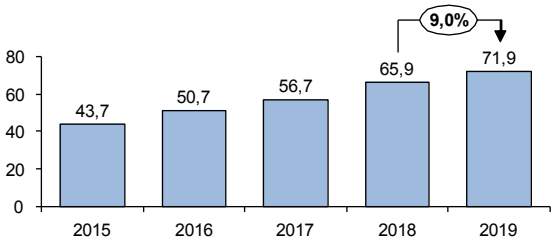
Il en découle un Résultat Brut d'Exploitation (RBE) bénéficiaire de 39,24 milliards FCFA, en hausse de 11%.

Par ailleurs, le taux brut de dégradation du portefeuille se situe à 6,2%, contre 4,7% en 2018, pour une moyenne nationale de 9,1%. Quant au coût net du risque, il est passé de 6,7 milliards FCFA en 2018 à 5,61 milliards FCFA en 2019. Cette baisse s'explique par la politique de suivi du crédit et l'efficacité du processus de recouvrement.

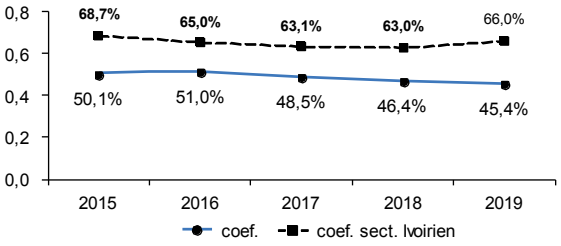
En outre, le coefficient d'exploitation se situe à 45,4% en 2019, pour une moyenne du secteur de 66%, en raison de la bonne maitrise des charges d'exploitation.
En définitive, l'exercice 2019 s'est soldé par **un résultat net bénéficiaire de 28,06 milliards FCFA**, en hausse de 21% par rapport à 2018.

Au titre des perspectives, l'activité de la banque devrait connaitre une progression notable par la mise en œuvre de son plan « Impact 2023 », qui est en rapport avec les efforts entrepris en matière de politique budgétaire ainsi que les actions en faveur de la transformation des produits agricoles, notamment la noix de cajou et les installations de plusieurs zones spéciales à Abidjan et à l'intérieur du pays.

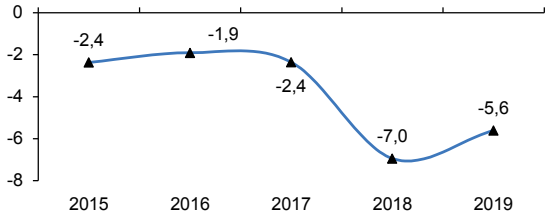
PRODUIT NET BANCAIRE *(en Mds FCFA)*



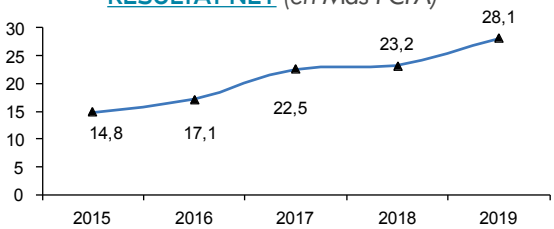
COEFFICIENT D'EXPLOITATION



COÛT NET DU RISQUE *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Mds FCFA)*



FAITS MARQUANTS

- Mise en œuvre du plan stratégique 2018- 2023 ;
- Prix 2019 du meilleur Spécialiste en Valeur du Trésors (SVT) pour la Côte d'Ivoire, pour la troisième année consécutive ;
- Ouverture du premier centre Entreprises en zone industrielle de Yopougon.

VERSUS BANK

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 01 décembre 2003
Capital social 10 milliards FCFA
Part de l'État 52,89%
Fonds propres effectifs 12,2 milliard FCFA (+40,7%)
Produit Net Bancaire 7,2 milliards FCFA (+8,6%)
Résultat Net 1515 millions FCFA (-9,2%)
PCA LOHOUES Essoh Vincent
DG EHUI Jerôme
Adm. MBPE BAMBA Seydou
Adm. MEF TANO Kouakou Bruno
Adm. IPS-CGRAE BERTE Abdrahamane Tiémoko
Effectif 118 (+9,25%)
Participation GIM-UEMOA (1,12%), SCIF (0,95%), SWIFT (0,0002%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	52,89
IPS CGRAE	47,11

Créée en 2003, la **Versus Bank** a démarré ses activités en 2004. En 2008, la banque est reprise totalement par l'État de Côte d'Ivoire, suite à des difficultés qu'elle a rencontrées. Avec trois (3) agences au 31 décembre 2019, la banque a pour vocation le financement des PME/PMI.

Pour la 9ième année consécutive, la Versus Bank a poursuivi sa dynamique de croissance entamée depuis 2011, dans un environnement fortement concurrentiel avec 31 établissements de crédit en activité, dont 29 banques et 2 établissements financiers.

Les emplois clientèle de la banque ont connu une progression de 11% en 2019 pour s'établir à 64,15 milliards FCFA. Quant aux ressources clientèle, elles connaissent une hausse de 43% pour s'établir à 77,52 milliards FCFA, grâce aux dépôts à vue et aux dépôts de garanties.

L'examen de la situation financière 2019 de la Versus Bank fait ressortir :

- **une augmentation de 572 millions FCFA du Produit Net Bancaire (PNB)** qui s'est établi à 7,20 milliards FCFA, grâce à la bonne performance sur la marge d'intérêts ;
- **une hausse de 497 millions FCFA des frais généraux qui se sont fixés à 4,58 milliards FCFA**, s'expliquant par les paiements des taxes et droit d'enregistrement liés à l'opération d'augmentation de capital et à l'indemnité de départ de l'Ex-Directeur Général.

Il en découle un **Résultat Brut d'Exploitation (RBE) bénéficiaire de 2,33 milliards FCFA**, contre 2,28 milliards FCFA en 2018.

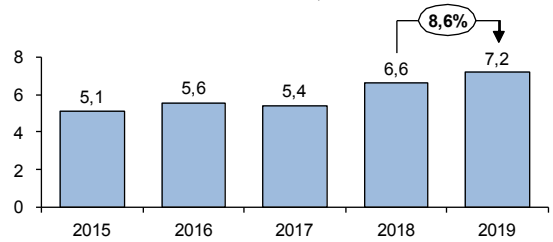
Par ailleurs, le taux brut de dégradation du portefeuille se situe à 3,1% en 2019, contre 21,4% en 2018, soit une amélioration de la qualité du crédit distribué de 18,3 points. Cela s'explique par la titrisation des créances douteuses et litigeuses sur l'État de Côte d'Ivoire.

Quant au coût net du risque, il est passé de 231 millions FCFA en 2018 à 279 millions FCFA au 31 décembre 2019. Cette augmentation s'explique par les provisions constituées pour faire face à une fraude informatique en début d'année.

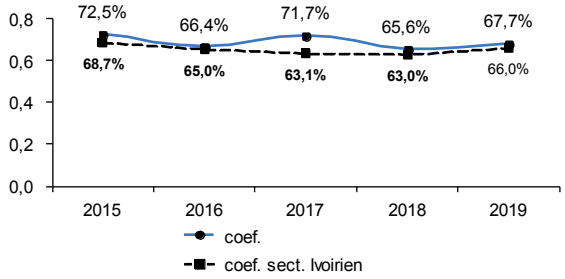
Au titre des perspectives, l'activité de la banque poursuivra la mise en œuvre du plan de projection financière 2019-2023. De même, elle devra procéder à la création de nouvelles agences et une orientation plus forte vers la clientèle des particuliers et l'augmentation significative des crédits accordés conformément au nouveau programme de financement. Aussi, serait-il primordial que la Versus Bank veille au respect de toutes les normes en matière de gouvernance conformément au nouveau dispositif prudentiel au cours de l'exercice 2020.

Par ailleurs, la nouvelle menace sanitaire induite par le Covid-19 risquerait à minima de contracter son PNB sur le second trimestre 2020, consécutif au ralentissement de l'activité de crédit et à l'impact de cette crise sur certains secteurs comme le BTP, l'industrie manufacturière et le commerce.

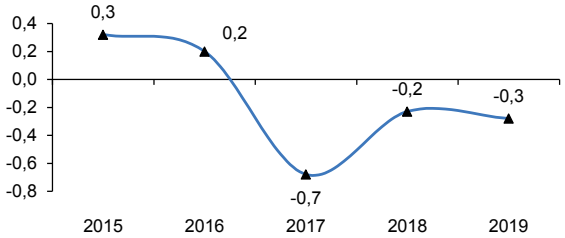
PRODUITS SUR TITRES *(en Milliards FCFA*



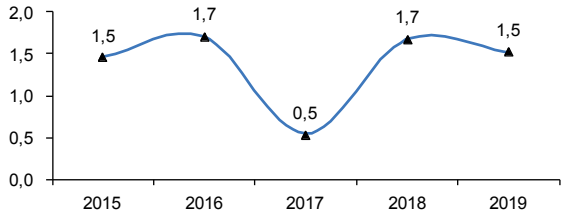
COEFFICIENT D'EXPLOITATION



COÛT NET DU RISQUE *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



FAITS MARQUANTS

- Prise de Décret en Conseil des Ministres du 27 juin 2018, autorisant une augmentation de capital par la création de 267 233 nouvelles actions au profit de l'PS-CGRAE ; à l'issue de cette opération, le capital de la banque s'établit à 10 milliards FCFA, dont 52,89% pour l'État et 47,11% pour l'IPS-CGRAE.

> La **SNDI** a enregistré au cours de l'année 2019, un résultat d'exploitation bénéficiaire de 693 millions FCFA, contre un bénéfice de 502 millions FCFA en 2018, soit une amélioration de 191 millions FCFA.

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM, POSTE ET FINANCE

TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE

LA CÔTE D'IVOIRE COMPTE, EN 2019, ENVIRON 36,8 MILLIONS D'ABONNÉS MOBILE, SUR UNE POPULATION GLOBALE DE PRÈS DE 25,82 MILLIONS D'HABITANTS, AVEC UN TAUX DE PÉNÉTRATION DE LA TÉLÉPHONIE MOBILE DE 142,4%.

En 2019, selon l'UIT, 53,6% de la population mondiale était connectée, soit environ 4,1 milliards de personnes utilisant l'Internet ; ce qui traduit une avancée importante dans le sens d'une société mondiale de l'information plus inclusive. Cependant, l'UIT révèle que l'accessibilité financière et le manque de compétence numérique sont les principaux obstacles à l'utilisation de l'Internet. De plus, la quasi-totalité de la population mondiale vit aujourd'hui dans une zone desservie par un signal mobile cellulaire.

La Côte d'Ivoire compte, en 2019, environ 36,8 millions[1] d'abonnés mobile, sur une population globale de près de 25,82 millions d'habitants, avec un taux de pénétration de la téléphonie mobile de 142,4%.

Au titre du secteur de la télécommunication qui couvre la téléphonie fixe et mobile en passant par l'internet, la présence de deux entreprises publiques à savoir l'ANSUT et l'AIGF, démontre l'importance de la télécommunication au cœur de la stratégie d'émergence de la Côte d'Ivoire.

Par ailleurs, l'année 2019 a enregistré la mise en œuvre de plusieurs projets structurants dont (i) la construction d'un réseau national haut débit de fibre optique long de 7000 km, (ii) le développement de la gouvernance électronique de l'État (Education, Santé, État civil, Justice, etc.) (iii) l'amélioration de l'environnement des affaires par la dématérialisation des procédures administratives ainsi que (iv) la vulgarisation des outils et service TIC par le projet 1 citoyen, 1 ordinateur et ses démembrements.

Tous ces projets ont contribué efficacement au développement du secteur des télécommunication set de l'économie numérique qui affiche une part importante dans l'économie nationale. Selon les chiffres du MENUP, la contribution de l'économie numérique à la croissance est de 7% et pourrait progresser au cours de l'année 2020.

En ce qui concerne les performances commerciales des sociétés parapubliques[2] du secteur technologie, elles sont marquées, en 2019, par un chiffre d'affaires global qui s'est détérioré de 37,93%, en passant de 54,11 milliards FCFA en 2018 à 33,58 milliards FCFA. Quant au résultat du secteur, il s'est dégradé, en passant d'un bénéfice de 12,11 milliards FCFA 2018 à un bénéfice de 5,68 milliards FCFA en 2019.

videndes de la BRVM et du DC/BR (détenue respectivement à 1,84% et à 1,82% par l'État). Cette contreperformance s'explique, principalement, par les baisses respective de 6,176 milliards FCFA et de 274 millions FCFA observées au niveau des résultats nets de WEBB Fontaine CI et du VITIB CI. Il convient de rappeler que suite à l'expiration au 30 juin 2019 du contrat de concession ente l'État de Côte d'Ivoire et le group WEBB FONTAINE, le Conseil des Ministres du 12 juin 2019 a confié la gestion, l'exploitation et le développement du GUCE à une nouvelle société dès le 1er juillet 2019, dénommée GUCE CI. A cet effet, les activités de la société WEBB FONTAINE se sont tenues sur le premier semestre 2019,

Quant au secteur de la Poste, auparavant dominé par un opérateur historique, la Poste de Côte d'Ivoire, il enregistre depuis les années 80, l'arrivée d'opérateurs privés qui exercent leurs activités sur tous les segments du marché postal à savoir les segments « Courrier et colis » et « transferts d'argent ». La performance financière de la Poste CI demeure assez mitigée. En effet, pendant que le chiffre d'affaires baisse en passant de à 7,2 milliards FCFA en 2018 à 6,8 milliards FCFA, le résultat net s'améliore de 49,94% pour se situer à -2,16 milliards FCFA.

Globalement, au titre de l'exercice 2019, les sociétés publiques du secteur technologies, télécommunications et poste enregistrent un chiffre d'affaires cumulé de 557,34 milliards FCFA, soit une baisse de 3,18% par rapport à 2018, imputable à la baisse des activités commerciales de la société WEBB FONTAINE, qui a réalisé moins de la moitié de son chiffre d'affaires habituels du fait de la tenue de ses activités uniquement sur le premier semestre. Quant au résultat net des entreprises du secteur, il s'est amélioré de 120,49%, pour se situer à 55,20 milliards FCFA, imputable à Orange CI et à l'AIGF qui ont connu des hausses respectives de de 142% et 143%.

[1] Orange CI, Rapport annuel 2019
[2] Il s'agit des sociétés suivantes : Webb fontaine, VITIB, QUIPUS et SNDI

AIGF

AGENCE IVOIRIENNE DE GESTION DES FRÉQUENCES RADIOÉLECTRIQUES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Etats financiers provisoires

Date de création 21 mars 2012
Capital social 500 millions FCFA
Capitaux propres 16,963 milliards FCFA (+1,7%)
Part de l'État 100%
CA 9,875 milliards FCFA (-3,3%)
Résultat Net 608 millions FCFA (+144%)
DG COULIBALY Yacouba
Adm MBPE Ali SISSOKO
Adm MEF KEITA Zakarya
Participation RASCOM (3,41%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE CÔTE D'IVOIRE	100,00

Créée en 2012, l'**Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences radioélectriques**, en abrégé AIGF, a pour mission principale d'assurer la planification, l'attribution et le contrôle des fréquences radioélectriques en veillant aux besoins des administrations et des autorités affectataires de fréquences radioélectriques.
En 2019, l'AIGF a mené plusieurs activités dans le cadre de ses missions dont l'enregistrement de 41 nouveaux permissionnaires, l'autorisation d'implantation de stations et sites radioélectriques, et la surveillance de l'exposition de la population aux champs électromagnétiques.

A fin 2019, la situation financière de l'AIGF est caractérisée par :

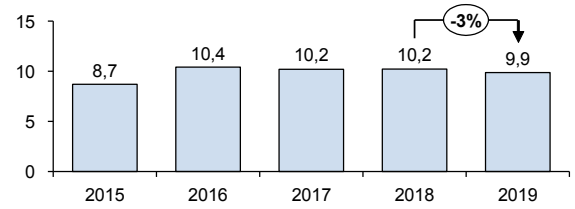
- une baisse de 41,84% des produits d'exploitation : ils sont passés de 24,318 milliards FCFA en 2018 à 14,142 milliards FCFA. Cela s'explique essentiellement par la forte baisse constatée de 10,683 milliards FCFA sur les « autres produits » qui avaient atteint un niveau de 13,776 milliards FCFA en 2018 en raison des reprises de provisions pour créances douteuses antérieurement constituées ;
- une réduction de 37,01% des charges d'exploitation : elles ont chuté de 8,9 milliards FCFA pour se situer à 15,146 milliards FCFA en 2019. Cela est principalement due à la réduction de 12,016 milliards FCFA du poste «autres charges», qui se situait à 14,907 milliards FCFA en 2018 du fait de la perte constatée sur créances douteuses antérieurement provisionnées.

Il en résulte un résultat d'exploitation déficitaire de 1 milliard FCFA au 31 décembre 2019 contre un bénéfice de 272 millions FCFA en 2018. Par ailleurs, le résultat financier, déficitaire de 67 millions FCFA en 2018, ressort négatif à 140 millions FCFA. Quant au résultat HAO, il est bénéficiaire de 1,956 milliard FCFA, contre 128 millions FCFA en 2018, en raison principalement de la remise gracieuse de ses arriérés d'impôt sur 2017 et 2018 obtenue de la Direction Générale des Impôts (DGI). La société a ainsi dégagé un résultat net bénéficiaire de 608 millions FCFA, en hausse de 144% par rapport à 2018.

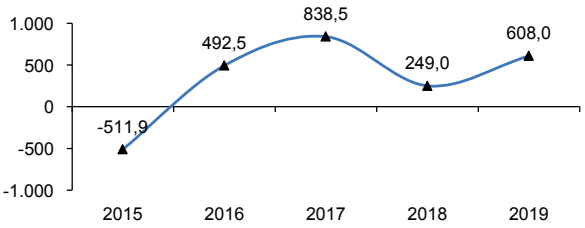
A fin décembre 2019, la dette fiscale de l'AIGF a augmenté de 2,27%, pour se situer à 3,339 milliards FCFA. Les impôts et taxes dûs au titre de l'exercice 2019 s'élèvent à 695 millions FCFA.

Au titre des perspectives, plusieurs actions seront menées par la société en 2020, entre autres (i) veiller à la signature du décret fixant le montant des frais d'autorisation, d'installation et de contrôle annuel des stations radioélectriques ; (ii) identifier tous les fournisseurs d'équipements radioélectriques sur le territoire national; (iii) acquérir et mettre en service un logiciel de gestion des servitudes radioélectriques (iv) prendre en compte les nouveaux services innovants (drones téléportés, IoT, etc.); (v) Faire le recensement des stations radioélectriques sur tout le territoire national et procéder au marquage des sites.

CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en millions FCFA)*



FAITS MARQUANTS

- Mise à jour du Tableau National de Répartition du Spectre de Fréquences (TANARES) ;
- Surveillance de l'exposition de la population aux champs électromagnétiques par une campagne nationale de mesures des rayonnements non ionisants ;
- Enregistrement de nouveaux permissionnaires ;
- Mise en œuvre des éléments de base du projet SG-CAS ;
- Remise gracieuse d'un montant de 2 milliards FCFA de ses arriérés d'impôt sur 2017 et 2018, obtenue de la Direction Générale des Impôts (DGI) ;
- Préparation et participation à la Conférence Mondiale des radiocommunications 2019 (CMR-19) ;
- Régularisation des titres fonciers et suivi des litiges fonciers.

ANSUT

AGENCE NATIONALE DU SERVICE UNIVERSEL DES TELECOMMUNICATIONS/TIC

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Etats financiers provisoires

Date de création 21 mars 2012
Capital social 500 millions FCFA
Capitaux propres 103,15 milliards FCFA (-3%)
Part de l'État 100%
CA 26,1 milliards FCFA (+4%) *dont Taxe de Développement des NTIC : 20,9 milliards FCFA (+11%)*
Résultat Net 3,43 milliards FCFA (+39%)
PCA KONE Lassina
DG SORO-KIPEYA Jean Euloge
Adm MBPE DJENI Isabelle
Adm MEF FOFANA Epse Touré Na Mafingue
Filiales VITIB (6,89%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE CÔTE D'IVOIRE	100,00

Créée par le décret n°2012-949 du 26 septembre 2012 suite à la reforme intervenue dans le secteur par l'ordonnance 2012-293 du 21 mars 2012 relative aux Télécommunications et aux TIC, l'**Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications/TIC** (ANSUT) a pour principales missions : (i) l'élaboration des cahiers de charges des Programmes de Service Universel des Télécommunications/TIC (PSUTTIC) ; (ii) la mise en œuvre des PSUTTIC pour le compte de l'État ; (iii) le financement defs PSUTTIC ; (iv) la gestion des opérations d'investissement financées par l'État dans le domaine des Télécommunications/TIC.

En 2019, l'ANSUT s'est attelée à réaliser ses missions en se focalisant sur les projets majeurs que sont le Backbone National, le programme «1 Citoyen 1 Ordinateur» et la maturité numérique.

A fin décembre 2019, la situation financière de l'ANSUT est caractérisée par :

- une diminution de 6,755 milliards FCFA des produits d'exploitation : ces produits sont passés de 33,697 milliards FCFA en 2018 à 26,942 milliards FCFA en 2019, soit une baisse de 20%. Cette baisse s'explique essentiellement par la réduction des subventions d'exploitation dans le cadre de la prise en charge des frais liés à l'acquisition des licences Microfoft pour l'informatisation de l'administration publique ;
- une baisse de 11,317 milliards FCFA des charges d'exploitation : ces charges s'élèvent à 21,591 milliards FCFA, contre 32,908 milliards FCFA en 2018, soit une réduction de 34%. Cette diminution est principalement imputable aux services extérieurs qui chutent de 10,113 milliards FCFA.

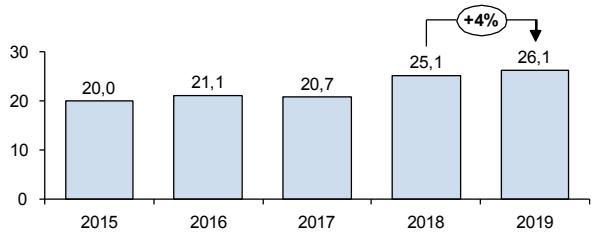
Il en découle un résultat d'exploitation bénéficiaire de 5,351 milliards FCFA, contre un bénéfice de 790 millions FCFA en 2018, soit une amélioration de 4,561 milliards FCFA.

Par ailleurs, le résultat financier est déficitaire de 7,425 milliards FCFA, contre un déficit de 4,482 milliards FCFA en 2018, soit une détérioration de 2,943 milliards FCFA. Le résultat HAO est également déficitaire de 1,320 milliard FCFA, contre une perte de 1,866 milliards FCFA en 2018.

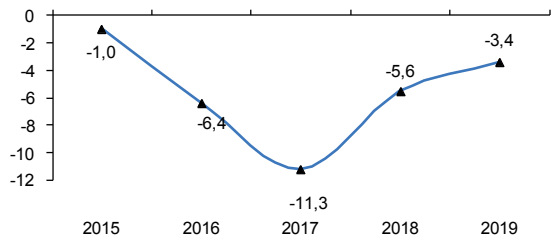
En définitive, après l'impôt sur le résultat de 35 millions FCFA, les activités de l'ANSUT se sont soldées par un résultat net déficitaire de 3,429 milliards FCFA, contre un déficit de 5,594 milliards FCFA en 2018, soit une amélioration de 2,165 milliards FCFA.

A fin décembre 2019, les impôts et taxes dus s'élèvent à 268 millions FCFA, contre 286 millions FCFA en 2018, soit une baisse de 18 millions FCFA.
Pour l'exercice 2020, la société envisage de mener plusieurs actions pour l'allègement du service de la dette et la digitalisation de l'Agence.

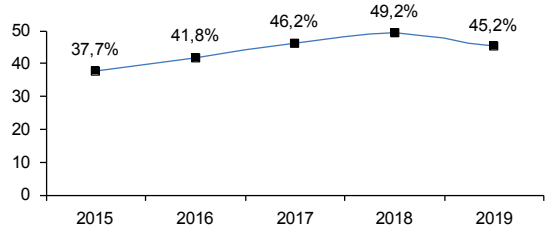
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Actions pour le déblocage du prêt AFD, notamment la sélection d'un Délégataire de Service Public (DSP) pour l'exploitation du RNHD ;
- Poursuite des projets de construction de la fibre optique, de la maturité numérique, et 1 COC ;
- Exploitation du Postel 2001 ;
- Remboursement du service de la dette (Prêt Ecobank, Prêt BOAD-CORIS).

OCI

ORANGE
CÔTE D'IVOIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 28 octobre 1996
Fusion par absorption de Côte d'Ivoire Télécom par OCI, avec effet rétroactif comptable et fiscal au 1er juillet 2016
Capital social 6,0 milliards FCFA
Capitaux propres 433,41 milliards FCFA (+13,24%)
Part de l'État 14,95%
CA 481,02 milliards FCFA (+0,4%)
Résultat Net 54,7 milliards FCFA (+142,5%)

PCA METTLING Bruno
DG BAMBA Mamadou
Adm. MBPE TAHI Fabrice
Adm. MENP APETE André Augustin
Filiales et Participations Orange Libéria (100%), Orange Burkina Faso (50%), OCIP (100%), Afrimarket (6,48%), TELENUM (49%), Côte d'Ivoire Câbles (40%), Groupement Orange Service (22,65%), OMCI (99,99%), VITIB (2%), SICABLE (1,28%), RASCOM (10,08%), CANAL+CI (5%), SEDACI (13,40%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ATLAS COUNTRIES SUPPORT	58,65
FRANCE CABLES RADIO-CI	15,80
ETAT DE COTE D'IVOIRE	15,03
SIFCOM	10,35
EMPLOYÉS ET EX-EMPLOYÉS DE CIT	0,17

Orange Côte d'Ivoire est un opérateur de téléphonie mobile, devenu un opérateur de téléphonie fixe et mobile depuis sa fusion absorption avec la société Côte d'Ivoire Télécom le 1er juillet 2016. Sa mission est l'établissement de réseaux et la fourniture de services de télécommunications en Côte d'Ivoire.

Au niveau opérationnel, on note une faible croissance du parc Mobile de **0,3%** et sa situation financière s'est caractérisée par :

- **une faible amélioration des activités commerciales,** avec un chiffre d'affaires qui a augmenté de seulement 0,4% pour atteindre **481,02 milliards FCFA en 2019** ;
- un résultat d'exploitation bénéficiaire de **97,98 milliards FCFA**, en hausse de **71,46%**, du fait de la baisse des charges d'exploitation ;
- **une légère amélioration du résultat financier** (déficitaire de **10,32 milliards FCFA**), de 601 millions FCFA, en raison de la baisse des charges d'intérêt liées au paiement de la dernière tranche de remboursement du prêt ASB ;
- **une amélioration du résultat HAO** qui passe de **-6,01 milliards FCFA** en 2018 à **-2,44 milliards FCFA**, soit une augmentation de **3,566 milliards FCFA** imputable au surcroît de charge relative à la valeur nette comptable des équipements sortis en lien avec l'incendie en 2018.

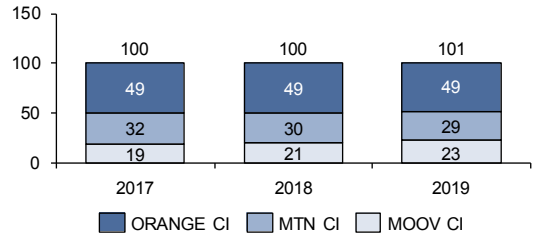
En définitive, **le résultat net** ressort bénéficiaire de **54,74 milliards FCFA,** contre **22,58 milliards FCFA** en 2018, soit une augmentation de **32,166 milliards FCFA**, représentant une hausse de **142,47%**.

Quant aux impôts dus, au titre de l'exercice 2019, ils s'élevaient à **77,23 milliards FCFA**, contre **63,37 milliards FCFA** en 2018.

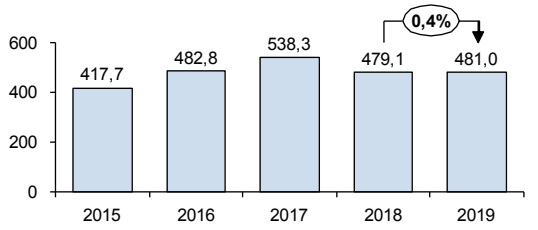
Pour l'exercice 2020, la société a adopté un chantier business pour soutenir l'ambition de croissance du revenu tout en poursuivant la maîtrise des charges et cinq (5) chantiers d'efficience en vue d'améliorer durablement l'efficacité opérationnelle, à savoir : (i) développer l'expérience client, (ii) développer l'expérience salarié, (iii) simplifier la façon de travailler, le réseau et le SI, (iv) redonner confiance à la distribution, (v) redonner confiance au business.

Pour ce faire, un vaste Plan de transformation dénommée « Metarmorphose » a été initié avec pour objectif d'atteindre, en 2020, 50% de Part de Marché Valeur avec un taux d'EBE de 35% du chiffre d'affaires, tout en étant numéro 1 du marché.

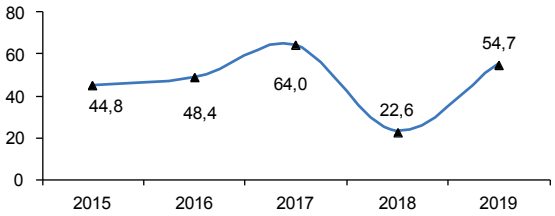
PARTS DE MARCHÉ EN POURCENTAGE



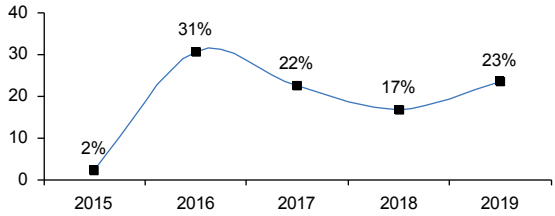
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Mds FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Effectivité de l'augmentation du capital à 6 026 millions FCFA réservée aux salariés après l'AGM du 4 décembre ;
- Nouvelle fiscalité sur le mobile money avec un impact sur les comptes de 4,8 milliards FCFA ;
- Hausse du parc clients Orange Côte d'Ivoire de 0,3% malgré un marché national des télécoms en baisse de 3,1% pour la deuxième année consécutive ;
- Convention de prêt signée entre Orange Côte d'Ivoire et la BICICI portant sur un crédit renouvelable de 70 milliards FCFA sur 5 ans.

PCI

POSTE DE CÔTE D'IVOIRE

LA POSTE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Etats financiers provisoires

Date de création 30 juin 1998
Capital social 12,7 Milliards FCFA
Capitaux propres 21 milliards FCFA (-9,4%)
Part de l'État 100%
CA 6,8 milliards FCFA (-5,6%)
Résultat Net -2,2 milliards FCFA (+49,9%)
Subv. d'expl. 2,4 Milliards FCFA (+23%)
Subv. d'inv. 177,2 Millions FCFA (+31%)
***PCA** KAH ZION Denis
DG GNAMBA-YAO Isaac
Adm MEF KABA Ibrahim
Adm MBPE DAGO JACOB
Filiales CHRONOPOST (50%)
Effectif 841

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE CÔTE D'IVOIRE	100,00

Sous sa forme actuelle, la **Poste de Côte d'Ivoire (PCI)** a été créée par le décret n°98-377 du 30 juin 1998.Société d'État, elle est née de la dissolution de la Société Ivoirienne de la Poste et de l'Epargne (SIPE).

Elle a pour mission d'exploiter le service public des postes à travers l'acheminement par voie terrestre, aérienne ou maritime de tout type de courriers et paquets tant sur le territoire national, qu'à destination et en provenance des pays étrangers.

A fin décembre 2019, la situation financière de la PCI est caractérisée par :
- une diminution des activités commerciales : le chiffre d'affaire a diminué, passant de 7 168 millions FCFA en 2018, à 6 764 millions FCFA, correspondant à une baisse de 5,63% ;

- une légère détérioration des produits d'exploitation : les produits d'exploitation ont baissé de 66 millions FCFA, pour s'établir à 10 927 millions FCFA, soit une baisse de 0,6% par rapport à 2018.

- une baisse des charges d'exploitation : les charges d'exploitation ont baissé de 767 millions FCFA, passant à 13 984 millions FCFA.

Ainsi, le résultat d'exploitation ressort déficitaire de 3 057 millions FCFA, contre un déficit de 3 759 millions FCFA en 2018, représentant une hausse de 19%.

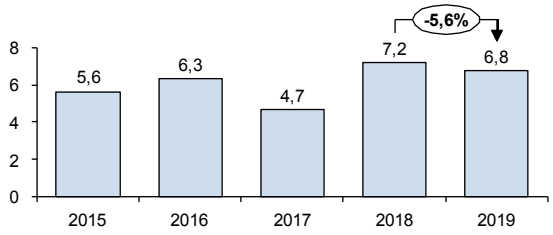
Par ailleurs, le résultat financier est déficitaire de 243 millions FCFA, contre un déficit de 564 millions FCFA en 2019.

En définitive, après l'impôt sur le résultat nul et le résultat HAO bénéficiaire de 1 141 millions FCFA, la Poste Côte d'Ivoire a dégagé un résultat net déficitaire de 2 158 millions FCFA, contre un déficit de 4 311 millions FCFA en 2018.

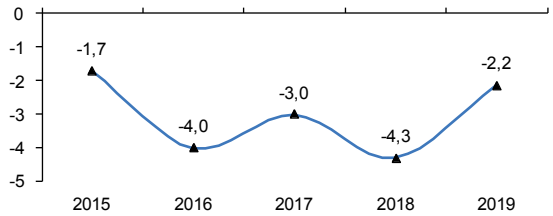
La dette fiscale de la société, quant à elle, est évaluée à 10 513 millions FCFA contre 9 099 millions FCFA en 2018. Les impôts et taxes de l'exercice 2019 se chiffrent à 335 millions FCFA.

Au titre des perspectives, la société entend faire adopter par le Conseil des Ministres son plan de relance et de restructuration.

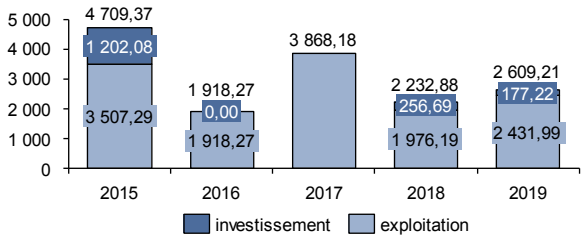
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Milliards FCFA)*



SUBVENTION *(en Millions FCFA)*



FAITS MARQUANTS

- Démarcher le CEPICI pour l'attribution de BP à toutes les entreprises nouvellement créées ;
- Augmenter les cautions bancaires des produits financiers ;
- Recruter plus de marchands sur la plateforme de E-Commerce, Sanlishop ;
- Elargir la gamme de documents pris en compte dans « documents.ci » ;
- Démarcher les grands facturiers (C1E, SODEC1, ASSURANCES, BANQUES, DGI, État)

QUIPUX AFRIQUE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 25 juillet 2013
Capital social 1 000 millions FCFA
Capitaux propres 959 millions FCFA (-26,41%)
Part de l'État (SNDI) 35%
CA 10 686 millions FCFA (-8,03%)
Résultat Net -243 millions FCFA (-341%)
PCA GOMEZ Oscar David Pinéda
DG KONE Ibrahima
Adm. SNDI SORO Nongolougo
Adm MBPE Salifou OUEDRAOGO

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
QUIPUX INNOVA	65,00
SNDI	35,00

QUIPUX Afrique S.A est une société de droit ivoirien qui s'affirme à travers le développement de solutions technologiques appliquées aux systèmes de transports terrestres. QUIPUX Afrique est une filiale de QUIPUX Innova qui a mis en place plus de 50 projets dans le monde. L'un des produits de QUIPUX Afrique adapté aux réalités socio-économiques de la Côte d'Ivoire, est le Centre de Gestion Intégrée (CGI) du Ministère des Transports. Le CGI a pour mission d'intégrer les nouvelles technologies de l'information et de la communication pour résoudre les problèmes du secteur des transports en Côte d'Ivoire grâce à la coordination des forces interinstitutionnelles en télécommunication et informatique, à la création d'espaces d'innovation et à l'utilisation de plateformes convergentes d'éducation. Le CGI facilite et sécurise toutes les démarches relatives aux transports terrestres en Côte d'Ivoire.

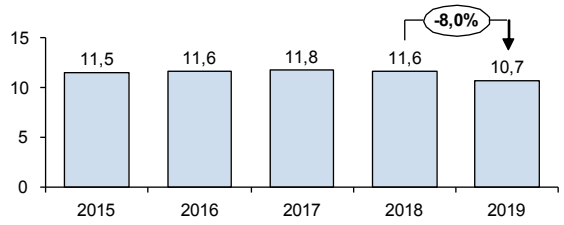
A fin 2019, la situation financière de la société QUIPUX est caractérisée par :
- **une baisse de 8% des activités commerciales,** avec un chiffre d'affaires de **10 686 millions FCFA** ;
- **un résultat d'exploitation déficitaire de 174 millions FCFA**, contre un bénéfice de **433 millions FCFA** en 2018, soit une diminution de **607 millions FCFA**.
- **Un résultat financier** déficitaire de **218 millions FCFA**, contre un déficit de **257 millions FCFA** en 2018. Le résultat hors activités ordinaires a, quant à lui, connu une amélioration en passant d'un déficit de **16 millions FCFA** en 2018 à un bénéfice de **281 millions FCFA**.

En définitive, la société a dégagé **un résultat net déficitaire de 243 millions FCFA, contre un bénéficiaire 101 millions FCFA en 2018**, soit une détérioration de 344 millions FCFA.

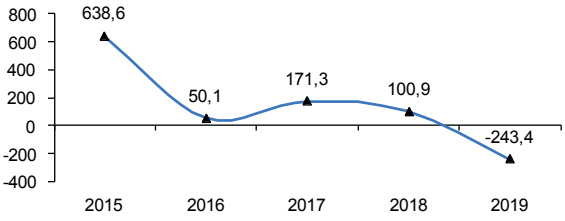
A fin 2019, la dette fiscale et sociale de la société a connu une hausse de **33,27%** pour se fixer à **1 007 millions FCFA**, contre **672 millions FCFA en 2018**.

Au titre des perspectives pour l'exercice 2020, QUIPUX Afrique envisage la mise en œuvre des diligences suivantes :
- la finalisation des discussions avec le comité interministérielle de négociation pour l'élaboration d'un projet d'Avenant et de cahier de charges à la convention de concession ;
- la mise en place d'un plan de gestion de crise sur 3 mois renouvelable suite aux effets de la pandémie à coronavirus ;
- la révision de la structuration financière du projet de façon à améliorer le fond de roulement ;
- la poursuite des efforts dans la maîtrise des charges.

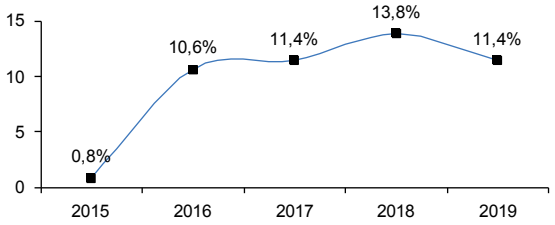
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Mise en œuvre effective des différents décrets visant des restrictions sur l'âge d'importation et de mise en circulation des véhicules en CI ;
- Validation d'une CCM par le Conseil des Ministres visant au lancement du projet STI (Système de Transports Intelligents, avec son volet détection électronique des infractions au code de la route et ses activités connexes ;
- Renouvellement de la certification ISO 9001 version 2015 par la satisfaction de l'audit initial par l'AFRNOR.

SNDI

SOCIETE NATIONALE DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Etats financiers provisoires

Date de création 10 mars 1999
Capital social 1,13 milliard FCFA
Capitaux propres 3,51 milliards FCFA (+15,27%)
Part de l'État 100%
CA 7,13 milliards FCFA (-9,0%)
Résultat Net 465 millions FCFA (+34,18%)

PCA et Adm Présidence ALLOCO Arthur
DG SORO Nongolougo
Adm. MBPE TRAORE Tiedié
Participations et Filiales QUIPUX (35%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE CÔTE D'IVOIRE	100,00

Depuis 1999, année de sa création, la **SNDI** propose une offre de services intégrés, composée de neuf (9) grands domaines d'activités stratégiques et d'expertise métier. L'exercice 2019 marque la troisième année de la mise en œuvre du Plan Stratégique 2017-2020 de la SNDI, découlant du PND 2016-2020 du Gouvernement.

A fin décembre 2019, la situation financière de la SNDI est caractérisée par :

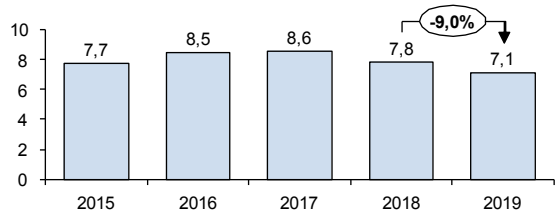
- **une diminution des activités commerciales :** le chiffre d'affaires est passé de 7 836 millions FCFA en 2018 à 7 132 millions FCFA en 2019, soit une diminution 704 millions FCFA, représentant de baisse de 8,99% ;
- **une diminution de 1 346 millions FCFA des produits d'exploitation :** ils ont diminué de 15,86%, pour se situer à 7 134 millions FCFA en 2019 contre 8 479 millions FCFA en 2018 du fait de la baisse du chiffre d'affaires et de la reprises d'amortissements, provisions et dépréciations d'affaires respectivement de 704 millions FCFA et de 580 millions FCFA ;
- **une diminution de 1 537 millions FCFA des charges d'exploitation :** elles sont passées de 7 977 millions FCFA en 2018 à 6 440 millions FCFA en 2019, soit une baisse de 19,26%. Cette baisse s'explique essentiellement par une diminution de 1 015 millions FCFA des autres achats.

Il en résulte un résultat d'exploitation bénéficiaire de 693 millions FCFA, contre un bénéfice de 502 millions FCFA en 2018, soit une amélioration de 191 millions FCFA.

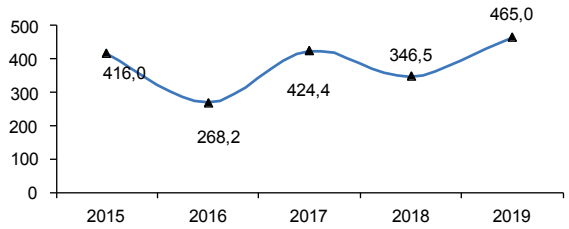
En définitive, après l'impôt sur le résultat d'un montant de 203 millions FCFA, le résultat financier de -27 millions FCFA et le résultat HAO de 1,9 millions FCFA, la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 465 millions FCFA en 2019 contre un bénéfice de 347 millions FCFA en 2018, soit une hausse de 34,18%.

Les impôts et taxes s'élèvent globalement à 306 millions FCFA au 31 décembre 2019, contre 821 millions FCFA en 2018. Par ailleurs, les dettes fiscales et sociales de la SNDI se situent à 6 521 millions FCFA, contre 4 596 millions FCFA en 2018, soit une augmentation de 1 916 millions FCFA, représentant une hausse de 41,68%.

CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Millions FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



FAITS MARQUANTS

VITIB

VILLAGE DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA BIOTECHNOLOGIE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 30 août 2004
Capital social 2,2 milliards FCFA
Capitaux propres -1 371 millions FCFA
Part de l'État 27,50%
CA 1 206 millions FCFA (+32%)
Résultat Net 182 millions FCFA (-60%)

Subv d'exploitation 900 millions FCFA
PCA MESSE WOI Alphonse
DG PANGO Philippe
Adm MBPE DOUMBIA Thiékoro
Adm MENP YED M Anikpo

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
PRESTIGE TELECOM	20,70
NSIA	13,80
ETAT DE COTE D'IVOIRE	8,30
MTN COTE D'IVOIRE	7,60
ANSUT	6,90
CNDI	6,90
AUTRES	35,80

Le **Village des Technologies de l'Information et de la Biotechnologie (VITIB)** est une société anonyme à participation financière publique minoritaire au capital de **2 176 millions FCFA**, avec une participation publique totale de 27,50%.
Il a pour mission, l'aménagement des sites, la construction d'infrastructures immobilières, techniques et technologiques, l'exploitation et la promotion de la Zone Franche.
Au niveau de la performance opérationnelle, huit (8) nouvelles entreprises ont été agréées dont trois (3) au programme pépinière, faisant évoluer le parc technologique du VITIB à 45 entreprises en 2019.

A fin décembre 2019, la situation financière du VITIB est caractérisée par :
- une amélioration des activités commerciales : le chiffre d'affaires est en hausse de 32,38% pour atteindre 1 206 millions FCFA. Cela s'explique par une augmentation de 305 millions FCFA de revenus issus de l'installation de nouvelles entreprises ;
- une augmentation globale de 35,25% des produits pour se situer à 1 799 millions FCFA, contre 1 319 millions FCFA en 2018 ;
- une hausse de 11,65% des charges d'exploitation qui se sont fixées à 1 635 millions FCFA.

Il en résulte **un résultat d'exploitation bénéficiaire de 164 millions FCFA**, contre un déficit de 139 millions FCFA en 2018.

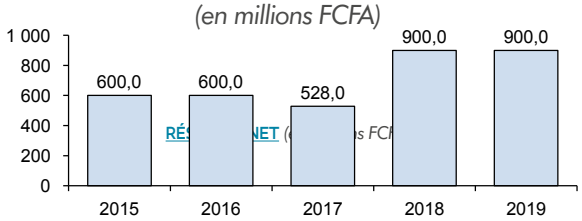
En définitive, il se dégage un bénéfice de **182 millions FCFA**, contre un bénéfice de **456 millions FCFA** en 2018, soit une baisse de **60%**.

La dette fiscale de la société est évaluée à **1 186 millions FCFA** en 2019, soit une hausse **1,37%**.

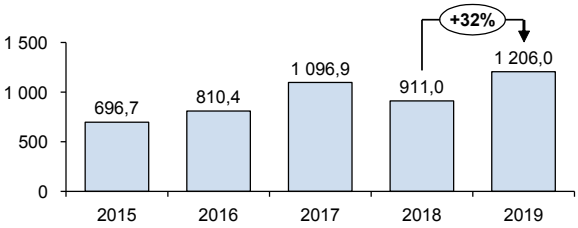
Pour l'exercice 2020, la société VITIB envisage mener plusieurs actions, à savoir :

- la recapitalisation de la société afin de la mettre à l'abri de risques liés à ses fonds propres négatifs ;
- la modernisation de l'outil de production, notamment la sauvegarde de fichiers ;
- l'accélération des partenariats en vue de la création de nouveaux espaces d'accueil d'entreprises agréés, notamment la construction de tours à bureaux ;
- le renforcement du pôle Biotechnologie ;
- la recherche d'une solution pérenne à la question du remblai complémentaire (terrain constamment inondé, rendant difficile les efforts de promotion de VITIB SA).

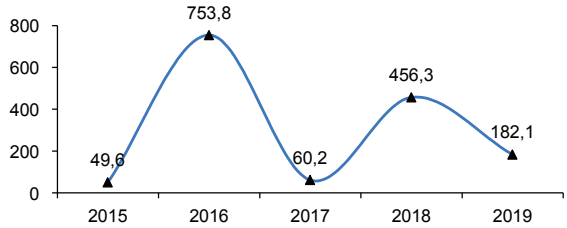
SUBVENTION D'EXPLOITATION *(en millions FCFA)*



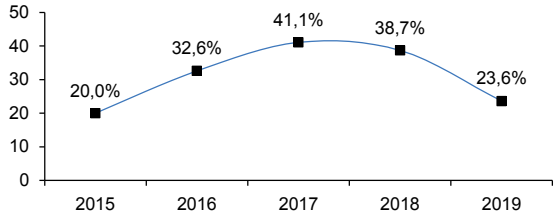
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en millions FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Inauguration du nouveau siège du VITIB ;
- Inauguration de plusieurs projets pilotes, financés via le prêt Exim Bank de l'Inde ;
- Finalisation des travaux d'aménagements de 180 hectares ;
- Inauguration de la première usine du hub pharmaceutique du VITIB ;
- Agrément de huit (8) nouvelles entreprises, sur un objectif de six (6), dont trois (3) au programme pépinière.

WFCI

WEBB FONTAINE
CÔTE D'IVOIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Etats financiers provisoires

Date de création 30 avril 2013
Capital social 100 millions FCFA
Capitaux propres 5 156 millions FCFA (-54,50%)
Part de l'État 8%
CA 14 559 millions FCFA (-56,85%)
Résultat Net 5 035 millions FCFA (-55,09%)

PCA Didier REYMOND
DG MANOUAN Guy Serge
Adm. MPMBPE KADIO Albert Louis
Adm. MCIPME FADIGA Kaladji
Effectif 142

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
W.F. GROUP LTD	91,96
ETAT DE COTE D'IVOIRE	8,00
AUTRES	0,04

Société anonyme, dont le capital social est détenu à hauteur de 8% par l'État de Côte d'Ivoire, **Webb Fontaine Côte d'Ivoire (WBCI)** est spécialisée dans le déploiement de plateformes intégrées de Guichet Unique de Commerce Extérieur (GUCE) et de solutions complètes d'automatisation des procédures commerciales. Elle intervient également, dans la mise en place de solutions d'analyse de la valeur et de la classification des marchandises.

La société bénéficie de deux (2) conventions de concession de cinq (5) ans, signées avec l'État de CI, depuis 2013, à savoir ; le Ruling Center (RC) et le Guichet Unique du Commerce Extérieur (GUCE), arrivées à leurs termes le 30 juin 2019.

Au cours du Conseil des Ministres du 12 juin 2019, le Gouvernement a décidé de la création d'une nouvelle société en vue de reprendre les activités de la société Webb Fontaine CI dont le contrat arrivait à échéance au 30 juin 2019. De cette décision, il découle que la société Webb Fontaine CI devient sans objet et sa dissolution anticipée devrait être envisagée.

L'examen des états financiers de l'exercice clos le 31 décembre 2019 qui prend en compte la période allant du 1er janvier au 30 juin 2019 fait ressortir un chiffre d'affaires de 14 559 millions FCFA.

Le résultat d'exploitation qui en découle est bénéficiaire de 6 748 millions FCFA.
Au niveau de l'activité financière, le résultat financier est déficitaire de 567 millions FCFA.

En définitive, après la prise en compte des impôts sur le résultat de 1 305 millions FCFA, le résultat net est bénéficiaire de 5 035 millions FCFA.

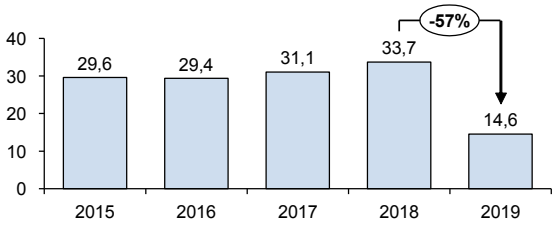
Au titre de cet exercice, les dividendes bruts à distribuer s'élèvent à 4 136 millions FCFA. L'État percevra un montant brut de 331 millions FCFA.

Au titre des perspectives, le Conseil des Ministres du 12 juin 2019 a adopté une communication relative aux modalités de reprise par l'État de Côte d'Ivoire, du GUCE, pour lequel le contrat de concession avec la société WEBB FONTAINE Group FZ-LLC est arrivé à son terme le 30 juin 2019.

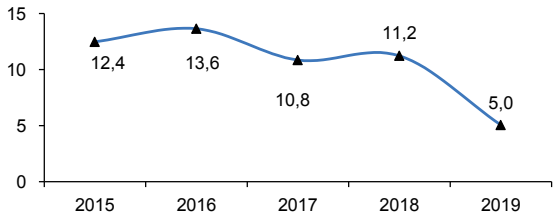
Aussi, le Conseil a décidé de confier la gestion, l'exploitation et le développement du GUCE a une nouvelle société dénommée « GUCE Côte d'Ivoire SA » avec une prise de participation financière de l'État à hauteur de 70% et de WEBB FONTAINE Group FZ-LLC à hauteur 30%.

Par conséquent, la dissolution de la société Webb Fontaine Côte d'Ivoire devra être prononcée par une Assemblée Générale Extraordinaire.

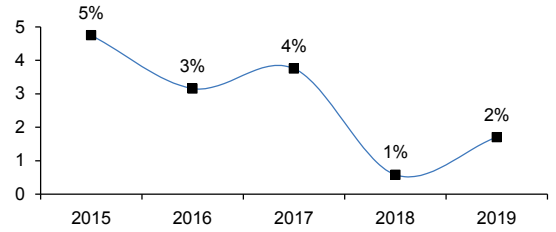
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Mds FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Le transfert du Rulling center à l'État de Côte d'Ivoire à travers la douane le 31 mars 2019 ; ce qui marque de facto la fin de la convention relative au rulling center conclue entre l'État et le Group Webb Fontaine et exécutée par la société de droit ivoirien Webb Fontaine CI, filiale de la société Webb Fontaine Group;
- La fin de la convention portant sur le GUCE le 30 juin 2019 ;
- En vue de poursuivre les activités du GUCE, le gouvernement a décidé, lors du Conseil des Ministres du 12 juin 2019, du transfert des activités de la société Webb Fontaine CI à la société GUCE-CI à compter du 1er juillet 2019.

> En 2019, la **SICOGI** a poursuivi la mise en œuvre de son plan de restructuration ayant permis la remise de 514 clés ainsi qu'une augmentation du résultat net se situant à 720,47 millions FCFA, contre un déficit de 2,09 milliards FCFA en 2018.

TRANSPORTS, BTP ET AUTRES INFRASTRUCTURES

BTP ET AUTRES INFRASTRUCTURES

AU LENDEMAIN DE LA CRISE DÉCENNALE QU'ELLE A CONNUE, LA CÔTE D'IVOIRE A ACCOMPLI DES PROGRÈS NOTABLES DANS LE SECTEUR DU BÂTIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS (BTP), ...

Au lendemain de la crise décennale qu'elle a connue, la Côte d'Ivoire a accompli des progrès notables dans le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics (BTP), résultant de la mise en place d'un ensemble cohérent de mesures structurelles de grande ampleur ayant permis d'assainir et de stabiliser le cadre macro-économique.

En effet, avec un taux d'accroissement annuel de 26 % enregistré entre 2012 et 2018 et un chiffre d'affaires qui a quadruplé au même moment, de 405 milliards FCFA à environ 1 562 milliards de FCFA, le secteur du BTP (28 000 employés, dont 83 % dans de grandes entreprises) s'affiche comme l'un des plus dynamiques en Côte d'Ivoire.

En 2019, ce secteur a su conserver son dynamisme, grâce aux nombreux investissements consentis en vue de la finalisation des projets en cours et du lancement de nouveaux projets. Ainsi, les entreprises publiques du secteur BTP et autres infrastructures du portefeuille de l'État, ont évolué dans un environnement assez favorable au développement de leurs activités.

Le chiffre d'affaires cumulé des entreprises publiques du sous-secteur BTP composé de l'Agence de Gestion Foncière (AGEF), du Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics (LBTP), de la Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière (SICOGI) et la Société Nationale Ivoirienne des Travaux (SONITRA), est en hausse de 20,53%, passant à 40,398 milliards FCFA en 2019. Cette situation est essentiellement due à la performance individuelle réalisée par la SICOGI (16,912 milliards FCFA en 2019, contre 6,211 milliards FCFA en 2018), résultant principalement, d'un plus grand nombre de remise de clés (514 contre 347 en 2018) et à la cession par dation à la CGRAE du terrain de COCODY DANGA, Adjamé Sud Complémentaire et Cité des Cadres de Kong pour un montant cumulé de 8,22 milliards FCFA. A contrario, la société AGEF a enregistré un recul de ses activités commerciales, avec un chiffre d'affaires qui s'est établi à 8,217 milliards FCFA, soit une régression de 4,25 milliards FCFA par rapport à 2018.

Concernant la performance financière, il convient de noter que nonobstant la baisse de 38,5% du résultat net de l'AGEF, le résultat net cumulé du secteur s'est amélioré de 3,727 milliards FCFA, se fixant à un montant de 3,298 milliards FCFA en 2019, contre un déficit de 429 millions FCFA en 2018. Cette embellie est essentiellement due à la performance enregistrée par la SICOGI (720 millions FCFA en 2019, contre -2,09 milliards FCFA en 2018) ainsi qu'à l'amélioration du résultat net réalisé par le LBTP et la SONITRA, illustrée par des hausses respectives de 710, 82 millions FCFA et 349,65 millions FCFA.

Concernant le sous-secteur infrastructures industrielles et commerciales, constitué du Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles (FODI), de la Société de Gestion du Grand Marché de Treichville (SGMT) et de la Société d'Exploitation du Marché de Gros de Bouaké (SEMGB), les actions réalisées ont concerné essentiellement :

- **au titre du FODI:** la collecte des redevances de terrains industriels d'un montant de 14,456 milliards FCFA (en hausse de 5,4%) et le règlement des dépenses d'un montant cumulé de 12,126 milliards FCFA relatif à la purge des droits coutumiers, au financement des études, opérations, activités et travaux relatifs aux infrastructures industrielles ainsi qu'à la gestion des zones industrielles ;
- **au titre de la SEMGB :** la redynamisation du Marché de Gros de Bouaké par l'accroissement des redevances variables ;
- **au titre de la SGMT :** la recherche de ressources additionnelles visant l'accroissement de l'assiette des redevances.

Ainsi, les activités commerciales de ces sociétés se sont soldées par un chiffre d'affaires cumulé de 1,483 milliard FCFA, soit une augmentation de 93,59 millions FCFA par rapport à 2018. Toutefois, leur résultat net consolidé est passé d'un bénéfice de 558,61 millions FCFA en 2018 à un déficit de 793,329 millions FCFA en 2019. Cette baisse est due essentiellement au déficit de 1,465 milliard FCFA, enregistré par la SGMT, en raison de la constitution de provisions pour créances douteuses sur les commerçants d'un montant de 1,041 milliard FCFA relatif aux impayés de loyers.

AGEF

AGENCE DE GESTION FONCIÈRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 06 mai 1999
Capital social 400 millions FCFA
Capitaux propres 5 756 millions FCFA (+6%)
Part de l'État 57,15%
CA 8,22 milliards FCFA (-34%)
Résultat Net 320 millions FCFA (-38%)

PCA DANHO Pierre Nandjui
DG COULIBALY Lamine
Adm MBPE SANOGO Bassirima
Adm Min de la Construction DJOMAN Henri

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	35,09
SICOGI	18,05
SIPIM	10,03
CGRAE	7,02
SATCI-IAU	5,76
SCI LES ROSIERS	5,76
BATIM	5,76
HABITAT POUR TOUS	5,76
SAHAM-EX COLINA	5,76
SCI LES LAURIERS	0,50
IAU	0,50

L'Agence de Gestion Foncière (AGEF) est une société à participation financière publique majoritaire ayant pour missions principales : (i) la constitution de réserves foncières pour son propre compte et celui de l'État, (ii) la vente des terrains aménagés, sécurisés et viabilisé, (iii) la vente de parcelles brutes, (iv) l'ingénierie foncière.

En 2019, l'AGEF a procédé, au titre de l'aménagement urbain, au règlement de toutes les dépenses liées à l'opération Blanchon Bingerville d'une superficie de 10 ha. En ce qui concerne les réserves foncières en compte propre, l'AGEF a constitué des réserves foncières d'une superficie totale de 111,94 ha d'une valeur 10,67 milliards FCFA. Toutefois, elle n'a effectué aucun paiement pour la purge des droits coutumiers desdites parcelles.

S'agissant des réserves foncières pour le compte de l'État, l'AGEF a reçu une subvention de 101,09 millions FCFA. Cette subvention a été utilisée entièrement pour la purge des droits coutumiers. Au 31 décembre 2019, la superficie totale des réserves foncières constituées pour le compte de l'État est de 3 891 544 m², pour un montant de 31,903 milliards FCFA, dont 9,109 milliards FCFA ayant fait objet de règlement, soit un reste à payer de 22,794 milliards FCFA (71%).
Les activités commerciales ont connu une baisse d'intensité, traduite par une chute de 34% du chiffre d'affaires, qui s'établit à 8,218 milliards FCFA en 2019.

Quant aux charges d'exploitation, elles ont été exécutées à hauteur de 9,505 milliards de FCFA, contre un montant de 4,185 milliards FCFA en 2018, soit une augmentation de 127%, due à un déstockage des matières premières et fournitures liées, relativement moins important par rapport à celui de l'exercice précédent.

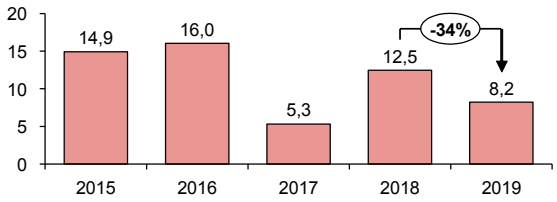
Le résultat d'exploitation dégagé par la société est bénéficiaire de 496,53 millions FCFA, en amélioration de 57% par rapport à l'exercice 2018.

En définitive, après la prise en compte du résultat financier déficitaire de 59,79 millions FCFA, du résultat HAO de 143 millions, le résultat net ressort bénéficiaire de 320 millions, contre 520 millions FCFA, en 2018, soit une baisse de 38%.

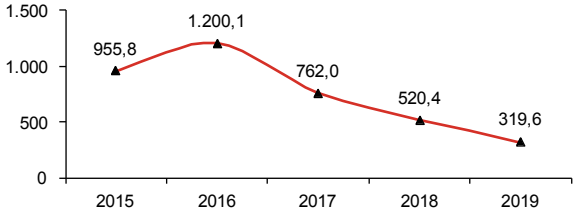
Au niveau du bilan, les capitaux propres se sont améliorés de 6%, en raison du bénéfice enregistré au titre de l'exercice se fixant à 5,755 milliards FCFA. Quant aux dettes financières, elles connaissent une baisse de 106 millions FCFA et sont
En ce qui concerne les recettes des impôts, elles sont en baisse de 75%, passant de 1,141 milliard FCFA en 2018 à 286 millions FCFA (dont 25,65 millions FCFA d'impôts et taxes et 260,56 millions FCFA d'impôt BIC) en 2019.

En perspectives, l'AGEF entend poursuivre la mobilisation des réserves foncières nécessaires à la mise en œuvre de la politique de promotion des logements sociaux et économiques, commercialiser les parcelles brutes et aménagées.

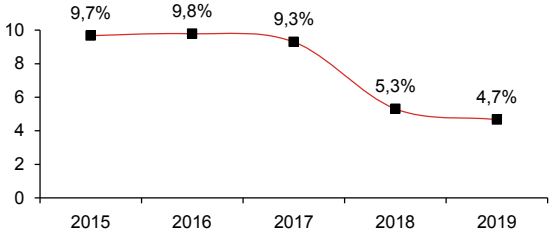
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTATS NET *(en millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Mission d'Audit Financier, Comptable et de Gestion des réserves foncières réalisée par l'État de Côte d'Ivoire.

FODI

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DES INFRASTRUCTURES INDUSTRIELLES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 22 octobre 2014
Capital social 10 millions FCFA
Capitaux propres 124,65 millions FCFA (+69%)
Part de l'État 100%
CA 578 millions FCFA (+5%)
Résultat Net 50,69 millions FCFA (+67%)
PCA GNIZAKO Bouabré Antoine
DG BLEY Felix
Adm. MMG BOMBO Mathurin
Adm. MBPE TAHI Fabrice

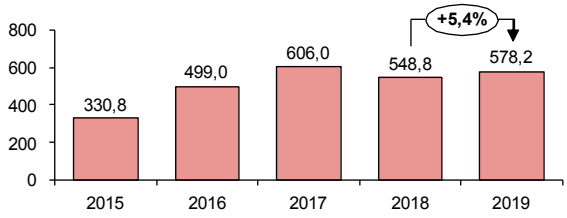
RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	100,00

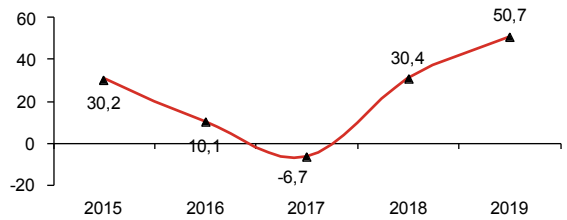
Dans le souci de faciliter l'implantation des entreprises industrielles en Côte d'Ivoire, l'État a créé, par Ordonnance n°2014-633 du 22 octobre 2014, le **Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles (FODI)**. Cette société d'État a pour missions principales de mobiliser les ressources et de procéder au règlement des dépenses relatives aux opérations et activités liées aux infrastructures industrielles. Pour financer ses activités, le FODI a essentiellement recours aux ressources provenant des redevances d'occupation des terrains industriels et aux emprunts auprès des établissements financiers.

En 2019, les ressources relatives aux redevances d'occupation des terrains industriels collectées se chiffrent à 14,456 milliards FCFA, contre 13,720 milliards FCFA en 2018, soit une amélioration de 5,4%. Ces redevances ont été affectées à hauteur de 95% (soit 13,733 milliards FCFA) au financement des opérations (travaux, purge des droits coutumiers et au remboursement de la dette du FODI), 4%, (578 millions FCFA) au financement du budget de fonctionnement de la société et 1% (115 millions FCFA) pour le renforcement des capacités.
Concernant les emprunts, le FODI a effectué deux (2) tirages d'un montant cumulé de 22 milliards FCFA, portant le montant total des dettes financières à 44 milliards FCFA.
Au titre des emplois, le FODI a procédé à des paiements d'un montant cumulé de 12,126 milliards FCFA dont 7, 913 milliards FCFA pour la purge des droits coutumiers, 3, 803 milliards FCFA pour le financement des études, opérations, activités et travaux relatifs aux infrastructures industrielles et 410 millions FCFA pour la gestion des zones industrielles.
Les charges de fonctionnement sont en augmentation de 26,90%, se fixant à un montant de 552 millions FCFA. Cela est dû à l'évolution des postes « autres charges (+77 millions FCFA) » et « charges de personnel (+ 38 millions FCFA).
Le résultat d'exploitation dégagé par la société est bénéficiaire de 17,65 millions FCFA, en baisse de 5 millions FCFA par rapport à 2018. Prenant en compte le résultat financier de 39 millions FCFA, le résultat net ressort bénéficiaire de 50,69 millions FCFA, contre 30,40 millions FCFA en 2018, soit une augmentation de 67%.
En ce qui concerne les impôts, ils sont en hausse de 40%, passant à 30,49 millions FCFA en 2019, dont 19,57 millions FCFA d'impôts et taxes et 10,92 millions FCFA d'impôt BIC. En perspectives, le FODI vise principalement à consolider l'assiette des redevables et engager les travaux d'infrastructures. Ainsi, la société entend (i) mettre en exploitation des applications informatiques pour la gestion de ses operations, (ii) développer un système d'information intégré (ERP) CEPICI-AGEDI-FODI, de la demande à l'attribution de lot et de la gestion de la redevance (iii) organiser des journées de promotion des zones industrielles, (iv) poursuivre les tournées conjointes DGI, AGEFI et FODI en vue des recouvrements.

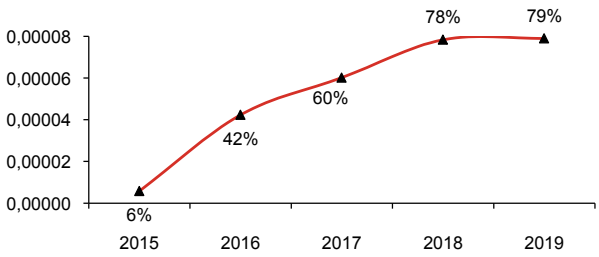
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Millions FCFA)*



RÉSULTATS NET *(en Millions FCFA)*



RATIO ENDETTEMENT



FAITS MARQUANTS

- Hausse de 5,4% des ressources relatives aux redevances industrielles ;
- Tirage de 22 milliards sur l'emprunt de 83,5 milliards FCFA, obtention en octobre 2018 ;
- Audit technique et financier des travaux de réhabilitation et de développement de la zone industrielle de Yopougon et de Pk 24.

LBTP

LABORATOIRE DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1954
Capital social 1 milliard FCFA
Part de l'État 95,2%
Capitaux propres 7,59 milliards FCFA (+31,47%)
CA 12,71 milliards FCFA (+10,25%)
Résultat Net 1,82 milliards FCFA (+64,25%)
PCA BITTY Kokora Daniel
DG KOUASSI Kouassi Jean-Claude
Adm MBPE AHUELIE Manouan
Adm MIE EKPINI Gilbert

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT-CÔTE D'IVOIRE	95,20
SIPE	2,00
CEBTP	1,00
CETE-APAVE	1,00
ORIGNY-SERVICE	0,50
PERSONNEL LBTP	0,30

Dans le but d'accompagner l'État et le secteur privé, dans la réalisation d'infrastructures viables, de qualité et durables dans les secteurs du BTP et de l'énergie, **le Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics (LBTP)** a été créé en 1954. Ainsi, ses activités demeurent orientées vers les études de sols, les études énergétiques, le contrôle des travaux et l'expertise technique dans le domaine des matériaux de construction.
En 2019, nonobstant la forte concurrence, la société a su maintenir une tendance à la hausse de ses activités. Ainsi, hormis le département « Contrôle Industriel et Energétique (DCIE) » qui a eu un taux de réalisation de chiffre d'affaires de 82,13%, les autres départements, à savoir « SECUREL (DS) », « Génie Civil (DGC) » et « Recherche et Formation (DRF) », ont réalisé des chiffres d'affaires à des taux respectifs de 119%, 112% et 316% par rapport aux prévisions budgétaires.

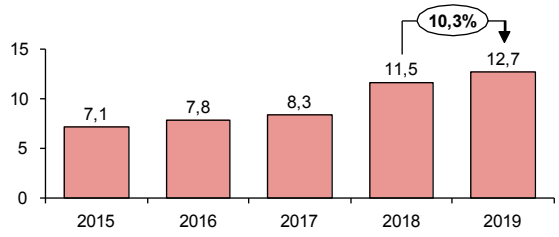
Cette bonne performance opérationnelle se traduit par un **chiffre d'affaires en hausse de 10,25%** par rapport à 2018. Ce chiffre d'affaires de 12,71 milliards FCFA, constitué à 70,21% des activités liées au secteur privé et à 29,58% de celles liées à l'État et ses démembrements, résulte des actions combinées de communication et marketing ainsi que des retombées de la certification du LBTP.
S'agissant des charges d'exploitation, elles ont connu une légère hausse de 3,32% pour s'établir à 10,549 milliards FCFA en 2019, en raison essentiellement des charges induites par la croissance du volume des activités.
Ainsi, l'exploitation a pu dégager un bénéfice de 2,538 milliards FCFA, contre 1,508 milliard FCFA en 2018.

Le résultat net s'établit, en définitive, à un **bénéfice de 1,817 milliard FCFA**, contre un bénéfice de 1,106 milliard FCFA en 2018.
En raison des bénéfices successifs enregistrés, les capitaux propres du LBTP sont en croissance continue depuis plusieurs années. Ceux-ci s'élèvent à 7,591 milliards FCFA, soit une hausse de 31,49%, de même que les créances sur l'État et ses démembrements qui évoluent de 48,63%.

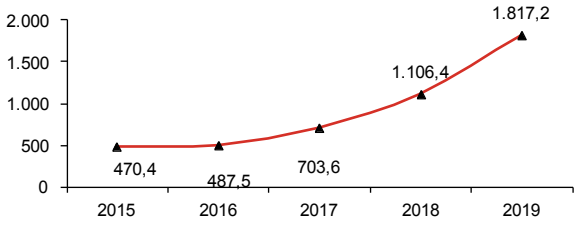
En ce qui concerne les impôts dus, ils s'établissent à 5,654 milliards FCFA, contre 4,455 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 26,89%.

En perspectives, le LBTP vise plusieurs objectifs à savoir : (i) la mise en œuvre de la convention entre le LBTP et le Ministère du Commerce et de l'Industrie relative à la vérification de la qualité des matériaux de construction, (ii) la signature d'une convention de recherche entre le LBTP et l'AGEROUTE en collaboration avec le FER, (iii) la diversification des activités de la société à travers des partenariats avec le BNETD et la CODINORM et (iv) la réouverture des délégations SECUREL de Korhogo, Bouaké, Man, Bingerville, Dabou, Odienné, Soubré, Bondoukou et Séguéla.

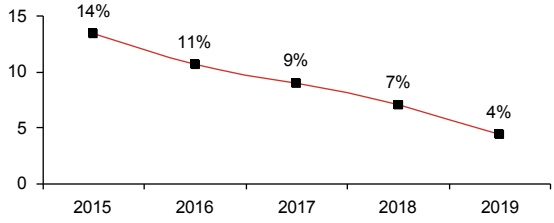
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTATS NET *(en millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Investissement sur fonds propres à hauteur de 3,134 milliards FCFA ;
- Le LBTP classé premier au prix d'excellence de la gouvernance et de la performance des entreprises commerciales ;
- Formation des Administrateurs représentant l'État de Côte d'Ivoire au sein du Conseil d'Administration du LBTP au programme de Certification initié par l'État de Côte d'Ivoire.

SEMGB

MARCHÉ DE GROS DE BOUAKÉ

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 02 octobre 1997
Capital social 700 millions FCFA
Capitaux propres 604 millions FCFA
Part de l'État 10%
CA 312 millions FCFA (+2%)
Résultat Net 548 millions FCFA (+20,4%)
PCA OUATTARA Souleymane
DG SAGANOKO Mohamed
Adm MBPE Col. KOUASSI Haccandy
Adm MCIPME SAUHI Raymond

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
CCI	51,00
COMMUNE DE BOUAKE	20,00
ENTREPRISES	13,50
ETAT DE COTE D'IVOIRE	10,00
ASSOCIATION	5,00

Créée en 1997, la **Société d'Exploitation du Marché de Gros de Bouaké (SEMGB)** est une société à participation financière publique minoritaire qui a pour rôle de servir de plateforme logistique et de commercialisation des produits vivriers et agroalimentaires en Côte d'Ivoire et dans la sous-région.

En 2019, en dépit de la relance et de la redynamisation des activités entreprises par la société depuis 2018, le niveau de ses activités commerciales est resté quasi identique à celui de l'exercice précédent. En effet, le chiffre d'affaires a connu une légère amélioration de 2% et s'établit à un montant de 312 millions FCFA. Il est constitué essentiellement des redevances issues de la location des magasins (128,7 millions FCFA) et des redevances variables (178,4 millions FCFA).

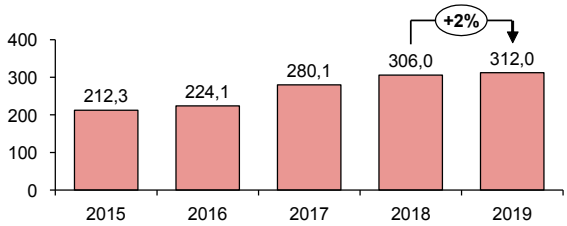
Quant aux charges d'exploitation, elles connaissent une baisse de 10% passant de 407 millions FCFA en 2018, à 367 millions FCFA, soit une réduction de 40 millions FCFA.

Le résultat d'exploitation dégagé, ressort déficitaire de 54,87 millions FCFA, contre un déficit de 101 millions FCFA obtenu en 2018, soit une amélioration de 46,13 millions FCFA. Toutefois, en raison de la reprise de provisions pour grosses réparations autorisée par l'État d'un montant de 529 millions FCFA, le résultat net ressort bénéficiaire de 548 millions FCFA, en amélioration de 20% par rapport à 2018.

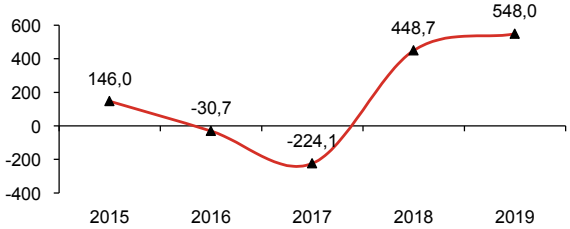
Par ailleurs, l'exercice 2019 a été marqué par une amélioration de 1,148 milliard FCFA des capitaux propres, s'établissant à 604 millions FCFA, contre un montant négatif de 543 millions FCFA en 2018, en raison de l'augmentation du capital social de la société intervenue dans le cadre de la mise en œuvre de son plan de restructuration.

En termes de perspectives, la SEMGB envisage (i) se doter de tous les organes de gouvernance nécessaires à son bon fonctionnement, (ii) finaliser l'élaboration de la nouvelle convention de concession et (iii) effectuer de nouveaux investissements, notamment, acquérir des ponts bascules neufs dotés de technologies numériques modernes.

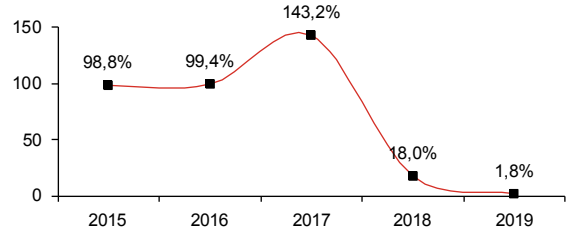
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Millions FCFA)*



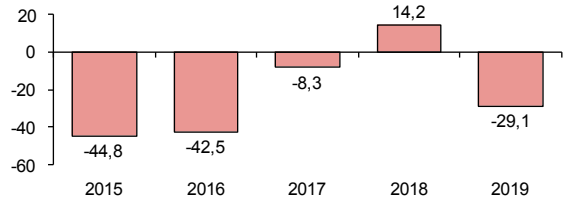
RÉSULTATS NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



EBE *(en Millions FCFA)*



FAITS MARQUANTS

- Nomination de Monsieur SAGANOGO Mohamed en qualité de Directeur Général de la SEMGB ;
- Augmentation du capital social de la société qui passe de 100 millions FCFA à 700 millions FCFA.

SGMT

SOCIÉTÉ DE GESTION DU GRAND MARCHE DE TREICHVILLE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 2003
Capital social 250 millions FCFA
Capitaux propres -2 768 milliards FCFA
Part de l'État 85,76%
CA 593 millions FCFA (11%)
Résultat Net -1 392 millions FCFA

PCA BOUAKE Fofana
DG KOFFI André
Adm SICOGI BOUAKE Fofana et AHOUA Carlton
Adm MBPE OUATTARA Sié

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SICOGI	90,00
MAIRIE DE TREICHVILLE	10,00

Créée en 2003 par la Mairie de Treichville et la SICOGI, la **Société de Gestion du Grand Marché de Treichville (SGMT)** est une société à participation financière publique majoritaire dont les principales missions sont l'exploitation et l'entretien du nouveau marché de Treichville, née d'une convention « Build Own Operate and Transfer (BOOT) », signée entre les deux actionnaires.

L'année 2019 a été marquée par une amélioration des activités commerciales due au rehaussement des loyers des box, passant de 10 000 FCFA à 12 000 FCFA. Cela s'est traduit par une hausse de 11% du chiffre d'affaires s'élevant à 593,28 millions FCFA en 2019. Comparativement aux prévisions budgétaires de l'exercice, le chiffre d'affaires a été réalisé à un taux de 110%.

Quant aux charges d'exploitation, elles ont connu une hausse de 107%, passant de 1,16 milliard FCFA, à 2,41 milliards FCFA en 2019, en raison de la constitution de provisions pour créances douteuses de plus d'un (1) milliard FCFA.

Le résultat d'exploitation dégagé est déficitaire de 1,39 milliard FCFA, soit une détérioration de 1,18 milliard FCFA par rapport à l'exercice 2018. La SGMT enregistre des déficits d'exploitation depuis neuf (9) ans, traduisant ainsi, une contre-performance au niveau de ses activités courantes.

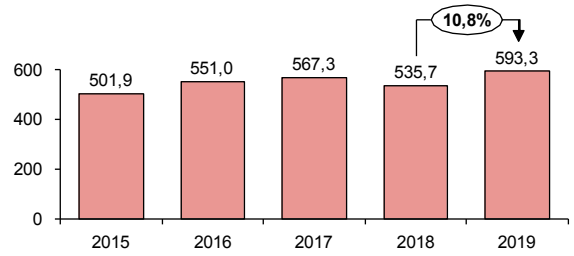
Après le résultat financier d'un montant de 2,8 millions FCFA, le résultat net ressort déficitaire de 1,39 milliard FCFA, contre un bénéfice de 72,95 millions FCFA en 2018, soit une diminution de 1,47 milliard FCFA.

En ce qui concerne les charges fiscales de l'exercice, elles sont en baisse de 7% pour s'etablir à 16,48 millions FCFA en 2019. Elles sont constituées uniquement des charges relatives aux impôts et taxes.

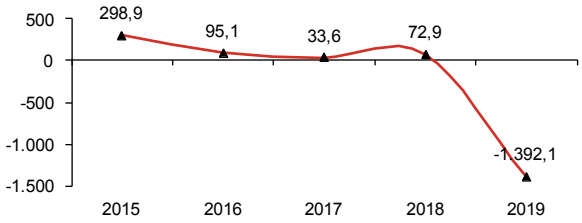
En raison des déficits successifs enregistrés par la société, les capitaux propres se trouvent fortement dégradés, se fixant à un montant négatif de 2,77 milliards FCFA. Cette situation constitue une réelle menace pour la continuité d'exploitation de la société, au regard des dispositions des articles 664 à 665 de l'Acte Uniforme de l'OHADA.

En termes de perspectives, la SGMT envisage (i) procéder à la révision de la convention de concession et à l'augmentation du capital social par compensation avec les créances des deux (2) actionnaires que sont la SICOGI et la Mairie de Treichville, (ii) augmenter l'assiette de recouvrement des clients, en portant le taux d'occupation à plus de 85% et (iii) mettre l'accent sur le recouvrement des loyers tant au niveau des emplacements exploités et non exploités.

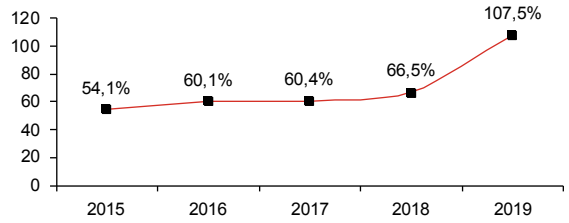
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Millions FCFA)*



RÉSULTATS NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Mission d'Audit Organisationnel, Financier, Comptable et de Gestion de la SGMT réalisée par l'État de Côte d'Ivoire.
- Constitution de provision pour créances douteuses sur les commerçants d'un montant de 1,041 milliard FCFA relatifs aux impayés de loyers.

SICOGI
MARCHÉ DE GROS DE BOUAKÉ

SICOGI

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 22 mars 1962
Capital social 4,57 milliards FCFA
Capitaux propres 13,97 milliards FCFA (5,44%)
Part de l'État 84,18% (y compris le District d'Abidjan)
CA 16,91 milliards FCFA (+172%)
Résultat Net 720,47 millions FCFA

PCA BAKAYOKO Ibrahim
DG BOUAKE Fofana
Adm. MBPE CISSE Makhète
Adm. MCLAU KOALLA O. Célestin, DJIGBENOU Firmin, KOIDOU Djagoran Constant
Filiales SGMT (90%), AGEF (18%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	84,18
CNPS	11,26
CDC PARTICIPATION	2,98
DISTRICT D'ABIDJAN	0,53
CHAMBRE DE COMMERCE	0,20
DIVERS ACTIONNAIRES	0,85

Principalement orientée vers la promotion immobilière, l'aménagement foncier, la maîtrise d'ouvrage déléguée et l'intermédiation immobilière, la **Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière** est une société à participation financière publique majoritaire détenue à 84,18% par l'État et ses démembrements.

En 2019, la société a poursuivi la mise en œuvre de son plan de restructuration adopté en 2017 par le Gouvernement. Ainsi, la relance de ses activités s'est axée sur la remise des clés et le redémarrage des projets déjà en portefeuille, notamment AZITO 1 et 2, ADJAME SUD COMPLEMENTAIRE, BOUAKE AHOUNIANSSOU 2, CONCORDE 2.

La société a ainsi enregistré un **chiffre d'affaires de 16,91 milliards FCFA**, en hausse de 172%, dû essentiellement à un plus grand nombre de remise de clés (514 contre 347 en 2018) et à la cession par dation à la CGRAE du terrain de COCODY DANGA, Adjamé Sud Complémentaire et Cité des Cadres de Kong d'un montant cumulé de 8,22 milliards FCFA. Comparativement aux prévisions d'un montant de 16,53 milliards FCFA, il ressort un taux d'exécution du chiffre d'affaires de 102%.
En face, les charges d'exploitation de la société se sont établies à 7,55 milliards FCFA, contre 6,70 milliards FCFA en 2018.

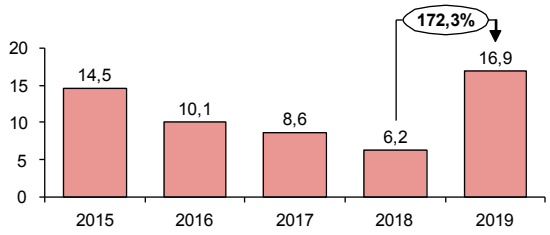
Le résultat d'exploitation dégagé est en croissance de 5,72 milliards FCFA et s'établit à un bénéfice de 622 millions FCFA, après trois (3) années de pertes successives.

En définitive, après le résultat financier déficitaire de 326,79 millions FCFA, le résultat HAO de 224,22 millions FCFA, le **résultat net de la société ressort bénéficiaire de 720,47 millions FCFA**, contre un déficit de 2,09 milliards FCFA en 2018.

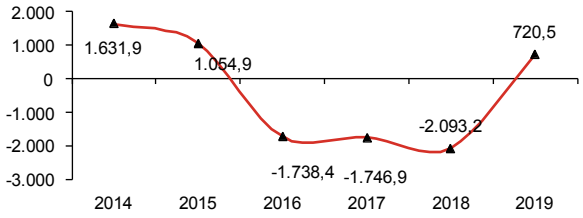
En raison de l'apurement des emprunts envers la CGRAE et DIAMOND BANK, respectivement de 8,5 milliards et 4 milliards FCFA, les dettes financières se situent à 5,27 milliards FCFA, contre 18,41 milliards FCFA en 2018, soit une baisse de 71,38%. Quant aux impôts, ils connaissent une hausse, passant de 263,97 millions FCFA en 2018 à 298,93 millions FCFA.

En termes de perspectives, la SICOGI envisage (i) créer des titres de propriétés définitifs au bénéfice des acquéreurs des logements vendus par ses soins entre 1994 et 1999, (ii) affiner la cartographie des risques et (iii) poursuivre la mise en œuvre du plan de restructuration financière adopté par le Gouvernement le 3 novembre 2017.

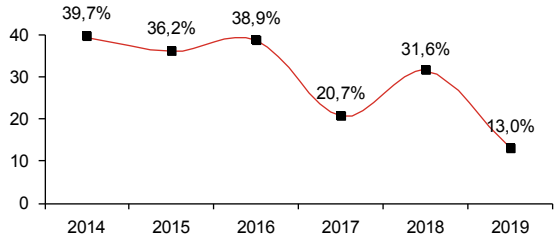
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTATS NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Retour à la profitabilité à la suite de plusieurs exercices déficitaires ;
- Finalisation de la mise en œuvre du plan social conformément au plan de restructuration adopté par le Gouvernement.

SONITRA

SOCIÉTÉ DE GESTION DU GRAND MARCHE DE TREICHVILLE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 1963
Capital social 2,3 milliards FCFA
Capitaux propres 1,985 milliard FCFA (+25%)
Part de l'État 55%
CA 2,553 milliards FCFA (-23%)
Résultat Net 441 millions FCFA (+381%)

PCA HAÏDARA Mamadou
DG KOLTUNOFF DANIEL
Adm MBPE BAH Ezéchiel
Adm MEER COULIBALY Fabrice Béchir
Adm MBPE COULIBALY Drissa

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	55,00
SBI INTER HOLDING	45,00

Créée en 1963, la **Société Nationale Ivoirienne de Travaux (SONITRA)** est une société à participation financière publique majoritaire dont les principales missions sont l'étude, la construction des bâtiments, des routes et toutes réalisations relatives au génie civil. Elle est le fruit d'un partenariat entre l'État ivoirien et l'État israélien représenté par la société SBI.

L'activité commerciale de la société au titre de l'exercice 2019 s'est soldée par un faible niveau de réalisation de 17% du chiffre d'affaires qui s'établit à 2,553 milliards FCFA, pour une prévision de 14,891 milliards FCFA. Cela est dû essentiellement au démarrage tardif des travaux du projet « Cité Callisto » de Grand-Bassam et à la non-réalisation des travaux d'assainissement prévus à Songon. Comparativement au chiffre d'affaires réalisé en 2018, celui de 2019 est en baisse de 23%.
Toutefois, le niveau des charges d'exploitation est resté quasi identique, s'établissant à 3 milliards FCFA soit une légère baisse de 1,43% par rapport à 2018.

Le résultat d'exploitation dégagé est déficitaire de 450,24 millions FCFA, contre un bénéfice de 257,23 millions FCFA en 2018, soit un écart défavorable de 707,47 millions FCFA.

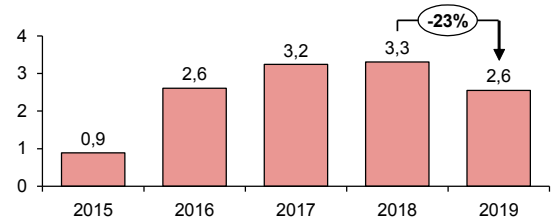
Par ailleurs, en raison des produits HAO (produits de l'exercice antérieur non comptabilisés) d'un montant 1,049 milliard FCFA, le résultat net ressort bénéficiaire de 441,41 millions FCFA, contre 91,77 millions FCFA en 2018, soit une augmentation de 349,65 millions FCFA.

Ce résultat a permis d'améliorer le niveau des capitaux propres qui est passé à 1,985 milliard FCFA en 2019, en croissance de 33% par rapport à 2018.

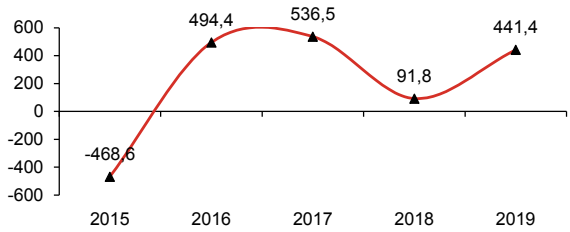
En ce qui concerne les recettes d'impôts, elles connaissent une hausse de 104%, s'établissant à 125,84 millions FCFA en 2019 (dont 105,98 millions FCFA d'impôt et taxe et 19,86 millions FCFA d'impôts BIC) en 2019.

En perspectives, la SONITRA envisage (i) la poursuite des travaux de construction de 444 logements économiques et de standing à Grand Bassam, pour le compte du BNETD, (ii) la réalisation des travaux de Voiries et Réseaux Divers (VRD) à Grand Bassam, (iii) l'achèvement des travaux de réparation de surface de la route Guiglo-Blolequin et (iv) la construction de 360 logements situés dans la localité de Bingerville.

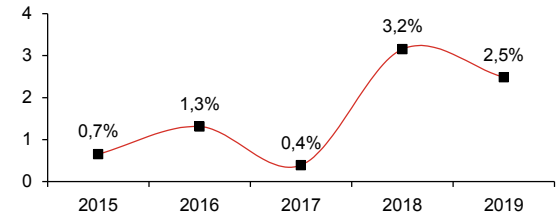
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



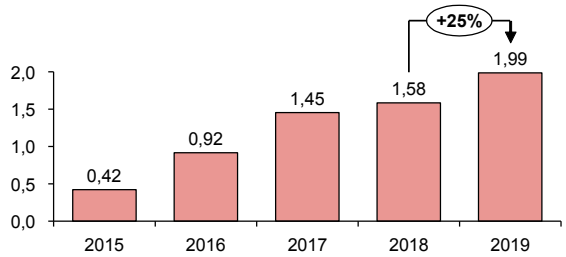
RÉSULTATS NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES



FAITS MARQUANTS

- Réalisation des travaux de rénovation du siège social ;
- Acquisition en « leasing » de nouveaux matériels de transport ;
- Nomination de Monsieur COULIBALY Fabrice Béchir, en qualité d'Administrateur, représentant le Ministère de l'Equipement et de l'Entretien Routier (MEER).

DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

> En 2019, la **SOTRA** a procédé à la réception de 280 nouveaux autobus. Ce qui permet d'augmenter (+26%) le nombre de passagers transportés en 2019 (206 millions) et occasionnant par la même occasion la création 1 424 emplois directs.

TRANSPORTS, BTP ET AUTRES INFRASTRUCTURES

TRANSPORTS

TRANSPORT TERRESTRE ET FERROVIAIRE

Le FER et l'AGEROUTE ont pour mission de mettre en œuvre la politique sectorielle de l'État en matière de développement d'infrastructures routières et d'entretien du réseau routier. En 2019, le portefeuille de projets d'investissements a porté sur un montant de 1 349,8 milliards FCFA pour un linéaire de 1664 Km et a connu un taux d'avancement physique de 69%, avec notamment (i) le bitumage des routes Tiébissou - Didiévi (41 km), Boundiali - Madinani - Odienné (135 km), Kani - Fadiadougou (24,8 km) et Adzopé-Yakassé Attobrou (25 km) ; (ii) la finalisation des confortatifs des routes Agboville - Rubino - Céchi (67 km), Odienné - Gbélégban (72 km), Bouna - Doropo - Frontière du Burkina Faso (91 km) et Adzopé-Yakassé Attobrou (25 km) ; (iii) l'achèvement du projet de construction de l'échangeur de l'Amitié Ivoiro Japonnaise. Quant au programme d'entretien routier, il pèse 87 milliards FCFA en 2018, exécuté à 80% et 130 milliards FCFA en 2019, n'ayant pas démarré, en raison des retards liés à sa validation et des procédures de passation des marchés y afférentes. S'agissant de l'activité ferroviaire suivie par la SIPF, des négociations se sont poursuivies en 2019. Ces négociations ont porté sur l'impact opérationnel des travaux de la ligne 1 du métro d'Abidjan et sur les modalités d'entrée en vigueur de la Convention de Concession Révisée (CCR) qui prévoit des investissements de 262 milliards FCFA, dont 17 milliards FCFA ont été engagés par anticipation par la SITARAIL. Quant au pont HKB, géré par la SOCOPRIM, il connait une hausse de 4,5% de son trafic moyen. Pour l'autoroute du nord Abidjan-Yamoussoukro, une hausse de 5% du trafic a été également constatée. Aussi, la SITARAIL a achevé son exercice avec un record de plus d'un million de tonnes transportées entre 2001 et 2019. Quant au transport routier (SOTRA), la poursuite de la restructuration de l'entreprise entamée depuis 2017, a été marquée par la réception de 280 autobus IVECO en 2019. A cet égard, les indicateurs opérationnels ont connu une amélioration, notamment le « parc moyen en ligne » qui s'est établi à 761 autobus en 2019, contre 602 en 2018 et 438 en 2017, et le « nombre de passagers transportés » qui s'est fixé à 206 millions en 2019, contre 129 millions en 2018 et 87 millions en 2017. Au plan financier, les entreprises du portefeuille de l'État du secteur des transports terrestres ont réalisé un résultat net cumulé de 37,6 milliards FCFA, soit une augmentation de 6,23 milliards FCFA par rapport à 2018. Ce résultat est essentiellement porté par la SOCOPRIM qui a comptabilisé un produit financier d'un montant de 39,26 milliards FCFA, eu égard aux nouvelles dispositions comptables (Syscohada révisé) qui assimilent le contrat de concession à un actif financier.

TRANSPORT PORTUAIRE

Les ports jouent un rôle primordial dans l'économie nationale et dans les échanges commerciaux de notre pays, dont la quasi-totalité emprunte la voie maritime. Ainsi, au plan international, les échanges commerciaux par la voie maritime représentent 90% des échanges commerciaux en volume et 80% en valeur. En Côte d'Ivoire, le secteur des transports en général représente entre 7% et 12% du PIB. Pour mieux répondre à ces impératifs nationaux et internationaux, depuis 2012, les autorités ivoiriennes ont entrepris un vaste chantier d'amélioration des infrastructures. Ainsi, le Port Autonome d'Abidjan (PAA) a finalisé les travaux d'infrastructures du projet d'élargissement et d'approfondissement du canal de Vridi et les travaux d'infrastructures relatifs à la construction du deuxième Terminal à Conteneurs (TC2). En outre, il a procédé à la mise en service d'une partie du quai du terminal Roulier (RORO) et à la finalisation des travaux d'infrastructures de la seconde partie, ainsi qu'au lancement des travaux de construction d'un nouveau Terminal céréalier. S'agissant du Port Autonome de San-Pedro (PASP), en plus du raffermissement de la coopération et des partenariats avec plusieurs entités, la société a débuté les travaux de construction du Terminal Industriel Polyvalent qui s'inscrivent dans le cadre du projet d'extension dudit Port. Des travaux de remblaiement de deux (2) hectares de domaine, de renforcement du boulevard de la République, de traitement des dégradations des voies de transport et de réhabilitation de bâtiments à usage administratif ont été menées par le PASP. Concernant l'activité des chargeurs qui sert d'appui aux activités portuaires, l'Office Ivoirien des Chargeurs (OIC) a effectué des travaux d'aménagement, d'agencements et installations et des acquisitions de matériels et actifs biologiques, ainsi que le traitement des Bordereaux de Suivi des Cargaisons. Au plan opérationnel et financier, le PAA et le PASP ont enregistré un trafic global de 30,8 millions de tonnes (dont 25,74 pour le PAA et 5,06 pour le PASP), soit une hausse de 9% par rapport à 2018. Ainsi, le secteur portuaire enregistre une hausse de 6% de l'activité commerciale qui se solde par un chiffre d'affaires global de 102,47 milliards FCFA (dont 88,026 milliards FCFA pour le PAA), contre 92,67 milliards FCFA en 2018. Toutefois, le résultat net global sectoriel a baissé de 27,6%, passant à 16,67 milliards FCFA en 2019, en raison de la baisse de 27,83% du résultat net du PAA.

TRANSPORT AÉRIEN

Le trafic mondial de passagers selon l'Association du transport aérien international (IATA) montre un ralentissement de l'activité avec une croissance annuelle d'environ 5,5% comparativement au taux de croissance annuel de 7,3% enregistré en 2018. Le continent africain affiche une hausse de 5% de trafic passagers, contre 6,3% en 2018, et représente 2,1% du trafic mondial. Au niveau national, l'élan de croissance est confirmé avec un total de 2,37 millions de passagers transportés, contre 2,26 millions en 2018, soit un taux de 4,7%. Cette performance est consécutive à celle de l'Aéroport d'Abidjan qui a enregistré une hausse de 3,83% du trafic passagers qui s'est établi à 2,27 millions de passagers, contre 2,188 millions en 2018. Par ailleurs, les aéroports de l'intérieur gérés par la SODEXAM, enregistrent également une hausse de 29,72% du trafic passagers. Aussi, concernant la transmission des messages météorologiques, l'on note une hausse de 4,18% pour les Synops et 4,04% pour les Metars. Cependant, les activités de la Compagnie Air Côte d'Ivoire (ACI) ont été marquées par une baisse de 1% du trafic passagers qui s'établit à 761 734 passagers transportés, en raison du recul de 12% de l'activité du réseau régional. En outre, le chiffre d'affaires consolidé du secteur aérien est en hausse de 4,76%, passant à 150,11 milliards FCFA (dont 109,29 pour ACI, 30,31 pour AERIA et 10,51 pour la SODEXAM) en 2019. Par ailleurs, le résultat net est déficitaire de 4,20 milliards FCFA, due à la perte de 7,33 milliards FCFA enregistrée par ACI.

ACI
AIR CÔTE D'IVOIRE

Air Côte d'Ivoire

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 12 mai 2012
Capital social 130 milliards FCFA
Capitaux propres 43,368 milliards FCFA (-14,46%)
Part de l'État 57,54%
CA 109,29 milliards FCFA (+3,88%)
Résultat Net -7,33 milliards FCFA (+46,76%)
Subv d'expl. 3,1 milliards FCFA (+13%)
PCA Gle COULIBALY Abdoulaye
DG DECUREY Rene Louis
Adm MT Noumory SIDIBE
Adm MBPE TAHI Fabrice
Effectif 646 (-3%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	57,54
GOLDENROD INVEST	23,41
AIR FRANCE FINANCE	11,11
BOAD	7,94

Organisée autour du hub de l'Aéroport International d'Abidjan, la **Compagnie Air Côte d'Ivoire**, dispose d'une flotte de dix (10) avions constitués d'une part, de quatre (4) Airbus A319 en location opérationnelle, deux (2) Airbus A320 en location financière, et d'autre part, de quatre (4) Bombardiers Q400 en location financière. La société opère à destination de dix-neuf (19) villes d'Afrique de l'Ouest et du Centre et depuis novembre 2014, elle effectue également des vols domestiques à destination de San Pedro, Bouaké, Korhogo, Man et Odienné.

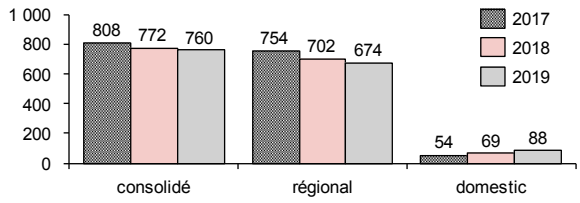
En 2019, l'activité de la Compagnie a été marquée par **une baisse de 1% du trafic passagers**, dont le nombre s'établit à 761 734 passagers transportés. Cela est dû au recul de 12% de l'activité du réseau régional qui résulte, entre autres, (i) de la cession depuis octobre 2018 des vols de nuit de Dakar et de journée de Cotonou à Air Sénégal, et (ii) de l'arrêt du Code Share avec Air Sénégal en juillet 2019, affectant les routes Ouagadougou-Dakar et Niamey-Dakar.
S'agissant de l'activité sur le réseau domestique, qui fait l'objet d'un subventionnement annuel de 2 milliards FCFA, à l'instar de 2018, elle observe une croissance de 28%, en raison essentiellement de l'augmentation des fréquences de vols hebdomadaires à destination des aéroports de Korhogo (7 vols, contre 6 en 2018) et Man (3 vols, contre 2 en 2018).

En dépit de la légère baisse du trafic passagers, l'on note une amélioration des activités commerciales qui se soldent par **la hausse de 3,88% du chiffre d'affaires, s'établissant à 109,29 milliards FCFA**. Cette hausse du chiffre d'affaires conjuguée à la baisse de 3,52% des charges d'exploitation induisent une amélioration du résultat d'exploitation qui ressort déficitaire de 4,928 milliards FCFA, contre un déficit de 12,658 milliards FCFA en 2018, soit une réduction du déficit de 7,73 milliards FCFA.

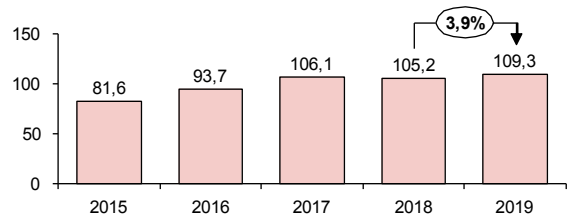
En définitive, après un résultat financier déficitaire de 3,943 milliards FCFA et un résultat HAO bénéficiaire de 1,609 milliard FCFA, la Compagnie a dégagé **un résultat net déficitaire de 7,328 milliards FCFA**, soit une baisse du déficit de 6,435 milliards FCFA.

Par ailleurs, la Compagnie n'a contracté aucun emprunt en 2019 et les encours des emprunts de l'entreprise affichent un montant de 74,473 milliards FCFA.
Pour renouer avec la rentabilité, la Compagnie compte mettre en œuvre son plan de compétitivité adopté le 8 janvier 2020 en Conseil des Ministres. Ce plan prévoit l'accroissement des revenus et la baisse des charges de la société dans l'ordre de 7,5 milliards FCFA durant l'année 2020. Toutefois, la perte prévue, d'un montant de 24 milliards FCFA, en raison de la pandémie de la COVID-19, pourrait compromettre la faisabilité dudit plan.

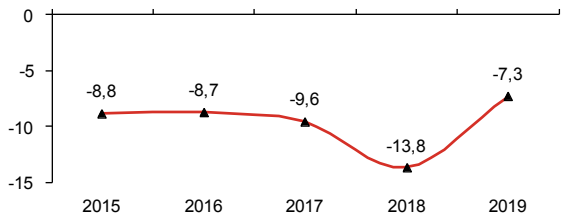
TRAFIC *(en milliers)*



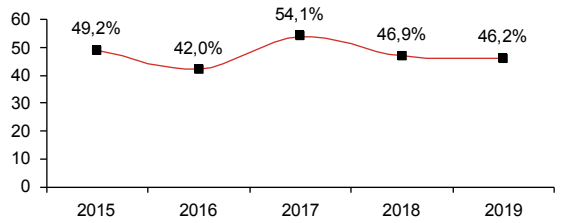
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTATS NET *(en Mds F CFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Recul de 3,4 points de la part de marché d'Air Côte d'Ivoire (ACI) sur le Hub d'Abidjan (67%) par rapport à 2018 ;
- Révisions lourdes (Check C) des Q400 TU TSI (28 février au 8 avril 2019) et TU TSQ (15 mai au 6 juin 2019) ;
- Restitution à ACI, le 14 juin 2019 de l'A319 TU-TST sous loué à Air Sénégal depuis le 5 octobre 2018 ;
- Retour le 3 août 2019 de l'A319 TU-TST dans la flotte, après sa remise en état aux couleurs d'ACI à Casablanca à un coût de 142 millions FCFA ;
- Formation des Administrateurs au Programme de certification de l'IAD-CI.

AERIA

AÉROPORT INTERNATIONAL FÉLIX HOUPHOUËT-BOIGNY D'ABIDJAN

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 15 mai 1996
Capital social 1,42 milliard FCFA
Part de l'État 10%
Capitaux propres 20,5 milliards FCFA (+9,61%)
CA 30,31 milliards FCFA (+7,15%)
Résultat Net 2,29 milliards FCFA (-47,4%)

Dividendes 0 FCFA (en raison de covid-19)
Dividendes nets État 0 FCFA
PCA Gal COULIBALY Abdoulaye
DG DARRIAU Giles
Adm MBPE TRAORE Seydou
Adm Ministère des Transports SIDIBE Noumory
Effectif 256

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SEGAP	27,10
EGIS AIRPORT	21,50
AFRIFAR	12,20
ETAT COTE D'IVOIRE	10,00
CCI CI	4,50
ASECNA	2,30
AUTRES PRIVES	22,40

Concessionnaire de l'**Aéroport International Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan** depuis mai 1996, la société AERIA a pour mission, la modernisation et le développement dudit aéroport.

En 2019, l'activité a été marquée par un niveau du trafic passagers en hausse, s'établissant à 2,272 millions, contre 2,188 millions en 2018. Cette performance commerciale a induit pour la société une hausse de 5,1% des redevances aéronautiques, de 5% des redevances commerciales, de 48,55% des redevances domaniales et de 3,67% des redevances diverses.

Ainsi, le **chiffre d'affaires affiche une hausse de 7,15%**, passant de 28,29 milliards FCFA en 2018 à 30,31 milliards FCFA.

S'agissant des charges d'exploitation de l'entreprise, elles sont en hausse de 15,79% pour s'etablir à 26,88 milliards FCFA en 2019. Cette hausse est due en grande partie à l'augmentation de 2,41 milliards FCFA des dotations aux amortissements et provisions (+72,61%) du fait des investissements du deuxième programme quinquennal.

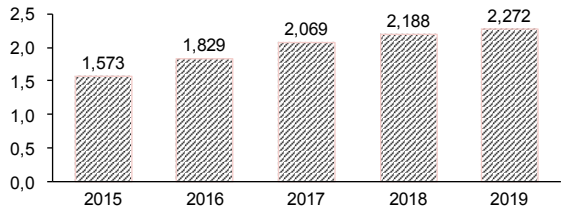
Il se dégage ainsi, un résultat d'exploitation en baisse de 39,69% passant de 6,42 milliards FCFA en 2018 à un montant de 3,87 milliards FCFA en 2019.

Le résultat net ressort bénéficiaire de 2,29 milliards FCFA, contre 4,36 milliards FCFA en 2018, soit une baisse de 47,4%.

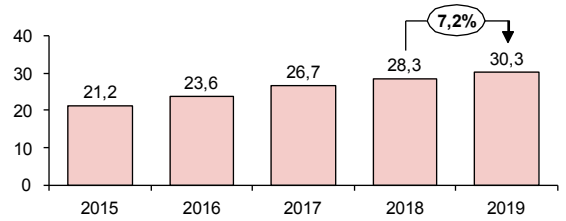
L'Assemblée Générale Ordinaire des Actionnaires a décidé de ne pas distribuer de dividendes, d'une part en raison de l'impact négatif de la pandémie à coronavirus sur la trésorerie de l'entreprise, et d'autre part du fait des investissements d'un montant de 3,47 milliards FCFA réalisés en 2019 dans le cadre du programme quinquennal.

Pour l'exercice 2020, marqué par la crise sanitaire COVID-19, l'Association Internationale du Transport Aérien (IATA) prévoit une baisse de 50% du trafic aérien. Cette situation inédite entrainerait la baisse du chiffre d'affaires de 13,4 milliards FCFA, représentant 55% par rapport à 2019 et un résultat net déficitaire de 4,4 milliards FCFA ; ce qui induirait une tension de trésorerie.

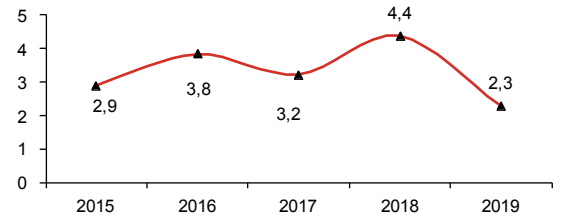
ÉVOLUTION DU TRAFIC PASSAGERS *(en Mns)*



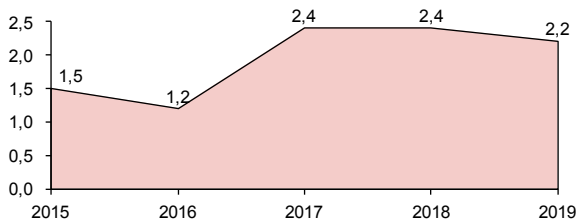
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTATS NET *(en Mds FCFA)*



CAPACITÉ DE REMBOURSEMENT
(en nombre d'années)



FAITS MARQUANTS

- Obtention, lors du sommet mondial sur l'expérience client, du prix du meilleur Aéroport en matière d'amélioration de qualité de service en 2018 pour la région Afrique, selon le classement du programme de qualité de service aéroportuaire (ASQ) du Conseil International des Aéroports (ACI Monde) ;
- Obtention du Grand prix « Qualité Performance Côte d'Ivoire 2019 », lors de la deuxième édition du « Qualitas Day » à Abidjan, le 26 septembre 2019 ;
- Réalisation des investissements du deuxième programme quinquennal pour un montant de 43,52 milliards FCFA.

AGEROUTE

AGENCE DE GESTION DES ROUTES

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 19 septembre 2001
Capital social 300 Millions FCFA
Capitaux propres 1,56 Milliard FCFA (+39,87%)
Part de l'État 100%
CA 7,75 Milliards FCFA (+30,07%)
Résultat Net 490,62 Millions FCFA (+65,01%)

PCA BAILLET Sévérin
DG DIMBA N'Gou Pierre
Adm. MBPE KAMAGATE Daouda
Adm. MEER COULIBALY Fabrice Béchir
Effectif 161 (+4)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT COTE D'IVOIRE	100,00

L'**Agence de Gestion des Route**s est une société d'État créée par le décret n°2001-59 du 19 Septembre 2001. Son rôle est de suivre pour le compte de l'État l'ensemble du réseau routier, la création de nouvelles infrastructures et d'entretenir celles existantes.

En 2019, l'activité de l'AGEROUTE a été marquée par l'accroissement du portefeuille de projets (investissement et entretien routier), passant de 1342 milliards FCFA en 2018 à **1 567,3 milliards FCFA en 2019**.

Les projets d'investissement **(1349,8 milliards FCFA)** ont connu un taux d'avancement global de 69% et le Programme d'Entretien Routier (PER) 2018 (87 milliards FCFA) a été exécuté à 80%. S'agissant du PER 2019 **(130 milliards FCFA)**, il n'a pas encore démarré, en raison des retards liés à sa validation et aux procédures de passation des marchés y afférentes.

Au plan financier, le chiffre d'affaires 2019 de l'entreprise, constitué des prestations de maîtrise d'ouvrage déléguée (7,72 milliards FCFA) et des produits accessoires (28,09 millions FCFA), a connu une amélioration de 30% pour atteindre 7,75 milliards FCFA.

Les charges globales se fixent à 8,06 milliards FCFA en hausse de 4%.

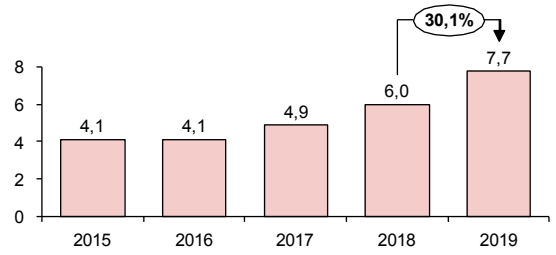
L'amélioration des produits, combinée à une reprise de provision de 360 millions FCFA relative à la dépréciation des créances clients, a permis de dégager un résultat net bénéficiaire de 490,62 millions FCFA, en hausse de 65% par rapport à 2018.

Par ailleurs, la contribution de l'AGEROUTE aux recettes fiscales de l'État a connu une hausse 41%, passant de 308,29 millions FCFA en 2018 à 434,71 millions FCFA en 2019 (BIC : 272,791 millions FCFA ; impôts et taxes : 161,8 millions FCFA).

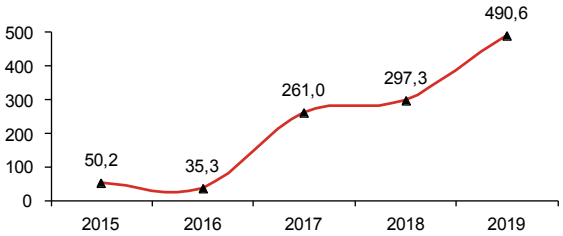
Pour l'exercice 2020, les objectifs visés par l'entreprise s'inscrivent dans la continuité des acquis de 2019, notamment l'achèvement des projets en portefeuille et le PER 2018. En outre, il est prévu le démarrage de plusieurs autres projets d'investissement, ainsi que le PER 2019.

Enfin, dans le cadre de l'amélioration de la gouvernance et de la performance de l'entreprise, l'AGEROUTE s'est engagée dans le respect des indicateurs prévus dans le contrat de performance signé avec l'État.

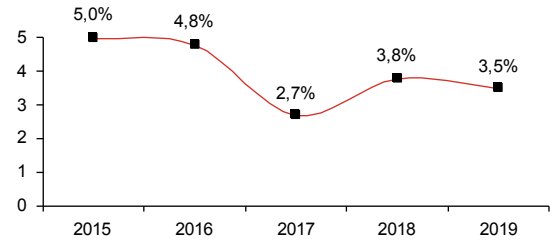
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Mds FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Lauréat de la 1ère édition du prix de la performance économique et financière des entreprises publiques non marchandes et du super prix de la gouvernance, décernés le 13 novembre 2019 ;
- Achèvement du bitumage des routes Tiébissou - Didiévi (41 km), Boundiali - Madinani - Odienné (135 km), Kani - Fadiadougou (24,8 km) et Adzopé-Yakassé Attobrou (25 km) ;
- Finalisation du processus de certification ISO 9001 version 2015 avec l'obtention du certificat n°CI19/85386 valable du 17 mai 2019 au 16 mai 2022 ;
- Formation des Administrateurs au programme de certification de l'INAD-CI.

FER

FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Etats financiers provisoires

Date de création 19 septembre 2001
Capital social 300 millions FCFA
Capitaux propres 3,67 milliards FCFA (+17%)
Part de l'État 100%
CA 14,3 milliards FCFA (+8%)
Résultat Net 0 FCFA
Subv d'expl. 2,95 milliards FCFA (-41%)
Subv d'inv. 522 millions FCFA (-82%)
PCA DIAKITE Coty Souleymane
DG DIABY Lanciné
Adm MBPE BAMBA Seydou
Adm MIE EKPINI Gilbert
Effectif 360

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT COTE D'IVOIRE	100,00

Créé par le décret N°2001-593 du 19 septembre 2001, le **Fonds d'Entretien Routier (FER)** est une société d'État, dont la mission consiste en la mobilisation des ressources pour le financement des études et des travaux d'entretien courant et périodique du réseau routier ivoirien.

En 2019, le FER a mobilisé des ressources totales de 301,04 milliards FCFA, en hausse de 53% par rapport à 2018 (196,59 milliards FCFA). Cette forte augmentation du montant des ressources, s'explique essentiellement par une hausse de 184% des levées de fonds et facilités de trésorerie qui ont été réalisées pour un montant de 156 milliards FCFA. En outre, les ressources issues des produits pétroliers ont connu une hausse de 11% avec la Taxe Spécifique Unique (TSU) établie à 105,85 milliards FCFA.

En ce qui concerne la commercialisation de la route (péage et pesage), elle a permis de mobiliser 16,38 milliards FCFA, contre 15,64 milliards FCFA en 2018, soit une hausse de 5%.

Les ressources ont financé des emplois d'un montant de 332,9 milliards FCFA, dégageant un solde d'activité « déficitaire » de 22,3 milliards FCFA à combler par des compléments de dotation budgétaire (TSU, patente et vignette). Les emplois financés sont : (i) les travaux routiers et autres dépenses assimilées pour 225,55 milliards FCFA, (ii) les engagements financiers et frais financiers pour 88,83 milliards FCFA, (iii) les charges de fonctionnement pour 8,3 milliards FCFA et les investissements pour 674 millions FCFA.

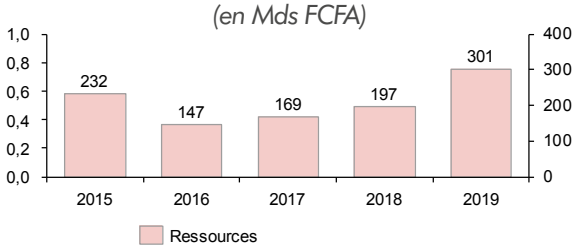
Ainsi, compte tenu de sa mission de service public qui impose un équilibre financier, le FER a dégagé un résultat net nul au titre de l'exercice 2019.

En ce qui concerne les impôts reversés à l'État, ils ont connu une baisse de 33%, passant à 207 millions FCFA.

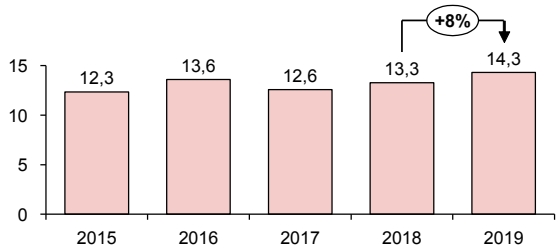
Quant à l'endettement du FER, il est passé à 158,99 milliards FCFA en 2019, soit une hausse de 32% par rapport à 2018, en raison de la facilité de 210 milliards FCFA obtenue par l'entreprise.

En perspective, le FER envisage maintenir le niveau de performance de ses activités, notamment le financement d'un programme annuel minimum d'entretien routier de 100 milliards FCFA. Pour ce faire, un contrat de performance conclu avec l'État a été initié. Ce contrat tient compte des exigences du Millennium Challenge Corporation (MCC), à savoir l'augmentation progressive des dotations affectées au FER.

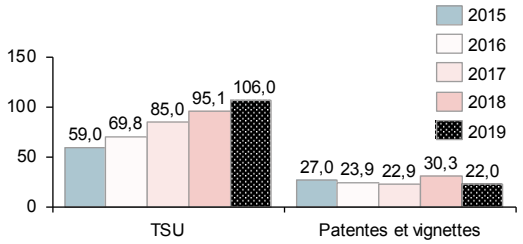
RESSOURCES MOBILISÉES
(en Mds FCFA)



CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



ÉVOLUTION TSU, PATENTES ET VIGNETTE
(en Mds FCFA)



FAITS MARQUANTS

- Classé 2ème du prix de la performance économique et financière des entreprises non commerciales ;
- Remboursement, le 31.08.2019, de la dernière échéance du prêt de 130 milliards FCFA contracté en Août 2014 ;
- Obtention d'une facilité de 210 milliards FCFA, dont 128 milliards FCFA décaissés et 60 milliards FCFA de crédit relais (remboursés) ;
- Mise en service, le 15.12.2019, des postes à péage de Thomasset et de Moapé sur la route de l'Est;
- Mise en service de la station de pesage d'Abengourou, le 4 juillet 2019 ;
- Certification du FER à la norme qualité ISO 9001 version 2015, le 23.11.2019 ;
- Non fonctionnement du Conseil d'Administration depuis l'exercice 2017.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Etats financiers provisoires

Date de création 25 décembre 1975
Capital social 500 millions FCFA
Capitaux propres 1,7 milliard FCFA (+23%)
Part de l'État 20%
CA 4,97 milliards FCFA (+12,25%)
Résultat Net 318,66 millions FCFA (+51,43%)

PCA KONE Fako
DG SIDIBE Issoufou
Adm MBPE TOURE Yetjli Prosper
Adm MT CONE Dioman
Effectif 182

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
GCCI	40,00
ETAT COTE D'IVOIRE	20,00
SIVOMAR	7,00
SIFCA	5,00
AUTRES	28,00

Créé par la loi 75-940 du 26 décembre 1975, l'**Office Ivoirien des Chargeurs (OIC)** est un organisme qui représente et défend les intérêts des chargeurs c'est-à-dire, des importateurs et exportateurs, usagers des services de transports, dans le cadre de l'acheminement de leurs marchandises. En outre, il met en œuvre toutes les actions permettant de réduire l'incidence des coûts de transport sur l'économie nationale et optimiser l'offre et la demande de fret en Côte d'Ivoire.

En 2019, l'activité de l'OIC a été marquée par (i) une hausse de 13% du trafic national, affichant 3 006 camions escortés contre 2 665 en 2018, (ii) une baisse de 16% du trafic routier inter-États, passant de 18 349 camions en 2018 à 15 493 camions en 2019, (iii) une hausse de 3,3% des recettes des Bordereaux de Suivi de Cargaisons (BSC) qui se fixent à 1,866 milliard FCFA, contre 1,805 milliard FCFA en 2018 et (iv) une hausse de 246% de l'édition et de la distribution de Documents Uniques de Transport (DUT), s'établissant à 520 334 documents pour une recette totale de 880,85 millions FCFA, contre 150 240 DUT pour une recette totale de 253,65 millions FCFA en 2018.

Au plan commercial, l'on note une hausse de 12,25% du chiffre d'affaires, s'établissant à 4,973 milliards FCFA en 2019. Toutefois, les produits d'exploitation affichent une régression de 19%, s'élevant à 5,078 milliards FCFA en 2019, en raison essentiellement de la reprise de provisions (77,47 millions FCFA) en baisse de 96%, relativement à celle de 2018 (1,825 milliard FCFA).

S'agissant des charges d'exploitation, elles sont en baisse de 21,67% et se fixent à 4,575 milliards FCFA en 2019, résultant, entre autres, d'une diminution de 1,741 milliard FCFA du poste des « autres charges ».

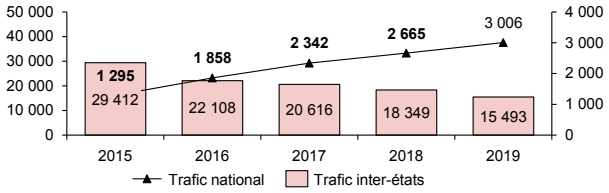
Le résultat d'exploitation qui s'ensuit est bénéficiaire de 503,07 millions FCFA, en hausse de 15,72% par rapport à 2018.

En définitive, après un résultat financier bénéficiaire d'un montant de 11,2 millions FCFA et l'impôt sur le résultat d'un montant de 195,62 millions FCFA, la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 318,66 millions FCFA, contre un bénéfice de 210,43 millions FCFA en 2018, soit une hausse de +51,43%.

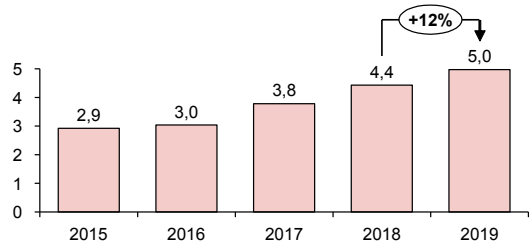
Par ailleurs, la société enregistre une hausse de 8,51% des dettes fiscales et sociales qui sont d'un montant de 838,5 millions FCFA en 2019.

En 2020, dans le cadre d'amélioration de la gouvernance, un contrat de performance entre l'OIC et l'État est en cours de signature. Par ailleurs, la société entend poursuivre la mise en œuvre de ses projets et entamer de nouveaux projets tels la Plateforme logistique et la Bourse de fret électronique. Toutefois, en raison de la COVID-19, les prévisions budgétaires ont connu une baisse et le résultat net a été estimé à 259,27 millions FCFA, contre 664,49 millions FCFA initialement budgétisé, soit une baisse de 61%.

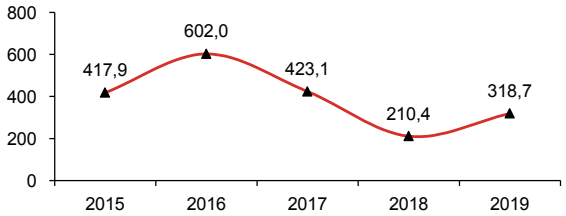
TRAFIC



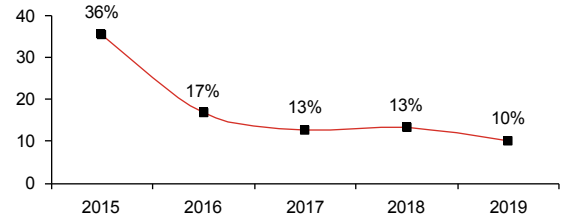
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Ouverture des aires de stationnement de Noé et d'Ayébo qui ont reçu (en sortie) respectivement 7 301 véhicules et 30 véhicules en 2019 ;
- Baisse du trafic routier inter-États de 16%, passant de 18 349 camions en 2018 à 15 493 camions en 2019 ;
- Hausse du trafic national de 13% par rapport à 2018 ;
- Hausse de 246% des DUT, s'établissant à 520 334 documents pour une recette totale de 880,85 millions FCFA, contre 150 240 DUT pour une recette totale de 253,65 millions FCFA en 2018 ;
- Participation de l'OIC au Comité Directeur de l'Union des Conseils des Chargeurs Africains (UCCA) à Kinshasa, du 13 au 15 juin 2019.

PAA
PORT AUTONOME D'ABIDJAN

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 05 février 1951
Capital social 16 milliards FCFA
Capitaux propres 146,81 milliards FCFA (+11,78%)
Part de l'État 100%
CA 88,03 milliards FCFA (+4,28%)
Résultat Net 15,7 milliards FCFA (-27,83%)
PCA KANTE Koly
DG HIEN SIE
Adm. MBPE KEHO Yaya
Adm. MEF GBANE Abou
Adm. MT SORO Daufanguy B
Filiales CIE (0,29%), SOCEF (2,78%), OIC (6%), SITARAIL (7,5%), BIVAC (13%), IRES (32,67%), SLA (34,99%)
Effectif 1440

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT COTE D'IVOIRE	100,00

Situé sur la Côte Ouest Africaine, le **Port Autonome d'Abidjan (PAA)** est une infrastructure économique de premier plan pour l'économie ivoirienne en matière de commerce, de pêche, de transit et de transbordement d'échelle.

En 2019, le trafic global du PAA connait une hausse de 6,5% par rapport à l'exercice 2018, atteignant ainsi 25,74 millions de tonnes. Cette hausse résulte de l'accroissement des produits pétroliers (+11,91%) et des marchandises générales (+4,69%) nonobstant la baisse des produits de pêche (-3,6%). Les escales navires augmentent de 0,87%, passant de 2 517 navires en 2018 à 2 539 navires en 2019, en raison de la croissance des cargos traditionnels et des chalutiers.

L'activité commerciale connait une hausse de 4,28% avec un chiffre d'affaires passant de 84,42 milliards FCFA en 2018 à 88,03 milliards FCFA en 2019, en raison de la hausse des redevances sur concessions (+43,86%) et des services vendus (+6%).

Toutefois, nonobstant la hausse du chiffre d'affaires, le résultat d'exploitation, bien que bénéficiaire de 21,31 milliards FCFA est en baisse de 25,43% par rapport à 2018. Cette baisse peut être relativisée, en raison du résultat de l'exercice 2018, lié aux produits issus de la révision du TC1 qui avait permis au PAA d'obtenir un montant de 23,879 milliards FCFA), contre 6,15 milliards FCFA en 2019.

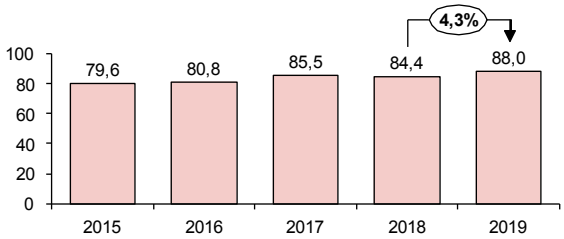
Le résultat net qui en découle, en baisse de 27,83%, est bénéficiaire de 15,71 milliards FCFA, contre 21,77 milliards FCFA en 2018.

Les impôts dus à l'État sont en baisse de 3,34%, affichant 5,60 milliards FCFA, contre 5,42 milliards FCFA en 2018 (dont 2,5 milliards FCFA d'impôts et taxes et, 3,88 milliards FCFA d'impôts BIC).

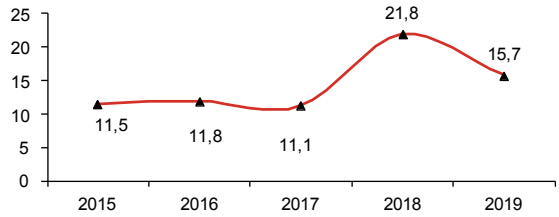
La capacité de remboursement s'est dégradée, passant de 10 ans en 2018 à 15 ans en 2019. Cependant, le risque est maitrisé, car le stock de la dette est majoritairement composé de financements concessionnels, dont la maturité (20 ans) est bien au-delà de celle pratiquée par le marché.

En définitive, le PAA s'inscrit dans la vision d'être un hub port de la façade ouest de l'océan atlantique et de référence internationale. Par conséquent, il entend continuer la mise en œuvre de son vaste programme d'investissements, destiné à améliorer ses infrastructures d'accueil, le traitement des marchandises et la desserte. Elle travaille également à l'élaboration d'un nouveau plan stratégique, le précédent plan stratégique 2016-2020 étant arrivé à maturité.

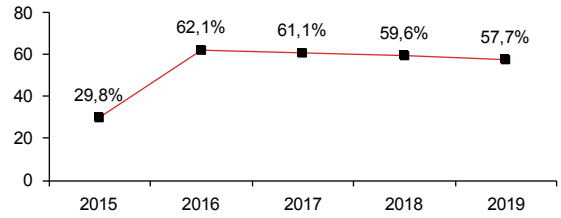
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Mds FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Achèvement des travaux d'infrastructures du projet d'élargissement et d'approvisionnement du canal de Vridi dont l'inauguration a eu lieu le 21 février 2019 ;
- Mise en service d'une partie du quai du Terminal Routier (RORO) et finalisation des travaux d'infrastructures de la seconde partie ;
- Rehaussement de la notation financière du Port Autonome d'Abidjan de A+ à AA- avec des perspectives stables ;
- Certification à la version 2005 des normes Qualité ISO 9001 et Environnementale ISO 14001.

PASP
PORT AUTONOME DE SAN-PEDRO

Port Autonome de San Pedro
Un partenaire qui avance avec le monde

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 12 juin 1971
Capital social 2 milliards FCFA
Part de l'État 100%
Capitaux propres 13,7 milliards FCFA (+0,2%)
CA 9,5 milliards FCFA (+14,8%)
Résultat Net 635,5 millions FCFA (-38,8%)
Subv d'inv. 250 millions FCFA (-33,3%)
PCA Yaya DEMBELE
DG Hilaire Marcel LAMIZANA
Adm MBPE GOH Betro Serge Constant
Adm Ministère des Transports TOURE Moussa
Effectif 221

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT COTE D'IVOIRE	100,00

Situé à 350 km d'Abidjan au Sud-ouest de la Côte d'Ivoire, le **Port Autonome de San Pedro (PASP)** est une société d'État qui a pour ambition d'être le pôle Ouest africain du développement industriel et logistique, à forte valeur ajoutée. Ainsi, le PASP a en charge la gestion de l'ensemble des opérations d'exploitation, de services aux navires, d'entretien, de renouvellement et de l'extension des infrastructures portuaires.

En 2019, la société a pu atteindre les deux (2) objectifs annuels qu'elle s'est assignés, à savoir (i) accroître de 10% le trafic de marchandises origine-destination (+31%) et (ii) consolider le résultat d'exploitation hors reprise subvention d'investissement à 50 millions FCFA (143 millions FCFA).

Sur le plan opérationnel, l'activité a été marquée par une hausse de 24,1% du trafic global de marchandises, qui s'établit à un montant record de 5,06 millions de tonnes, contre 4,08 millions de tonnesen 2018. Cela est dû à une augmentation de 31% du trafic import-export et de 4% du trafic de transbordement par rapport à 2018. En outre, les escales de navires se sont établies à 432 navires, en hausse de 3%. Concernant les conteneurs, l'on note une augmentation de 6% de leur débit, passant à 263 819 EVP en 2019.

L'embellie de l'activité commerciale s'est reflétée sur **le chiffre d'affaires qui a affiché une hausse de 14,76%**, s'établissant à 9,47 milliards FCFA en 2019. Cependant, en dépit d'une politique de maitrise de charges adoptée par l'entreprise, l'on note une augmentation de 9,18% des charges d'exploitation (9,611 milliards FCFA).

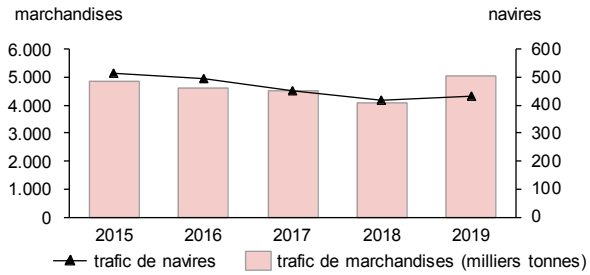
Par conséquent, il ressort un résultat d'exploitation bénéficiaire de 1,707 milliard FCFA, contre 1,68 milliard FCFA en 2018.

En définitive, la société a dégagé **un résultat net bénéficiaire de 635,32 millions FCFA**, contre un bénéfice de 1,038 milliard FCFA en 2018, en raison de l'impôt sur le résultat (461,2 millions FCFA) et d'une baisse de 223% du résultat HAO.

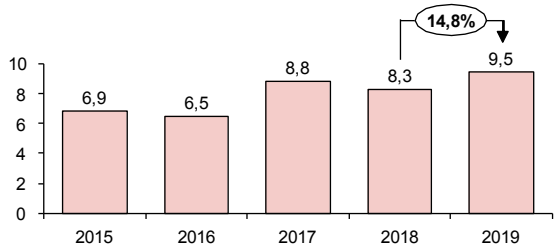
Par ailleurs, le PASP a réalisé des investissements d'un montant de 3,628 milliards FCFA qui concernent essentiellement les études, les travaux d'infrastructures et la rénovation des ouvrages et équipements portuaires.

Pour 2020, la société projette la réalisation d'un volume de trafic de marchandises import-export de 3,8 millions de tonnes et l'accroissement du taux de mise en œuvre du Schéma Directeur des Systèmes d'Information (SDSI 2017-2021) à 70%. Cependant, l'atteinte de ces objectifs pourrait être contrariée par l'impact de la COVID-19 sur l'entreprise, dont le chiffre d'affaires subirait une perte de 2,491 milliards CFA, si la pandémie devait finir à décembre 2020.

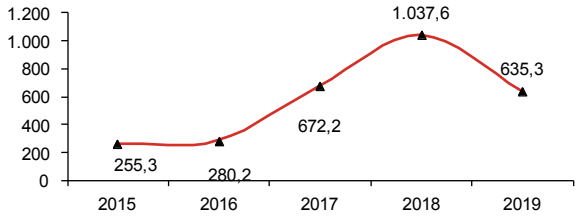
ÉVOLUTION DU TRAFIC



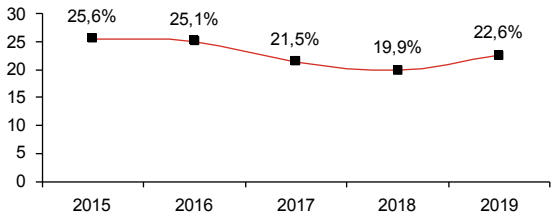
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- PASP, lauréat du deuxième prix de la performance économique et financière des entreprises publiques commerciales, lors de la première édition du Prix d'Excellence des entreprises publiques, le 13 novembre 2019 ;
- Signature d'un contrat commercial, entre le PASP et China Harbour Engineering Company (CHEC) le 25 avril 2019 ;
- Cérémonie de paraphe des annexes à la convention de concession du Terminal Industriel de San Pedro (TIPSP) le 10 avril 2019 ;
- Formation des Administrateurs au Programme de certification initié par l'État de Côte d'Ivoire.

SIPF

SOCIÉTÉ IVOIRIENNE DE GESTION DU PATRIMOINE FERROVIAIRE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 26 juillet 1995
Capital social 3 milliards FCFA
Capitaux propres 2,36 Mds FCFA (-15%)
Part de l'État 100%
CA 1,5 Md FCFA (+14%)
Résultat Net 31,1 Mns FCFA (+148%)

PCA DIOMANDE Vassiafa
DG CISSE Moustapha
Adm.MBPE DJOHAN Gérard
Adm. MIE BAFFAH Koné
Effectif 54 (64 en 2018)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT COTE D'IVOIRE	100,00

La **Société Ivoirienne de gestion du Patrimoine Ferroviaire (SIPF)** est une société d'État créée par le décret n° 95-582 du 26 juillet 1995, pour assumer la propriété des matériels et la gestion des infrastructures ferroviaires existantes, pour le compte de l'État de Côte d'Ivoire.

En 2019, le trafic ferroviaire a enregistré une performance record, traduite par des hausses de 8,5% des tonnages (1 016 209) et 9,7% des recettes marchandises (38,3 milliards FCFA).

Ainsi, au plan financier, le chiffre d'affaires de la SIPF est passé de 1,32 milliard FCFA en 2018 à 1,5 milliard FCFA en 2019, soit une hausse de 13%, consécutive à l'amélioration (i) du droit d'usage (+11%), (ii) des revenus issus des loyers et des baux commerciaux (+15%) et (iii) des produits hôteliers (+21%).

Le résultat d'exploitation dégagé par la société connaît une amélioration (+249 millions FCFA), passant d'un déficit de 367,4 millions FCFA en 2018, à un déficit de 118,3 millions FCFA en 2019, en raison du niveau des dotations aux amortissements et provisions comptabilisées d'un montant de 323 millions FCFA, contre 580 millions FCFA en 2018.

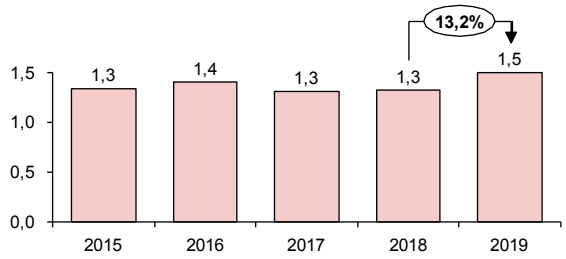
En conséquence, la société a dégagé un résultat net bénéficiaire de 31,1 millions FCFA en 2019 en amélioration de 18,5 millions FCFA par rapport à 2018.

Les impôts dus à l'État s'établissent à 92,8 millions FCFA (dont 82,4 millions FCFA d'impôts et taxes et 10,4 millions FCFA d'impôts BIC), contre 96,6 millions FCFA en 2018.

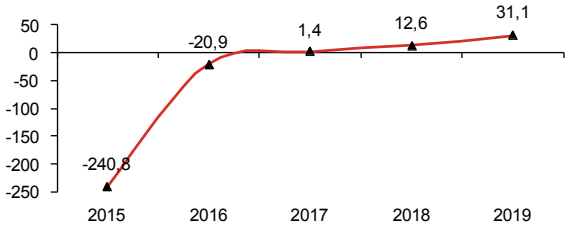
Au titre de l'endettement, aucun emprunt n'a été n'a contracté par la SIPF au cours de l'exercice 2019.Toutefois, le stock de la dette de la SITARAIL suivi par la SIPF (prêts rétrocédés par l'État, inscrits dans les livres de la SIPF, mais remboursés par la SITARAIL) se chiffre à 14 milliards FCFA au 31 décembre 2019, dont 10,4 milliards FCFA d'arriérés et 3,6 milliards FCFA d'encours.

En perspective, dans le cadre du renforcement de la gouvernance et des pratiques de bonne gestion, la SIPF a entamé un processus de contractualisation avec l'État de Côte d'ivoire qui devrait être finalisé en 2020.

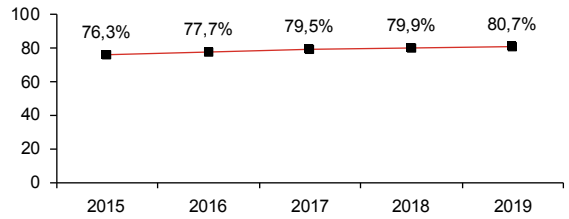
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- [17 avril 2019] : Finalisation du manuel de procédures spécifiques du régime fiscal et douanier applicable à la SITARAIL et l'examen des conditions suspensives à l'entrée en vigueur de la Convention de Concession Révisée (CCR) ;
- [8 octobre 2019] : l'État de Côte d'Ivoire a signé un Mémorandum d'entente avec le groupement STAR, pour le démarrage des travaux de la ligne 1 du Métro d'Abidjan ;
- [7 novembre 2019] : Participation de la SIPF à la 5ème réunion du Comité Régional sur le Transport Ferroviaire (CRTF) dans l'espace UEMOA ;
- Formation des Administrateurs au programme de certification initié par l'État de Côte d'Ivoire.

SITARAIL

SOCIETE INTERNATIONAL DE TRANSPORT AFRICAIN PAR RAIL

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création Août 1995
Capital social 5 milliards FCFA
Capitaux propres 6,65 milliards FCFA (-5%)
Part de l'État (via la SIPF et le PAA) 15%
CA 41,3 milliards FCFA (+6%)
Résultat Net -317,9 millions FCFA (+77%)
Dividendes 0
Subventions d'exploitation 808,3 millions FCFA
PCA ROUSSIN Michel
DG QUENTIN Gerard
Adm. SIPF CISSE Moustapha
Adm. PAA N'DOLI Kouadio André
Effectif 1 632 (1 621 en 2018)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
SOFIB	66,99
ETAT DU BURKINA	15,00
PAA	7,50
SIPF	7,50
FCP (PERSONNEL)	3,00

La **Société Internationale de Transport Africain par Rail (SITARAIL)** est une filiale de COMAZAR (Groupe Bolloré), opérant dans les chemins de fer en Côte d'Ivoire et au Burkina Faso. Depuis août 1995, ces deux (2) États ont concédé l'exploitation de leurs réseaux ferroviaires à la SITARAIL.

LA **SITARAIL** exploite depuis août 1995 le chemin de fer entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso, à travers une Convention de Concession conclue avec ces deux (2) États.

En 2019, la SITARAIL a enregistré un trafic marchandise record (depuis 2001) de 1 016 210 de tonnes.

Ainsi, son **chiffre d'affaires global** a connu une hausse de 6,5%, passant de 38,74 milliards FCFA en 2018 à 41,3 milliards FCFA en 2019.

L'Excédent Brut d'Exploitation s'élève à 5,97 milliards FCFA, soit une évolution remarquable de 3 milliards FCFA, consécutive à une croissance de son cycle d'exploitation.

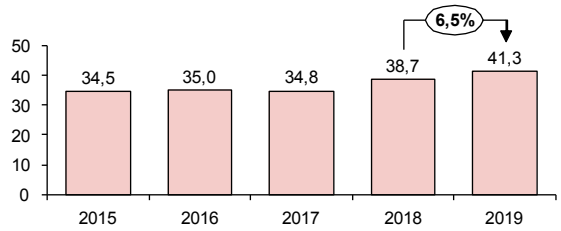
En conséquence, avec la prise en compte des dotations aux amortissements (6 milliards FCFA) et du solde déficitaire de 506 millions FCFA des opérations financières, **la SITARAIL dégage un résultat net déficitaire de 317,9 millions FCFA en 2019**, contre un déficit de 1,37 milliard FCFA en 2018.

Par ailleurs, l'entreprise clôture l'exercice 2019 avec une trésorerie nette de 10,64 milliards FCFA, contre 848 millions FCFA en 2018, due à l'augmentation du compte courant Bolloré Africa Railways (+11,9 milliards FCFA) et de sa capacité d'autofinancement (+3,1 milliards FCFA).

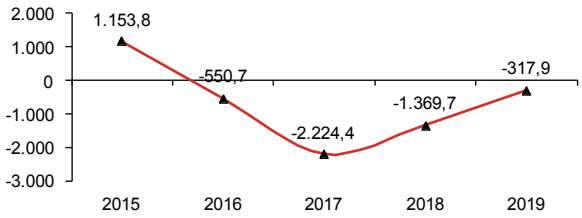
Quant à la contribution de la SITARAIL aux recettes fiscales de l'État, celle-ci est en hausse de 15%, passant à 1,33 milliard FCFA en 2019 (BIC : 212 millions FCFA ; impôts et taxes : 1,1 milliard FCFA).

En perspectives, dans un climat de crise sanitaire majeure, la SITARAIL envisage mettre l'accent sur l'aspect social en protégeant ses employés. Au titre de l'exploitation, une attention particulière sera accordée aux évolutions rapides du marché et aux conditions d'exploitation, sans toutefois occulter le volet sécurité des infrastructures.

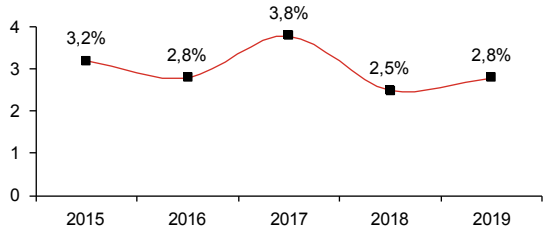
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Mise en service de 4 nouvelles locomotives NREC, induisant une amélioration de la disponibilité moyenne du parc qui passe de 22 à 26 locomotives ;
- Signature d'un nouveau contrat d'affrètement avec STIB, pour une durée de 5 ans contre une durée d'un an dans le précédent contrat ;
- Constitution de 3 rames dédiées de 18 wagons et des chargements effectués sur les sites d'Anyama et de de Treichville.

SOCOPRIM

SOCIÉTÉ CONCESSIONNAIRE DU PONT RIVIERA-MARCORY

3ème PONT D'ABIDJAN SOCOPRIM

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 26 juillet 1995
Capital social 3 milliards FCFA
Capitaux propres 2,36 Mds FCFA (-15%)
Part de l'État 100%
CA 1,5 Md FCFA (+14%)
Résultat Net 31,1 Mns FCFA (+148%)

PCA DIOMANDE Vassiafa
DG CISSE Moustapha
Adm.MBPE DJOHAN Gérard
Adm. MIE BAFFAH Koné
Effectif 54 (64 en 2018)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
PAIDF	26,00
AFC	26,00
ÉTAT COTE D'IVOIRE	18,70
BYTP	17,00
BNI	6,50
TOTAL CI.	3,80
SETAO	2,00

La **Société Concessionnaire du Pont Riviera-Marcory (SOCOPRIM)** est une société à participation financière publique minoritaire. Elle a pour objet, la conception, la construction et l'exploitation du pont à péage reliant les communes de Riviera et de Marcory.

Au plan opérationnel, l'exercice 2019a été marqué par la consolidation des expériences des années précédentes avec une hausse de 4,5% du trafic moyen qui s'est établi à 77 000 véhicules / jour, contre 73 000 véhicules / jour en 2018.

Au plan financier, en raison des incidences du Syscohada révisé, le contrat de concession est désormais assimilable à un actif financier. De ce fait, les péages collectés (14,5 milliards FCFA) ainsi que la compensation gouvernementale (10,6 milliards FCFA) ne sont plus inscrits au compte de résultat, mais remplacés par les intérêts de la créance financière sur le concédant qui s'élève, en 2019, à 39,26 milliards FCFA. Ce montant est calculé à partir du TRI projet de 18,24% sur le solde de la créance financière 2018 de 208,9 milliards FCFA.

Ainsi, les produits d'exploitation, constitués essentiellement des produits accessoires et autres produits, se sont fixés à 114,9 millions FCFA, contre 79,8 millions FCFA en 2018, soit une hausse de 44%.

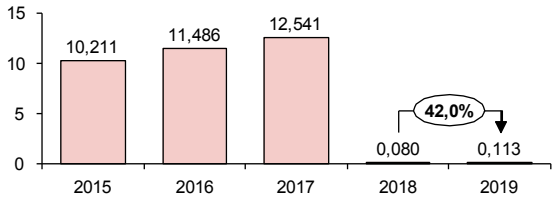
Le résultat d'exploitation est ressorti déficitaire de 5,15 milliards FCFA, contre un déficit de 7,60 milliards FCFA en 2018, en raison de la diminution de 2,3 milliards FCFA des charges d'exploitation (5,29 milliards FCFA), due à la reprise du stock des provisions pour gros entretien et réparation

Quant au résultat financier, il est bénéficiaire de 27,7 milliards FCFA, contre un bénéfice de 24,9 milliards FCFA en 2018, représentant une hausse de 11% ; Ce résultat est constitué des intérêts de la créance financière et des charges financières (intérêts des emprunts), pour des montants respectifs de 39,26 milliards FCFA et 11,3 milliards FCFA, contre 36,77 milliards FCFA et 11,67 milliards FCFA en 2018.

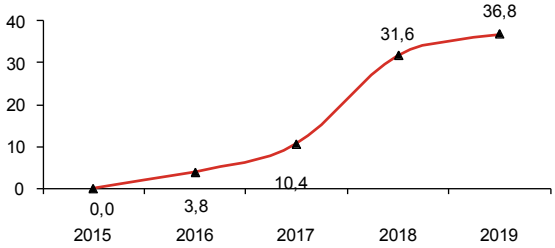
En somme, après la prise en compte du profit exceptionnel net de 14,19 milliards FCFA issu de l'impact de la réforme du Syscohada à fin 2017 (70,9 milliards FCFA lissés sur 5 ans), la SOCOPRIM a **enregistré un résultat net bénéficiaire de 36,85 milliards FCFA,** contre un bénéfice de 31,62 milliards FCFA en 2018.
S'agissant du niveau de l'endettement, en raison des remboursements réguliers, il connait une baisse de 6%, s'établissant à 105,6 milliards FCFA en 2019.
Par ailleurs, les impôts dus par la société à l'État sont passés de 104,1 millions FCFA en 2018 à 53,6 millions FCFA.

En perspective, afin de favoriser, à terme, la réduction du niveau de la créance financière envers le concédant fixé à 223,5 milliards FCFA, la SOCOPRIM envisage une révision, à la hausse, de la grille tarifaire.

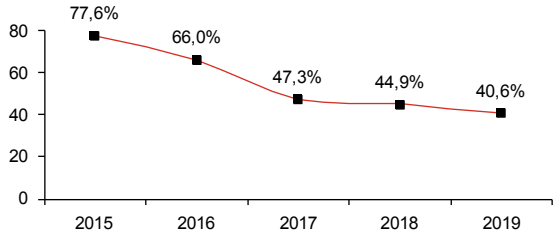
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Mds FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Hausse de 4,5% du trafic (27,9 millions de passages, contre 26,7 millions en 2018) ;
- Paiement de la compensation tarifaire gouvernementale d'un montant de 10,6 milliards FCFA ;
- Remboursements des prêts pour un montant de 7,4 milliards FCFA ;
- Recrutement d'un nouveau Directeur d'Exploitation et la promotion du Directeur Financier adjoint au poste de Directeur Financier, suite à des démissions.

SODEXAM

SOCIÉTÉ D'EXPLOIT.ET DE DÉV. AÉROPORTUAIRE, AÉRONAUTIQUE ET MÉTÉOROLOGIQUE

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Date de création 16 avril 1997
Capital social 1,4 milliard FCFA
Capitaux propres 20,1 milliards FCFA (+5,15%)
Part de l'État 100%
CA 10,51 milliards FCFA (+7,27%)
Résultat Net 830,66 millions FCFA (+24,76%)

Subv. d'expl. 1,15 milliard FCFA (-42,6%)
Subv. d'inv. 1,64 milliard FCFA (+556%)
PCA KOHEMUN Gbanda Martin
Adm. MBPE SALL Adama
DG MOULOT Jean-Louis
Adm. MT DIOP M'Baye
Effectif 502 (+2,66%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT COTE D'IVOIRE	100,00

La **Société d'Exploitation et de Développement Aéroportuaire, Aéronautique et Météorologique (SODEXAM)** est une société d'État créée par décret 97-228 du 16 avril 1997, sur recommandation de la Banque Mondiale. Elle a pour missions, d'une part, la mise en œuvre de la réglementation relative à l'aviation civile et à la météorologie, et d'autre part, la représentation de l'État pour le suivi et le contrôle de la mise en œuvre de la convention de concession de l'Aéroport d'Abidjan. Son domaine opérationnel consiste en la gestion, l'exploitation et le développement des aéroports, ainsi que la météorologie et les activités aéronautiques.

L'année 2019 a été marquée l'activité a été marquée par un niveau du trafic passagers en hausse de 3,83%, s'établissant à 2,272 millions FCFA contre 2,188 millions FCFA en 2018.

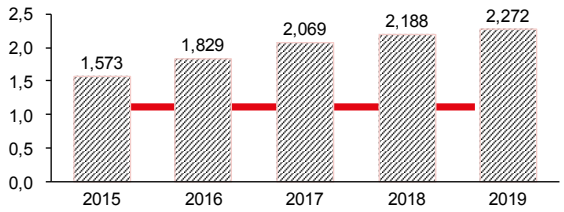
La hausse du trafic à l'aéroport d'Abidjan a permis à la société de maintenir une tendance haussière de **son chiffre d'affaires, qui s'élève à 10,506 milliards FCFA, contre 9,794 milliards FCFA** en 2018, soit un taux de 7,27%.

Cependant, nonobstant la croissance des activités commerciales, l'on note une légère baisse de 3,95% des produits d'exploitation affichant 13,718 milliards FCFA en raison d'une réduction de 852 millions FCFA de la subvention d'exploitation. Par ailleurs, les charges d'exploitation sont également en baisse de 6,29% et s'établissent à 12,505 milliards FCFA en 2019. Ainsi, il se dégage **un résultat d'exploitation bénéficiaire de 1,212 milliard FCFA en 2019**, contre un bénéfice de 937,1 millions FCFA en 2018.

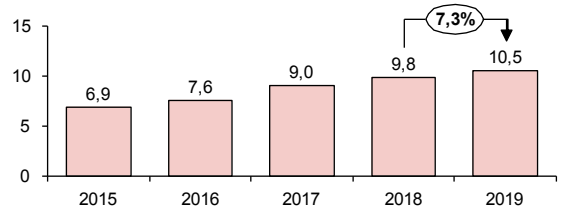
En définitive, après un résultat financier bénéficiaire d'un montant de 3,58 millions FCFA et l'impôt sur le résultat d'un montant de 385,39 millions FCFA, **le résultat net qui s'ensuit est bénéficiaire et en hausse de 24,76%**, s'établissant à 830,66 millions FCFA. Au titre des investissements, ils ont été réalisés à hauteur de 2,761 milliards FCFA, contre 3,377 milliards FCFA en 2018, soit une baisse de 18% et ont porté essentiellement sur la réhabilitation des plateformes de l'intérieur et l'acquisition de matériels techniques.

En perspective, l'entreprise prévoit, entre autres, poursuivre les travaux de réhabilitation et la modernisation des aéroports. Elle compte construire également de nouveaux aéroports dans les villes de Sassandra, Kong, Daoukro, Seguela, Bondoukou et Bouna.

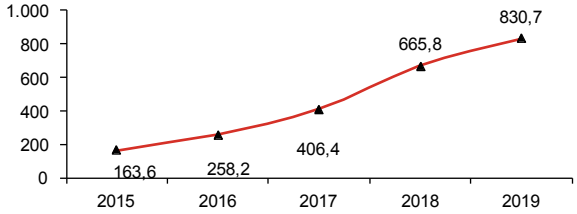
ÉVOLUTION DU TRAFIC PASSAGERS *(en Mns)*



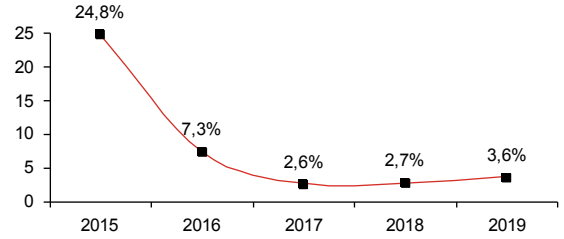
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Milliards FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Millions FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Entrée de la Côte d'Ivoire au Conseil de l'Organisation de l'Aviation Civile Internationale (OACI) en septembre 2019 ;
- Obtention du certificat ISO 9001-2015 pour les activités météorologiques ;
- Formation de 119 agents sur 68 modules de formation, dont 48 modules en Côte d'Ivoire pour 96 agents et 20 modules à l'étranger pour 23 agents ;
- Formation de sept (7) Administrateurs au programme de certification des administrateurs initié par l'État;
- Approbation par le Conseil d'Administration le 25 novembre 2019, de la création d'un Comité spécialisé en charge du suivi et du contrôle des recrutements et de la rémunération des Directeurs centraux.

SOTRA

SOCIÉTÉ DES TRANSPORTS ABIDJANAIS

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Etats financiers provisoires

Date de création 16 décembre 1960
Capital social 17,03 milliards FCFA
Capitaux propres 81,88 milliards FCFA (+46%)
Part de l'État 60,17% (y compris le District d'Abidjan)
CA 33,89 milliards FCFA (+15%)
Résultat Net 588 millions FCFA (-23,9%)

Subv d'exp. 8 milliards FCFA
PCA YOUSSOUF Sylla
DG MEÏTE Bouaké
Adm. MT TOURE Abdoulaye
Adm. MBPE OYENIYE Fatayu et DIABA A.
Filiales SOTRA Industries (100%) ; Institut SOTRA (100%) ; SOTRA Tourisme (100%)

RÉPARTITION DU CAPITAL

Sociétés	(%)
ETAT DE COTE D'IVOIRE	60,10
IVECO FRANCE	39,80
ADISTRICT D'ABIDJAN	0,07
AUTRES ACTIONNAIRES	0,03

La **Société des Transports Abidjanais (SOTRA)** a pour mission l'exploitation du service public de transport de personnes sur route et sur lagune dans les limites de la ville d'Abidjan.

La poursuite du renforcement du parc auto de l'entreprise a été marquée par la réception en 2019 de l'intégralité des autobus IVECO. Les indicateurs opérationnels ont connu une amélioration, notamment le « parc moyen en ligne » s'est établi à 761 autobus en 2019, contre 602 en 2018, soit une hausse de 26% et le « nombre de passagers transportés » s'est fixé à 206 millions en 2019, contre 129 millions en 2018, soit une hausse de 60%.

Au plan financier, le chiffre d'affaires enregistre une hausse de 15%, passant de 29,45 milliards FCFA en 2018 à 33,89 milliards FCFA en 2019.

Quant au résultat d'exploitation, il est ressorti déficitaire de 4,5 milliards FCFA, contre un bénéfice de 2,08 milliards FCFA en 2018. Ce résultat d'exploitation déficitaire est consécutif à la hausse des « autres achats » et des « charges de personnel », respectivement de 28% (15, 62 milliards FCFA) et 27% (22,14 milliards FCFA).

Au titre du résultat financier, celui-ci est déficitaire de 2,08 milliards FCFA, contre un déficit de 1,9 milliard FCFA en 2018, en raison des paiements des intérêts liés aux différents emprunts.

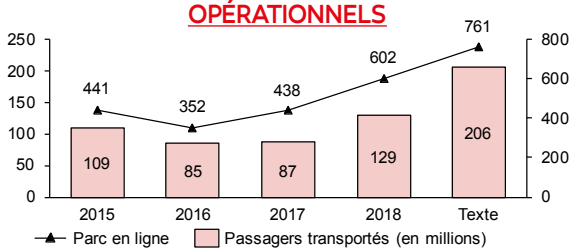
En conséquence, avec un résultat HAO bénéficiaire de 7,3 milliards FCFA, la SOTRA enregistre un résultat net bénéficiaire de 588 millions FCFA en 2019, contre 772 millions en 2018, soit une diminution de 184 millions FCFA.

Par ailleurs, les impôts dus à l'État s'élèvent à 1,02 milliard FCFA, contre 876 millions FCFA en 2018.

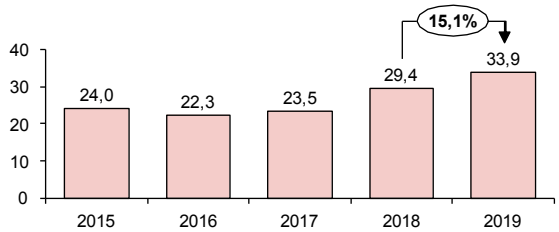
S'agissant du niveau de l'endettement de la société, il se fixe à 22,2 milliards FCFA, contre 28,3 milliards FCFA en 2018

En perspectives, la SOTRA envisage poursuivre la mise en œuvre de son plan stratégique 2017-2020, notamment la reconstitution de l'offre de service en matériel roulant neuf, estimé à 1420 autobus en ligne en 2020 et la restructuration des activités des filiales à travers des partenariats techniques.

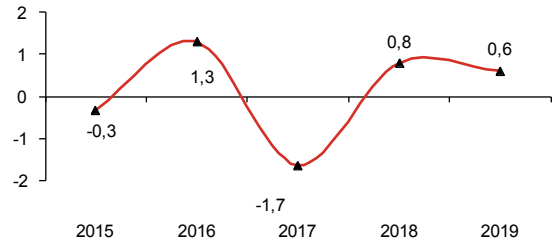
ÉVOLUTION DES INDICATEURS OPÉRATIONNELS



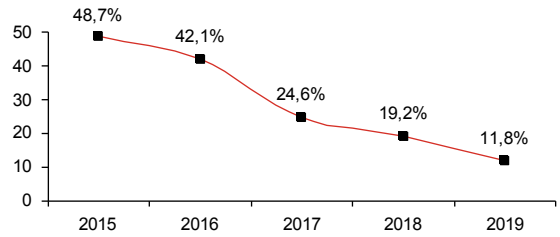
CHIFFRE D'AFFAIRES *(en Mds FCFA)*



RÉSULTAT NET *(en Mds FCFA)*



RATIO DETTE FIN. /BILAN *(%)*



FAITS MARQUANTS

- Réception de 280 autobus IVECO, représentant le reliquat des 450 autobus et conclusion des accords commerciaux de la 3ème phase de renforcement du parc ;
- Mise en service totale du Département Réseau Bus (DRB) de Williamsville et réouverture partielle du DRB d'ABOBO ;
- Obtention d'une exonération fiscale et de droits de douane pour la période 2019-2021 ;
- Signature le 1er février 2019, d'un contrat de performance avec l'État de Côte d'Ivoire ;
- Déploiement du nouveau système billettique.

Air Côte d'Ivoire
DGPE
DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT
© Airbus

ANNEXES

ANNEXE 1 LISTE EXHAUSTIVE DES SOCIÉTÉ DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT

ANNEXE 2 CHIFFRE D'AFFAIRES, RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉ EN FONCTION DU SECTEUR D'ACTIVITÉ

ANNEXE 3 CHIFFRE D'AFFAIRES, RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉ EN FONCTION DU SEGMENT

ANNEXE 4 SOCIÉTÉ AYANT UN RÉSULTAT NET BÉNÉFICIAIRE

ANNEXE 5 SOCIÉTÉ AYANT UN RÉSULTAT NET NUL

ANNEXE 6 SOCIÉTÉ AYANT UN RÉSULTAT NET DÉFICITAIRE

ANNEXE 7 SOCIÉTÉ AYANT BÉNÉFICIÉ DE SUBVENTIONS (SUBVENTION-ÉTAT)

ANNEXE 8 SOCIÉTÉ AYANT DISTRIBUE DES DIVIDENDES

ANNEXE 9 RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

ANNEXE 10 RÉPARTITION DU RÉSULTAT NET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ

ANNEXE 11 RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SEGMENT

ANNEXE 12 RÉPARTITION DU RÉSULTAT NET PAR SEGMENT

Les valeurs sont en millions FCFA

ANNEXE 1

LISTE EXHAUSTIVE DES SOCIÉTÉS DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT

SOCIÉTÉS D'ÉTAT

SOCIÉTÉS	DESIGNATION	CAPITAL	PART ÉTAT	CAPITAL DE L'ÉTAT
1 AGEROUTE	*Agence de Gestion des Routes*	300,0	100%	300,0
2 AIGF	*Agence Ivoirienne de Gestion des Fréquences radio électriques*	500,0	100%	500,0
3 ANSUT	*Agence Nationale du Service Universel des Télécommunications/TIC*	86 078,1	100%	86 078,1
4 BNETD	*Bureau National d'Études Techniques et de Développement*	2 000,0	100%	2 000,0
5 BPCI	*Caisse Nationale des Caisses d'Épargne*	53 000,0	100%	53 000,0
6 CI-ENERGIES	*Energies de Côte d'Ivoire*	20 000,0	100%	20 000,0
7 FER	*Fonds d'Entretien Routier*	300,0	100%	300,0
8 FODI	*Fonds de Développement des Infrastructures Industrielles*	10,0	100%	10,0
9 I2T	*Société Ivoirienne de Technologie Tropicale*	250,0	100%	250,0
10 INS-SODE	*Institut National de la Statistique*	2 000,0	100%	2 000,0
11 ONAD	*Office National de l'Assainissement et du Drainage*	1 000,0	100%	1 000,0
12 ONEP	*Office National de l'Eau Potable*	150,0	100%	150,0
13 PAA	*Port Autonome d'Abidjan*	16 000,0	100%	16 000,0
14 PASP	*Port Autonome de San-Pedro*	2 897,5	100%	2 897,5
15 PCI	*Poste de Côte d'Ivoire*	12 664,0	100%	12 664,0
16 PETROCI HOLDING	*Société Nationale d'Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire*	33 104,1	100%	33 104,1
17 RTI	*Radio Diffusion Télévision Ivoirienne*	6 000,0	100%	6 000,0
18 SIPF	*Société Ivoirienne de gestion du Patrimoine Ferroviaire*	3 000,0	100%	3 000,0
19 SIT	*Société Ivoirienne de Télédiffusion*	4 574,7	100%	4 574,7
20 SNDI	*Société Nationale de Développement Informatique*	1 130,1	0%	1 130,1
21 SNPECI	*Société Nouvelle de Presse et d'Edition de Côte d'Ivoire*	821,2	100%	821,2
22 SODEFOR	*Société de Développement des Forêts*	50,0	100%	50,0
23 SODEMI	*Société pour le Développement Minier de la Côte d'Ivoire*	600,0	100%	600,0
24 SODERTOUR-LACS	*Société de Développement Touristique de la Région des Lacs*	10 000,0	100%	10 000,0
25 SODEXAM	*Soc. d'Expl. et de Dév. Aéroportuaire, Aéronautique et Météo.*	1 414,7	100%	1 414,7
26 SPDC	*Société des Palaces de Cocody*	7 140,2	100%	7 140,2
TOTAL GÉNÉRAL		**264 984,7**		**267 910**

SOCIÉTÉS À PARTICIPATION FINANCIÈRE PUBLIQUE MAJORITAIRE

SOCIÉTÉS	DESIGNATION	CAPITAL	PART ÉTAT	CAPITAL DE L'ÉTAT
1 AGEF	*Agence de Gestion Foncière*	400,0	57,2%	228,6
2 AIR CÔTE D'IVOIRE	*AirCôted'Ivoire*	130 000,0	57,5%	74 802,0
3 BHCI	*Banque de l'Habitat de Côte d'Ivoire*	6 776,0	51,6%	3 497,1
4 BNI	*Banque Nationale d'Investissement*	20 500,0	80,8%	16 572,2
5 CI- ENGINEERING	*Côte d'Ivoire Engineering*	5 864,0	71,0%	4 163,4
6 CML	*Compagnie Minière du Littoral*	600,0	61,0%	366,0
7 EDIPRESSE	*EDIPRESSE SARL*	25,0	65,0%	16,3
8 INIE	*Institut Ivoirien de l'Entreprise*	120,0	62,5%	75,0
9 LBTP	*Laboratoire du Bâtiment et des Travaux Publics*	1 000,0	95,2%	952,0
10 LONACI-SEM	*Loterie Nationale de Côte d'Ivoire*	400,0	80,0%	320,0
11 SGMT	*Société de Gestion du Grand Marché de Treichville*	250,0	85,8%	214,4
12 SICOGI	*Société Ivoirienne de Construction et de Gestion Immobilière*	6 777,4	84,2%	5 705,9
13 SONITRA	*Société Nationale Ivoirienne de Travaux*	2 272,5	55,0%	1 249,9
14 SOTRA	*Société des Transports Abidjanais*	17 038,0	60,2%	10 251,7
15 VERSUS BANK	*Versus Bank*	10 000,0	52,9%	5 289,0
TOTAL GÉNÉRAL		**202 022,9**		**123 703,5**

SOCIÉTÉS À PARTICIPATION FINANCIÈRE PUBLIQUE AVEC MINORITÈ DE BLOCAGE

SOCIÉTÉS	DESIGNATION	CAPITAL	PART ÉTAT	CAPITAL DE L'ÉTAT
1 ADCI	*Agence pour le Dével. de la Compétitivité des Industries de Côte d'Ivoire*	50,0	40,0%	20,0
2 ANADER	*Agence Nationale d'Appui au Développement Rural*	500,0	35,0%	175,0
3 CNRA	*Centre National de Recherche Agronomique*	500,0	40,0%	200,0
4 FOREMI	*Société de Forage Minier*	100,0	49,0%	49,0
5 QUIPUX-AFRIQUE	*Quipux-Afrique*	1 000,0	35,0%	350,0
6 SIR	*Société Ivoirienne de Raffinage*	39 000,0	47,3%	18 439,2
TOTAL GÉNÉRAL		**41 150,0**		**19 233,2**

SOCIÉTÉS À PARTICIPATION FINANCIÈRE PUBLIQUE MINORITAIRE

SOCIÉTÉS	DESIGNATION	CAPITAL	PART ÉTAT	CAPITAL DE L'ÉTAT
1 AERIA	*Aéroport International Abidjan*	1 418,0	10,0%	141,8
2 AGBAOU GOLD OP. SA	*Agbaou Gold Operations SA*	100,0	15,0%	15,0
3 AGOLD HIRE	*Newcrest Hiré Côte d'Ivoire*	600,0	10,0%	60,0
4 BM	*Bondoukou Manganèse*	1 010,0	10,0%	101,0
5 BRVM	*Bourse Régionale des Valeurs Mobilières*	3 082,0	1,8%	56,4
6 CIDT	*CompagnieIvoiriennepourleDéveloppementdesTextiles*	7 200,0	10,0%	720,0
7 CIE	*CompagnieIvoirienneElectricité*	14 000,0	15,0%	2 100,0
8 CIPREL	*Compagnie Ivoirienne de Production d'Electricité*	29 200,0	14,7%	4 292,4
9 CMB	*Compagnie Minière du Bafing*	100,0	15,0%	15,0
10 DCBR	*Dépositaire Centrale Banque de règlement*	1 540,4	1,8%	27,6
11 GESTOCI	*Société de Gestion des Stocks Pétroliers*	240,0	12,5%	30,0
12 IPS (WA)	*Industrial Promotion Services (West Africa)*	1 000,0	15,0%	150,0
13 IVOIRE MANGANÈSE	*Ivoire Manganèse*	610,0	10,0%	61,0
14 LEB	*Lagune Exploitation Bongouanou*	10,0	10,0%	1,0
15 LGL	*Lihir Gold Limited*	400,0	10,0%	40,0
16 NDCI	*Newcrest Dougbafla Côte d'Ivoire*	10,0	10,0%	1,0
17 OIC	*Office Ivoirien des Chargeurs*	500,0	20,0%	100,0
18 ORANGE CI	*Orange Côte d'Ivoire*	6 026,2	15,0%	900,9
19 PERSUS MINING YAOURÉ	*Perseus Mining Yaouré*	600,0	0,0%	-
20 PMCI	*Perseus Mining Côte d'Ivoire*	100,0	10,0%	10,0
21 SEMGB	*Marché de Gros de Bouaké*	700,0	10,0%	70,0
22 SIB	*Société Ivoirienne de Banque*	10 000,0	5,0%	500,0
23 SIFAL	*Société Ivoirienne de Fabrication de Lubrifiant*	560,0	32,1%	180,0
24 SITARAIL	*Société International de Transport Africain par RAIL*	5 000,0	15,0%	750,0
25 SIVAC	*Société Ivoirienne d'Abattage et de charcuterie*	38,0	31,6%	12,0
26 SM SA	*Shiloh Manganèse S.A*	50,0	10,0%	5,0
27 SMD	*Société des Mines de DAAPLEU*	600,0	10,0%	60,0
28 SMI	*Société des Mines d'Ity*	600,0	15,0%	90,0
29 SOCOPRIM	*Société Concessionnaire du Pont Riviéra - Marcory*	18 366,9	25,2%	4 624,8
30 SODECI	*Société de Distribution d'Eau de la Côte d'Ivoire*	4 500,0	3,2%	146,1
31 TONGON SA	*Société des Mines de Tongon SA*	10,0	10,0%	1,0
32 TRCI	*Tropical Rubber Côte d'Ivoire*	2 000,0	20,0%	400,0
33 VITIB SA	*Village des Technologies de l'Info et de la Biotechnologie*	2 176,4	25,9%	564,3
34 VIVO ENERGY-CI	*VIVO ENERGY-CI*	3 150,0	5,0%	157,5
35 WFCI	*Webb Fontaine Côte d'Ivoire*	100,0	8,0%	8,0
TOTAL GÉNÉRAL		**115 597,9**		**16 391,8**

TOTAL (PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT)

SOCIÉTÉS	DESIGNATION	CAPITAL	PART ÉTAT	CAPITAL DE L'ÉTAT
TOTAL		**623 755,5**		**424 313,2**

ANNEXE 2

CHIFFRE D'AFFAIRES,RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS EN FONCTION DU SECTEUR D'ACTIVITÉS

AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE

SOCIÉTÉS	CA 2018	CA 2019	VAR CA. (%)	RN 2018	RN 2019	VAR RN. (%)
1 ANADER	7 298	7 434	1,86%	109	120	10,35%
2 CIDT	37 594	48 690	29,51%	-796	2 551	420,46%
3 CI-ENGINEERING	241	476	97,32%	150	-391	-361,15%
4 CNRA	7 689	6 422	-16,48%	2 109	-3 908	-285,28%
5 I2T	181	39	-78,24%	-944	-536	43,20%
6 IPS (WA)	2 473	2 565	3,70%	4 500	6 092	35,37%
7 SIVAC	108	99	-8,84%	4	14	227,64%
8 SODEFOR	5 823	6 380	9,56%	93	761	719,59%
9 TRCI	27 307	12 918	-52,69%	-4 107	164	103,98%
TOTAL GÉNÉRAL	**88 715**	**85 022**	**-4,16%**	**1 118**	**4 865**	**335,30%**

AUTRES SERVICES

SOCIÉTÉS	CA 2018	CA 2019	VAR CA. (%)	RN 2018	RN 2019	VAR RN. (%)
1 ADCI	50	208	313,86%	11	-1	-107,80%
2 BNETD	28 990	32 176	10,99%	3 627	4 762	31,30%
3 INIE	27	64	134,74%	22	22	-0,96%
4 INS-SODE	4 369	4 966	13,67%	-918	-742	19,18%
5 LONACI-SEM	92 099	206 647	124,38%	1 318	2 422	83,67%
TOTAL GÉNÉRAL	**125 535**	**244 061**	**94,42%**	**4 060**	**6 463**	**59,17%**

BATIMENTS ET INFRASTRUCTURES

SOCIÉTÉS	CA 2018	CA 2019	VAR CA. (%)	RN 2018	RN 2019	VAR RN. (%)
1 AGEF	12 464	8 218	-34,07%	520	320	-38,58%
2 FODI	549	578	5,36%	30	51	66,73%
3 LBTP	11 532	12 714	10,25%	1 106	1 817	64,25%
4 MGB	306	312	2,14%	455	548	20,38%
5 SGMT	536	593	10,76%	73	-1 392	-2008,35%
6 SICOGI	5 709	16 912	172,30%	-2 093	720	134,42%
7 SONITRA	3 310	2 553	-22,87%	92	441	381,02%
TOTAL GÉNÉRAL	**34 406**	**34 406**	**19,98%**	**184**	**2 505**	**1261,75%**

EAU ET ASSAINISSEMENT

SOCIÉTÉS	CA 2018	CA 2019	VAR CA. (%)	RN 2018	RN 2019	VAR RN. (%)
1 ONAD	820	1 067	30,15%	0	0	NA
2 ONEP	2 915	3 478	19,35%	201	31	-84,49%
3 SODECI	98 433	96 478	-1,99%	2 864	2 952	3,10%
TOTAL GÉNÉRAL	**102 167**	**101 023**	**-1,12%**	**3 064**	**2 983**	**-2,64%**

ÉLECTRICITÉ

SOCIÉTÉS	CA 2018	CA 2019	VAR CA. (%)	RN 2018	RN 2019	VAR RN. (%)
1 CIE	587 236	**666 829**	-113,55%	4 930	**6 534**	32,55%
2 CI-ENERGIES	68 615	**57 373**	-16,38%	2 711	**1 471**	-45,73%
3 CIPREL	64 394	**66 087**	2,63%	27 417	**30 678**	11,89%
TOTAL GÉNÉRAL	**720 245**	**790 289**	**9,73%**	**35 058**	**38 684**	**10,34%**

FINANCE

SOCIÉTÉS	CA 2018	CA 2019	VAR CA. (%)	RN 2018	RN 2019	VAR RN. (%)
1 BNI	31 987	35 332	10,46%	-6 383	10 594	**265,97%**
2 BPCI(EX CNCE)	-506	2 661		-17 106	6 568	**138,40%**
3 BRVM	4 114	3 537	-14,04%	755	336	**-55,45%**
4 DCBR	2 599	2 536	-2,44%	742	753	**1,57%**
5 SIB	65 941	71 887	9,02%	23 200	28 057	**20,94%**
6 VERSUS BANK	6 631	7 204	8,64%	1 668	1 515	**-9,17%**
TOTAL GÉNÉRAL	**110 766**	**123 156**	**11,19%**	**2 875**	**47 823**	**1563,46%**

HYDROCARBURES

SOCIÉTÉ	CA/PNB 2018	CA/PNB 2019	VAR CA. (%)	RN 2018	RN 2019	VAR RN. (%)
1 GESTOCI	17 200	17 794	3,46%	1 126	517	-54,10%
2 PETROCI HOLDING	258 256	273 730	5,99%	13 007	5 378	-58,65%
3 SIFAL	18 271	23 137	26,63%	100	156	56,34%
4 SIR	1 290 896	1 335 036	3,42%	23 321	14 733	-36,83%
5 VECI	347 717	354 252	1,88%	5 389	5 465	1,41%
TOTAL GÉNÉRAL	**1 932 341**	**2 003 950**	**3,71%**	**42 944**	**26 250**	**-38,87%**

MÉDIA

SOCIÉTÉS	CA 2018	CA 2019	VAR CA. (%)	RN 2018	RN 2019	VAR RN. (%)
1 EDIPRESSE	3 991	3 625	-9,17%	27	-586	-2288,50%
2 RTI	11 565	8 650	-25,21%	3 285	70	-97,86%
3 SIDT	0	2 108	NA!	0	128	NA
4 SNPECI	3 549	4 186	17,92%	-2 387	-520	78,21%
TOTAL GÉNÉRAL	**19 106**	**18 568**	**-2,81%**	**924**	**-907**	**-198,16%**

TOURISME ET HOTELLERIE

SOCIÉTÉS	CA 2018	CA 2019	VAR CA. (%)	RN 2018	RN 2019	VAR RN. (%)
1 SODERTOUR-LACS	4 957	5 019	1,26%	299	119	-60,16%
2 SPDC	19 066	20 034	5,07%	1 507	545	-63,81%
TOTAL GÉNÉRAL	**24 023**	**25 053**	**4,29%**	**1 806**	**665**	**-63,21%**

MINES

SOCIÉTÉS	CA 2018	CA 2019	VAR CA. (%)	RN 2018	RN 2019	VAR RN. (%)
1 AGBAOU	100 436	112 016	11,53%	34 560	33 670	-2,58%
2 AGOLD BONIKRO	3 775	16 898	347,59%	-14 689	28 917	296,86%
3 AGOLD HIRE	87 005	38 701	-55,52%	3 299	14 743	346,95%
4 BM	11 255	16 332	45,11%	706	1 572	122,52%
5 CMB	9 833	28 110	185,87%	-4 840	2 610	153,93%
6 CML	24 620	30 146	22,45%	4 131	5 127	24,11%
7 FOREMI	2 032	2 981	46,71%	-527	-413	21,59%
8 IVOIRE MANGANÈSE	662	1 209	82,59%	-199	19	109,69%
9 PMCI	43 108	68 641	59,23%	-2 895	7 517	359,68%
10 SM SA	18 298	22 519	23,07%	4 731	4 305	-9,01%
11 SMD	0	40 326		0	20 040	NA
12 SMI	59 963	117 880	96,59%	5 935	38 805	553,84%
13 SODEMI	80	76	-4,93%	160	3 278	1952,71%
14 TONGON SA	162 261	224 948	38,63%	14 843	44 315	198,56%
TOTAL GÉNÉRAL	**523 328**	**720 783**	**37,73%**	**45 215**	**204 505**	**352,30%**

TECHNOLOGIE, TELECOM ET POSTE

SOCIÉTÉS	CA 2018	CA 2019	VAR CA. (%)	RN 2018	RN 2019	VAR RN. (%)
1 AIGF	10 222	9 876	-3,39%	249	608	143,97%
2 ANSUT	25 063	26 097	4,13%	-5 594	-3 429	38,70%
3 ORANGE CI	479 099	481 023	0,40%	22 578	54 745	142,46%
4 PCI	7 168	6 764	-5,63%	-4 311	-2 158	49,93%
5 QUIPUX-AFRIQUE	11 619	10 686	-8,03%	101	-243	-341,29%
6 SNDI	7 836	7 132	-8,99%	347	465	34,18%
7 VITIB SA	911	1 206	32,38%	456	182	-60,09%
8 WFCI	33 739	14 559	-56,85%	11 211	5 035	-55,09%
TOTAL GÉNÉRAL	**575 657**	**575 657**	**-3,18%**	**25 037**	**55 204**	**120,49%**

TRANSPORT

SOCIÉTÉS	CA 2018	CA 2019	VAR CA. (%)	RN 2017	RN 2018	VAR RN. (%)
1 AERIA	28 286	30 310	7,15%	4 362	2 295	-47,40%
2 AGEROUTE	5 957	7 748	30,07%	297	491	65,01%
3 AIR CI	105 207	109 291	3,88%	-13 764	-7 328	46,76%
4 FER	13 257	14 745	11,22%	0	0	NA
5 OIC	4 430	4 973	12,25%	210	319	51,43%
6 PAA	84 416	88 026	4,28%	21 774	15 714	-27,83%
7 PASP	8 252	9 470	14,76%	1 038	635	-38,77%
8 SIPF	1 324	1 500	13,22%	13	31	147,63%
9 SITARAIL	38 750	41 261	6,48%	-1 370	-318	76,79%
10 SOCOPRIM	80	113	42,03%	31 623	36 845	16,51%
11 SODEXAM	9 794	10 506	7,27%	666	831	24,76%
12 SOTRA	29 448	33 897	15,11%	772	588	-23,87%
TOTAL GÉNÉRAL	**329 203**	**351 841**	**6,88%**	**45 622**	**50 101**	**9,82%**

TOTAL (PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT)

SOCIÉTÉS	CA 2018	CA 2019	VAR CA. (%)	RN 2018	RN 2019	VAR RN. (%)
TOTAL GÉNÉRAL	**4 585 991**	**5 062 971**	**10,40%**	**207 907**	**439 142**	**111,22%**

ANNEXE 3

CHIFFRE D'AFFAIRES, RÉSULTAT NET DES SOCIÉTÉS EN FONCTION DU SEGMENT

CHAMPIONS NATIONAUX

SOCIÉTÉS	CA 2018	CA 2019	VAR CA. (%)	RN 2018	RN 2019	VAR RN. (%)
1 AIR CI	105 207	109 291	3,88%	-13 764	-7 328	46,76%
2 BNETD	28 990	32 176	10,99%	3 627	4 762	31,30%
3 BNI	31 987	35,332	10,46%	-6 383	10 594	265,97%
4 LBTP	11 532	12 714	10,25%	1 106	1 817	64,25%
5 PETROCI HOLDING	258 256	273 730	5,99%	13 007	5 378	-58,65%
6 SICOGI	6 211	16 912	172,30%	-2 093	720	134,42%
7 SIR	1 290 896	1 335 036	3,42%	23 321	14 733	-36,83%
8 SNDI	7 836	7 132	-8,99%	347	465	34,18%
TOTAL GÉNÉRAL	**1 740 915**	**1 822 323**	**4,68%**	**19 169**	**30 545**	**62,46%**

GESTION PATRIMONIALE

SOCIÉTÉS	CA 2018	CA 2019	VAR CA. (%)	RN 2018	RN 2019	VAR RN. (%)
1 ADCI	50	208	313,86%	11	-1	-107,80%
2 BM	11 255	16 332	45,11%	706	1 572	122,52%
3 BRVM	4 114	3 537	-14,04%	755	336	-55,45%
4 CIDT	37 594	48 690	29,51%	-796	2 551	420,46%
5 CI-ENGINEERING	241	476	97,32%	150	-391	-361,15%
6 CIPREL	64 394	66 087	2,63%	27 417	30 678	11,89%
7 CMB	9 833	28 110	185,87%	-4 840	2 610	153,93%
8 CML	24 620	30 146	22,45%	4 131	5 127	24,11%
9 DCBR	2 599	2 536	-2,44%	742	753	1,57%
10 EDIPRESSE	3 991	3 625	-9,17%	27	-586	-2288,50%
11 FOREMI	2 032	2 981	46,71%	-527	-413	21,59%
12 GESTOCI	17 200	17 794	3,46%	1 126	517	-54,10%
13 IPS (WA)	2 473	2 565	3,70%	4 500	6 092	35,37%
14 IVOIRE MANGANÈSE	662	1 209	82,59%	-199	19	109,69%
15 OIC	4 430	4 973	12,25%	210	319	51,43%
16 PMCI	43 108	68 641	59,23%	-2 895	7 517	359,68%
17 QUIPUX-AFRIQUE	11 619	10 686	-8,03%	101	-243	-341,29%
18 SGMT	536	593	10,76%	73	-1 392	-2008,35%
19 SIB	65 941	71 887	9,02%	23 200	28 057	20,94%
20 SIFAL	18 271	23 137	26,63%	100	156	56,34%
21 SIVAC	108	99	-8,84%	4	14	227,64%
22 SM SA	18 298	22 519	23,07%	4 731	4 305	-9,01%
23 SMI	59 963	117 880	96,59%	5 935	38 805	553,84%
24 SODERTOUR-LACS	4 957	5 019	1,26%	299	119	-60,16%
25 SONITRA	3 310	2 553	-22,87%	92	441	381,02%
26 SPDC	19 066	20 034	5,07%	1 507	545	-63,81%
27 TONGON SA	162 261	224 948	38,63%	14 843	44 315	198,56%
28 TRCI	27 307	12 918	-52,69%	-4 107	164	103,98%
29 VECI	347 717	354 252	1,88%	5 389	5 465	1,41%
30 VERSUS BANK	6 631	7 204	8,64%	1 668	1 515	-9,17%
31 WFCI	33 739	14 559	-56,85%	11 211	5 035	-55,09%
32 AGOLD BONIKRO	3 775	16 898	347,59%	-14 689	28 917	296,86%
33 AGOLD HIRE	87 005	38 701	-55,52%	3 299	14 743	346,95%
34 AGBAOU	100 436	112 016	11,53%	34 560	33 670	-2,58%
35 SMD	0	40 326		0	20 040	NA
36 BPCI(EX CNCE)	-506	2 661	-625,89%	-17 106	6 568	138,40%
37 SEMGB	305	312	2,14%	455	548	20,38%
TOTAL GÉNÉRAL	**1 199 338**	**1 397 113**	**16,49%**	**102 082**	**288 486**	**182,60%**

OPÉRATEURS PUBLICS DE SERVICE PUBLIC

SOCIÉTÉS	CA 2018	CA 2019	VAR CA. (%)	RN 2018	RN 2019	VAR RN. (%)
1 AGEF	12 464	8 218	-34,07%	520	320	-38,58%
2 PCI	7 168	6 764	-5,63%	-4 311	-2 158	49,93%
3 RTI	11 565	8 650	-25,21%	3 285	70	-97,86%
4 SNPECI	3 549	4 186	17,92%	-2 387	-520	78,21%
5 SIDT	0	2 108		0	128	NA
TOTAL GÉNÉRAL	**34 746**	**29 925**	**-13,88%**	**-2 893**	**-2 160**	**25,33%**

OPPORTUNITÉ DE DÉLEGATION DE SERVICE PUBLIC

SOCIÉTÉS	CA 2018	CA 2019	VAR CA. (%)	RN 2018	RN 2019	VAR RN. (%)
1 AERIA	28 286	30 310	7,15%	4 362	2 295	-47,40%
2 CIE	587 236	666 829	13,55%	4 930	6 534	32,55%
3 LONACI-SEM	92 099	206 647	124,38%	1 318	2 422	83,67%
4 ORANGE CI	479 099	481 023	0,40%	22 578	54 745	142,46%
5 PAA	84 416	88 026	4,28%	21 774	15 714	-27,83%
6 PASP	8 252	9 470	14,76%	1 038	635	-38,77%
7 SITARAIL	38 750	41 261	6,48%	-1 370	-318	76,79%
8 SOCOPRIM	80	113	42,03%	31 623	36 845	16,51%
9 SODECI	98 433	96 478	-1,99%	2 864	2 952	3,10%
10 SODEXAM	9 794	10 506	7,27%	666	831	24,76%
11 SOTRA	29 448	33 897	15,11%	772	588	-23,87%
TOTAL GÉNÉRAL	**1 455 892**	**1 664 561**	**14,33%**	**90 555**	**123 242**	**36,10%**

STRUCTURES NON COMMERCIALES

SOCIÉTÉS	CA 2018	CA 2019	VAR CA. (%)	RN 2018	RN 2019	VAR RN. (%)
1 AGEROUTE	5 957	7 748	30,07%	297	491	65,01%
2 AIGF	10 222	9 876	-3,39%	249	608	143,97%
3 ANADER	7 298	7 434	1,86%	109	120	10,35%
4 ANSUT	25 063	26 097	4,13%	-5 594	-3 429	38,70%
5 CI-ENERGIES	68 615	57 373	-16,38%	2 711	1 471	-45,73%
6 CNRA	7 689	6 422	-16,48%	2 109	-3 908	-285,28%
7 FER	13 257	14 745	11,22%	0	0	NA
8 FODI	549	578	5,36%	30	51	66,73%
9 I2T	181	39	-78,24%	-944	-536	43,20%
10 INIE	27	64	134,74%	22	22	-0,96%
11 INS-SODE	4 369	4 966	13,67%	-918	-742	19,18%
12 ONAD	820	1 067	30,15%	0	0	NA
13 ONEP	2 915	3 478	19,35%	201	31	-84,49%
14 SIPF	1 324	1 500	13,22%	13	31	147,63%
15 SODEFOR	5 823	6 380	9,56%	93	761	719,59%
16 SODEMI	80	76	-4,93%	160	3 278	1952,71%
17 VITIB SA	911	1 206	32,38%	456	18	-60,09%
TOTAL GÉNÉRAL	**155 100**	**149 049**	**-3,90%**	**-1 006**	**-1 568**	**-55,95%**

TOTAL (PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT)

SOCIÉTÉS	CA 2018	CA 2019	VAR CA. (%)	RN 2018	RN 2019	VAR RN. (%)
TOTAL GÉNÉRAL	**4 585 991**	**5 062 971**	**10,40%**	**207 907**	**439 142**	**111,22%**

ANNEXE 4

SOCIÉTÉS AYANT UN RÉSULTAT NET BÉNÉFICIAIRE EN 2019

SOCIÉTÉS	RN 2018	RN 2019	VAR CA. (%)	VAR RN. (%)
1 ORANGE CI	22 578	54 745	32 166	142,46%
2 TONGON SA	14 843	44 315	29 472	198,56%
3 SMI	5 935	38 805	32 870	553,84%
4 SOCOPRIM	31 623	36 845	5 222	16,51%
5 AGBAOU	34 560	33 670	-890	-2,58%
6 CIPREL	27 417	30 678	3 261	11,89%
7 AGOLD BONIKRO	-14 689	28 917	43 606	296,86%
8 SIB	23 200	28 057	4 857	20,94%
9 SMD	0	20 040	20 040	
10 PAA	21 774	15 714	-6 060	-27,83%
11 AGOLD HIRE	3 299	14 743	11 445	346,95%
12 SIR	23 321	14 733	-8 588	-36,83%
13 BNI	-6 383	10 594	16 977	265,97%
14 PMCI	-2 895	7 517	10 411	359,68%
15 BPCI (EX CNCE)	-17 106	6 568	23 674	138,40%
16 CIE	4 930	6 534	1 605	32,55%
17 IPS (WA)	4 500	6 092	1 592	35,37%
18 VECI	5 389	5 465	76	1,41%
19 PETROCI HOLDING	13 007	5 378	-7 629	-58,65%
20 CML	4 131	5 127	996	24,11%
21 WFCI	11 211	5 035	-6 176	-55,09%
22 BNETD	3 627	4 762	1 135	31,30%
23 SM SA	4 731	4 305	-426	-9,01%
24 SODEMI	160	3 278	3 119	1952,71%
25 SODECI	2 864	2 952	89	3,10%
26 CMB	-4 840	2 610	7 450	153,93%
27 CIDT	-796	2 551	3 346	420,46%
28 LONACI-SEM	1 318	2 422	1 103	83,67%
29 AERIA	4 362	2 295	-2 068	-47,40%
30 LBTP	1 106	1 817	711	64.25%
31 BM	706	1 572	865	122,52%
32 VERSUS BANK	1 668	1 515	-153	-9,17%
33 CI-ENERGIES	2 711	1 471	-1 240	-45,73%
34 SODEXAM	666	831	165	24,76%
35 SODEFOR	93	761	668	719,59%
36 DCBR	742	753	12	1,57%
37 SICOGI	-2 093	720	2 814	134,42%
38 PASP	1 038	635	-402	-38,77%
39 AIGF	249	608	359	143,97%
40 SOTRA	772	588	-184	-23,87%
41 SEMGB	455	548	93	20,38%
42 SPDC	1 507	545	-962	-63,81%
43 GESTOCI	1 126	517	-609	-54,10%
44 AGEROUTE	297	491	193	65,01%
45 SNDI	347	465	118	34,18%
46 SONITRA	92	441	350	381,02%
47 BRVM	755	336	-418	-55,45%
48 AGEF	520	320	-201	-38,58%
49 OIC	210	319	108	51,43%
50 VITIB SA	456	182	-274	-60,09%
51 TRCI	-4 107	164	4 271	103,98%
52 SIFAL	100	156	56	56,34%
53 SIDT	0	128	128	
54 ANADER	109	120	11	10,35%
55 SODERTOUR-LACS	299	119	-180	-60,16%
56 RTI	3 285	70	-3 215	-97,86%
57 FODI	30	51	20	66,73%
58 ONEP	201	31	-170	-84,49%
59 SIPF	13	31	19	147,63%
60 INIE	22	22	0	-0,96%
61 IVOIRE MANGANÈSE	-199	19	218	109,69%
62 SIVAC	4	14	9	227,64%
TOTAL GÉNÉRAL	**235 253**	**461 110**	**225 857**	**96,01%**

ANNEXE 5

SOCIÉTÉS AYANT
UN RÉSULTAT NET NUL
EN 2019

SOCIÉTÉS	RN 2018	RN 2019	VAR RN.
1 FER	-	-	-
2 ONAD	-	-	-
TOTAL GÉNÉRAL			

ANNEXE 6

SOCIÉTÉS AYANT
UN RÉSULTAT NET DÉFICITAIRE
EN 2019

SOCIÉTÉS	RN 2018	RN 2019	VAR RN.
1 ADCI	-11	-1	-12
2 QUIPUX-AFRIQUE	101	-243	-344
3 SITARAIL	-1 370	-318	1 052
4 CI-ENGINEERING	150	-391	-541
5 FOREMI	-527	-413	114
6 SNPECI	-2 387	-520	1 867
7 I2T	-944	-536	408
8 EDIPRESSE	27	-586	-613
9 INS-SODE	-918	-742	176
10 SGMT	73	-1 392	-1 465
11 PCI	-4 311	-2 158	2 153
12 ANSUT	-5 594	-3 429	2 165
13 CNRA	2 109	-3 908	-6 017
14 AIR CI	-13 764	-7 328	6 435
TOTAL GÉNÉRAL	**-27 346**	**-21 968**	**5 378**

ANNEXE 7

SOCIÉTÉS AYANT BÉNEFICIÉ
DE SUBVENTIONS (SUBVENTION-ÉTAT)
EN 2019

SOCIÉTÉS	SE2018	SE2019	SI 2018	SI 2019	ST 2018	ST 2019
AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE	**14 394**	**14228**	**0**	**0**	**14 394**	**14 228**
ANADER	8 300	9 300	0	0	8 300	9 300
CI-ENGINEERING	295	467	0	0	295	467
CNRA	4 271	3 000	0	0	4 271	3 000
I2T	1 114	1 046	0	0	1 114	1 046
SIVAC	210	210	0	0	210	210
SODEFOR	204	204	0	0	204	204
AUTRES SERVICES	**3 379**	**5 135**	**626**	**0**	**4 005**	**5 135**
ADCI	153	118	0	0	153	118
BNETD	1 428	1 428	0	0	1 428	1 428
INIE	302	762	287	0	589	762
INS-SODE	1 496	2 828	339	0	1 835	2 828
BÂTIMENT & INFRASTRUCTURES	**0**	**0**	**143**	**101**	**143**	**101**
AGEF	0	0	143	101	143	101
EAU ET ASSAINISSEMENT	**1 080**	**669**	**0**	**0**	**1 080**	**669**
ONEP	1 080	669	0	0	1 080	669
MÉDIA	**1 356**	**6 124**	**2 159**	**10 721**	**3 515**	**16 845**
RTI	726	1 764	237	81	963	1 845
SIDT	0	4 260	0	9 940	0	14 200
SNPECI	630	100	1 922	700	2 552	800
TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE	**2 876**	**2 750**	**121**	**212**	**2 997**	**2 961**
PCI	1 976	1 850	121	212	2 097	2 061
VITIB SA	900	900	0	0	900	900
TOURISME ET HOTELLERIE	**527**	**237**	**338**	**140**	**865**	**377**
SODERTOUR-LACS	25	87	338	140	363	227
SPDC	502	150	0	0	502	150
TRANSPORTS	**39 084**	**34 524**	**350**	**1 050**	**39 434**	**35 574**
AIR CI	2 000	2 000	0	0	2 000	2 000
SIPF	50	50	0	0	50	50
SOCOPRIM	14 359	10 652	0	0	14 359	10 652
SODEXAM	2002	1 150	250	1 050	2 252	2 200
SOTRA	20 673	20 673	100	0	20 773	20 673
TOTAL GÉNÉRAL	**60 438**	**63 666**	**3 736**	**12 224**	**66 432**	**75 890**

* SE : Subvention d'Exploitation ; ** SI : Subvention d'Investissement ; *** ST : Subvention

ANNEXE 8

SOCIÉTÉS AYANT DISTRIBUÉ DES DIVIDENDES À L'ÉTAT EN 2019

SOCIÉTÉS	PART ÉTAT (%)	RN 2018	MONTANT NET IRVM 2018	RN 2019	MONTANT NET IRVM 2019
1 TONGON SA	10%	14 843	5 104	44 315	6 688
2 PETROCI HOLDING	100%	13 007	9 975	5 378	5 000
3 CIPREL	15%	27 417	2 472	30 678	3 158
4 ORANGE CI	15%	22 578	1 278	54 745	2 551
5 AGBAOU	10%	34 560	1 700	33 670	2 431
6 LONACI-SEM	80%	1 318	680	2 422	1 020
7 CIE	15%	4 930	666	6 534	882
8 SIB	5%	23 200	630	28 057	675
9 CML	10%	4 131	340	5 127	392
10 GUCE-CI(EX WFCI)	8%	11 211	762	5 035	281
11 SODEMI	100%	160		3 278	255
12 IPS (WA)	15%	4 500	200	6 092	220
13 SOCOPRIM	25%	31 623	249	36 845	218
14 SMD	10%	-		20 040	208
15 SODECI	3%	2 864	79	2 952	85
16 SM SA	10%	4 731	-	4 305	34
17 BRVM	2%	755	17	336	11
18 DCBR	2%	742	11	753	11
19 AERIA	10%	4 362	43	2 295	-

ANNEXE 9

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS

SECTEUR	CA 2018	RATIO 2018*(%)	CA 2019	RATIO 2019*(%)	VAR. CA	VAR. CA %
AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE	88 715	1,93%	85 022	1,68%	-3 693	-4,16%
BÂTIMENT & INFRASTRUCTURES	34 907	0,76%	41 881	0,83%	6 974	19,98%
EAU ET ASSAINISSEMENT	102 167	2,23%	101 023	2,00%	-1 144	-1,12%
ÉLECTRICITÉ	720 245	15,71%	790 289	15,61%	70 044	9,73%
FINANCE	110 766	2,42%	123 156	2,43%	12 391	11,19%
HYDROCARBURES	1 932 341	42,14%	2 003 950	39,58%	71 609	3,71%
MÉDIA	19 106	0,42%	18 568	0,37%	-537	-2,81%
TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE	575 657	12,55%	557 344	11,01%	-18 313	-3,18%
MINES	523 328	11,41%	720 783	14,24%	197455	37,73%
AUTRES SERVICES	125 535	2,74%	244 061	4,82%	118 526	94,42%
TRANSPORTS	329 203	7,18%	351 841	6,95%	22 638	6,88%
TOURISME ET HOTELLERIE	24 023	0,52%	25 053	0,49%	1 030	4,29%
TOTAL	**4 585 991**	**100,00%**	**5 062 971**	**100,00%**	**476 980**	**10,40%**

* Pourcentage de contribution du secteur à la formation du chiffre d'affaires des sociétés du portefeuille

ANNEXE 10

RÉPARTITION DU RÉSULTAT NET PAR SECTEUR D'ACTIVITÉS

SECTEUR	RN 2018	RATIO 2018*(%)	RN 2019	RATIO 2019*(%)	VAR. RN	VAR. RN%
AGRICULTURE ET AGRO-INDUSTRIE	1 118	0,54%	4 865	1,11%	3 747	335,30%
BÂTIMENT & INFRASTRUCTURES	184	0,09%	2 505	0,57%	2 321	1261,75%
EAU ET ASSAINISSEMENT	3 064	1,47%	2 983	0,68%	-81	-2,64%
ÉLECTRICITÉ	35 058	16,86%	38 684	8,81%	3 626	10,34%
FINANCE	2 875	1,38%	47 823	10,89%	44 948	1563,46%
HYDROCARBURES	42 944	20,66%	26 250	5,98%	-16 694	-38,87%
MÉDIA	924	0,44%	-907	-0,21%	-1 832	
TECHNOLOGIE, TÉLÉCOM ET POSTE	25 037	12,04%	55 204	12,57%	30 167	120,49%
MINES	45 215	21,75%	204 505	46,57%	159 291	352,30%
AUTRES SERVICES	4 060	1,95%	6 463	1,47%	2 403	59,17%
TRANSPORTS	45 622	21,94%	50 101	11,41%	4 480	9,82%
TOURISME ET HOTELLERIE	1 806	0,87%	665	0,15%	-1 142	-63,21%
TOTAL	**207 907**	**100,00%**	**439 142**	**100,00%**	**231 235**	**111,22%**

*Pourcentage de contribution du secteur à la formation du chiffre d'affaires des sociétés du portefeuille

ANNEXE 11

RÉPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SEGMENT

SEGMENT	CA 2018	RATIO 2018*(%)	CA 2019	RATIO 2019*(%)	VAR. CA	VAR. CA %
CHAMPIONS NATIONAUX	1 740 915	37,96%	1 822 323	35,99%	81 409	4,68%
GESTION PATRIMONIALE	1 199 338	26,15%	1 397 113	27,59%	197 775	16,49%
OPÉRATEURS PUBLICS DE SERVICE PUBLIC	34 746	0,76%	29 925	0,59%	-4 821	-13,88%
OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC	1 455 892	31,75%	1 664 561	32,88%	208 669	14,33%
STRUCTURES NON COMMERCIALES	155 100	3,38%	149 049	2,94%	-6 051	-3,90%
TOTAL GÉNÉRAL	**4 585 991**	**100,00%**	**5 062 971**	**100,00%**	**476 980**	**10,40%**

*Pourcentage de contribution du secteur à la formation du chiffre d'affaires des sociétés du portefeuille

ANNEXE 12

RÉPARTITION DU RÉSULTAT NET PAR SEGMENT

SEGMENT	RN 2018	RATIO 2018*(%)	RN 2019	RATIO 2019*(%)	VAR. RN	VAR. RN %
CHAMPIONS NATIONAUX	19 169	9,22%	31 142	7,09%	11 973	62,46%
GESTION PATRIMONIALE	102 082	49,10%	288 486	65,69%	186 404	182,60%
OPÉRATEURS PUBLICS DE SERVICE PUBLIC	-2 893	-1,39%	-2 160	-0,49%	733	25,33%
OPPORTUNITÉ DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC	90 555	43,56%	123 242	28,06%	32 687	36,10%
STRUCTURES NON COMMERCIALES	-1 006	-0,48%	-1 568	-0,36%	-563	-55,95%
TOTAL GÉNÉRAL	**207 907**	**100,00%**	**439 142**	**100,00%**	**231 235**	**111,22%**

*Pourcentage de contribution du secteur à la formation du chiffre d'affaires des sociétés du portefeuille

NOTES

NOTES

DGPE

DIRECTION GENERALE
DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT

DIRECTION GÉNÉRALE DU PORTEFEUILLE DE L'ÉTAT
1er Etage, Immeuble Le III, Boulevard Roume
Plateau, Abidjan - Côte d'Ivoire
Tél. : + 225 20 22 32 34

www.dgpe.gouv.ci